
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XXXIX

JOURNAUX
DE
L'Assemblée Législative

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 2 MARS AU 20 MAI 1905

—CES DEUX JOURS INCLUS—

Dans la cinquième année du règne de Notre Souverain

LE ROI EDOUARD VII

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU ONZIÈME PARLEMENT DE
LA LÉGISLATURE DE QUÉBEC

SESSION 1905

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC

IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION DU "SOLEIL", QUÉBEC

1905



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SIXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neufcent quatre, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le SIXIÈME jour du mois JUILLET mil neufcent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le QUINZIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—

SALUT:

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en

notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, {
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations,

et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie
QUÉBEC.

CANADA.
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous —

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le TREIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*. }
[L. S.] }

L.-A. JETTÉ

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner—

SALUT :

ATTENDU que le vingt-quatrième jour du mois d'octobre dernier, il Nous a plu de proroger la Législature de Notre Province de *Québec*, et la convoquer pour le treizième jour du mois de décembre mil neuf cent quatre.

ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative; Nous exemptons en conséquence les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le TREIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent quatre.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN. Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement.

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre Volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite

Province de *Québec*. Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'Emission de Nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du QUATRIÈME jour de NOVEMBRE courant, et rapportables le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de GASPÉ, et pour le district Electoral de CHICOUTIMI et SAGUENAY, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, et pour le District Electoral des ILES DE LA MADELEINE, lequel Bref d'Election sera rapportable le PREMIER jour d'AOUT prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, convoquons par ces présentes l'Assemblée

Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de *Québec*, en Notre dite Province, MARDI, le DIXIÈME jour de JANVIER prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite l'rovince

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre 'rdre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et de Notre Règne la quatrième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA.
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour du mois de JANVIER courant—

SALUT:

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve prorogée au DIXIÈME jour du mois de JANVIER courant.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de la proroger de nouveau au NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou

obligés de paraitre en notre cité de *Québec*, le DIXIÈME jour de JANVIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, en Notre dite Province de *Québec*, ce NEUVIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et de Notre Règne la quatrième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER courant—

SALUT:

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve prorogée au NEUVIÈME jour du mois de FÉVRIER courant.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de la proroger de nouveau au DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre Cité de *Québec*, le dit NEUVIÈME jour de FÉVRIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SIXIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC,

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, 24 février 1905.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer l'honorable Dominique Monet, ministre sans portefeuille, pour administrer temporairement le département de la colonisation et des travaux publics.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, 1er mars 1905.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer l'honorable Némèse Garneau, conseiller législatif pour la division Shawinigan, membre du Conseil Exécutif de la province de Québec ;

Il a aussi plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer l'honorable Némèse Garneau, ministre de l'agriculture de la province de Québec.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

LISTE DES MEMBRES

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLÉRIE

QUÉBEC, 1er mars 1905.

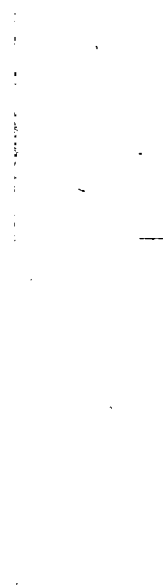
Ceci est pour certifier que, en conséquence de la dissolution de l'Assemblée Législative, et conformément aux brefs d'élections issus par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, datés du 4ème jour de novembre 1904, et adressés aux officiers-rapporteurs pour les districts électoraux de la province de Québec ci-après mentionnés, pour l'élection des membres devant représenter les dits districts électoraux à l'Assemblée Législative durant le présent parlement, les personnes suivantes ont été dûment élues, comme il appert par les rapports des dits brefs présentement dans les archives de mon bureau.

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOMS DES MEMBRES	OFFICIERS-RAPPORTEURS
Argenteuil.....	L'hon. William Alex. Weir.....	G. F. Calder.
Arthabaska.....	Paul Tourigny.....	Henri Laurier.
Bagot.....	Frédéric Hector Daigault.....	Jos. Pilon.
Beauce.....	J. Arthur Godbout.....	Taschereau Fortier.
Beauharnois.....	Achille Bergevin.....	Jos. Mayer.
Bellechasse.....	L'hon. Adélard Turgeon	Fortunat N. Belleau.
Berthier.....	Joseph Lafontaine.....	J. A. Laferrière.
Bonaventure.....	John Hall Kelly.....	L. P. LeBel.
Brome.....	L'hon. J. C. J. S. McCorkill.....	Chs. S. Cotton.
Chambly.....	Maurice Perrault.....	J. T. A. Robert.
Champlain.....	Pierre Calixte Neault.	Ferd. Trudel.
Charlevoix.....	Pierre D'Auteuil.....	Jos. Gariépy.
Châteauguay.....	François-Xavier Dupuis	J. B. Poupart.
Chicoutimi & Saguenay	Honoré Petit.....	Thos. Bossé.
Compton.....	Allen Wright Giard....	William B. Leonard.
Deux-Montagnes.....	Hector Champagne.....	Jos. Langlois.

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOMS DES MEMBRES	OFFICIERS-RAPPORTEURS
Dorchester.....	Alfred Morisset.....	Frs. Fortier.
Drummond.....	Joseph Laferté.....	Chs. S. Millar.
Gaspé.....	Louis Joseph Lemieux.	Jos. X. Lavoie.
Hochelaga.....	Jérémie L. Décarie....	Clovis Décarie.
Huntingdon.....	William H. Walker....	J. C. Bruce.
Iberville.....	Frs. Gosselin.....	Philibert Contant.
Iles-de-la-Madeleine...	Robert Jameson Leslie.	E. A. Brasset.
Jacques-Cartier.....	Joseph Adolphe Chauret	A. Chauret.
Joliette.....	Joseph Mathias Tellier.	J. O. Guilbault.
Kamouraska.....	Louis Rodolphe Roy...	Paul Dessaint.
Lac St-Jean.....	Georges Tanguay.....	J. Chs. Lindsay.
Laprairie.....	Côme Séraphin Cherrier	J. Brosseau.
L'Assomption.....	Joseph Edouard Duhamel	B. Rocher.
Laval.....	L'hon. P. Ev. LeBlanc..	Adélar Longpré.
Lévis.....	J. Cléophas Blouin.....	L. N. Carrier.
L'Islet.....	Jos Ed. Caron.....	A. G. Verrault.
Lotbinière.....	Napoléon Lemay.....	Jos. A. Auger.
Maskinongé.....	Georges Lafontaine....	Clovis Caron.
Matane.....	Donat Caron.....	J. B. Saucier.
Mégantic.....	George R. Smith.....	W. H. Lambly.
Missisquoi.....	Joseph J. B. Gosselin..	Edwin F. Currie.
Montcalm.....	P. J. Léonidas Bissonnette	A. E. Thibaudeau.
Montmagny.....	Ernest Roy.....	Cyrias Roy.
Montmorency.....	Louis Alex. Taschereau	Herménégilde Dick.
Montréal, No 1.....	Georges Albini Lacombe	Emery Lalonde.
Montréal, No 2.....	L'hon. Lomer Gouin...	L'hon. Rosaire Thibau- deau.
Montréal, No 3.....	Godfroy Langlois.....	A. P. Pigeon.
Montréal, No 4.....	James Cochrane.....	L'hon. Art. Turcotte.
Montréal, No 5.....	C. Benfield Carter....	W. J. Watts.
Montréal, No 6.....	Michael James Walsh..	James Savage.
Napierville.....	L'hon. Dominique Monnet.....	Alphonse Morin.
Nicolet.....	Alfred Marchildon....	Gus. A. Turcotte.
Ottawa.....	Ferd. Ambroise Gendron	T. J. O. Grondin.
Pontiac.....	David Gillies.....	Simon MacNally.
Portneuf.....	Edouard Antill Panet..	H. Q. de St-George.
Québec-Centre.....	L'hon. Amédée Robitaille	Philippe Malouin.
Québec-Comté.....	Cyrille F. Delâge.....	Ephraïm Bédard.
Québec-Ouest.....	John C. Kaine.....	L'hon. Ed. Rémillard.
Québec-Est.....	Albert Jobin.....	L'hon. Chs. Langelier.

DISTRICTS ÉLECTORAUX	NOMS DES MEMBRES	OFFICIERS-RAPPORTEURS
Richelieu.....	Louis P. P. Cardin.....	P. Guevremont.
Richmond.....	P. S. G. Mackenzie.....	John Ewing.
Rimouski.....	L'hon. Auguste Tessier.	L. N. Asselin.
Rouville.....	Alfred Girard.....	Chs. Frégeau.
St-Hyacinthe.....	Joseph Morin.....	J. Nault.
St-Jean.....	Philippe Honoré Roy..	Louis Mayrand.
St-Maurice.....	Louis Philippe Fiset...	J. B. O. Dumont.
St-Sauveur.....	L'hon. S. Napoléon Parent	Jos. Philéas Cantin.
Shefford.....	Ludger Pierre Bernard	J. H. Lefebvre.
Sherbrooke.....	Pantaléon Pelletier....	W. H. Lovell.
Soulanges.....	Joseph Octave Mousseau	J. Stevens.
Stanstead.....	P. Alfred Bissonnet...	Otis Shurtleff.
Témiscouata.....	Napoléon Dion.....	Elzéar Pouliot.
Terrebonne.....	Frs. Jean Berch. Prévost	J. A. Théberge.
Trois-Rivières.....	Joseph Adolphe Tessier	R. Kiernan.
Vaudreuil.....	Hormisdas Pilon.....	J. Nap. Lefebvre.
Verchères.....	Etienne Blanchard.....	Jos. Geoffrion.
Wolfe.....	Napoléon Pierre Tan- guay	O. Lamoureux.
Yamaska.....	Ls. Jules Aliard.....	O. E. Courchesne.

(Signé) L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.



JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1905

Jeudi, 2 Mars 1905

A la première session de la onzième Législature de la Province de Québec, commencée et tenue dans la cité de Québec, le deuxième jour de mars, dans la cinquième année du règne de Sa Majesté Edouard VII, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq.

Louis-Georges Desjardins, écuyer, greffier de l'Assemblée législative et Alphonse-Charles Guilbault, écuyer, assistant-greffier de l'Assemblée législative, Commissaires nommés *per dedimus potestatem*, pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative; tous s'y trouvant, conformément à leur devoir; le dit Louis Georges Desjardins, écuyer, déposa sur la table de la Chambre une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée législative (et dont copie est ci-annexée), les dits commissaires ont administré le serment aux

membres qui se sont présentés ; cela étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le dit serment, ils ont pris leur siège dans la Chambre.

Un message est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, Gentilhomme-Huissier de la Verge Noire, et le dit message est comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur l'Administrateur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Et alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif a dit :

Honorables Messieurs

et Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur l'Administrateur ne croit pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont engagé à convoquer la Législature provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi ; mais qu'aujourd'hui, Son Honneur fera connaître les motifs pour lesquels il a assemblé ce Parlement.

Et les députés étant de retour.

L'honorable M. Parent, député du district électoral de St-Sauveur, s'adressant au greffier, (qui se lève et se tourne de son côté), propose à la Chambre pour son Orateur, Auguste Tessier, écuyer, député du district électoral de Rimouski, secondé dans sa proposition par l'honorable M. Robitaille, député du district électoral de Québec-Centre.

Et la question étant posée : " Que Auguste Tessier, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur, " elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu :—Nemine contradicente, qu'Auguste Tessier, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré Auguste Tessier dûment élu Orateur de la Chambre, ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Parent et l'honorable M. Robitaille, et étant sur le premier degré du marchepied

du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur, dans les termes suivants :

“ J'offre à la Chambre mes sincères remerciements pour l'honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur. Je m'efforcerai de mériter constamment sa confiance. Je suis pénétré de mon incapacité à remplir cette position, mais me reposant sur la bienveillance et la co-opération des honorables députés des deux côtés de cette Chambre, je tâcherai de faire mon devoir du mieux qu'il me sera possible et de remplir les fonctions de président avec justice et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à revendiquer nos droits et privilèges, à maintenir nos règlements et à assurer la liberté des débats, conformément aux usages établis.”

Alors il s'assied dans le fauteuil ; et la masse (qui, auparavant, était sous la table) est placée sur la table.

Le message suivant est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif, et là, M. l'Orateur parle comme suit :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

“ L'Assemblée législative m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

“ Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers son Souverain et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations ” —

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif répond en ces termes :

“ M. L'ORATEUR,

“ J'ai ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative, envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites

“ avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes les occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.”

“ J'ai aussi ordre de vous assurer que la Chambre aura un prompt accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que ses paroles et ses actions.”

Les députés étant de retour, M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, et que là, il a informé Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province que le choix de l'Orateur était tombé sur lui; qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Honneur, tous ses droits et privilèges, afin qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, recevoir une interprétation favorable de ses délibérations, et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront;

Que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, il accordait à la Chambre tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de sa personne, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable, ses délibérations, ses paroles et ses actions.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 1), concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence, ce bill qui est reçu et lu la première fois.

M l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Je suis heureux de vous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette nouvelle Législature.

Depuis la dernière session, le terme d'office de Lord Minto, gouverneur général du Canada, a pris fin. C'est avec regret que nous l'avons vu quitter notre pays, où il s'est fait une place honorable parmi les hommes distingués à qui a été confiée la tâche d'y représenter le Souverain.

Dans la nomination de Lord Grey, son successeur, cette province a trouvé la promesse de la continuation de cette heureuse politique dont l'idée fondamentale est le désir d'assurer le libre fonctionnement des institutions représentatives autonomes dans chaque partie de l'Empire.

Il est satisfaisant de constater que le dernier exercice financier s'est soldé par un excédent des recettes sur les dépenses. J'ai d'autant plus lieu de m'en féliciter que ce résultat a été acquis malgré l'accroissement des exigences des divers services.

L'Instruction publique, l'Agriculture et la Colonisation n'ont cessé de faire l'objet de l'attention, de l'étude et des soins du gouvernement. Dans la mesure que l'ont permis les ressources de la province, il s'est appliqué à en favoriser le progrès et le développement. Les succès qu'ont remportés les produits de nos fermes à l'exposition de Saint-Louis, sont une preuve manifeste de l'excellence des méthodes qu'il a introduites ou encouragées. Sa sollicitude au sujet de l'Instruction est encore arrivée par les améliorations apportées depuis quelques années à l'Instruction primaire, agricole et technique dans les diverses provinces du Canada et dans les États avoisinants, ainsi que par la nécessité qui en est résultée d'introduire ici des modifications correspondantes dans certaines parties de notre enseignement, afin que notre population ait à sa disposition des facilités éducationnelles en tous points égales, sinon supérieures, à celles dont jouissent nos voisins. A ce prix seul lui sera-t-il permis de mettre en valeur les immenses richesses naturelles de notre province, d'en tirer tout le profit qu'elles comportent et d'être en mesure, dans le commerce, en agriculture et dans l'industrie, de tenir tête à la concurrence étrangère.

Grâce à une loi passée à la dernière session, une commission a été instituée aux fins de refondre les lois de la province d'un caractère général. Cette commission a commencé son travail, et elle va le poursuivre avec vigueur.

Plusieurs contrats concernant des écoles de réformes et d'industrie et le soin des aliénés prendront fin dans un avenir rapproché. Mon gouvernement vous soumettra, pour obtenir votre ratification, les contrats qu'il a passés pour la continuation de ces services. J'ai confiance que vous trouverez qu'ils contiennent des garanties suffisantes pour vous permettre de constater que les intérêts de la province ont été amplement protégés.

Vous serez appelés à délibérer sur l'adoption de quelques projets de loi d'intérêt général. Je signale particulièrement à votre attention celui qui tend à apporter des modifications à la loi des licences.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale seront incessamment déposés devant vous.

Le budget des dépenses pour l'année fiscale prochaine vous sera également soumis sans retard. Il a été préparé avec toute l'économie que permet l'efficacité du service public.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

En vous laissant à vos travaux, je fais appel à votre patriotisme pour que vous étudiiez avec la plus stricte attention les questions qui vous seront soumises, que vous les discutiez avec calme et modération, et

que vos décisions soient uniquement inspirées par des considérations d'ordre public et le désir de sauvegarder les intérêts généraux dont la défense vous a été confiée."

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Robitaille et il est—

Résolu :— Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, prononcé devant les deux branches de la Législature, soit pris en considération demain.

Résolu :— Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soit nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et loi expirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1904.
(*Document de la session No 2*).

L'honorable M. Robitaille, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le trente-quatrième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec, pour l'année 1903.
(*Document de la session No 4*).

Aussi, le rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1903 au 30 juin 1904.
(*Document de la session No 6*)

Aussi, le rapport du Surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1903-1904, et l'état financier du Surintendant de l'Instruction publique.
(*Documents de la session Nos 8 et 9*).

Aussi, les statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1903.
(*Document de la session No 10*).

L'honorable M. Parent, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1904.
(*Document de la session No 5*).

L'honorable M. Parent, avec la permission de la Chambre, fait la déclaration suivante :

“ Je, soussigné, déclare que :

“ Depuis la dissolution des Chambres on a porté contre moi des accusations en rapport avec l'administration du département des Terres de la Couronne.

“ L'on a dit entre autres choses : 1. Que la province de Québec perd chaque année environ un million de dollars de droits de coupe, et que chaque année des centaines de mille piastres prennent une fausse voie, à ma connaissance ;

“ 2. Que j'ai laissé faire de faux rapports à mes fonctionnaires dans l'intérêt des marchands de bois ;

“ 3. Que je suis entré pauvre dans la vie politique et que je me suis enrichi ainsi que mes proches et ce que l'on appelle mon entourage, à même le domaine public.

“ J'ai poursuivi devant les tribunaux civils ceux qui ont porté ces accusations contre moi et malgré les rumeurs publiées par certains journaux mal informés, aucune des actions intentées n'a été discontinuées. Elles sont au contraire poussées avec toute la célérité possible.

“ Une enquête des plus complètes sur l'administration de mon département a déjà eu lieu et un rapport assermenté exonérant le gouvernement de tout blâme a été déposé devant cette Chambre à la dernière session.

“ J'ai cru cependant devoir faire convoquer la Législature aussitôt qu'il m'a été possible de le faire, et je saisis la première occasion qui m'est offerte pour opposer la dénégation la plus formelle à ces accusations portées contre moi par des personnes en dehors de la Législature.

“ Un comité d'enquête, avec les pouvoirs les plus étendus, sera accordé par le gouvernement si une accusation est portée contre moi ou contre mon département par un député de cette Chambre, conformément aux règles de la procédure parlementaire et aux usages constitutionnels.

“ Je désire de plus ajouter la déclaration suivante :

“ 1. Je n'ai jamais reçu pour mon profit personnel ou le profit de qui que ce soit, un centin du revenu du domaine public.

“ 2. Je n'ai jamais eu connaissance de la moindre fraude qu'auraient pu commettre les fonctionnaires du département dont j'ai la direction.”

Québec, 2 mars 1905.

S.-N. PARENT,

Député de Saint-Sauveur,

Premier Ministre,

Ministre des Terres, Mines et Pêcheries.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 3 mars 1905.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Allard,—Les pétitions de John G. Grant et autres et de G. Ducharme et autres, de Montréal.

Par M. Blouin,—de Mgr Chs Guay, de Lévis ;

Par M. Chauret,—de la ville de Lachine ;

Par M. Décarie,—du village de la Petite Côte ;

Par M. Dupuis,—de la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal ;

Par M. Girard,—de M. Workman et autres, de Montréal ;

Par M. Lemieux,—des Commissaires d'écoles catholiques de Montréal et de "The Atlantic, Quebec and Western Railway Company" ;

Par M. Mackenzie,—de John T. Wilson et autres, de Montréal.

Par M. Morin,—de la Cie du pont de St-Pie ;

Par M. Pelletier,—des Commissaires d'écoles catholiques de Sherbrooke ;

Par M. Perrault,—de l'hon. Jean Girouard et autres de Longueuil ;

Par M. Prévost,—du comte de Sémallé, de Paris, France ;

Par M. Tanguay,—de Jules Constantin et autres, de Notre-Dame du Lac St-Jean ;

Par M. Walsh,—du révérend J. P. Kiernan et autres, de St-Michel-Archange de Montréal.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative pour l'année 1904-1905, comme suit :

A l'honorable Orateur

et aux honorables Membres

de l'Assemblée législative :

Le bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1904-1905.

Depuis la dernière session, la bibliothèque s'est accrue de 1450 volumes et d'une centaine de brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons particuliers.

Les achats ont été faits avec la plus scrupuleuse attention, et aussi avec une économie telle qu'il a été loisible au bibliothécaire de parvenir à équilibrer son budget annuel. Toutes les acquisitions nouvelles se font au comptant, et il sera facile à l'avenir de continuer un état de choses toujours si désirable.

Les échanges sont aussi nombreux qu'importants. Le gouvernement fédéral de la république voisine contribue par ses largesses sous ce rapport, à grossir le noyau d'ouvrages officiels dont la consultation devient de plus en plus nécessaire.

Le besoin de construire un édifice spécial pour loger les livres s'impose toujours de plus en plus avec la succession des années. Tout retard à ce propos devient une source d'ennuis sérieux, et porte préjudice aux livres qu'il faut, bon gré malgré, entasser sous les toits, où la vermine, la poussière et l'humidité exercent leur œuvre de destruction.

Chaque année de retard apporté à la construction de tel bâtiment est l'occasion de dépenses que nécessitent des installations provisoires.

Le nombre actuel des volumes de la bibliothèque est de 67,750 et des brochures, 18,000.

Le tout humblement soumis.

N.-E. DIONNE,

Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec.

Québec, 2 mars 1905.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur quatre messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus comme suit par M. l'Orateur :

(Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 2 mars 1905.

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués ; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

(Document de la session No 11).

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée Législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil Exécutif, concernant la distribution des Statuts de la province de Québec.

(Document de la session No 22.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 2 mars 1905.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

(Document de la session No 13.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 2 mars 1905.

L-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 28 février 1905, et approuvé par lui le 1er mars 1905, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

(Document de la session No 12.)

L'honorable M. Monet, dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1904.

(Document de la session No 7.)

Et le rapport du Ministre de l'Agriculture de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1904.

(Document de la session No 3.)

L'honorable M. Leblanc, député de cette Chambre, se lève de son siège, soulève une question de privilège et lit la déclaration suivante :

Je, Pierre Evariste LeBlanc, député du comté de Laval, à l'Assemblée législative de cette province, déclare de mon siège :

1. Que l'Honorable S. N. Parent, Premier Ministre et Ministre des Terres, Mines et Pêcheries a lu hier et déposé devant cette Chambre une déclaration signée par lui dans laquelle il fait allusion à des accusations graves qui ont été portées contre lui et son administration des affaires publiques, pendant et depuis les dernières élections provinciales ;

2. Que, par le même document, le dit S. N. Parent déclare qu'un comité d'enquête avec les pouvoirs les plus étendus sera nommé par le gouvernement, si une accusation est portée par un député de cette Chambre ;

3. Que les accusations auxquelles réfère la dite déclaration sont, entre autres, celles portées par deux membres du Sénat de la Puissance du Canada, dont l'un, savoir, l'honorable J. H. Legris, était le président d'une commission choisie par le premier ministre lui-même.

4. Que, dans une assemblée publique, tenue en la paroisse de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, le ou vers le 21 novembre dernier, le dit J. H. Legris a déclaré ce qui suit :

" Je viens comme libéral dénoncer un gouvernement libéral, M. Parent, comme ministre des Terres de la Couronne et comme premier ministre, a fait entrer le parti libéral et la province dans une ère qui ne peut aboutir qu'à la ruine, malgré les succès apparents de la caisse publique..... .

" Je suis moi-même l'interprète de la pensée d'un grand nombre de chefs libéraux en disant que M. Parent a été non seulement une plaie pour son partie, mais aussi pour la province.

" J'ai été nommé par M. Parent pour présider à l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation. Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour dans le département des terres de la Couronne, avec la sanction de M. Parent. Notre système de vente de forêts est abominable. Chaque année des centaines de mille piastres qui appartiennent à la Couronne tombent dans la poche des favoris de M. Parent. La charité m'empêche d'aller plus loin.

" Nos limites à bois sont vendues d'une manière qui me force à croire que M. Parent veut en avilir le prix au lieu de le faire monter.

" M. Parent s'est engagé par simple décret ministériel, sans consulter les Chambres à ne pas augmenter le droit de coupe, ni la rente foncière pendant dix ans, bien que le bois, augmente chaque année en valeur, ainsi que les facilités d'exploitation. Je n'hésite pas à dire que cet engagement est d'un fou.....et M. Parent n'est pas un fou.....ou d'un criminel. Je dis qu'il y a dans l'entourage immédiat du premier ministre des gens qui bénéficient de cette politique criminelle.

" J'affirme sans crainte d'être contredit, que nous perdons chaque année dans les environs de cinq cent mille dollars de droits de coupe, que chaque année des centaines de mille dollars prennent une fausse route, toujours au su de M. Parent."

5. Que, dans une lettre sous sa signature, publiée le quatre décembre dernier, le dit J. H. Legris, disait, entre autres choses, ce qui suit : " Je ne suis nullement effrayé des menaces de poursuite de l'honorable M. Parent contre moi, ce que j'ai dit de l'administration de son département je l'ai dit dans l'intérêt du public. Et advenant que les procédés judiciaires

dont je suis menacé seraient poussés, si M. Parent n'est pas surpris des révélations qui seront faites, je suis convaincu que le public le sera."

6. Que le dit S. N. Parent ayant pris une action en dommages contre le dit J. H. Legris, à raison des dites accusations, ce dernier a plaidé qu'elles étaient "légitimes et fondées en fait et en droit," et, a ajouté, entre autres choses, ce qui suit: (a) qu'il est notoire qu'entré très pauvre dans la politique, le demandeur (l'honorable S. N. Parent) est maintenant en possession d'une fortune opulente. De plus, il a profité du gouvernement pour exercer le plus honteux népotisme". (b) Si le demandeur s'est depuis résigné à instituer l'action en cette cause, c'est uniquement pour se cramponner encore quelque temps au pouvoir."

7. Que l'honorable P. A. Choquette, déclarant qu'il était convaincu que les dites accusations étaient vraies et qu'il était prêt à en faire la preuve, les a répétés publiquement les faisant siennes.

8. Que le dit S. N. Parent a également poursuivi le dit P. A. Choquette, lequel a aussi plaidé que les dites accusations étaient vraies et qu'il a, entr'autres choses, ajouté: (a) "que le dit S. N. Parent s'est servi de sa position de premier ministre pour faire prospérer ses propres affaires," (b) "que contrairement à la loi, le dit S. N. Parent a accepté, sans exiger qu'ils fussent contrôlés, des comptes fournis par des marchands de bois et que, par suite de cette illégalité, des sommes considérables ont été perdues pour la province;" (c) "que dans la vente des limites à bois le dit S. N. Parent a favorisé ses amis;" (d) "qu'un Monsieur Davis, entrepreneur du Pont de Québec, par contrat signé par le demandeur, le dit S. N. Parent comme président de la compagnie, a pu acquérir dans un but de spéculation, une grande quantité de limites, qu'il a ensuite revendues avec un profit considérable, après avoir obtenu par l'influence du premier ministre de Québec, ou d'autres pour lui, que des travaux spéciaux soient faits à certain endroit du fleuve St-Laurent afin de lui permettre de vendre plus cher ses dites limites;" (e) "que lui, le dit sénateur P. A. Choquette a agi de bonne foi, dans l'intérêt du pays et de son parti, et que les faits imputés au dit S. N. Parent comme une foule d'autres qui viendront à l'enquête sont, en substance, vrais;" (f) "que le dit P. A. Choquette n'agit pas par haine ni vengeance ayant déjà rendu au demandeur de grands services à sa demande personnelle."

9. Que le 15 décembre dernier, M. D. Monet, député du comté de Napierville à l'Assemblée législative, écrivit une lettre publique dans laquelle il disait, entr'autres choses, ce qui suit:

"Le Premier Ministre a poursuivi ses accusateurs devant les tribunaux civils. Pourquoi n'a-t-il pas en même temps convoqué les Chambres pour le jour le plus rapproché possible? Le plus sommaire de ces procès ne peut pas être décidé avant trois mois;

“ Il peut se faire qu’il ne le puisse être avant trois ans.

“ Et, pourtant le Premier Ministre a été dénoncé comme un voleur par deux personnages importants et responsables du parti libéral. La Province de Québec va-t-elle subir l’humiliation d’attendre les attermoiments et l’issue d’un procès en dommages pour savoir si elle est gouvernée par un voleur ou un honnête homme ?

“ L’honorable M. Parent, en poursuivant ses détracteurs devant les tribunaux civils a fait acte de citoyen. Mais c’est comme ministre qu’il a été accusé, et comme tel, il doit rendre ses comptes, non aux tribunaux, mais aux représentants du peuple.”

10. Que, dès avant la réunion des Chambres, et avant l’enquête qu’il réclamait, le dit D. Monet est devenu l’un des collègues du dit S. N. Parent dans le gouvernement de cette province.

11. Que le 5 décembre dernier, M. Ernest Roy, député du comté de Montmagny à l’Assemblée Législative depuis l’année 1900, écrivait une lettre publique au dit P. A. Choquette dans laquelle il disait, entr’autres choses, ce qui suit :

“ Cependant l’enquête faite par la Commission de Colonisation de même que certains renseignements qui me soit parvenus sur la manière de percevoir quelques-uns des revenus de la Province, m’avaient disposé dans le cas d’une élection nouvelle, à bien définir le programme politique que j’entendais suivre.

“ Je n’ai pas été surpris des accusations portées par l’honorable sénateur Legris, et par vous-même, contre le Premier Ministre. Je les ai entendu formuler longtemps avant les élections, et j’avais dès lors décidé, après renseignements pris, à bonne source, à attendre les explications du Premier Ministre ; je suis encore disposé à les attendre.

“ La position des accusateurs et le genre des accusations qu’ils portent, m’engagent à prendre cette ligne de conduite.

“ Il me semble sage dans une telle circonstance de conserver une réserve prudente, jusqu’à ce que l’accusateur soit confondu, ou l’accusé convaincu.”

12. A la suite de tout ce qui précède, et nonobstant le résultat de la dernière élection générale, tenue le 25 novembre dernier, trois collègues du dit S. N. Parent, dans le gouvernement de cette province, ont démissionné et ont entrepris de le chasser du pouvoir en déclarant au public et à plusieurs députés de cette Chambre, que leur Premier Ministre ne possédait pas la confiance de l’électorat de cette province, ni de la majorité des députés de cette Chambre, et que le dit S. N. Parent serait à l’ouverture des Chambres renversé sur le choix de l’Orateur.

13. Que le déclarant a toute raison de croire que le Premier Ministre de cette province et les trois ministres démissionnaires ci-dessus mentionnés ont fait dès avant l'ouverture de la présente session, un pacte en vertu duquel le dit S. N. Parent doit disparaître incessamment et la paix être rétablie entre les accusateurs et l'accusé au bénéfice individuel des démissionnaires, le tout sans enquête.

14. Qu'il est pourtant opportun, dans l'intérêt public, trop oublié dans ces luttes de faction, que l'enquête à laquelle le Premier Ministre fait allusion ait lieu immédiatement.

En conséquence, je, le dit déclarant, étant d'avis que l'honneur et la dignité de cette Chambre, dont je suis l'un des membres, sont en jeu, demande qu'il soit constitué un comité d'enquête chargé de s'enquérir des faits ci-dessus mentionnés; d'entendre les parties intéressées sur les dites accusations et de faire rapport à cette Chambre."

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Bernard:—Que la déclaration qui vient d'être lue, soit référée à un comité spécial composé de MM. Carter, Décarie, Delâge, Giard, Kelly, Roy (St-Jean) et Tellier, avec pouvoir de s'enquérir des faits y mentionnés; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer, que possèdent les comités permanents de l'Assemblée Législative, et la faculté d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers.

La Chambre convient de passer à l'ordre du jour pour la considération de l'adresse en réponse au discours du Trône.

M. Mousseau, appuyé par M. Kelly, propose et il est—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, se lisant comme suit :

A Son Honneur,

L'honorable Sir Louis-Amable Jetté, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il lui a plu de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Parent, fait la déclaration suivante :

" L'Honorable député de Napierville a été assermenté comme membre du Conseil Exécutif de la province, sans portefeuille, le deux février dernier.

Les honorables députés de Bellechasse, de Montréal, (division No 2) et d'Argenteuil, ont démissionné comme membres du Conseil Exécutif de la province, le 4 février dernier.

L'honorable M. Guerin, ci-devant député de Montréal, division No 6, a démissionné comme ministre sans portefeuille, le 28 février dernier.

Les pouvoirs, devoirs et attributions du ministre de la colonisation et des travaux publics ont été conférés temporairement à l'honorable député de Napierville, par arrêté en conseil, en date du 24 février dernier.

L'honorable député de Napierville remplit ces fonctions gratuitement.

L'honorable Némèse Garneau, membre du Conseil Législatif, a été assermenté comme ministre de l'agriculture le premier mars courant."

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre la correspondance suivante :

Québec, 4 novembre 1904.

A l'honorable Sir Louis A. Jetté,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

Québec.

Votre Honneur,

J'ai l'honneur de vous demander la dissolution de la législature de la province de Québec et d'appuyer ma demande des raisons suivantes : 1. Mettre promptement fin à et éviter à la province le renouvellement, dans quelques mois, de l'agitation électorale toujours défavorable à la paix et la prospérité du pays ; 2. Soumettre aux électeurs la politique du gouvernement au sujet du régime des terres et de la colonisation ; et 3. Enfin, permettre au peuple de se prononcer sur les accusations de vénalité portées ouvertement contre la législature.

J'ai l'honneur d'être,

De votre Honneur,

Le très humble serviteur,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 4 novembre 1904.

L'honorable S. N. Parent,
Premier Ministre,
Québec.

Monsieur le Premier Ministre,

Je reçois votre lettre de ce jour, me donnant par écrit, les motifs de dissolution de la Législature, déjà discutés entre nous.

Je n'ai pas à revenir sur les observations que je vous ai faites.

J'admets que vous avez strictement droit à la dissolution. Je crois, en conséquence, qu'il est de mon devoir, de vous l'accorder.

Agréez, monsieur le Premier Ministre, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

(Signé) L. A. JETTÉ.

Québec, 4 février 1905.

A-Son Honneur l'Honorable Sir L. A. Jetté,
Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Votre Honneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre signée par les honorables Messieurs Adélarde Turgeon, Lomer Gouin et W. A. Weir, par laquelle ces messieurs donnent leur démission comme membres du Conseil Exécutif de la province. Sans admettre en aucune manière que les raisons et les faits allégués dans cette lettre sont bien fondés, je soumets respectueusement que, dans les circonstances, la démission de messieurs Turgeon, Gouin et Weir devrait être acceptée.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Honneur,

Le très humble et très obéissant serviteur,

(Signé) S. N. PARENT,
Premier Ministre.

Québec, 3 février 1905.

L'honorable M. Simon-Napoléon Parent,
Premier Ministre de la Province de Québec.

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons l'honneur de vous offrir notre démission de membres du Conseil Exécutif de la province de Québec et de vous prier d'en informer immédiatement Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Cette décision nous est dictée par diverses raisons dont nous allons résumer les principales.

Votre conduite à notre égard depuis quelque temps nous force de conclure que, à votre avis, notre utilité dans votre gouvernement a cessé.

En effet, nous avons à maintes reprises, constaté votre détermination de gouverner la province sans prendre l'avis de vos collègues.

C'est ainsi que, le lendemain des élections fédérales, vous avez demandé la dissolution du parlement après une séance du Cabinet hâtivement convoquée, à laquelle il avait été, à votre connaissance, matériellement impossible pour deux d'entre eux d'être présents.

Plus tard, vous donniez la sanction ministérielle à quelques candidatures pour en combattre d'autres sanctionnées par des conventions libérales régulières, et ce, sans nous consulter et alors que vous saviez cette manière d'agir contraire aux intérêts du parti.

Avons-nous besoin de vous dire la stupéfaction que nous a causée l'assermentation d'un nouveau ministre sans avertissement autre qu'une rumeur de la rue? Nous estimons que nous avions le droit d'être consultés ou, au moins, pressentis à ce sujet. Nous ne pouvons interpréter votre action, dont pourtant la raison constitutionnelle nous tiendrait solidaires, que comme un manque absolu de confiance en nous.

D'autre part, votre refus ou votre négligence de donner effet à la loi des terres qui a été votée à la dernière session, le résultat des élections dans la plupart des comtés où vous êtes directement intervenu, votre peu d'empressement à procéder dans les poursuites que nous vous avons demandé d'instituer pour sauvegarder l'honneur du gouvernement et le vôtre, la volonté que vous avez exprimée de n'être pas à votre poste durant la session qui va commencer jeudi prochain, le sentiment de malaise qui règne dans le public et dont vous êtes seul responsable, nous convainquent que vous ne possédez pas la confiance des électeurs de cette province.

Ces raisons d'intérêt public nous induisaient depuis assez longtemps à prendre une détermination que, seules, vos assurances réitérées nous faisaient ajourner; mais les derniers événements rendant ces assurances illusoires, nous vous prions de transmettre incessamment notre démission à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur qui, nous l'espérons, voudra bien l'accepter et nous permettre de rendre public les motifs de notre conduite.

Daignez agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

(Signé)

ADÉLARD TURGEON,

"

LOMER GOUIN,

"

W. A. WEIR,

Québec, 4 février 1905.

A l'honorable S. N. Parent,
Premier Ministre,
Québec.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai reçu ce matin votre lettre en date de ce jour, me transmettant la démission des honorables messieurs Turgeon, Gouin et Weir, comme membres du Conseil Exécutif de la province de Québec.

Je regrette que ces messieurs aient pris cette détermination, mais je n'ai d'autre alternative, dans les circonstances, que d'accepter ces résignations, dont les raisons et l'explication ne devront être données que devant les Chambre à la prochaine session de la Législature.

(Signé) L. A. JETTÉ,
Lieutenant-Gouverneur.

Québec, 4 février 1904.

L'honorable Lomer Gouin,
Québec,

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inclure copie de la lettre que je viens de recevoir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en réponse à la mienne de ce matin, lui transmettant votre démission comme membre du Conseil Exécutif de la Province de Québec.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre bien dévoué,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 4 février 1905.

L'honorable W. A. Weir,
Québec.

Cher Monsieur,

Veillez trouver ci-inclus copie de la lettre que je viens de recevoir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse de la mienne, lui transmettant votre démission comme membre du Conseil Exécutif de la province de Québec.

J'ai l'honneur d'être,

Cher Monsieur,

Votre très dévoué,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 4 février 1905.

L'Honorable Adélard Turgeon,
Québec.

Cher monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de la réponse que je viens de recevoir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à ma lettre lui transmettant votre démission comme membre du Conseil Exécutif de la province de Québec.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre bien dévoué,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 28 février 1905.

A Son Honneur l'Honorable Sir L. A. Jetté,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec,

Votre Honneur,

J'ai l'honneur de vous inclure, dans la présente, copie des lettres que j'ai adressées aux honorables messieurs Turgeon, Gouin et Weir en réponse à leur lettre de démission en date du 3 courant.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Honneur,

Le très obéissant serviteur,

(Signé) S. N. PARENT,

Québec, 15 février 1905.

Honorables Messieurs Adélard Turgeon, Lomer Gouin,

W. A. Weir,

Québec.

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 3 courant, offrant votre démission comme membres du Conseil Exécutif de la province de Québec, permettez moi de vous donner les explications suivantes :

En premier lieu, vous dites que ma conduite à votre égard vous force de conclure qu'à mon avis, votre utilité dans mon gouvernement a cessé. Je regrette que vous ayez pu interpréter ma conduite de cette manière ; j'ai toujours eu l'intention et le désir de vous traiter avec toute la confiance et la déférence dues à mes collègues.

Vous invoquez spécialement, à l'appui de votre assertion, que le lendemain des élections fédérales, j'aurais demandé la dissolution du parlement à une séance du cabinet, hâtivement convoquée à laquelle il aurait été matériellement impossible à ma connaissance, pour deux d'entre vous d'être présents.

Cette séance du Cabinet a été tenue à la suite d'avis donnés régulièrement par le greffier du Conseil Exécutif à chacun des ministres du Cabinet, et lorsque ces avis ont été donnés, je ne pouvais nullement prévoir qu'aucun des membres du Conseil ne pouvait être présent. À cette séance il a été décidé unanimement, par les membres présents, de dissoudre les Chambres, et une date a été fixée pour les élections générales.

Vous invoquez comme une autre raison que j'aurais donnée, sans vous consulter, la sanction ministérielle à quelques candidatures pour en combattre d'autres sanctionnées par des conventions libérales régulières, alors que je savais que cette manière d'agir était contraire à l'intérêt du parti. Quand je suis intervenu dans les luttes qui se sont faites entre partisans libéraux dans certaines divisions électorales, je l'ai fait comme chef de parti, croyant agir dans le meilleur intérêt du parti et suivant en cela le précédent établi par nous, en 1900, d'appuyer de préférence la candidature des députés sortant de charge. Et le résultat des élections a prouvé que le gouvernement possédait encore la confiance des électeurs de la province.

Vous invoquez encore le fait qu'un nouveau ministre aurait été assermenté sans que vous ayez été consultés ou pressentis à ce sujet. Je n'ai certainement pas eu l'intention, dans cette occasion, de vous témoigner un manque de confiance ; je croyais que vous étiez suffisamment au courant de mes intentions à ce sujet, et j'ai accepté comme étant un acquiescement de votre part à l'entrée du nouveau ministre dans le Cabinet, le fait que vous ne m'avez fait connaître aucune objection avant son assermentation.

Vous ajoutez dans votre lettre, comme raison additionnelle, que j'aurais refusé ou négligé de donner exécution à la loi des terres qui a été

votée à la dernière session. Permettez-moi de protester emphatiquement contre une pareille assertion. Je n'ai rien négligé depuis la fin de la dernière session pour me conformer à la disposition de la loi des terres. J'ai procédé dans mon département avec toute la célérité possible.

Vous terminez votre lettre en alléguant que "j'ai exprimé la volonté de ne pas être à mon poste durant la session qui doit s'ouvrir bientôt." Je n'ai jamais exprimé une détermination arrêtée de m'absenter durant la prochaine session. J'ai exprimé le désir de prendre un congé à cause de l'état de ma santé et sur l'avis de mon médecin. Je m'en suis ouvert à mes collègues à une séance régulière, en ajoutant, toutefois, que, j'étais prêt à rester à mon poste, si tel était leur désir.

Il semble donc qu'il y a entre nous un malentendu plutôt qu'une véritable divergence d'opinion sur des questions d'intérêt public, d'autant plus que dans chacune des circonstances plus haut citées, vous n'avez jamais fait d'objection ni protesté.

Votre bien dévoué,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 28 février 1905.

L'honorable W. A. Weir,
Montréal.

Cher Monsieur,

M. Girard, de Rouville, s'était chargé de remettre ma réponse aux honorables MM. Turgeon et Gouin et à vous même, mais je constate que MM. Turgeon et Gouin seuls l'ont reçue.

Vous en avez, sans doute, pris connaissance et je me fais un devoir de vous adresser une copie de cette lettre.

Votre dévoué,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 1er mars 1905.

A Son Honneur l'Honorable Sir L. A. Jetté,
Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Votre Honneur,

J'ai l'honneur de vous demander :

1^o D'autoriser le gouvernement à mettre devant la Chambre la correspondance échangée en Votre Honneur et moi, le 4 de novembre 1904, relativement à la dissolution de la Législature de la province ;

2° La lettre de démission comme membres du Conseil Exécutif, des honorables A. Turgeon, ministre de l'Agriculture, Lomer Gouin, ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, et W. A. Weir, ministre sans portefeuille; ma réponse à celle-ci ainsi que la correspondance échangée entre Votre Honneur et moi et les ministres démissionnaires et moi à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Honneur,

Le très humble serviteur,

(Signé) S. N. PARENT.

Québec, 2 mars 1905.

L'Honorable S. N. Parent,

Premier Ministre de la province de Québec

Monsieur le Premier Ministre,

En réponse à votre lettre en date d'hier reçue ce matin, demandant l'autorisation de mettre devant cette Chambre :—

1. La correspondance échangée entre nous au sujet de la dissolution de la législature.

2. La lettre de démission comme membres du Conseil Exécutif des Honorables A. Turgeon, ministre de l'Agriculture, Lomer Gouin, ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, et W. A. Weir, ministre sans portefeuille; votre réponse à celle-ci ainsi que la correspondance échangée entre vous et moi et les ministres démissionnaires et vous à ce sujet.

Je m'empresse de vous accorder l'autorisation demandée.

Agréez, M. le Premier Ministre, l'assurance de mes sentiments bien dévoués.

(Signé) L. A. JETTÉ,

Lieutenant-Gouverneur.

Il est proposé par l'honorable M. McCorkill, secondé par l'honorable M. Monet, et

Résolu.—Que, lundi prochain, cette Chambre, se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu.—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est

Résolu.—Qu'un comité spécial composé de onze membres soit nommé pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre, et que les honorables Messieurs Parent, Robitaille, McCorkill, Monet et LeBlanc, et Messieurs Tellier, Cardin, Pelletier (Sherbrooke), Dupuis, Mackenzie et Girard, composent le dit comité.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 avril 1904, pour copie de toute correspondance, de tous rapports et de tous documents relativement aux difficultés survenues entre les pêcheurs de New-Richmond et le Club Cascapédia. *(Document de la session No 14.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 avril 1904, pour copie de toute correspondance, de tous rapports, de tous comptes et documents en rapport avec les expositions de Boston et de New-York, tenues par le gouvernement de la province de Québec en 1898 et 1899 *(Document de la session No 15.)*

Réponse à une adresse, en date du 19 avril 1904, demandant un état comportant tous ordres en conseil, documents et correspondance se rapportant à tous les permis généraux de chasser en cette province, accordés à des personnes qui n'y avaient pas leur domicile, depuis le 30 juin 1902, indiquant le nom et la résidence de ces personnes et le montant payé par chacune d'elles pour tel permis. *(Document de la session No 16.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 avril 1904, pour la production d'un état comportant le nombre de permis accordés pour chasser dans le Parc National des Laurentides ; le nom et la résidence des personnes à qui ces permis ont été accordés, le montant payé par chacune d'elles et les raisons pour lesquelles chacun de ces permis a été accordé. *(Document de la session No 17)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 avril 1904, pour la production d'un état détaillé indiquant : 1. Le nombre de poursuites intentées, le nombre de convictions exécutées et le nombre de jugements suspendus pour infractions aux lois de la chasse en cette province, depuis le 30 juin 1902 ;

2. Le nom et la résidence du plaignant et du défendeur dans chaque cause ;

3. La date où ces plaintes ou poursuites ont été intentées, ces convictions exécutées et ces jugements suspendus ;

4. Le nom du magistrat président le tribunal où chacune de ces causes a été instruite ou jugée suivant le cas.

(Document de la session No 18.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 avril 1904, pour la production d'un état comportant tous documents et correspondance en rapport avec tous les permis de chasser en saison prohibée dans cette province, depuis le 30 juin 1902 ; indiquant le nom et la résidence de toutes les personnes ayant obtenu tel permis ; le montant payé par chacune d'elles et les raisons pour lesquelles ces permis ont été accordés.

(Document de la session No 19.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 avril 1904, pour documents et correspondance entre Paul Côté, garde-pêche, et tous autres, et le gouvernement au sujet de difficultés avec les pêcheurs du district pour lequel Paul Côté est garde-pêche.

(Document de la session No 20.)

Et réponse à une adresse de la Chambre, en date du 16 mai 1904, pour la production de tous documents, correspondance, archives, papiers terriers, titres, etc., se rapportant à la seigneurie de Blainville et spécialement ceux qui existent entre les années 1681 à 1850, ainsi que les noms des premiers concessionnaires.

(Document de la session No 21)

L'honorable M. LeBlanc déclare qu'ayant donné avis d'une motion, il ne fait pas, maintenant, la motion dont il a donné lecture après la déclaration qu'il a faite au commencement de la séance.

Objection est faite par M. Prévost que la motion, ayant été remise à M. l'Orateur, doit être soumise à la Chambre.

M. l'Orateur décide que la motion ayant été lue et présentée de son siège par l'honorable député de Laval et remise par lui à l'Orateur, elle doit être soumise à la Chambre suivant la règle 34 qui exige le consentement unanime de la Chambre pour le retrait d'une motion présentée par un député.

La motion étant lue, M. Perrault soulève le point d'ordre que la question n'est pas une question de privilège et qu'avis doit être donné.

M. l'Orateur décide qu'avis de la motion doit être donné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 mars 1905

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Carter,—les pétitions des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, de A. E. Mussen et autres, de Jersey City, E. U., et de " The Real Estate Title Guarantee and Trust Company ".

Par M. Caron,—du Frère J. A. L. Lacarelle et autres, de Rimouski, et de " The Quebec Oriental Railway Company " ;

Par M. Mackenzie,—de Alfred Hunter Oliver, de Potton, Bedford ;

Par M. Roy (Kamouraska),—de H. M. Price, de Montmorency, Québec ;

Par M. Taschereau,—de l'honorable M. N. Garneau et autres, de Québec ;

Par M. Tessier (Trois-Rivières),—de révérende Dame M. Le Gallo et autres, de Trois-Rivières, et du conseil municipal de la cité de Trois-Rivières.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De G. R. Ducharme et autres, demandant la constitution en corporation de la société " La Prévoyante " ;

De John Grant et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Anglo American Trust Coy " ;

De Mgr Chs. Guay, demandant qu'un bill soit passé pour exempter de toutes taxes les propriétés de l'Hôpital Guay, de Saint-Joseph de Lévis ;

De la corporation de la ville de Lachine, demandant une loi amendement la charte de la ville de Lachine ;

Du village de la Petite Côte, demandant une refonte de sa charte ;

De la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, demandant certains amendements à sa charte ;

De M. Workman, R. Forget et autres, demandant une loi constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer de Québec et Saguenay " ;

De la commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'autorisation d'émettre des obligations additionnelles ;

De la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, demandant de nouveau des amendements à sa charte ;

De la compagnie du pont de péage de Saint-Pie, demandant une loi l'autorisant à reconstruire le dit pont de péage ;

De John Wilson et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Wilson & Paterson Company";

Des commissaires des écoles catholiques de Sherbrooke, demandant l'autorisation d'emprunter \$40,000.00;

De l'honorable Jean Girouard et autres, demandant une loi constituant en corporation "La compagnie des Tramways de Longueuil";

Du comte de Semallé, de Paris, France, et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Joliette et Brandon;

De Jules Constantin, M. D., et autres, demandant l'autorisation de prélever par cotisation de l'argent pour construction d'une église, etc., à Roberval;

Du Révd J. P. Kiernan et autres, demandant la séparation, pour les fins scolaires, de la paroisse de St-Michel Archange, de Montréal.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 152) concernant les heures de travail.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. McCorkill, Trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, l'état suivant des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, et préparés par l'auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 2 juin 1904, et l'ouverture de la session suivante, le 2 mars 1905;

ÉTAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la Province de Québec, préparés par l'auditeur de la Province, tel que requis, pendant la vacance, entre la session terminée le 2 juin 1904 et l'ouverture de la session suivante, le 2 mars 1905.

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
9	<i>Législation :</i> Conseil législatif : —Dépenses contin- gentes : Montant requis d'urgence pour permettre au Conseil législatif de faire face aux dé- penses contingentes imprévues, le crédit de ce service pour l'exercice courant ayant été reconnu insuffisant.	300	17 juin 1904.	\$ cts. 1,323 50	\$ cts. 1,323 50	\$ cts. 1,323 50	\$ cts.
10	<i>Services divers :</i> Commission nommée pour aider à l'avan- cement de la colonisation et au déve- loppement des industries forestières (2 Ed. VII., chap. 3) : Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer la balance des dé- penses relatives à la commission nommée pour aider à l'avancement de la colonisa- tion et au développement des industries forestières, conformément à la liste des comptes annexés à l'ordre en conseil re- commandant l'émission de ce mandat, le budget de l'exercice courant ne contenant pas de crédit à cet effet	355	30 juin 1904.	\$ cts. 6,793 58	\$ cts. 6,793 58	\$ cts. 6,793 58	\$ cts.

11	<i>Charges sur le revenu :</i>				
	Timbres, licences, etc. :				
	Remboursements de droits sur les successions :				
	Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de rembourser les droits sur les successions qui ont été illégalement perçus sur les propriétés mobilières de personnes ne résidant pas dans la province avant la passation de la loi 3 Ed. VII, chap. 20, le budget de l'année courant ne contenant pas de crédit à cet effet.....	371	30 juin 1904.....	56,776 16	56,776 16
1	<i>Élections :</i>				
	Dépenses contingentes des élections :				
	Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses contingentes des élections pour le reste de l'exercice courant, le crédit voté pour ce service s'étant trouvé insuffisant....	623	2 décembre 1904 ..	3,000 00	2,000 00
2	<i>Charges sur le revenu :</i>				1,000 00
	Timbres, licences, etc.				
	Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses relatives au service des timbres, licences etc., pour le reste de l'exercice courant, le crédit voté pour ce service s'étant trouvé insuffisant.....	624	2 décembre 1904.....	3,976 93	1,818 84
	Total.....			\$71,870 17	\$68,712 08
					2,158 09
					\$3,158 09

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, — Bureau de l'Auditeur.

Québec, 4 mars 1905.

A. H. VERRET, Auditeur Provincial.

L'honorable M. Robitaille, Secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre : L'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaire-trésoriers des corporations municipales, au Secrétaire de la Province, en vertu de l'article 4618 S. R. P. Q. (*Document de la session No 23.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 mars 1905.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Carter,—les pétitions de Clarence J. McCuaig et autres, de Montréal ; de la " Montreal Maternity," de Montréal ; et de James Paton et autres, de Montréal ;

Par M. Cherrier,—de " The Laprairie Brick Company," de Laprairie ;

Par M. Décarie,—de Alexandre Aubertin et autres, de la paroisse du Boulevard Saint-Paul ; de l'honorable A.-A. Thibaudeau et autres, de Montréal ; de T.-G. Roddick et autres, de Montréal ; de " The Saint Lawrence Investment Society," de Montréal ; de Dame Marie E. DeGuisse et autres, de Montréal ; du conseil de la ville de Montréal-Ouest, et de l'honorable J. Sloat Fassett et autres, de Elmira, New-York, E.-U. ;

Par M. Lemieux,—de la révérende Dame Marie Azilda Gendreau et autres, de Montréal ;

Par M. Prévost,—de A.-B. Cruchet et autres, de Terrebonne, et de " The Laurentian Hydraulic Company," de Lachute, P. Q. ;

Par M. Roy (Montmagny),—de Théo. Dubé, de Québec ;

Par M. Tanguay (Lac Saint-Jean),—de Frère Chs Stackler et autres, du Lac Saint-Jean ; et de " The Bellechasse Telephone Company " ;

Par M. Taschereau,—de " The Chicoutimi Pulp Company," de Chicoutimi ;

Par M. Tourigny,—de Geo. Duclos et autres, de Drummonville et ailleurs.

L'honorable M. Parent présente à la Chambre le premier rapport du comité nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par la Chambre ainsi qu'il suit :

" Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu président l'honorable M. Parent.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres devant faire partie des comités permanents de cette Chambre :

Ordres permanents :—Les honorables MM. LeBlanc, Robitaille, Weir, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Caron (L'Islet), Champagne, Chauret, Godbout, Duhamel, Dupuis, Mackenzie, Pelletier, Perrault, Pilon, Smith et Tellier.

Bills Privés :—Les honorables MM. LeBlanc, McCorkill, Parent, Robitaille, Turgeon, Weir, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnette (Stanstead), Blanchard, Blouin, Carter, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cochrane, d'Auteuil, Daignault, Delâge, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Lacombe, Lafontaine (Berthier), Lafontaine (Maskinongé), Lemieux, Langlois, Lemay, Leslie, Mackenzie, Morin, Neault, Panet, Pelletier, Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay (Lac Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Tourigny, Walker et Walsh.

Comptes publics :—Les honorables MM. Turgeon, Gouin, LeBlanc, McCorkill, Monet, Parent, Weir, MM. Bergevin, Carter, Cardin, Chauret, D'Auteuil, Delâge, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Kelly, Kaine, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Langlois, Leslie, Morin, Neault, Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Taschereau, Tourigny et Walker.

Chemins de fer et canaux :—Les honorables MM. Gouin, LeBlanc, McCorkill, Parent, Turgeon, Weir, MM. Blouin, Bernard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnette (Stanstead), Carter, Caron (Matane), Champagne, Cherrier, Cochrane, Daignault, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Gendron, Giard, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Jobin, Kelly, Kaine, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Laferté, Langlois, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Neault, Pelletier, Perrault, Petit, Pilon, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tanguay (Wolfe), Tanguay (Lac Saint-Jean), Taschereau, Tessier et Walker.

Agriculture et Immigration :—Les honorables MM. Turgeon, Monet, MM. Allard, Bissonnette (Montcalm), Bernard, Bergevin, Blanchard, Cardin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Daignault, Décarie, Dion, Delâge, Duhamel, Dupuis, Fiset, Gendron, Giard, Gillies, Godbout, Gosselin (Iberville), Lacombe, Lafontaine (Berthier), Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Leslie, Lemieux, Mackenzie, Mousseau,

Morisset, Morin, Neault Panet, Pelletier, Pilon, Petit, Roy (Montmagny), Smith, Tessier (Trois-Rivières), Tanguay (Lac Saint-Jean), Tellier, Tourigny et Walker.

Industries:—Les honorables MM. McCorkill, Turgeon, MM. Blouin, Bernard, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Carter, Cochrane, Dion, Fiset, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Jobin, Kaine, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Morisset, Mousseau, Morin, Neault, Petit, Smith et Tourigny.

Privilèges et élections:—Les honorables MM. Turgeon, Gouin, McCorkill, Robitaille, Weir, MM. Allard, Champagne, Duhamel, Girard, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Tellier.

Législation et Lois Expirantes:—Les honorables MM. Gouin, LeBlanc, McCorkill, Monet, Robitaille, Turgeon, Weir, MM. Carter, Champagne, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Godbout, Lacombe, Mackenzie, Morin, Mousseau, Panet, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tellier et Tessier.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Bernard, et la proposition est soumise à la Chambre,—Que la déclaration qui a été lue par le député de Laval, à la séance du trois mars courant, soit référé à un comité spécial composé de MM. Carter, Décarie, Delâge, Giard, Kelly, Roy (Saint-Jean) et Tellier, avec pouvoir de s'enquérir des faits y mentionnés; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer, que possèdent les comités permanents de l'Assemblée législative et avec la faculté d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers.

Et un débat s'élevant.

L'honorable M. Weir fait la déclaration suivante :

“ Le 3 mars courant, l'honorable député de Laval a déclaré de son siège, entre autres choses, ce qui suit :

“ 13. Que le déclarant a toute raison de croire que le Premier Ministre de cette province et les trois ministres démissionnaires, ci-dessus mentionnés, ont fait, dès avant l'ouverture de la présente session, un pacte en vertu duquel le dit S. N. Parent doit disparaître incessamment et la paix être rétablie entre les accusateurs et l'accusé au bénéfice individuel des démissionnaires, le tout sans enquête. ”

“ En réponse à cette partie de la déclaration de l'honorable député de Laval, je, William Alexander Weir, député d'Argenteuil, déclare solennellement que je n'ai jamais été partie à tel pacte.”

W. A. WEIR.

Québec, 7 mars 1905.

Et le débat se continue.

M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. Roy (St-Jean), et la question préalable étant posée, que la motion soit maintenant mise aux voix.

Il est ensuite proposé par M. Roy (Kamouraska), et du consentement unanime de la Chambre, cette motion est retirée.

Et le débat se continuant, M. Girard propose, en amendement, à la motion principale, appuyé par M. Morin :

“ Que tous les mots après “ Tellier ” soient retranchés et remplacés par les suivants “ Girard, Dupuis, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Allard, Roy (Kamouraska), Tessier (Trois-Rivières), et Marchildon, avec pouvoir de s'enquérir seulement des accusations que les dits messieurs Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité, d'une manière expresse et spécifique, contre le Premier Ministre de cette Province, l'honorable S.N Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que les dits messieurs Legris et Choquette auraient été assignés à comparaître devant le dit comité ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer pour entendre les témoins, envoyer quérir personnes, papiers, dossiers, pour s'enquérir des faits mentionnés dans les dites accusations que pourront faire les dits MM. Legris et Choquette devant le dit comité comme susdit ; le dit comité devant faire rapport à cette Chambre le plus tôt possible au cours de la présente session, après que l'enquête sera terminée sur les faits mentionnés dans les accusations expresses et spécifiques que pourraient faire les dits MM. Legris et Choquette, ou immédiatement, si aucune accusation expresse et spécifique n'est faite, devant le dit comité, par les dits MM. Legris et Choquette au jour fixé pour leur comparution devant le dit comité.”

Et, un débat s'élève.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par M. Cardin, et il est Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 8 mars 1905

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Blouin,—la pétition de " The Montmagny Mutual Fire Insurance Company " ;

Par M. Champagne,—de Louis Laberge et autres, de Montréal, et de F. S. Mackay et autres, de Montréal ;

Par M. Carter,—de Sir Melbourne Magill Tait et autres, de Montréal ;

Par M. Décarie —de " La Société des Artisans Canadiens-Français, " de Montréal ;

Par M. Dion,—de Thomas Crockett et autres, de Fraserville ;

Par M. Mousseau,—de F. G. Granger et autres, de Montréal ;

Par M. Tanguay (Lac Saint-Jean),—de " The Saguenay and James' Bay Railway Company ".

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, demandant l'autorisation d'émettre de nouvelles débentures ;

D'Albert E. Mussen et autres, demandant une loi à l'effet de ratifier un acte de vente d'Albert E. Mussen à Henry Smith Mussen ;

De la " Real Estate Title Guarantee and Trust Company ", demandant une loi changeant son nom en celui de " The Financial Corporation " ;

Des Frères de la Croix de Jésus, demandant une loi les constituant en corporation ;

De la Compagnie de chemin de fer Québec Oriental, demandant une prolongation de délais et autres amendements à sa charte ;

D'Alfred Hunter Oliver, demandant que l'Association de l'art dentaire soit autorisée à l'admettre comme membre, après examen ;

De H. M. Price, demandant de faire des travaux dans les rivières St John et Magpie et l'autorisation de prélever des droits de passage ;

De l'honorable N. Garneau et autres, demandant l'incorporation de " The Quebec Union Life Insurance Company " ;

De la révérende Sœur Le Gallo et autres, demandant l'incorporation sous le nom de la Congrégation des Filles de Jésus ;

Et du Conseil de la cité des Trois-Rivières, demandant une loi pour amender sa charte.

L'honorable M. Monet, par ordre du Lieutenant-Gouverneur, dépose sur le bureau de la Chambre :

Etats, rapports et statistiques des chemins de fer, jusqu'au 30 juin 1904, en conformité des articles 5176, paragraphe 4, 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec.

(Document de la session No 25).

L'honorable M. Monet dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :—Les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1904, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec et adressés à l'honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Édouard VII, chapitre 2.

(Document de la session No 24).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de l'honorable M. Gouin, sur l'amendement de M. Girard à la motion de l'honorable M. LeBlanc, proposant " que la déclaration qui a été lue par le député de Laval, à la séance du trois mars courant, soit référée à un comité spécial composé de MM. Carter, Décarie, Delâge, Giard, Kelly, Roy (Saint-Jean) et Tellier, avec pouvoir de s'enquérir des faits y mentionnés ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer, que possèdent les comités permanents de l'Assemblée législative, et la faculté d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers "

Lequel amendement se lisait comme suit :

" Que tous les mots après " Tellier " soient retranchés et remplacés par les suivants " Girard, Dupuis, Lafontaine (Maskinongé) Mackenzie, Allard, Roy (Kamouraska), Tessier (Trois-Rivières), et Marchildon, avec pouvoir de s'enquérir seulement des accusations que les dits messieurs Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité, d'une manière expresse et spécifique, contre le Premier Ministre de cette Province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que les dits messieurs Legris et Choquette auraient été assignés à comparaître devant le dit comité ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer pour entendre les témoins, et envoyer quérir personnes, papiers, dossiers pour s'enquérir des faits mentionnés dans les dites accusations que pourront faire les dits MM. Legris et Choquette, devant le dit comité, comme susdit : le dit comité devant faire rapport à cette Chambre le plus tôt possible, au cours de la présente session, après que l'enquête sera terminée sur les faits mentionnés dans

les accusations expresses et spécifiques que pourraient faire les dits MM. Légris et Choquette ou immédiatement si aucune accusation expresse et spécifique n'est faite devant le dit comité, par les dits MM. Légris et Choquette, au jour fixé pour leur comparation devant le dit comité."

Le débat se continue.

L'honorable M. Gouin fait la déclaration suivante :

" Le 3 mars courant, l'honorable député de Laval a déclaré de son siège, entre autres choses, ce qui suit :

" 13. Que le requérant a toute raison de croire que le Premier Ministre de cette province et les trois ministres démissionnaires ci-dessus mentionnés ont fait, dès avant l'ouverture de la présente session, un pacte en vertu duquel le dit S. N. Parent doit disparaître incessamment et la paix être rétablie entre les accusateurs et l'accusé au bénéfice individuel des démissionnaires, le tout sans enquête."

" En réponse à cette partie de la déclaration de l'honorable député de Laval, je, Lomer Gouin, député de Montréal, division No 2, déclare solennellement que je n'ai jamais été partie à un tel pacte."

LOMER GOUIN.

Et le débat se continuant.

L'honorable M. Turgeon fait aussi, la déclaration qui suit :

" Le 3 mars courant, l'honorable député de Laval a déclaré de son siège, entre autres choses, ce qui suit :

" 13. Que le déclarant a toute raison de croire que le Premier Ministre de cette province et les trois ministres démissionnaires ci-dessus mentionné ont fait, dès avant l'ouverture de la présente session, un pacte en vertu duquel le dit S. N. Parent doit disparaître incessamment et la paix être rétablie entre les accusateurs et l'accusé au bénéfice individuel des démissionnaires, le tout sans enquête."

" En réponse à cette partie de la déclaration de l'honorable député de Laval, je, Adélard Turgeon, député de Bellechasse, déclare solennellement que je n'ai jamais été partie à un tel pacte."

ADÉLARD TURGEON.

Et, l'amendement étant soumis à la Chambre, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors proposée, elle est résolue dans l'affirmative.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 mars 1905.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. D'Auteuil,—la pétition de la corporation du village de la Pointe au Pic ;

Par M. Décarie,—de " The Catholic Institution of the Deaf Mutes of the Province of Quebec," de Montréal ;

Par M. Champagne,—de " The Buckingham Electric Railway," de Buckingham ;

Par M. Neault,—de la corporation de la ville de Grand'Mère ;

Par M. Taschereau,—de " The Canadian Light and Power Company," de Montréal ;

Par M. Tourigny,—de Antoine Perrault, d'Arthabaska.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Clarence J. McCuaig et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Canadian Trust Coy. " ;

De la " Montreal Maternity," demandant des amendements à sa charte ;

De James Paton et autres, demandant une loi à l'effet de définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires à la succession de feu Laird Paton, et pour d'autres fins ;

De " The Laprairie Brick Co.," demandant l'autorisation d'acquérir une partie du terrain de la Commune de Laprairie ;

De Alexandre Aubertin et autres, demandant une loi à l'effet d'annexer une partie du territoire " Boulevard Saint-Paul," à la paroisse des Sts-Anges de Lachine ;

De l'honorable A. A. Thibault et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Yukon Trust and Loan Co. " ;

De Dame Marie E. Deguise et autres, demandant une loi à l'effet de régulariser un certain acte de vente ;

De T. G. Roddick et autres, demandant une loi autorisant l'ouverture de la rue Mackay, dans la cité de Montréal ;

De " St. The Lawrence Investment Society," demandant une loi l'autorisant à étendre ses pouvoirs ;

De la ville de Montréal-Ouest, demandant certains pouvoirs ;

De J. Sloat Fassett et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Salmon River Northern R. R. Co " ;

De la révérende Sœur Marie Azilda Gendreau et autres, demandant une loi constituant en corporation " Les Petites Filles de St-Joseph " ;

De A. B. Cruchet et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie de Tramway électrique du Lac Achigan ;

De " The Laurentian Hydraulic Co.," demandant des amendements à sa charte ;

De Théo Dubé, demandant à être admis à la profession d'avocat, après examen.

Des Révérends Frères Saint-François Régis, demandant une loi les constituant en corporation ;

De la Compagnie de Téléphone de Bellechasse, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, demandant une loi l'autorisant à émettre de nouvelles obligations ;

Et de Geo. Duclós et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Eastern Fire Insurance Co. of Canada."

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a choisi P. J. L. Bissonnette, écr., (Montcalm), pour son président, et est d'avis de recommander à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. McCorkill, du comité de législation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu l'honorable M. McCorkill, son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres. "

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gosselin (Iberville), du comité d'agriculture, de colonisation et d'immigration, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu l'honorable A. Targeon comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres. "

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Walker, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu l'honorable M. Weir comme son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres. "

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Blouin, du comité des industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Blouin, son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne, son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Cochrane, du comité des chemins de fer, canaux, etc, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Cochrane, son président, et recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Allard, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi L. J. Allard, jécr., pour son président, et est d'avis de recommander à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Girard, du comité spécial nommé par la Chambre pour s'enquérir de l'administration du département des terres de la Couronne, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Girard, son président, et recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill, et il est

Ordonné,—Que les noms de MM. Roy (St-Jean), Gendron et Mousseau soient ajoutés à ceux des membres du comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet), ait la permission de présenter un Bill (No 149), amendant l'article 3408 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état complet et détaillé de la distribution des deniers votés pour chemins de colonisation en cette province, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1904, en indiquant, comté par comté, et dans chaque cas, le nom du conducteur, le montant de l'octroi, le montant réellement dépensé jusqu'à ce jour et la date des instructions.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie des instructions données par circulaires, lettres ou autrement par le département des Terres, Mines et Pêcheries, ou aucun de ses officiers ou employés, aux divers agents des terres de la Couronne en cette province, relativement au choix de lots parmi les terres publiques par les pères et mère de douze enfants, depuis le 2 juin 1904 jusqu'à ce jour.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province, ou aucun de ses membres, et le gouvernement de la Puissance du Canada ou aucun de ses membres, relativement à l'augmentation ou au rajustement du subside fédéral payable annuellement aux provinces, en particulier à la province de Québec, en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

Et la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 10 mars 1905.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires des institutions suivantes :

L'Asile de Ste-Brigitte, de la cité de Québec ; l'Hôpital Notre-Dame de Montréal ; l'Hospice des Sœurs de la charité de Rimouski ; l'Hospice des Sœurs de la charité de Québec ; l'Orphelinat des Sœurs de la charité de Québec ; Monastère de charité du Bon-Pasteur de Montréal ; l'Asile du Bon-Pasteur de Québec ; Hospice de la Miséricorde ; l'Hospice de la Maternité et de la Crèche, Montréal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde ; l'Hospice St-Jérôme ; l'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke ; l'Hôtel-Dieu de Nicolet ; l'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaskaville ; Salle d'Asile St-Joseph, Montréal ; l'Hôpital-Général de Sorel ; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec ; "Ladies' Hebrew Benevolent Society" ; "Baron de Hirsch Institut and Hebrew Benevolent Society" ; l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul ; l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe ; l'Hospice des Sœurs de la charité de St-Thomas de Montmagny ; Sœurs de la Providence, Montréal ; "Sherbrooke Protestant Hospital" ; Sœurs de charité de l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; "Church of England" ; "Female Orphan Asylum" ; l'Orphelinat et l'Hôpital de Valleyfield ; l'Hôpital St-Patrice de Montréal ; la Salle d'asile de St-Jean d'Iberville ; l'Hôpital St-Jean, à St-Jean d'Iberville ; "Church Home", Montréal ; "The Sheltering Home," Montréal ; "Finlay Asylum," Québec ; Hospice des Sœurs de la Charité de Québec ; l'Œuvre du Patronage, de Québec ; L'Association des Dames Charitables de Québec ; "Hervey Institute" ; "Mrs. Birt's Distributing Home" ; L'Hospice de Sainte-Elizabeth de Farnham et l'Hôpital de Fraserville, tous pour l'année 1904.

(Document de la session No 28).

Aussi, l'état des affaires de "The Turnpike Roads Coy," de l'Île Jésus, pour l'année 1904.

(Document de la session No 29).

Aussi, l'état des affaires de la "Royal Trust Coy," de Montréal, pour l'année 1904.

(Document de la session No 30).

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle de Montmagny contre le feu, demandant des amendements à sa charte ;

Du Dr. F. C. Laberge et autres, demandant une loi constituant en corporation "Le Stadium" ;

De F. S. MacKay et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Cooperative Home and Trust Co" ;

De Sir Melbourne Magill Tait et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Children's Memorial Hospital" ;

De la Société des Artisans Canadiens-Français, demandant des amendements à sa charte ;

De Thomas Crockett et autres, demandant une loi constituant en corporation le chemin de fer de la vallée de St-François ;

De F. G. Granger et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie Canadienne d'Assurance ;

Et de la Compagnie de chemin de fer Saguenay et Baie James, demandant des amendements à sa charte.

L'honorable M McCorkill, Trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, le vingt-deuxième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurance mutuelles, pour l'année 1904.

(Document de la session No 27.)

Aussi, l'état des cautionnements donnés par les officiers publics de la province de Québec, du 1er avril 1904 au 9 mars 1905, inclusivement, conformément à l'article 633 S. R. P. Q.

(Document de la session No 26.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Dans le cours de l'automne dernier, 1904, le gouvernement de la province de Québec, ou aucun département du dit gouvernement, a-t-il payé une somme quelconque d'argent, à compte de la construction d'un chemin macadamisé entre les paroisses de Château-Richer et de Sainte-Anne de Beaupré, dans le comté de Montmorency ?

2. Dans l'affirmative, quelle somme a été ainsi payée, à qui et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui.

2. Une somme de \$1,000.00 a été payé par le département de la colonisation à monsieur Augustin Paré, maire de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, le 24 octobre 1904.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement, dans le cours d'aucun des mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1904, a-t-il payé, dépensé, promis, offert ou mis à la disposition de quiconque, dans l'île d'Orléans, une ou des sommes d'argent pour aucune paroisse sur la dite île ?

2. Dans l'affirmative, quelles sommes d'argent ?

3. Quelles personnes ont été chargées par le gouvernement de recevoir ou de dépenser le dit argent ?

4. Dans quelles paroisses et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Oui.

2. St-Jean, \$200.00, St-Pierre, \$45.00, Ste-Famille, \$167.56.

3. Napoléon Gosselin, Olivier Vézina, Basile de Blois.

4. St-Jean, St-Pierre, Ste-Famille, route qui conduit au quai.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Quelles sommes d'argent, à même le fonds de colonisation, le gouvernement a-t-il dépensées, promises ou mises à la disposition de qui que ce soit, dans les mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1904, dans chacune des paroisses suivantes du comté de Montmorency : Ste-Brigitte de Laval, L'Ange-Gardien, Château-Richer, Ste-Anne de Beaupré, St-Féréol, St-Tite des Caps, St-Joachim ?

Réponse, par l'honorable M. Parent.—Ste-Brigitte de Laval : John Hurley, \$60.00 ; Nicholas Thomassin, \$60.00 ; William Goudreault, \$50.00 ; John Boylan, \$100.00.

L'Ange-Gardien : Joseph Mathieu, \$125.00.

Château-Richer : Samuel Tremblay, \$100.00.

Ste-Anne de Beaupré : Augustin Paré, maire, \$1,000.00 par année pendant 5 ans.

St-Féréol : Pierre Bilodeau, \$200 00.

St-Tite des Caps : Siméon Renaud, \$197.45.

St-Joachim : Wilfrid Poulin, \$96.05 ; Télesphore Renaud, \$100.00.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 mars 1905

M. l'Orateur met devant la Chambre :—Etat des affaires du " Quebec Garrison Club ", de l'Hôtel-Dieu St-Valier, de Chicoutimi et du " Montreal Protestant Home of Industry and Refuge."

La pétition suivante est présentée et déposée, sur la table de la Chambre :

Par M. Roy (Kamouraska),—la pétition de " The Canadian Electric Light Company."

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Corporation du village de la Pointe au Pic, demandant certains amendements à sa charte ;

De la " Canadian Light and Power Co.," demandant une loi pour amender sa charte ;

De la " Buckingham Electric R. R. Light and Power Co.," demandant une loi à l'effet de changer son nom et d'augmenter ses pouvoirs ;

De l'Institut Catholique des Sourds-Muets, demandant une loi pour amender sa charte ;

De la Corporation de la ville de Grand'Mère, demandant une loi pour la refonte de sa charte ;

Et d'Antonio Perrault, demandant une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un Bill (No 151), à l'effet de détacher certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et de les annexer, pour toutes fins, au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 147), amendant le Code municipal relativement aux séances des conseils de comté.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 148), amendant l'article 718 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement a-t-il vendu des limites à bois dans le cours de l'année 1904 ?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité a-t-il vendue ? Quel prix total a-t-il réalisé ? Quel est le prix moyen par mille ?

3. Comment le gouvernement avait-il annoncé sa vente ? Quel a été le délai de l'annonce ?

4. Quelle quantité de limites à bois le gouvernement avait-il annoncé en vente ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui.

2. 1809 milles carrés, réalisant une prime totale de \$251,223.03, et une prime moyenne de \$133.32 par mille carré, la plus élevée obtenue jusqu'à ce jour.

3. Conformément à la loi, dans la *Gazette Officielle* et les journaux indiqués à cet effet par le ministre, plus de trente jours avant la vente.

4. 10,938 milles carrés, dont la plus grande partie avait déjà été annoncée en vente les années précédentes, et, par conséquent, était publiquement connue comme disponible et offerts à l'exploitation forestière.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 149), amendant l'article 4308 des Statuts refondus.

M. Caron (L'Islet), appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mai 1904, pour production de copie de la correspondance, ainsi que de tous documents se rapportant à la vente, à la révocation, puis à la revente de l'arrière rue du village de Kildare, dans le canton Kildare, dans le comté de Joliette.

(Document de la session No 31.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 mars 1905

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de "The Ladies Protestant Home", de Québec

(Document de la session No 28).

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Chauret,—la pétition de Thos. Davidson et autres, de Lachine ;

Par M. Cochrane,—de "The Robert Jones Memorial Convalescent Hospital", de Montréal.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De l' "Anglo American Trust Company", de la Compagnie des Tramways de Longueuil, de la Compagnie du chemin du fer Joliette et Brandon, des Frères de la Croix de Jésus, de la "Quebec Union Life Insurance Company", de la Congrégation des Filles de Jésus, de la "Canadian Trust Company", de "The Yukon Trust and Loan Company", des Petites Filles de Saint-Joseph, des Frères de Saint-François Régis, et de "The Eastern Fire Insurance Company of Canada", demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

De la ville de Lachine, du village de la Petite Côte, de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, de la Cie du chemin de fer Québec Oriental, de la cité des Trois-Rivières, de la "Montreal Maternity", de "The St Lawrence Investment Society", de la Compagnie de Téléphone de Bellechasse, de la Société des Artisans Canadiens-Français, de la ville de Grande'Mère et de "The Buckingham Electric Railway Light and Power Company", demandant respectivement des amendements à leur charte.

De Monseigneur Charles Guay, demandant une loi exemptant la propriété de l'Hôpital Guay, de St-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisation légales.

De la commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'autorisation d'émettre des obligations additionnelles.

Des commissaires des écoles catholiques de la cité de Sherbrooke, demandant l'autorisation d'emprunter \$40,000.

De Jules Constantin et autres, demandant une loi concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac St-Jean.

D'Alexandre Aubertin et autres, demandant une loi annexant pour les fins municipales et scolaires, à la paroisse des Saints-Anges de Lachine, une certaine partie du territoire de la municipalité du Boulevard Saint-Paul.

De T. G. Roddick et autres, demandant une loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62.

Et de Théodore Dubé, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à la profession d'avocat après examen".

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac St-Jean), ait la permission de présenter un Bill (No 31), concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac St-Jean.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 35) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 76) constituant en corporation " The Yukon Trust and Loan Company ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 72) pour étendre les pouvoirs de " The Saint Lawrence Investment Society " et changer son nom.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait permission de présenter un Bill (No 71) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné — Que M. Roy (Mentmagny), ait la permission de présenter un Bill (No 34) autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac St-Jean), ait la permission de présenter un Bill (No 82) constituant en corporation Les Frères de Saint-François Régis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 97) annexant pour les fins municipales et scolaires, à la paroisse des Saints-Anges de Lachine, une certaine partie du territoire de la municipalité du Boulevard Saint-Paul.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 98) amendant la loi incorporant " The Buckingham Electric Railway, Light & Power Company," et changeant son nom.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 51) constituant en corporation " The Anglo-American Trust Company ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 57) amendant la charte de la ville de Lachine.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 43) constituant en corporation la Compagnie des tramways de Longueuil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 37) amendant la charte de la " Montreal Maternity ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la compagnie de téléphone de Bellechasse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 39) exemptant les propriétés de l'Hôpital-Guay de Saint-Joseph de Lévis de toutes taxes et cotisations légales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (No 41) autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 65) constituant en corporation la "Quebec Union Life Insurance Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un Bill (No 77) constituant en corporation la compagnie "Eastern Fire Insurance Company of Canada".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill (No 50) constituant en corporation l'Institut des Petites Filles de Saint-Joseph.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tessier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un Bill (No 84) amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

Ordonné,—Que M. Tessier (Trois-Rivières), ait la permission de présenter un Bill (No 67) constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 94) constituant en corporation "The Canadian Trust Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 32) refondant et abrogeant la loi érigeant en corporation le village de la Petite Côte et changeant son nom en celui de village Rosemont.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet), ait la permission de présenter un Bill (No 38), constituant en corporation les Frères de la Croix de Jésus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill (No 90), amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 63), constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet), ait la permission de présenter un Bill (No 45), amendant la loi constituant en corporation "The Quebec Oriental Railway Compagny."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse, en date du 25 mai 1904, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres et employés, et toutes personnes ou compagnie se rapportant à J. S. Doucet, agent des terres pour l'agence d'Arthabaska, sa nomination comme tel, son administration des affaires de la dite agence, son cautionnement et son départ pour un pays étranger et généralement toutes matières se rapportant au dit Doucet, comme agent des terres pour la dite agence. *(Document de la session No 32.)*

Réponse à une adresse, en date du 25 mai 1904, pour la production d'une copie de tous documents, papiers, mémoires et correspondance échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, ou employés, et la "Compagnie de produits chimiques du Lac Labelle" ou aucun des directeurs ou employés, au sujet de l'établissement d'une fabrique de produits chimiques sur le bords du Lac Labelle, dans le comté d'Ottawa. *(Document de la session No 33.)*

Réponse à une adresse, en date du 25 mai 1904, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance, documents et jugements des cours de justice se rapportant à la propriété, la possession et la vente par le gouvernement du pouvoir d'eau communément appelé "Brewery Creek", dans le comté d'Ottawa, dans ou près la cité de Hull. *(Document de la session No 34.)*

Et réponse à une adresse, en date du 31 mai 1904, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant aux lots de terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres-patentes avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains, et les fins pour lesquelles il ont été octroyés dans chaque cas, depuis le 20 mai 1897. *(Document de la session No 35.)*

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est—

Résolu,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM Robitaille, Turgeon et de MM. Blanchard, Cardin, Champagne, Cherrier, Chauret, Delâge, Morin, Décarie, Gosselin (Iberville), Lacombe, Tellier, Pelletier, Lemay, Roy (St-Jean), Walker, Roy (Kamouraska), Mackenzie, Perrault, Bissonnette (Montcalm), Duhamel, Dupuis, Caron (l'Islet), Taschereau, Gendron, Lafontaine (Berthier), Tanguay (Wolfe) et Smith, soit nommé pour prendre en considération certains amendements au Code municipal.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est—

Résolu,—L'honorable M. Parent propose qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Parent, Robitaille, Turgeon, McCorkill, Gouin, Monet, LeBlanc, Weir, et de MM. Tellier, Perrault, Dupuis, Tessier (Trois-Rivières) Chauret, Roy (Kamouraska), Cardin et Allard, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif - communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre, pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les honorables messieurs Parent, Robitaille, McCorkill, Gouin, Turgeon, LeBlanc et MM. Champagne, Tellier, Giard, Perrault, Delâge, Lacombe et Walker agiront, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 150), amendant l'article 176 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. LeBlanc — 1. Dans le cours d'aucun des mois, de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1904, le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses départements, a-t-il dépensé des sommes d'argent dans le comté de Montmorency, pour des fins autres que les travaux de colonisation ?

2. Dans l'affirmative, quelles sommes et pour quels travaux, et dans quelles paroisses du dit comté ?

Réponse par l'honorable M. Monet : 1. Aucune somme n'a été dépensée dans le comté de Montmorency, par le département de la Colonisation et des Travaux Publics, en 1904, autres que celles mentionnées dans les réponses données à cette Chambre le 10 du courant.

2. Cercles Agricoles des paroisses suivantes :

L'Ange-Gardien.....	\$ 25 00
Ste-Anne-de-Beaupré.....	50 00
Ste-Brigitte de Laval	25 00
Ste-Famille	50 00
St-Féréol	25 00
St-François	25 00
St-Jean.....	25 00
St-Joachim	25 00
St-Laurent.....	25 00
St-Pierre.....	45 50
St-Tite des Caps.....	28 50
Rivières-aux-Chiens	50 00
Beaulieu.....	25 00
	<hr/>
	\$ 424 00
Octroi à la Société d'Agriculture No 1.....	403 10
do do (spécial) pour bâties d'exposition.....	300 00
Octroi à la Société d'Agriculture No 2.....	403 10
Prime pour un concours de vaches laitières par la Société d'Agriculture No 1.....	25 00
Octroi aux deux Sociétés d'Horticulture du comté de Montmorency.....	200 00
Aide accordée pour l'achat d'un étalon pour la Société d'Agriculture No 1.....	150 00
Montant accordé pour venir en aide aux personnes qui ont souffert des dommages causés par la grêle au commencement du mois d'août 1904, dans la paroisse de Saint-Tite des Caps.....	1,000 00
Le 19 novembre 1904, il a été payé par le département de l'Agriculture à M. Augustin Paré, maire de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, pour travaux de macadamisage du chemin Royal, dans la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, une somme de.....	1,000 00

Montant accordé pour venir en aide aux personnes qui ont souffert des dommages causés par la grêle au commencement du mois d'août 1904 dans la paroisse de Saint-Ferréol.....	500 00
Octroi accordé à M. F. X. Plante, Saint-François, comme aide à sa beurrerie ..	25 00
	<hr/>
Total.....	\$4,430 20

M. Girard, du comité spécial nommé par la Chambre pour s'enquérir de l'administration du Département des Terres, Mines et Pêcheries, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE *nommée par l'Assemblée législative, pour s'enquérir des accusations que les honorables sénateurs Choquette et Legris pourraient porter contre le Premier Ministre de cette Province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du Département des Terres, Mines et Pêcheries :*

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné la dite déclaration, telle qu'amendée, suivant l'ordre de cette Chambre, laquelle déclaration se lit comme suit :

Je, Pierre Evariste LeBlanc, député du comté de Laval à l'Assemblée Législative de cette province, déclare de mon siège :

1. Que l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre et Ministre des Terres, Mines et Pêcheries a lu hier et déposé devant cette Chambre une déclaration signée par lui dans laquelle il fait allusion à des accusations graves qui ont été portées contre lui et son administration des affaires publiques pendant et depuis les dernières élections provinciales.

2. Que, par le même document, le dit S. N. Parent déclare qu'un comité d'enquête avec les pouvoirs les plus étendus sera nommé par le gouvernement si une accusation est portée par un député de cette Chambre.

3. Que les accusations auxquelles réfère la dite déclaration sont, entre autres, celles portées par deux membres du Sénat de la Puissance du Canada, dont l'un, savoir: l'honorable J. H. Legris, était le président d'une commission choisi par le Premier Ministre lui-même.

4. Que, dans une assemblée publique, tenue en la paroisse de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, le ou vers le 21 novembre dernier, le dit J. H. Legris a déclaré ce que suit :

" Je viens comme libéral dénoncer un gouvernement libéral. M. Parent comme ministre des Terres de la Couronne et comme Premier Ministre, a fait entrer le parti libéral et la province dans une ère qui ne peut aboutir qu'à la ruine, malgré les succès apparents et les surplus non moins apparents de la caisse publique.....

" Je suis moi-même l'interprète de la pensée d'un grand nombre de chefs libéraux, en disant que monsieur Parent a été non seulement une plaie pour son parti, mais pour la province.

" J'ai été nommé par M. Parent pour présider à l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation. Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour dans le département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent. Notre système de vente de forêts est abominable. Chaque année des centaines de mille piastres qui appartiennent à la Couronne, tombent dans la poche des favoris de M. Parent. La charité m'empêche d'aller plus loin.

" Nos limites à bois sont vendus d'une manière qui me force à croire que M. Parent veut en avilir le prix au lieu de le faire monter.

"M. Parent s'est engagé par simple décret ministériel, sans consulter les Chambres à ne pas augmenter le droit de coupe, ni la rente foncière pendant dix ans, bien que le bois augmente chaque année en valeur, ainsi que les facilités d'exploitations. Je n'hésite pas à dire que cet engagement est d'un fou.....et M. Parent n'est pas un fou.....ou d'un criminel. Je dis qu'il y a dans l'entourage immédiat du l'remier Ministre des gens qui bénéficient de cette politique criminelle.

" J'affirme, sans crainte d'être contredit, que nous perdons chaque année dans les environs de cinq cent mille dollars de droits de coupe, que chaque année, des centaines de mille dollars prennent une fausse route, toujours à la connaissance de M. Parent."

5. Que dans une lettre sous sa signature, publiée le quatre décembre dernier, le dit J. H. Legris, disait, entre autres choses, ce qui suit : " Je ne suis nullement effrayé des menaces de poursuites de l'honorable M. Parent contre moi, ce que j'ai dit de l'administration de son département, je l'ai dit dans l'intérêt du public. Et, advenant que les procédures judiciaires dont je suis menacé seraient poussées, si M. Parent n'est pas surpris des révélations qui seront faites, je suis certain que le public le sera."

6. Que le dit S. N. Parent ayant pris une action en dommages contre le dit J. H. Legris à raison des dites accusations, ce dernier a plaidé qu'elles étaient " légitimes et fondées en fait et en droit " et a ajouté, entre autres choses, ce qui suit : (a) qu'il est notoire, qu'entré très pauvre dans la politique, le demandeur (l'honorable S. N. Parent) est maintenant en possession d'une fortune opulente. De plus, il a profité du gouvernement

pour pratiquer le plus honteux népotisme"; (b) "Si le demandeur s'est depuis résigné à instituer l'action en cette cause c'est uniquement pour se cramponner encore quelque temps au pouvoir".

7. Que l'honorable P. A. Choquette, déclarant qu'il était convaincu que les dites accusations étaient vraies et qu'il était prêt à en faire la preuve, les a répétées publiquement les faisant siennes.

8. Que le dit S. N. Parent a également poursuivi le dit P. A. Choquette, lequel a aussi plaidé que les dites accusations étaient vraies et qu'il, a entre autres choses, ajouté :

(a) " Que le dit S. N. Parent s'est servi de sa position de premier ministre pour faire prospérer ses propres affaires."

(b) " Que contrairement à la loi, le dit S. N. Parent a accepté, sans exiger qu'ils fussent contrôlés, des comptes fournis par des marchands de bois et que par suite de cette illégalité, des sommes considérables ont été perdues pour la province."

(c) " Que dans la vente des limites à bois le dit S. N. Parent a favorisé ses amis."

(d) " Qu'un monsieur Davis, entrepreneur du Pont de Québec, par contrat signé par le demandeur, le dit S. N. Parent, comme Président de la Compagnie, a pu acquérir dans un but de spéculation, une grande quantité de limites qu'il a ensuite revendues avec un profit considérable après avoir obtenu, par l'influence du premier ministre de Québec, ou d'autres pour lui, que des travaux spéciaux soient faits à certain endroit du fleuve St-Laurent afin de lui permettre de vendre plus cher ses dites limites."

(e) " Que lui, le dit sénateur P. A. Choquette, a agi de bonne foi dans l'intérêt du pays et de son parti et que les faits imputés au dit S. N. Parent, comme une foule d'autres qui viendront à l'enquête sont en substance vrais "

(f) " Que le dit P. A. Choquette n'agit pas par haine ni vengeance, ayant déjà rendu au demandeur de grands services à sa demande personnelle."

9. Que le 15 décembre dernier, M. D. Monet, député du comté de Napierville à l'Assemblée législative, écrivit une lettre publique dans laquelle il disait entre autres choses ce qui suit :

" Le premier ministre a poursuivi ses accusateurs devant les tribunaux civils. Pourquoi n'a-t-il pas en même temps convoqué les Chambres

pour le jour le plus rapproché possible ? Le plus sommaire de ces procès ne peut pas être décidé avant trois mois.

“ Il peut se faire qu’il ne le puisse être avant trois ans

“ Et, pourtant, le premier ministre a été dénoncé comme un voleur par deux personnages importants et responsables du parti libéral. La province de Québec va-t-elle subir l’humiliation d’attendre les atternoissements et l’issue d’un procès en dommages pour savoir si elle est gouvernée par un voleur ou un honnête homme ?

“ L’honorable Monsieur Parent poursuivant ses détracteurs devant les tribunaux civils a fait acte de citoyen. Mais c’est comme ministre qu’il a été accusé et comme tel, il doit rendre ses comptes, non aux tribunaux, mais aux représentants du peuple.”

10. Que, dès avant la réunion des Chambres, et avant l’enquête qu’il réclamait, le dit D Monet, est devenu l’un des collègues du dit S. N. Parent, dans le gouvernement de cette province.

11. Que le 5 décembre dernier, M. Ernest Roy, député du comté de Montmagny, à l’Assemblée Législative, depuis l’année 1900, écrivait une lettre publique au dit P. A. Choquette, dans laquelle il disait, entr’autres choses, ce qui suit :

“ Cependant l’enquête faite par la Commission de Colonisation, de même que certains renseignements qui me sont parvenus sur la manière de percevoir quelques-uns des revenus de la province m’avaient disposé, dans le cas d’une élection nouvelle, à bien définir le programme politique que j’entendais suivre. ”

“ Je n’ai pas été surpris des accusations portées par l’honorable sénateur Legris, et par vous-même contre l’honorable Premier Ministre. Je l’ai entendu formuler longtemps avant les élections, et j’avais dès lors décidé, après renseignements pris à bonne source, à attendre les explications du Premier Ministre, je suis encore disposé à les entendre. ”

“ La position des accusateurs et le genre des accusations qu’ils portent, m’engagent à prendre cette ligne de conduite. ”

“ Il me semble sage, dans une telle circonstance de conserver une réserve prudente, jusqu’à ce que l’accusateur soit confondu, ou l’accusé convaincu ”.

12. A la suite de tout ce qui précède, et nonobstant le résultat de la dernière élection générale, tenue le 25 novembre dernier, trois collègues

du dit S. N. Parent, dans le gouvernement de cette province, ont démissionné et ont entrepris de le chasser du pouvoir en déclarant au public et à plusieurs députés de cette Chambre, que leur Premier Ministre ne possédait pas la confiance de l'électorat de cette province, ni de la majorité des membres de cette Chambre, et que le dit S. N. Parent, serait à l'ouverture des Chambres renversé sur le choix de l'Orateur.

13 Que le déclarant a toute raison de croire que le Premier Ministre de cette Province et les trois ministres démissionnaires, ci-dessus mentionné, ont fait, dès avant l'ouverture de la présente session, un pacte en vertu duquel le dit S. N. Parent doit disparaître incessamment et la paix être rétablie entre les accusateurs et l'accusé au bénéfice individuel des démissionnaires, le tout sans enquête

14 Qu'il est pourtant opportun dans l'intérêt public, oublié dans ces luttes de faction, que l'enquête à laquelle le Premier Ministre fait allusion ait lieu immédiatement.

En conséquence, je, le dit déclarant, étant d'avis que l'honneur et la dignité de cette Chambre, dont je suis l'un des membres, sont en jeu, demande qu'il soit constitué un comité d'enquête chargé de s'enquérir des faits ci-dessus mentionnés, d'entendre les parties intéressées sur les dites accusations et de faire rapport à cette Chambre."

L'honorable M. LeBlanc propose que la déclaration qui vient d'être lue soit référée à un comité spécial composé de MM. Carter, Décarie, Delage Giard, Kelly, Roy (Saint-Jean), Tellier, Girard, Dupuis, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Allard, Roy (Kamouraska), Tessier (Trois-Rivières), et Marchildon, avec pouvoir de s'enquérir seulement des accusations que les dits messieurs Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette Province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du Département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que les dits messieurs Legris et Choquette auraient été assignés à comparaître devant le dit comité; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer pour entendre les témoins, et envoyer quérir personnes, papiers, dossiers, pour s'enquérir des faits mentionnés dans les dites accusations que pourront faire les dits MM. Legris et Choquette devant le dit comité comme susdit; le dit comité devant faire rapport à cette Chambre le plus tôt pos-

sible, au cours de la présente session, après que l'enquête sera terminée sur les faits mentionnés dans les accusations expresses et spécifiques que pourraient faire les dits MM. Legris et Choquette, au jour fixé pour leur comparution devant le dit comité ”.

Conformément à l'ordre de référence, votre comité, à sa première séance, le 9 mars 1905, a invité M. le sénateur Legris et M. le sénateur Choquette à se présenter devant le comité et à y faire des accusations expresses et spécifiques contre l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, s'ils le jugeaient à propos.

En réponse, M. le sénateur Legris et M. le sénateur Choquette ont produit la déclaration suivante :

Québec, 9 mars 1905.

A messieurs les membres du comité nommé pour s'enquérir des accusations que nous pourrions avoir à porter d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

Messieurs,

Nous avons pris connaissance de la motion qui a été adoptée par la Chambre d'Assemblée à sa séance d'hier vous référant une déclaration de l'honorable M. LeBlanc et vous donnant le pouvoir de vous enquérir seulement des accusations que nous pourrions porter devant vous d'une manière expresse et spécifique, contre le Premier Ministre de cette province ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que nous aurions été assignés à comparaître devant vous.

Nous vous prions de consigner dans vos procès-verbaux les déclarations suivantes que nous vous soumettons respectueusement :

Sans admettre votre juridiction, pour vous éviter les procédures d'une assignation, nous comparaissons devant vous à votre première séance, pour vous déclarer que nous n'entendons pas porter d'accusations devant votre comité contre l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

Nous avons été poursuivis devant les tribunaux civils de cette province par l'honorable S. N. Parent, chacun pour la somme de vingt-cinq mille dollars, à raison de certaines déclarations qu'il nous accuse d'avoir

faites contre lui et l'administration de son département, au cours des dernières élections provinciales et depuis. En réponse à ces actions nous avons produit des plaidoyers que nous entendons soutenir devant ces tribunaux qu'il a lui-même choisis et desquels nous attendons pleine justice.

. Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués.

(Signé) J. H. LEGRIS,

" P. AUG. CHOQUETTE.

Après la production de cette déclaration, M. le sénateur Legris et M. le sénateur Choquette furent questionnés par l'honorable S. N. Parent et par M. Tellier aux fins de leur faire déclarer s'ils entendaient porter quelque accusation aux termes de l'ordre de la Chambre.

Ils refusèrent de répondre.

A la séance suivante, savoir le 10 mars 1905, l'honorable S. N. Parent a fait une déclaration dans laquelle se trouve ce qui suit :

" Je déclare ceci, s'ils veulent porter ces accusations devant le comité, les mêmes accusations qu'ils ont portées en dehors, pour lesquelles ils ont été poursuivis par moi, et ce qu'ils ont pu avoir dit depuis l'institution de mes actions, je m'engage devant ce comité à me désister de mes actions en dommages contre ces mêmes messieurs.

Je veux que le public sache si ces messieurs sont de bonne foi. Je veux que le public sache si ces messieurs, comme on l'a dit en Chambre, " sont des sauveurs ou des calomniateurs ". Je ne tiens pas à rester, ni à laisser les employés de mon département qui ne peuvent pas se défendre, sous le coup des accusations portées par ces messieurs. Je suis absolument sérieux, et je demande que justice soit faite, et je demande ce *british fair play* que l'on accorde toujours au premier venu en cette province,

Je le répète, le jour où ils viendront devant ce comité porter ces accusations, je m'engage à abandonner les procédures prises contre ces deux messieurs. C'est une enquête que je veux et je la veux aussi complète que possible. Ils ont fait une déclaration motivée, qu'ils en prennent la responsabilité."

Dans cette déclaration, le Premier Ministre portait aussi à la connaissance du comité qu'il produirait des déclarations sous serment des chefs de toutes les branches du département des Terres, Mines et Pêcheries.

A la suite de cette déclaration, le comité décida d'en faire signifier l'extrait ci-dessus reproduit aux sénateurs Legris et Choquette, avec un avis les assignant à comparaître devant votre comité à 8 heures P. M., le 13 mars 1905.

Cette assignation leur fut faite, personnellement, le 10 du même mois, par le greffier du comité, M. F. L. Desaulniers.

A la séance de votre comité du 13 mars 1905, M. le sénateur Legris et M. le sénateur Choquette, quoique appelés, n'ont pas comparu.

L'honorable S. N. Parent, Premier Ministre, produit devant votre comité les déclarations sous serment des chefs des diverses branches du département des Terres, Mines et Pêcheries, dont les noms suivent : E. E. Taché, J. C. Langelier, C. E. Gauvin, C. O. Lavoie, W. C. J. Hall, Hector Caron, Victor Derome, Wm. Delaney, Jules Côté et G. A. Langelier, ainsi que la sienne propre dont un extrait est cité ci-dessus.

Ces déclarations se lisent comme suit :

Celle du Premier Ministre :

" M. le Président, je désire ajouter quelques mots.

Je constate que les sénateurs Legris et Choquette, tout en refusant de porter des accusations, hier, ont produit une déclaration qui laisse planer sur moi et mon département des accusations qui ne pourront être levées que lorsque les procès auront eu lieu.

Je constate de plus que, par leur déclaration écrite, ils refusent de répondre parce que je les ai poursuivis. Je vais faire un pas de plus, M. le président. Je déclare ceci, s'ils veulent porter ces accusations devant le comité, les mêmes accusations qu'ils ont portées en dehors, pour lesquelles ils ont été poursuivis par moi, et ce qu'ils ont pu avoir dit depuis l'institution de mes actions, je m'engage devant ce comité à me désister de mes actions ou dommages contre ces mêmes messieurs.

Je veux que le public sache si ces messieurs sont de bonne foi. Je veux que le public sache si ces messieurs, comme on l'a dit en Chambre, " sont des sauveteurs ou des calomniateurs ". Je ne tiens pas à rester ni à laisser les employés de mon département qui ne peuvent pas se défendre, sous le coup des accusations portées par ces messieurs. Je suis absolument sérieux, et je demande que justice soit faite, et je demande ce *british fair play* qu'on accorde toujours au premier venu en cette province.

Je le répète, le jour où ils viendront devant ce comité porter ces accusations, je m'engage à abandonner les procédures prises contre ces deux messieurs. C'est une enquête que je veux, et je la veux aussi

complète que possible. Ils ont fait une déclaration motivée, qu'ils en prennent la responsabilité.

Je demande comme chef du gouvernement en cette province et comme représentant du département des Terres, tant pour moi-même personnellement, que pour mes employés, qu'il soit donné avis à MM Legris et Choquette de la proposition que je viens de faire, pour venir y répondre devant le comité.

J'ajoute que je n'entends pas retarder les procédures d'aucune manière. Je veux être bien compris. Mais d'un autre côté, je veux que le public sache si ces Messieurs Legris et Choquette sont de bonne ou de mauvaise foi. S'ils sont de bonne foi, qu'ils viennent devant le comité porter leurs accusations ; s'ils sont de mauvaise foi, eh bien, je n'ai plus rien à dire, le comité fera son rapport et le public saura à quoi s'en tenir."

DÉCLARATION DE VICTOR DEROME

Je, Victor Derome, comptable du département des Terres, Mines et Pêcheries, étant dûment assermenté, déclare :

1. Je suis le comptable du département des Terres, Mines et Pêcheries. J'assiste aux ventes des limites à l'enchère, et j'ai assisté à toutes celles qui ont eu lieu depuis que M. Parent est ministre du département, excepté à celle qui a eu lieu en mai 1903, ou 1902.

2. Je reçois tous les argents qui sont mis à la disposition du département des Terres, Mines et Pêcheries à même les crédits de la province, et je reçois également toutes les recettes venant de l'extérieur. C'est moi qui fais tous les paiements du département.

3. Ces paiements sont toujours autorisés par le député ministre et recommandés par un chef de branche. Il n'y a que quelques menues dépenses qui ne sont pas payées sur l'autorisation préalable du député ministre, lequel cependant les approuve à la fin du mois.

4. Tout ce qui concerne les paiements a été fait dans le département correctement et avec honnêteté, et des entrées en sont faites dans les livres.

5. Je déclare qu'il ne s'est rien passé aux ventes de limites à bois qui

laisserait croire que M. Parent se soit rendu coupable de collusion avec les personnes présentes pour faire adjuger des limites à vil prix.

(Signé) V. DEROME.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce treizième jour de mars 1905. }

(Signé) THÉO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DECLARATION DE W. C. J. HALL.

Je, William Charles John Hall, surintendant du Parc National des Laurentides et commis du département des forêts, dûment assermenté, déclare :

1. Je suis surintendant du Parc National des Laurentides et commis du département des forêts dans le département des Terres, Mines et Pêcheries depuis 1892. Avant d'occuper ces positions, j'étais engagé dans le commerce de bois et, de fait, j'étais élevé dans le commerce de bois.

2. Dans les qualités ci-dessus décrites, il est de mon devoir d'administrer le Parc National et d'émettre des licences de pêche et de chasse ; de recommander la concession de baux pour chasse et pêche dans les limites du Parc ; de contrôler les comptes dans la branche du département qui concernent les bois et forêts, le tout sous la surveillance du ministre et du sous-ministre.

3. J'ai pris communication de la déclaration faite par l'honorable M. P. E. LeBlanc, député du comté de Laval à l'Assemblée Législative de cette province, le trois de mars courant.

4. Dans cette déclaration, je trouve que les paroles suivantes sont attribuées au sénateur Legris qui a présidé à l'enquête tenue par la Commission de Colonisation

" Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour dans le département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent."

Je déclare que cette assertion est fausse en autant qu'elle concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries, sur laquelle j'ai un contrôle officiel, tout y étant conduit régulièrement et honnêtement au meilleur de ma connaissance.

5. La même déclaration contient les paroles suivantes attribuées à M. Legris :

“ Notre système de vente de forêts est abominable, chaque année des centaines de mille piastres qui appartiennent à la Couronne tombent dans la poche des favoris de M. Parent. La charité m'empêche d'aller plus loin.

“ Nos limites à bois sont vendues d'une manière qui me force à croire que M. Parent veut en avilir le prix au lieu de le faire monter”.

Au meilleur de ma connaissance, ces assertions sont fausses. Comme commis du département des forêts, j'examine tous les rapports fournis par les explorateurs sur la quantité de bois dans toutes les sections et j'évalue alors les limites à bois d'après la quantité du bois et l'endroit où elles sont situées. Je sou mets alors cette évaluation à M. Paul Blouin, surintendant des Bois et Forêts, qui prépare un état fixant la mise à prix pour chaque limite. Cet état est ensuite soumis au ministre qui l'adopte avec ou sans changement, suivant son opinion, et qui, dans bien des cas, élève la mise à prix.

Toutes les ventes de limites à bois sont faites par encaissement public après avis dans la *Gazette Officielle de Québec* et dans d'autres journaux. J'assiste à toutes ces ventes et je suis en position d'affirmer qu'elles ont toutes été conduites de bonne foi et dans le meilleur intérêt de la province.

Je trouve dans une lettre de M. Legris, publiée dans *La Patrie* du 7 mars 1905, écrite en réponse à la déclaration faite par M. Parent, concernant la déclaration faite par M. LeBlanc, à l'Assemblée législative, le trois de mars courant, ce qui suit :

“ M. W. C. J. Hall, un autre officier important du département dont M. Parent est le chef, interrogé de la même manière sur le même sujet, répondit à son tour comme suit :

“ Quest. (traduct.) Etes-vous d'opinion que ce rapport est correct ?

“ Rép. Non, monsieur, il n'est pas correct en ce qui concerne le bois de pulpe. ”

“ Tout cela est imprimé dans le rapport de la Commission d'enquête, à Québec. p. 36. ”

Je désire affirmer que l'interprétation donnée à mon témoignage n'est pas correcte.

Le rapport en question n'était pas correct au sujet du bois de pulpe parce que le bois de pulpe jusqu'à aujourd'hui, a été entré simplement comme billots, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucune distinction de faite entre le bois de pulpe comme tel et les autres billots. Il ne serait pas cependant correct de conclure que le département n'a pas perçu les droits pour la coupe du bois de pulpe. De fait, le département a tous les renseignements pour imposer les droits pour le bois de pulpe coupé sur les terres de la Couronne, et ce droit de coupe a été imposé et perçu pour ce qui concerne la coupe du bois de pulpe.

Sur les terres qui n'appartiennent plus à la Couronne, nous n'avons pas de statistiques, car c'est une matière qui ne concerne pas le département.

(Signé) W. C. J. HALL.

Assermenté devant moi, à Québec, }
le 13 mars 1905. }

(Signé) THEO. H. OLIVER.

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DÉCLARATION DE C. O. LAVOIE

Je, Charles O. Lavoie, surintendant de la branche des ventes du département des Terres, Mines et Pêcheries, déclare sous serment :

1 Que j'ai été surintendant de la branche des ventes, section ouest, depuis le premier février 1891 à venir jusqu'au 1er juillet 1903 ;

2. Que je suis, depuis cette dernière date, surintendant de tout le service des ventes, sections est et ouest du dit département ;

3 Que j'ai pris communication de la déclaration faite par l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval, à l'Assemblée Législative de cette province, le 3 mars courant ;

4. Dans cette déclaration, je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris qui a présidé l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation ;

“ Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour par le département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent.”

Je déclare que cette assertion est fausse en ce qui concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries dont je suis le chef, tout y ayant été conduit régulièrement et avec honnêteté.

5. Que j'ai aussi pris communication des discours prononcés à Sainte-Thérèse, le 21 novembre dernier, et rapportés dans *La Patrie* du 22 novembre dernier, où je trouve les paroles suivantes :

“ S'il est vrai que M. Parent a laissé faire de faux rapports par ses fonctionnaires dans l'intérêt des marchands de bois, il n'y a qu'un nom qui lui convienne : c'est un voleur public. Je sais ce que je dis et je prends toute la responsabilité de mes paroles ”.

Je déclare que, en ce qui me regarde et en ce qui concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries dont je suis le chef, ce n'est pas vrai que M. Parent a laissé faire de faux rapports par ses fonctionnaires dans l'intérêt des marchands de bois, et que tout a été conduit régulièrement et avec honnêteté dans la dite branche des ventes,

(Signé) CHAS O. LAVOIE.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce dixième jour de mars 1905 }

(Signé) THEO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DÉCLARATION D'HECTOR CARON

Je, Hector Caron, surintendant de la chasse et de la pêche pour la province de Québec, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, déclare :

1. Je suis surintendant de la chasse et de la pêche pour la province de Québec et, en cette qualité, sous les contrôles du ministre et du sous-ministre, chef de la branche de la chasse et de la pêche au département des Terres, Mines et Pêcheries, depuis juillet 1903.

Il entre dans mes fonctions de recommander l'octroi des baux de chasse et de pêche et l'émission des licences de chasse et de pêche ainsi que de contrôler la perception des droits dus à la Couronne, de ces chefs.

2. J'ai pris communication de la déclaration faite par l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval, à l'Assemblée législative de cette province, le 3 mars courant.

3. Dans cette déclaration je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris qui a présidé l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation :

" Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour par le département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent."

Je déclare que cette assertion est fausse en ce qui concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries dont je suis le chef, tout y ayant été conduit régulièrement et avec honnêteté.

4. Dans tous mes rapports avec le ministre et le sous-ministre du département, j'ai trouvé invariablement chez eux le désir d'administrer

toutes les affaires, concernant la chasse et la pêche, de manière à en retirer les revenus les plus élevés pour la province, et il n'est pas à ma connaissance qu'il se soit passé rien de blâmable.

5 Dans nombre de cas, M. Parent a même augmenté le chiffre que je suggérais comme prix de location pour les terrains de chasse et de pêche.

(Signé) HECTOR CARON.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce onzième jour de mars 1905. }

(Signé) THEO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DECLARATION DE WILLIAM DELANEY

Je, William Delaney, de la cité de Québec, assistant-surintendant de la branche des Bois et Forêts, dans le département des Terres, Mines et Pêcheries, étant dûment assermenté, déclare :

1. Je suis assistant-surintendant des Bois et Forêts, dans le département des Terres, Mines et Pêcheries depuis 1890. En cette qualité, j'ai le devoir d'assister le surintendant dans l'exécution des différents devoirs de sa charge, et de le remplacer, en son absence.

2. J'ai pris connaissance de la déclaration de M. Blouin, surintendant des Bois et Forêts dans le département des Terres, Mines et Pêcheries, et je suis en état de corroborer chacune des allégations de la dite déclaration, et je déclare qu'elle contient la vérité.

(Signé) WM. DELANEY.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce 12ème jour de mars 1905. }

(Signé) THEO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DÉCLARATION DE JULES COTÉ

Je, Jules Côté, surintendant du bureau des mines, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, déclare :

1. Je suis secrétaire du bureau des mines du département des Terres, Mines et Pêcheries, depuis le 15 décembre 1892, et, en cette qualité, je suis chargé, sous le contrôle du ministre et du sous-ministre du département des Terres, Mines et Pêcheries, de l'administration de la branche des mines. Parmi mes devoirs se trouvent ceux de recommander les permis de recherches, l'émission des licences de mines ainsi que la vente des terrains miniers, et de contrôler la perception des deniers dus à la Couronne, de ce chef.

2. J'ai pris communication de la déclaration faite par l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval, à l'Assemblée législative de cette province, le 3 mars courant.

3. Dans cette déclaration je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris qui a présidé l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation :

“ Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour par le département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent.”

Je déclare que cette assertion est fausse en ce qui concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries dont je suis le chef, tout y ayant été conduit régulièrement, avec honnêteté, et suivant la loi.

En ce qui concerne mon bureau, je puis assurer qu'il n'y a jamais rien eu d'irrégulier.

(Signé) JULES COTÉ,
Sec. Bur. des Mines.

Assermenté devant moi, à Québec, {
ce onzième jour de mars 1905. }

(Signé) THEO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DÉCLARATION DE G. A. LANGEЛИER

Je, Gustave-Adolphe Langelier, assistant surintendant des gardes forestiers, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dépose :

1. Je suis assistant surintendant des gardes forestiers au département des Terres, Mines et Pêcheries, et, en cette qualité, je suis chargé d'assister le surintendant dans l'accomplissement de ses devoirs,

2. J'ai pris communication de la déclaration de M. J. C. Langelier, surintendant des gardes forestiers, et je suis en position de corroborer toutes et chacune des allégations y contenues, et je déclare qu'elles contiennent la vérité.

(Signé) GUS. A. LANGELIER.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce treizième jour de mars 1905. }

(Signé) THEO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DÉCLARATION DE C. E. GAUVIN

Je, Charles-Edouard Gauvin, surintendant des arpentages, de la cité de Québec, déclare sous serment:

1. Je suis surintendant des arpentages depuis 1883, et, depuis 1898, j'agis aussi comme ingénieur des pouvoirs hydrauliques de la province. En cette dernière qualité, j'ai à m'occuper de la vente des chutes d'eau, des lits de rivières, des lots de grève, etc.

2. J'ai pris communication de la déclaration faite par M. Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval, à l'Assemblée législative de cette province, le 3 mars courant.

3. Dans cette déclaration, je remarque les paroles suivantes attribuées à l'honorable sénateur Legris, ex-président de la Commission de colonisation : " Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour au département des Terres de la Couronne avec la sanction de " M. Parent."

4. Je considère cette dernière assertion fausse en ce qui concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries que je suis chargé de diriger, la branche des arpentages, et aussi en ce qui concerne la vente des pouvoirs hydrauliques, lits de rivières et lots de grève à laquelle, depuis 1897, j'ai été plus ou moins mêlé, en ma qualité d'ingénieur civil, agissant comme ingénieur des pouvoirs hydrauliques de la province ; tout m'a paru avoir été conduit régulièrement et avec honnêteté.

5. Relativement à la vente de l'île au Diable, située en plein rapide de Lachine, en face de la paroisse de Laprairie, dans le comté du même nom, voici ce que j'ai à dire :

(a) Le 14 décembre 1896, monsieur E. Z. Paradis s'adressa à l'honorable C. A. Nantel, commissaire des terres de la Couronne, pour obtenir la concession de la dite Ile au Diable, connue et désignée au cadastre de la dite paroisse de Laprairie, sous le numéro 675,—île qu'il disait être un rocher aride et inaccessible,—et la permission de faire les ouvrages et les constructions requis pour le pouvoir d'eau dont il se déclarait propriétaire (pouvoir d'eau dépendant autrefois de la seigneurie de Laprairie, No 649 du dit cadastre) sur le lit du fleuve Saint-Laurent, sur toute l'étendue comprise entre la rive sud-est du dit fleuve et une jetée ou digue projetée, partant à environ 6,000 pieds en amont de l'Ile au Diable, en ligne avec telle île, en suivant le cours de l'eau jusqu'à l'extrémité sud-ouest de cette île, et se continuant, à partir de l'extrémité nord-est de la dite île, en suivant le cours de l'eau en aval de la dite île, jusqu'à une distance d'environ six mille pieds, et entre la rive sud-est du dit fleuve et à la dite Ile au Diable, en face des numéros 630, 631, etc., étendue dont la superficie a été évaluée à 560 arpents carrés environ.

(b) Le 20 juillet 1897, dans un rapport qu'il a adressé à M. E. Taché, assistant commissaire des terres de la Couronne, M. Aimé Bourassa dit qu'il croit que la valeur réelle de l'Ile au Diable ne dépasse pas cent dollars.

(c) J'ai évalué moi-même la dite Ile au Diable à mille piastres (\$1,000.00), après une visite des lieux fait en juillet 1897.

Le 31 mars 1903, le département des Terres, Mines et Pêcheries recevait une lettre de M. E. Z. Paradis, dans laquelle celui-ci disait, en parlant de l'Ile au Diable : " Le gouvernement n'a certainement pas raison d'exiger plus que la valeur actuelle de l'île et nullement la valeur que pourront lui donner les travaux de développement du pouvoir d'eau. Il appert clairement par les deux estimations faites que la valeur actuelle de l'île est de moins de cent piastres. Il est de fait qu'elle n'est d'aucune valeur."

(e) Le même jour, 31 mars 1903, le dit département recevait de MM. P. Davis, d'Ottawa, une demande de concession de la dite Ile au Diable.

(f) Le 6 avril 1903, M. E. Paradis, dans une lettre qu'il adressait à l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre, disait qu'il était disposé à payer cinq cents piastres pour l'achat de la dite île, aux conditions mentionnées dans sa demande du 14 décembre 1896, c'est-à-dire pour l'Ile au Diable et pour la permission qu'il avait sollicitée relativement aux ouvrages et constructions requis pour le pouvoir d'eau, permission ou privilège dont l'octroi eut résulté pratiquement dans l'abandon, par le gouvernement, d'environ 560 arpents carrés du lit du Saint-Laurent, au rapide de Lachine, avec le pouvoir d'eau qui s'y trouve.

(g) Le 8 juin 1903, le dit M. E. Z. Paradis renouvela les offres qu'il disait avoir faites dans une lettre du 4 mai 1903, adressée à l'honorable Premier Ministre, au sujet de l'Île au Diable, et dans cette lettre du 4 mai 1903, dont il annexait une copie à celle du 8 juin 1903, il disait : "J'offre de payer pour l'acquisition de l'Île au Diable, en conformité de ma demande, la somme de mille piastres, étant le plein montant de l'estimation faite de cette île par votre département."

(h) Il appert par les livres du département des Terres, Mines et Pêcheries, que le dit M. P. Davis, à la date du 8 juin 1903, a payé au dit département, la somme de douze cents piastres (\$1200) pour la dite Île au Diable, c'est-à-dire pour l'Île au Diable seulement sans pouvoir d'eau ni aucune partie du lit du fleuve.

(i) Je crois encore que l'estimation de \$1000 que j'ai faite de l'Île au Diable est juste.

(j) Je considère que cette vente était une transaction avantageuse pour le département des Terres, Mines et Pêcheries, et en autant que j'ai pu m'en assurer, elle n'a été entachée d'aucune irrégularité.

6. J'ajoute que les pouvoirs hydrauliques de rivières, lots de grève, etc., n'ont jamais été vendus à des prix moindres que ceux auxquels je les ai évalués, et que, dans la plupart des cas, ils ont été vendus à des prix plus élevés que mes évaluations.

(Signé) CHS ED. GAUVIN.

Assermenté devant moi, à Québec, {
ce dixième jour de mars 1905. }

(Signé) WM. DELANEY,
J. P.

DÉCLARATION DE PAUL BLOUIN

Je, Paul Blouin, surintendant des bois et forêts, de la cité de Québec, dûment assermenté, déclare :

1. Je suis surintendant des bois et forêts depuis 1893, et, en cette qualité, je suis chargé, sous le contrôle du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, de la vente des bois et forêts de la province et de la perception des droits dus sur ces bois par les propriétaires de limites et autres.

2. J'ai pris communication de la déclaration faite par M. Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval à l'Assemblée législative de cette province, le 3 mars courant.

3. Dans cette déclaration, je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris, qui a présidé l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation :

" Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour par le Département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent."

Je déclare que cette assertion est fausse en ce qui concerne la branche du département des Terres, Mines et Pêcheries dont je suis le chef, tout y ayant été conduit régulièrement et avec honnêteté.

4. La même déclaration contient également les paroles suivantes attribuées à M. Legris :

" Notre système de vente de forêts est abominable. Chaque année, des centaines de mille piastres qui appartiennent à la Couronne tombent dans la poche des favoris de M. Parent. La charité m'empêche d'aller plus loin."

" Nos limites à bois sont vendues d'une manière qui me force à croire que M. Parent veut en avilir le prix au lieu de le faire monter."

Il est faux que, chaque année, des centaines de mille dollars qui appartiennent à la Couronne soient tombées dans la poche des favoris de M. Parent, et il est également faux que les limites aient été vendues d'une manière à laisser croire que M. Parent ait voulu en avilir le prix, au lieu de le faire monter.

Les limites à bois ont, depuis la dite date, été vendues à l'enchère publique après avis donnés dans la *Gazette Officielle de Québec*, ainsi que requis par la loi, et, en outre, dans un grand nombre d'autres journaux. A ces ventes ont toujours été présentes un grand nombre de personnes, et les enchères de qui que ce soit n'ont jamais été refusées. J'ai pris une part active à toutes ces ventes ; recueilli les demandes d'achat ; fait faire les explorations ; étudié les rapports des explorateurs et suggéré en conséquence la mise à prix qui paraissait convenable dans chaque cas, suivant les circonstances ; préparé, pour le ministre, la liste des limites à offrir, avec les remarques appropriées, et, enfin, procéder à la réception des enchères le jour de la vente.

Il est à ma connaissance personnelle que les mesures les plus judicieuses ont été prises par le ministre, en toutes occasions, pour assurer à ces ventes tout le succès possible ; que, dans la plupart des cas, les mises à prix suggérées par moi ont été augmentées par le ministre au moment de la mise à l'enchère et que toutes les adjudications ont été faites au plus haut enchérisseur, suivant la loi, sans favoritisme ni partialité envers personne.

J'attribue, en grande partie, le succès de ces ventes et le prix relativement très élevé qu'elles ont réalisé à l'attention personnelle qu'y a apportée le ministre.

5. Dans la même déclaration, je trouve que les paroles suivantes sont encore attribuées au dit M. Legris :

“ J'affirme, sans crainte d'être contredit, que nous perdons chaque année, dans les environs de cinq cent mille dollars de droits de coupe, que, chaque année, des centaines de mille dollars prennent une fausse route, toujours au su de M. Parent.”

Il est faux que la province perde, chaque année, dans les environs de cinq cent mille dollars de droits de coupe, et, il est également faux que, chaque année, des centaines de mille dollars provenant de droits de coupe prennent une fausse route au su de M. Parent.

Tous les droits de coupe dus au gouvernement sont exigés des débiteurs sans favoritisme ni partialité envers qui que soit. Les pertes que le gouvernement fait, de ce chef, proviennent presque exclusivement de l'insolvabilité des débiteurs.

6. Dans cette même déclaration, je trouve qu'on attribue à M. le sénateur Choquette un plaidoyer dans lequel se trouve les paroles suivantes :

“ (b) Que contrairement à la loi, le dit S. N. Parent a accepté, sans exiger qu'ils fussent contrôlés, des comptes fournis par des marchands de bois, et que, par suite de cette illégalité, des sommes considérables ont été perdues pour la province.”

Il est faux que M. Parent ait accepté, sans exiger qu'ils fussent contrôlés, des comptes fournis par des marchands de bois, et il est également faux que des sommes considérables aient été perdues pour la province, de ce chef.

Tous les comptes de droits de coupe ont été préparés par le département, d'après les états, sous serment, des porteurs de licence et les renseignements obtenus de nos officiers, et les rapports des opérations forestières ont toujours été contrôlés avec tout le soin possible

7. On attribue encore à M. le sénateur Choquette, dans la même déclaration, un plaidoyer dans lequel se trouvent les paroles suivantes :

“ (c) Que, dans la vente des limites à bois, le dit S. N. Parent a favorisé des amis.”

Il est faux que, dans la vente des limites à bois, M. Parent ait favorisé des amis. Ce que je dis au paragraphe No 4, s'applique ici.

8. Dans cette même déclaration, je trouve qu'on attribue encore à M. le sénateur Choquette, un plaidoyer dans lequel se trouvent les paroles suivantes :

“(d) Qu'un monsieur Davis, entrepreneur du Pont de Québec, par contrat signé par le demandeur, le dit S. N. Parent, comme président de la compagnie, a pu acquérir, dans un but de spéculation, une grande quantité de limites qu'il a ensuite revendues avec un profit considérable après avoir obtenu, par l'influence du Premier Ministre de Québec, ou d'autres pour lui, que des travaux spéciaux soient faits à certain endroit du fleuve Saint-Laurent, afin de lui permettre de vendre plus cher ses dites limites.”

Il est faux que M. Davis, entrepreneur du Pont de Québec, ait acquis des limites à bois de ce département. Je sais qu'un M. W. H. Davis, de Montréal, a acquis, au prix de soixante-seize piastres par mille, à l'encan du 4 juin 1901, diverses concessions forestières sur les rivières Trenche, Croche, Pierriche et Windigo, en tout, mille cent cinquante trois milles carrés. Avis de la mise à l'enchère de ces limites avait été donné dans la *Gazette Officielle* et dans d'autres journaux depuis le 23 février 1901. D'après les rapports d'exploration, une grande partie du territoire, savoir : cinq cent trente milles carrés étaient complètement brûlés. Le reste était évalué à des mises à prix variant de \$25 à \$100.

Le tout fut offert en bloc à une mise à prix de \$75 par mille, et le prix réalisé, savoir : \$76.00 par mille, était relativement élevé, dans les circonstances.

Toutes ces concessions forestières avaient déjà été offertes, sans résultat, à l'encan de l'année précédente.

9. Je trouve, en outre, qu'un rapport publié dans *La Patrie* du 22 novembre dernier, d'un discours prononcé par M. le sénateur Legris, à Sainte-Thérèse, le 21 du même mois, lui attribue les paroles suivantes :

“L'année dernière, on a mis en vente 9,500 milles carrés pour en vendre 3,000 milles. Cette vente avait été si mal annoncée et était si si peu réclamée par le commerce que M. Parent a dû chercher des acheteurs.”

Il est faux que la vente dont il s'agit ait été mal annoncée, et que M. Parent ait dû chercher des acheteurs. Cette vente a, en effet, été annoncée en la manière dont les ventes de ce genre l'ont toujours été. Un grand nombre de personnes assistaient à cette vente et les enchérisseurs étaient nombreux.

De plus, il est rare que toutes les limites offertes à une vente soient adjudgées. Dans bien des cas, à la demande des intéressés, des limites sont annoncées en vente et elles ne sont pas vendues, soit parce que ceux qui en avaient demandé la vente constatent qu'ils n'en ont plus besoin ou

que les prix ne leur conviennent plus. En outre, l'annonce de vente, une fois publiée par le département pour une certaine étendue de forêts, avertit toutes les personnes intéressées que ces forêts seront disponibles et offertes à l'exploitation, et leur donne l'occasion et le temps de les faire explorer.

10. Je trouve dans une lettre de M. le sénateur Legris, publiée dans *La Patrie* du 7 mars 1905, écrite en réponse à la déclaration faite par M. Parent, relativement à la déclaration faite par M. LeBlanc, à l'Assemblée législative, le 8 mars courant, ce qui suit :

“ Répondant à des questions posées par l'honorable G. W. Stephens, “ M. Paul Blouin, surintendant des bois et forêts, par conséquent un des “ premiers officiers du département de M. Parent, déclarait sous serment “ le 17 octobre 1902, que, pour les années 1900 et 1901, il n'y avait pas de “ bois de pulpe de rapporté de l'agence du Saint-Maurice !.....et, plus “ loin, M. Blouin spécifie quatorze agences pour lesquelles il n'y a pas eu “ de rapport de bois de pulpe de fait.....

“ Que vont dire et penser de cela les gens des Trois-Rivières et de “ Batiscan qui ont vu, eux mêmes, depuis quelques années, charger en “ bois de pulpe des milliers de chars et de barges pour exporter aux “ Etats-Unis ” ?

Je désire déclarer que l'interprétation qu'on donne à mon témoignage n'est pas correcte. Quand j'ai dit qu'il n'y avait pas de bois de pulpe de rapporté de l'agence du Saint-Maurice pour 1900 et 1901, et qu'il en était de même pour quatorze autres agences, je voulais faire comprendre que le rapport du département des Terres, Mines et Pêcheries ne mentionnait pas d'une manière distincte le bois de pulpe, c'est-à-dire ne distinguait pas entre ce bois et les autres espèces de bois coupés dans les limites de ces agences.

Il ne serait pas exact cependant de conclure de là, comme on semble le faire dans l'extrait ci-dessus, que le département n'avait pas perçu, pour ces années, de droits de coupe exigibles sur le bois de pulpe. De fait, le département avait toutes les données nécessaires pour imposer les droits sur le bois de pulpe coupé sur les terres de la Couronne, et il les a imposés et perçus. D'un autre côté, nous n'avions pas au département de statistiques concernant la quantité de bois de pulpe coupé sur les terrains qui avaient cessé d'être la propriété de la Couronne. Le rapport du département des Terres s'occupe exclusivement du bois coupé sur les terres publiques ; celui coupé sur les terrains des particuliers ne l'intéresse nullement, vu qu'il n'est pas dû de droits à la Couronne pour le bois de pulpe coupé sur ces terrains.

Comme on paraît aussi conclure de ce témoignage que le département des Terres, Mines et Pêcheries n'a pas perçu les droits de coupe exigibles sur le bois de pulpe exporté de l'agence du Saint-Maurice aux Etats-Unis pendant les années en question, je déclare que tel n'est pas le cas. Le département s'est tenu constamment renseigné sur la quantité de bois de pulpe, sujet aux droits, exporté de la dite agence comme de toute autre agence pendant ces années-là et toujours, depuis, et les droits exigibles sur le dit bois ont été régulièrement perçus.

Pour satisfaire la curiosité de certaines personnes qui désiraient obtenir des statistiques sur le bois de pulpe coupé dans cette province, le département a essayé d'obtenir des renseignements sur ce point, par l'entremise de ses agents, afin de les publier dans le rapport annuel du ministre, et, pour une raison ou pour une autre, des renseignements satisfaisants n'ont pu être recueillis d'abord.

Le département n'a jamais eu d'intérêt, au point de vue du revenu, à distinguer du bois de sciage le bois de pulpe converti en pâte à papier, dans le pays, parce que le tarif des droits de coupe est le même pour ces deux objets de commerce; nul intérêt non plus, au même point de vue, à s'occuper du bois de pulpe provenant de propriétés privées, lequel n'est pas sujet aux droits de la Couronne.

Les rapports que nous n'avions pu obtenir dans le temps étaient destinés aux seules fins de statistiques; nous n'en avons pas besoin pour asseoir l'impôt, et, comme notre statistique est plutôt un accessoire et que, du reste, elle est nécessairement incomplète, se bornant en bois coupé sur les Terres de la Couronne, nous n'y attachons qu'une importance secondaire.

(Signé) PAUL BLOUIN.

Assermenté devant moi, à Québec }
ce dixième jour de mars 1905. }

(Signé) WM. DELANEY, J. P.

DÉCLARATION DE J. C. LANGELIER

Je, Jean-Chrysostôme Langelier, avocat, surintendant des gardes forestiers de la cité de Québec, étant dûment assermenté, déclare :

1. Je suis surintendant des gardes forestiers depuis le mois d'octobre 1898 et, en cette qualité, je suis chargé de surveiller, de diriger et de contrôler tout le personnel des gardes forestiers qui, eux, sont chargés de surveiller les droits de coupe du bois qui se fait sur les terres de la Couronne, dans les limites sous licence, et sur les lots sous billets de location dont le bois est aussi sujet aux droits de coupe. Mon travail consiste à voir spécialement à ce que ces officiers fassent leur besogne ponctuellement, honnêtement et efficacement. Ces gardes forestiers sont obligés de faire rapport à la fin de chaque mois de calendrier, de donner un détail de leur travail jour par jour, et, quand ils mesurent des billots, d'annexer leurs feuilles de mesurage afin de me permettre de vérifier leurs feuilles avec celles des *cullers*

Mon fils, Gustave-Adolphe Langelier, est mon assistant. Il est chargé particulièrement de toute la partie-est de la province, mais j'ai toujours eu connaissance de ses rapports, et je sais qu'il fait son travail efficacement et avec soin. Quand je dis " la partie-est de la province ", je veux

parler de cette partie de la province qui est à l'est de la rivière St-Maurice et de la rivière Chaudière.

A part de la surveillance des gardes forestiers, nous sommes aussi chargés de l'examen des rapports de tous les propriétaires de limites, de tous ceux qui font du bois, et de la préparation des comptes de droits de coupe, excepté pour l'Ottawa supérieur et une partie de l'Ottawa inférieur, pour lesquels nous n'avons rien à faire. Le contrôle de la conduite des gardes forestiers dans cette partie de la province est laissé aux agents de ces localités.

Les comptes et les rapports sont toujours contrôlés avec soin, et j'ai toujours vu, ainsi que mon assistant, à ce que, dans les cas où ils manquent de pièces justificatives, elles fussent produites. En cas de doute, nous allons vérifier sur les lieux.

2. J'ai pris connaissance de la déclaration faite par l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval à l'Assemblée législative de cette province, le 3 mars courant.

3. Dans cette déclaration je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris qui a présidé l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation ;

“Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour par le département des terres de la Couronne avec la sanction de M. l'arant.”

Je déclare que cette assertion est fausse, en ce qui concerne le service des gardes forestiers dont je suis le surintendant.

Je déclare de la manière la plus formelle que je n'ai jamais été ni gêné, ni restreint, ni empêché d'une manière quelconque, soit directement soit indirectement, par le ministre ou le sous-ministre du département des Terres, Mines et Pêcheries, ou n'importe quel autre officier de ce département, dans l'exercice de mes fonctions, et que, en toutes circonstances, le département m'a donné pleine latitude de remplir mes devoirs avec toute la rigueur voulue pour protéger les intérêts de la province. Je tiens à faire ressortir le fait que le ministre n'a jamais essayé à m'influencer aucunement en faveur de qui que ce soit dans l'exercice de mes fonctions. Loin de m'empêcher de remplir mes devoirs, il m'a, au contraire, ordonné de faire mon devoir strictement dans tous les cas.

Il m'est arrivé plusieurs fois, dans le contrôle des opérations extérieures de la branche des bois et forêts, de constater que des gardes forestiers négligeaient leurs devoirs ou étaient à l'emploi de marchands de bois en même temps qu'ils étaient au service de la province. Tous ces cas qui sont arrivés à ma connaissance ont été dénoncés par moi au ministre et il a invariablement démis ces gardes forestiers de leurs fonctions,

quand mes conclusions étaient dans ce sens et que leur culpabilité était établie.

4. La même déclaration contient également les paroles suivantes attribuées à M. Légris :

“ Notre système de vente de forêts est abominable. Chaque année, des centaines de mille piastres qui appartiennent à la Couronne tombent dans la poche des favoris de M. Parent. La charité m'empêche d'aller plus loin.

“ Nos limites à bois sont vendues d'une manière qui me force à croire que M. Parent veut en avilir le prix au lieu de le faire monter.”

Je considère que le système suivi de la vente des limites depuis 1898 est le plus efficace et le plus productif en bons résultats que nous ayons jamais eu dans cette province, et que, sous ce rapport, il égale au moins celui de la province d'Ontario. Si les prix obtenus ne sont pas aussi élevés que dans Ontario, cela tient à différentes causes :

D'abord, beaucoup de limites vendues par M. Parent avaient déjà été sous licences antérieurement et abandonnées par les détenteurs comme n'ayant aucune valeur. M. Parent remettait ces limites en vente et en obtenait un prix bien supérieur à ce que ces mêmes limites avaient été originairement vendues, alors qu'elles avaient tout leur bois, et même supérieur au prix obtenu autrefois pour les plus belles limites à pin de l'Ottawa Supérieur.

En second lieu, un grand nombre des limites vendues par M. Parent étaient de véritables enclaves entre d'autres limites antérieurement vendues. Ces enclaves avaient été laissées de côté parce que, lors de la vente des limites qui les entouraient, ces enclaves n'avaient aucune valeur. Grâce au trouble que M. Parent et ses officiers se sont donné, ces enclaves se sont vendues à des prix comparativement exorbitants.

En troisième lieu, beaucoup de ces limites sont très éloignées, ce qui comporte beaucoup plus de frais pour leur exploitation, et le bois qu'elles contiennent, en grande partie de l'épinette noire, est de qualité comparativement inférieure.

J'ai assisté à presque toutes les ventes de limites à l'enchère, présidées par M. Parent, depuis 1898, et j'ai constaté qu'il a déployé énormément d'habileté, et qu'il s'est donné énormément de trouble pour obtenir les prix les plus élevés et pour empêcher les collusions entre les enchérisseurs afin d'obtenir l'adjudication à bas prix. En autant que je me rappelle, dans une circonstance, la vente a été arrêtée parce que M. Parent avait cru qu'il y avait peut-être collusion.

Pour ce qui regarde la préparation de ces ventes, je dois dire que tous les employés du département que cela concerne, et moi comme les

autres, nous nous sommes donné tout le trouble possible, nous avons employé tous les moyens possibles pour en obtenir les meilleurs résultats au point de vue de l'intérêt de la province.

Je sais que, à toutes ces ventes, le commerce de bois de la province de Québec, de la province d'Ontario, du Nouveau-Brunswick et des États-Unis était représenté par un nombre considérable de personnes. Presque toujours la grande salle du comité des bills privés était bondée d'acheteurs, et ce, pendant toute la durée des ventes.

En résumé, je considère que tous les efforts ont été faits pour que ces ventes fussent fructueuses et avantageuses pour la province et que, de fait, elles ont rapporté plus qu'on avait raisonnablement droit d'espérer.

La question de l'opportunité des ventes de limites se rattache au système des ventes dont parle M. Legris dans la déclaration qui lui est attribuée.

Je suis sincèrement convaincu qu'il est dans le meilleur intérêt de la province de vendre autant de limites que possible, même à des prix qui ne seraient pas aussi élevés que ceux obtenus depuis quelques années.

Ces ventes ont pour double résultat, outre qu'elles fournissent au revenu, de diminuer les frais de surveillance par les gardes forestiers et de protection contre l'incendie par les gardes-feu. La rente foncière sur ces limites constitue un revenu permanent et stable, susceptible de compenser la baisse dans le revenu des droits de coupe, en cas de crises commerciales qui causeraient un ralentissement sensible dans le commerce du bois. Puis, si on calcule le montant que représente, pour une période seulement de cinquante ans, la rente sur les primes réalisées dans les ventes qui se font maintenant, on arrive à la conclusion que la valeur présente de ces primes et des intérêts accrus dessus égale au moins les primes que la province pourrait réaliser en attendant cinquante ans pour vendre. Des calculs, faits avec soin, établissent qu'il reste encore, dans le domaine public de la province, plus de 175,000 milles de limites d'épinette à vendre.

C'est aussi ma sincère conviction qu'il est dans l'intérêt bien entendu de la province de vendre tous les pouvoirs hydrauliques qui sont demandés, en prenant les précautions qui ont été prises depuis 1897 pour empêcher le monopole et la spéculation. Je crois sincèrement que ceux qui sont en faveur de l'exploitation de ces pouvoirs par le gouvernement, par voie de bail ou loyer, seraient d'un avis contraire s'ils connaissaient la quantité et la force de ces pouvoirs hydrauliques. Plusieurs hommes d'affaires que j'ai consultés sur ce point ont été unanimes à exprimer l'opinion qu'il serait pratiquement impossible, dans notre province, de trouver des capitaux pour monter des établissements industriels dont la force motrice ne serait pas assurée par un titre final et irrévocable de propriété.

5. Dans cette même déclaration, je trouve qu'on attribue à M. le sénateur Choquette un plaidoyer dans lequel se trouve les paroles suivantes :

“(b) Que, contrairement à la loi, le dit S. N. Parent a accepté, sans “exiger qu’ils fussent contrôlés, des comptes fournis par des marchands “de bois et que, par suite de cette illégalité, des sommes considérables “ont été perdues pour la province.”

Je corrobore la partie suivante de la déclaration de M. Paul Blouin :

“Tous les comptes de droits de coupe ont été préparés par le département d’après les états sous serment des porteurs de licence et les renseignements obtenus de nos officiers, et les rapports des opérations forestières ont toujours été contrôlés avec tout le soin possible.”

6 On attribue encore à M. le sénateur Choquette, dans la même déclaration, un plaidoyer dans lequel se trouvent les paroles suivantes :

“(c) Que, dans la vente des limites à bois, le dit S. N. Parent a “favorisé des amis.”

Toutes les ventes auxquelles j’ai assisté ont été faites publiquement à l’enchère et tout ce qui s’y est passé de même que la manière dont les enchères ont été conduites me portent à conclure que cette accusation n’est pas fondée.

7. Je trouve, en outre, qu’un rapport publié dans *La Patrie* du 22 novembre dernier d’un discours prononcé par M. le sénateur Legris, à Ste-Thérèse, le 21 du même mois, lui attribue les paroles suivantes :

“L’année dernière on a mis en vente 9,500 milles carrés de bois pour “en vendre 3,000 milles. Cette vente avait été si mal annoncée et était si “peu réclamée par le commerce que M. Parent a dû chercher des acheteurs.”

Je corrobore ce que M. Blouin dit au sujet de cette prétention de M. Legris.

8. J’ai aussi pris communication des discours prononcés à Sainte-Thérèse, le 21 novembre dernier et rapportés dans *La Patrie* du 22 novembre dernier, où je trouve les paroles suivantes :

“S’il est vrai que M. Parent a laissé faire de faux rapports par ses “fonctionnaires dans l’intérêt des marchands de bois, il n’y a qu’un nom “qui lui convienne : c’est un voleur public. Je sais ce que je dis et je “prends toute la responsabilité de mes paroles.”

Je déclare, en ce qui me regarde et en ce qui regarde le service des gardes forestiers dont je suis le surintendant, que ce n’est pas vrai que M. Parent ait laissé faire de faux rapports par qui que ce soit dans l’intérêt des marchands de bois ou dans l’intérêt de qui que ce soit, mais que, au contraire, tout a été conduit régulièrement et avec honnêteté.

Les rapports que me faisaient les officiers sous mon contrôle étaient corrects. Quand ils ne l'étaient pas, je les mettais de côté. Quant à ceux que je fournissais au ministre, ils étaient toujours corrects et fidèles.

9. Dans tous mes rapports avec l'honorable Premier Ministre, au sujet des affaires du ministère des Terres, Mines et Pêcheries, il n'a jamais été question de faveurs à faire à des amis ou à qui que ce soit. Cependant, au sujet des colons de bonne foi et pauvres, M. Parent m'a toujours recommandé de ne pas être trop rigoureux en ce qui concerne les droits de coupe.

10. J'ajoute, en ce qui me concerne personnellement, qu'il n'a jamais été question de me procurer un profit ou un avantage quelconque pour les services que j'aurais pu rendre à qui que ce soit, et je n'ai jamais rien reçu.

(Signé) J. C. LANGELIER.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce treizième jour de mars 1905. }

THEO. H. OLIVER,

Commissaire de la Cour Supérieure
pour le district de Québec.

DÉCLARATION DE E. E. TACHÉ

Je, Eugène-Etienne Taché, sous-ministre du département des Terres, Mines et Pêcheries, de la cité de Québec, déclare sous serment :

1. J'ai pris communication des déclarations faites par M. Paul Blouin, surintendant des bois et forêts, par M. C. E. Gauvin, surintendant des arpentages, par M. C. O. Lavoie, surintendant des ventes, par M. H. Caron, surintendant de la chasse et de la pêche, par M. Jules Côté, secrétaire du bureau des Mines, par M. Victor Derome, comptable du département, et par M. W. Delaney, assistant surintendant des bois et forêts, et celle de M. J. C. Langelier, surintendant des gardes forestiers, tous du département des Terres, Mines et Pêcheries, et je les corrobore.

2. J'ai présidé à l'administration générale du département des Terres, Mines et Pêcheries sous le contrôle de l'honorable M. Parent et sous celui de ses prédécesseurs depuis 1869.

3. Je suis au courant de tous les faits relatés dans les déclarations susdites, lesquelles ne contiennent selon moi que la vérité.

4. J'ai pris communication de la déclaration faite par M. Pierre-Evariste LeBlanc, député du comté de Laval à l'Assemblée législative de cette province, le 3 mars courant ; dans cette déclaration, je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris qui a présidé l'enquête sur l'exploitation forestière et la colonisation :

" Je n'hésite pas à dire que le brigandage se pratique au grand jour par le département des Terres de la Couronne avec la sanction de M. Parent."

Je déclare que cette assertion est fausse.

5. A ma connaissance personnelle, l'honorable M. Parent a toujours porté la plus grande attention à l'administration des affaires de son département, lesquelles ont toujours été traitées par lui avec intégrité, une grande habileté et avec une intelligence très claire des sujets qui lui ont été soumis.

6. Jamais je n'ai été appelé par lui, ni d'ailleurs par aucun de ses prédécesseurs, à préparer ou à faire préparer ou produire des renseignements de nature à tromper sciemment le public.

7. Dans la déclaration déjà mentionnée de M. P. E. LeBlanc, député de Laval, à la séance de l'Assemblée législative du 3 mars 1905, je trouve les paroles suivantes attribuées à M. le sénateur Legris :

" M. Parent s'est engagé, par simple décret ministériel, sans consulter les Chambres, à ne pas augmenter le droit de coupe ni la rente foncière pendant dix ans, bien que le bois augmente chaque année en valeur ainsi que les facilités d'exploitation. Je n'hésite pas à dire que cet engagement est d'un fou.....M. Parent n'est pas un fouou d'un criminel. Je dis qu'il y a dans l'entourage immédiat du premier ministre des gens qui bénéficient de cette politique criminelle."

Relativement à cette déclaration, j'affirme ce qui suit : Cette garantie de stabilité du tarif des droits de coupe pendant un certain nombre d'années a été accordée, par ordre en conseil, pour des raisons d'intérêt public, dès 1868, sur la demande des personnes engagées dans le commerce de bois, et renouvelée depuis de la même manière et pour les mêmes raisons en 1888 et en 1898. Le renouvellement de cette garantie en 1898 a contribué grandement au succès de nos ventes de limites.

(Signé) E. E. TACHÉ.

Assermenté devant moi, à Québec, }
ce treizième jour de mars 1905. }

(Signé) WM. DELANEY, J. P.

Votre comité, après avoir délibéré sur la déclaration qui lui a été déférée par la Chambre, et sur celles qui lui ont été soumises au cours de ses séances, est d'opinion :

1. Que les accusations de M. le sénateur Legris et de M. le sénateur Choquette telles que contenues dans la déclaration de M. Pierre Evariste LeBlanc ainsi qu'amendée, en date du trois mars 1905, sont fausses.

2. Que, dans le département des Terres, Mines et Pêcheries, l'administration des affaires a toujours été conduite par l'honorable S. N. Parent et par ses officiers, avec intégrité et honnêteté, et qu'aucun acte de faveur ou de partialité, tel que reproché, n'a été commis.

En terminant, votre comité exprime son regret que MM. les sénateurs Legris et Choquette n'aient pas cru devoir venir soutenir la position qu'ils avaient prise contre l'honorable Premier Ministre et son département devant le public, vu la facilité qu'ils auraient eue de fournir leur preuve s'ils en avaient eu à offrir.

Le tout humblement soumis.

(Signé)

A. GIRARD,
Président.

APPENDICE

COMITÉ D'ENQUÊTE

AMENDEMENT DE M. GIRARD TEL QUE VOTÉ PAR LA CHAMBRE

PROCÈS-VERBAL, 7 MARS 1905, (No. 4).

L'honorable M. LeBlanc propose que la déclaration qui a été lue par le député de Laval, à la séance du 3 mars courant, soit référée à un comité spécial composé de MM. Carter, Décarie, Délâge, Giard, Kelly, Roy (St-Jean) et Tellier, avec pouvoir de s'enquérir des faits y mentionnés, le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer, que possèdent les comités permanents de l'Assemblée Législative, et la faculté d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers.

M. Girard propose en amendement à la motion principale :

“ Que tous les mots après “ Tellier ” soient retranchés et remplacés par les suivants : “ Girard, Dupuis, Lafontaine (Maskinongé), Allard, MacKenzie, Roy (Kamouraska), Tessier (Trois-Rivières), et Marchildon, avec pouvoir de s'enquérir seulement des accusations que les dits messieurs Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité, d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette Province, l'hon. S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que les dits messieurs Legris et Choquette auraient été assignés à comparaitre devant le dit comité ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer pour entendre les témoins, et envoyer quérir personnes, papiers, dossiers pour s'enquérir des faits mentionnés dans les dites accusations que pourront faire les dits messieurs Legris et Choquette, devant le dit comité comme susdit ; le dit comité devant faire rapport à cette Chambre le plus tôt possible, au cours de la présente session, après que l'enquête sera terminée sur les faits mentionnés dans les accusations expresses et spécifiques que pourraient faire les dits messieurs Choquette et Legris, ou immédiatement, si aucune accusation expresse et spécifique n'est faite devant le dit comité par les dits messieurs Choquette et Legris, au jour fixé pour la comparution devant le dit comité.

SESSION DE 1905.

COMITÉ D'ENQUÊTE *sur l'administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.*

SÉANCE DU 9 MARS 1905

Membres du comité présents: MM. Allard, Carter, Décarie, Delâge, Dupuis, Girard, Kelly, Marchildon, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Roy (Saint-Jean), Roy (Kamouraska), Tessier (Trois-Rivières), Tellier.

Le comité choisit M. Girard comme son président et demande que le quorum soit de neuf membres — Adopté.

M. Kelly, appuyé par M. Mackenzie, propose que M. Morin, secrétaire particulier de l'honorable M. Archambeault, soit prié d'agir comme sténographe. — Adopté.

Le comité ayant été informé que les honorables MM. Choquette et Legris, sénateurs, sont dans l'enceinte du Palais Législatif, décide de procéder de suite à leur interrogatoire.

Les honorables MM. Choquette et Legris produisent le document suivant:

Le comité décide de procéder à huit clos.

DÉCLARATION DES HONORABLES MM. LEGRIS ET CHOQUETTE

Québec, 9 mars 1905.

A messieurs les membres du comité nommé pour s'enquérir des accusations que nous pourrions avoir à porter d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

Messieurs,

Nous avons pris connaissance de la motion qui a été adoptée par la Chambre d'Assemblée, à sa séance d'hier, vous référant une déclaration de l'honorable M. LeBlanc et vous donnant le pouvoir de vous enquérir seulement des accusations que nous pourrions porter devant vous d'une manière expresse et spécifique, contre le Premier Ministre de cette Province ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que nous aurions été assignés à comparaitre devant vous.

Nous vous prions de consigner dans vos procès-verbaux les déclarations suivantes que nous vous soumettons respectueusement :

Sans admettre votre juridiction, pour vous éviter les procédures d'une assignation, nous comparaissons devant vous, à votre première séance, pour vous déclarer que nous n'entendons pas porter d'accusations devant votre comité contre l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

Nous avons été poursuivis devant les tribunaux civils de cette province par l'honorable S. N. Parent, chacun pour la somme de vingt-cinq mille dollars, à raison de certaines déclarations qu'il nous accuse d'avoir faites contre lui et l'administration de son département, au cours des dernières élections provinciales et depuis. En réponse à ces actions nous avons produit des plaidoyers que nous entendons soutenir devant ces tribunaux qu'il a lui-même choisis et desquels nous attendons pleine justice.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments distingués.

(Signé) J. H. LEGRIS,

" P. AUG. CHOQUETTE.

COMMISSION D'ENQUÊTE, nommée par l'Assemblée Législative, pour s'enquérir des accusations que les honorables sénateurs Legris et Choquette pourraient porter contre le premier ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

SEANCE DU 9 MARS 1905

SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR GIRARD, (ROUVILLE)

Il est proposé par M. Roy (Saint-Jean), secondé par M. Carter, (Saint-Antoine) :

Que, conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée législative, ce comité invite l'honorable sénateur Legris, ainsi que l'honorable sénateur Choquette, à venir devant ce comité, immédiatement, pour et alors être requis de porter les plaintes et accusations expresses et spécifiques, en la manière et forme indiquées dans cette résolution, soit contre l'honorable premier ministre de cette province, soit contre le département dont il est le titulaire.

Il est proposé, en amendement, par M. Tellier (Joliette), secondé par M. Lafontaine (Maskinongé) :

Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale :

“ Et qu'un avis semblable soit donné à l'honorable M. LeBlanc, député de Laval, attendu que c'est sur sa déclaration que le présent comité d'enquête a été constitué ; et qu'il ne soit pas procédé au mérite devant ce comité jusqu'à ce que les honorables sénateurs Legris et Choquette ainsi que l'honorable M. LeBlanc, aient reçu la notification mentionnée en cette motion ”.

Question d'ordre soulevée par M. Carter :

L'ordre de la Chambre, c'est que les honorables MM. Choquette et Legris soient invités ; il n'est pas question de M. LeBlanc dans l'ordre de la Chambre.

Décision du président :

“ Attendu que cette résolution renferme les mots suivants : “ avec pouvoirs de s'enquérir seulement des accusations que les dits MM. Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité ;

“ Attendu que ces mots restreignent la question à MM. Legris et Choquette seulement, je maintiens la question d'ordre et déclare l'amendement hors d'ordre.”

La motion principale étant mise aux voix est adoptée.

Le comité ayant été informé que les honorables MM. Legris et Choquette se trouvent dans les bâties du parlement, ces messieurs ayant

été invités à comparaître devant lui, et ces messieurs étant présents, le président est requis par le comité de leur poser les questions qui doivent leur être faites conformément à la résolution et à la motion.

Q. Par le président :

Je désire poser aux honorables sénateurs Choquette et Legris la question suivante :

Désirez-vous être assignés pour comparaître devant ce comité conformément à la résolution qui a été passée par cette Chambre, ou consentez-vous à comparaître sans assignation, volontairement ?

R. Par M. Choquette :

Nous sommes entre les mains du comité et prêts à répondre à toute question que le comité pourra nous poser, et nous sommes prêts à répondre immédiatement.

Q. A M. Legris :

L'Assemblée législative, à sa séance du 7 mars courant, a adopté la résolution suivante, en amendement à une motion principale :

“ Qu'un comité spécial soit formé avec pouvoir de s'enquérir seulement des accusations que les dits MM. Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité d'une manière expresse et spécifique contre le premier ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que les dits messieurs Legris et Choquette auront été assignés à comparaître devant le dit comité ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer pour entendre et envoyer quérir personnes, papiers, dossiers pour s'enquérir des faits mentionnés dans les dites accusations que pourront faire les dits messieurs Legris et Choquette devant le comité comme susdit ; le dit comité devant faire rapport à cette Chambre le plus tôt possible, au cours de la présente session, après que l'enquête sera terminée sur les faits mentionnés dans les accusations expresses et spécifiques que pourraient faire les dits Messieurs Legris et Choquette ou, immédiatement, si aucune accusation expresse et spécifique n'est faite devant le dit comité par les dits messieurs Legris et Choquette, au jour fixé pour leur comparution devant le dit comité ”

Conformément à cette résolution, est-ce que vous avez quelques accusations expresses et spécifiques à porter contre le Premier Ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries ?

R. M. le Président, en réponse à votre question, j'ai l'honneur de remettre entre vos mains la lettre que nous avons signée, conjointement, le sénateur Choquette et moi, et qui doit être notre réponse à votre question.

Je vais vous lire cette lettre.

Québec, 9 mars 1905.

A messieurs les membres du comité nommé pour s'enquérir des accusations que nous pourrions avoir à porter d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

Messieurs,

Nous avons pris connaissance de la motion qui a été adoptée par la Chambre d'Assemblée, à sa séance d'hier, vous référant une déclaration de l'honorable M. LeBlanc et vous donnant le pouvoir de vous enquérir des accusations que nous pourrions porter devant vous d'une manière expresse et spécifique, contre le Premier Ministre de cette Province ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que nous aurions été assignés à comparaître devant vous.

Nous vous prions de consigner dans vos procès verbaux les déclarations suivantes que nous vous soumettons respectueusement :

Sans admettre votre juridiction, pour vous éviter les procédures d'une assignation, nous comparaissons devant vous, à votre première séance, pour vous déclarer que nous n'entendons pas porter d'accusations devant votre comité contre l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

Nous avons été poursuivis devant les tribunaux civils de cette province par l'honorable S. N. Parent, chacun pour la somme de vingt-cinq mille dollars, à raison de certaines déclarations qu'il nous accuse d'avoir faites contre lui et l'administration de son département, au cours des dernières élections provinciales et depuis. En réponse à ces actions nous avons produit des plaidoyers que nous entendons soutenir devant ces tribunaux qu'il a lui-même choisis et desquels nous attendons pleine justice.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments distingués.

(Signé) J. H. LEGRIS,

“ P. AUG. CHOQUETTE.

Q. Avez-vous autre chose à ajouter à cette déclaration ?

R. Non, monsieur.

Le président pose la même question à l'honorable M. Choquette, et la même déclaration est faite.

Q. Et vous n'avez rien à ajouter à cette déclaration ?

R. Par l'honorable M. Choquette :

Notre lettre parle par elle-même.

Q. Par l'honorable Premier Ministre :

Et vous refusez de répondre, craignant de vous incriminer ?

R. Par M. Choquette :

La lettre parle par elle-même.

Q. Par le Premier Ministre :

Je désire demander aux sénateurs Choquette et Legris s'ils refusent de porter des accusations devant le comité, ici, par crainte de s'incriminer ?

R. Par M. Choquette :

Je puis répondre que cette question n'a pas sa raison d'être devant ce comité. Je ne veux pas dévoiler ici les noms de nos témoins ni nos moyens de défense, et nous entendons procéder en temps et lieu devant le tribunal que le Premier Ministre lui-même a choisi, et nous maintenons la position prise par nous dans la déclaration que nous venons de produire.

Q. (A M. Legris). Là même question vous étant posée, donnez-vous la même réponse ?

R. Oui, je donne la même réponse, et je suis convaincu que tous les membres de ce comité ont compris.

Q. Par le Premier Ministre :

Dans vos plaidoyers que vous avez produits en réponse aux actions que j'ai prises contre vous devant la Cour, vous avez plaidé la vérité des faits, n'est-ce pas ?

Objecté à cette question par M. Roy (Saint-Jean.)

Objection renvoyée.

R. Par M. Choquette :

Les plaidoyers parlent par eux-mêmes, et ils sont devant les tribunaux. Nous vous référons à la déclaration faite devant ce comité pour savoir ce que nous entendons faire tant devant les tribunaux que devant ce comité.

M. Carter (Saint-Antoine) soulève une question d'ordre, disant :

Attendu que MM. Legris et Choquette, dans leur déclaration qu'ils ont produite, n'ont pas porté d'accusation conformément à la dite résolution, qu'il ne peut pas leur être posé de questions ultérieures sur d'autres faits par qui que ce soit.

Décision du Président :

Sans décider du mérite de la question d'ordre, je considère que cette question d'ordre ne peut être soulevée sur la réponse qui est maintenant donnée; cette question d'ordre aurait dû être soulevée avant que la réponse fut donnée.

Q Par le Premier Ministre :

Dans leur déclaration, le sénateur Legris refuse de répondre parce qu'il a peur de nuire à sa cause qui est maintenant pendante. Depuis que vous avez été poursuivi par moi et que vous avez répondu et filé votre plaidoyer, êtes-vous le même sénateur Legris qui a écrit une lettre, vers le 7 du courant, dans *La Patrie* et *Le Canada*, papiers-nouvelles publiés dans le district de Montréal, attaquant en certains points l'administration du département des Terres et moi-même, personnellement ?

M. Carter soulève le même point d'ordre, et ajoute que le sénateur Legris n'est pas ici comme témoin, et que ce comité n'a pas le droit de lui poser des questions vu sa déclaration par écrit, qui est maintenant devant le comité.

Décision du Président :

Le point d'ordre n'a pas sa raison d'être à la présente question, et la question est permise pour identification de personne.

R. Par M. Legris :

Je ne suis pas témoin ici. Il y a dans la question des considérations auxquelles je refuse de répondre, et je proteste d'avance contre tout interrogatoire que l'on voudra continuer.

L'honorable Premier Ministre ayant voulu poser d'autres questions, les honorables sénateurs Legris et Choquette déclarent qu'ils ne sont pas ici comme témoins.

(Par M. Choquette). En conformité à l'ordre de la Chambre, nous avons fait notre déclaration qui parle par elle-même, et nous n'avons pas d'autre chose à répondre au comité, et nous nous retirons, en vous remerciant de votre courtoisie.

L'honorable M. Choquette se retire.

M. Tellier (Joliette) demande à M. le Président de prier les honorables sénateurs Legris et Choquette de vouloir bien rester quelque temps devant le comité, attendu que l'honorable Premier Ministre vient de déclarer qu'il a d'autres questions à leur poser, et attendu que M. Tellier lui-même déclare qu'il a des questions à leur poser.

L'honorable M. Legris reste.

Q. Par le Président :

Monsieur le sénateur Legris, êtes-vous disposé à rester devant ce comité et à répondre aux autres questions qui vous seront posées ?

R. Ma présence le prouve.

Voulant poser la même question à l'honorable sénateur Choquette, M. le Président constate que ce monsieur est parti.

Q. Par le Premier Ministre :

Dans votre lettre, que vous avez adressée au *Canada* et à *La Patrie*, le 7 du courant, sous votre signature, vous avez attaqué l'administration du département des Terres sur certains points, ainsi que moi personnellement. Je vous demande, maintenant, si vous persistez à dire devant ce comité que les allégués de votre lettre, concernant mon département et moi-même, personnellement, sont vrais ?

M. Roy (St-Jean). Objecté à cette question comme illégale, irrégulière et excédant la juridiction de ce comité.

Objection réservée.

R. Par M. Legris :

Je n'ai pas objection à déclarer que dans mon humble opinion la question est absolument hors d'ordre, et je préviens le comité que je ne répondrai pas à aucune semblable question et je m'en tiens à ma déclaration écrite, produite devant ce comité.

M. le Premier Ministre :

Vu le refus de répondre de l'honorable sénateur Legris, je déclare ne pas avoir d'autres questions à lui poser.

Q. Par M. Tellier :

M. Legris, si je comprends bien la position que vous prenez devant ce comité, c'est celle-ci : vous déclarez que vous êtes actuellement poursuivi devant un autre tribunal, savoir devant la cour supérieure de cette province, pour avoir porté des accusations contre le Premier Ministre ou son département, et vous ne jugez pas à propos de faire ce procès ici ?

R. Ma réponse est écrite dans ma déclaration qui a été produite et je crois qu'elle est très intelligible. Je n'ai rien de plus à ajouter.

Q. Ainsi il ne servirait de rien de vous poser aucune autre question ? Vous êtes décidé à nous référer dans chaque cas à votre déclaration ?

R. Chaque fois que ça se peut, je vous référerai à ce document écrit ?

Q. Voulez-vous nous dire, pour identification, quels sont les tribunaux civils de cette province devant lesquels vous avez été poursuivis par l'honorable S. N. Parent pour la somme de \$25,000, et qu'elles sont les déclarations pour lesquelles vous avez été poursuivi ?

R. Je suis réellement surpris qu'un avocat de la science de M. Tellier veuille me faire faire des déclarations sur des documents qui sont officiels devant la cour.

Q. Vous n'avez pas d'autre réponse à cette question ?

R. Non. Il me semble que celle-là doit suffire.

Q. Avez-vous été poursuivi seul ou si vous l'avez été conjointement avec M. le sénateur Choquette ?

R. Cela ne relève pas du tout de la juridiction du comité, tel que constitué par résolution adoptée par la Chambre, hier.

Par M. Tellier :

M. le président, nous n'avons pas les moyens de contraindre M. le sénateur à répondre, mais je soumets que la question que je viens de poser est absolument dans le cadre de la déclaration signée conjointement par MM. Legris et Choquette, et tend uniquement à l'identification des poursuites auxquelles cette déclaration fait rapport.

M. Tellier à M. Legris :

Ainsi M. Legris, vous refusez de nous dire si vous avez été poursuivi seul ou si vous l'avez été conjointement avec M. le sénateur Choquette ?

R. Je n'aurais aucune objection à répondre à ces questions qui sont bien moins que oiseuses dans mon opinion, mais c'est parce que je maintiens toujours qu'elles sont hors d'ordre et je refuse de répondre. Je soumets que votre comité n'a pas juridiction pour aller là. Il a été établi simplement pour ce qui est contenu dans la résolution de la Chambre.

Q. Avez-vous objection à nous dire devant quelle cour, devant quel tribunal civil, dans quel district vous avez été poursuivi ?

R. Je donne la même réponse.

Q. Dois-je comprendre que vous donnerez la même réponse à toute question que je pourrais vous poser ?

R. Il y a une foule de questions auxquelles je serais bien prêt à répondre, mais elles sont complètement hors d'ordre, et je répète pour la dixième fois que je refuse de répondre à ces questions-là.

Q. Alors, il est inutile de vous poser aucune question ?

R. Vous pouvez en juger.

Et le témoin ne dit rien de plus.

M. le Premier Ministre déclare qu'il a l'intention d'examiner devant ce comité certains employés de son département.

M. Roy, (Saint-Jean), propose que ce comité s'ajourne à demain, à 10.30 A. M.

" Je, soussigné, sténographe, certifie que la présente est une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi au moyen de la sténographie."

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

SÉANCE DU 10 MARS 1905

PRÉSIDENCE DE M. GIRARD

Membres présents : MM. Allard, Carter, Décarie, Delâge, Dupuis, Girard, Giard, Kelly, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Marchildon, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Tessier (Trois-Rivières), et Tellier.

Le comité décide d'admettre le public à ses délibérations.

COMMISSION D'ENQUÊTE, nommée par l'Assemblée Législative, pour s'enquérir des accusations que les honorables sénateurs Legris et Choquette pourraient porter contre le Premier Ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

SÉANCE DU 10 MARS 1905

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. GIRARD (ROUVILLE)

Il est proposé par M. Tellier (Joliette) que le public soit admis aux séances de ce comité—Adopté.

Par le Premier Ministre :

Depuis l'ajournement, hier, j'ai fait préparer certaines déclarations des employés de mon département. J'ai aussi fait préparer certains documents en rapport avec mes actions contre les honorables sénateurs Choquette et Legris. Tous ces documents, je les produirai à la demande du comité.

Voici pourquoi j'ai fait préparer ces documents :

La déclaration de M. Legris se lit comme suit :

" Nous avons pris connaissance de la motion qui a été adoptée par la Chambre d'Assemblée, à sa séance d'hier, vous référant une déclaration de l'honorable M. LeBlanc et vous donnant le pouvoir de vous enquérir seulement des accusations que nous pourrions porter devant vous d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette province ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, aussitôt après que nous aurions été assignés à comparaître devant vous.

" Nous vous prions de consigner dans vos procès-verbaux les déclarations suivantes que nous vous soumettons respectueusement :

" Sans admettre votre juridiction, pour vous éviter les procédures d'une assignation, nous comparaissons devant vous, à votre première séance, pour vous déclarer que nous n'entendons pas porter d'accusations devant votre comité contre l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

" Nous avons été poursuivis devant les tribunaux civils de cette province par l'honorable S. N. Parent, chacun pour la somme de vingt-

cinq mille dollars, à raison de certaines déclarations qu'il nous accuse d'avoir faites contre lui et l'administration de son département, au cours des dernières élections provinciales et depuis. En réponse à ces actions, nous avons produit des plaidoyers que nous entendons soutenir devant ces tribunaux qu'il a lui-même choisis et desquels nous attendons pleine justice.

“ Veuillez agréer, etc.”

M. le président, je sou mets humblement que cette déclaration n'aurait pas du être reçue par le comité. Elle est motivée et laisse planer sur ma tête et sur mon administration du département des Terres des accusations très graves. Si ces messieurs s'étaient contentés de dire qu'ils n'avaient aucune plainte à porter, je n'aurais pas un mot à dire. Mais, lorsque le président demande à l'honorable M. Legris : “ Avez-vous autre chose à ajouter à cette déclaration ? ” ce dernier répond : “ Non, monsieur ”. Le président ayant posé la même question à l'honorable M. Choquette, la même déclaration est faite, et M. Choquette ajoute : “ Notre lettre parle par elle-même ”. Voilà les réponses de M. Choquette faisant suite à sa déclaration devant le comité.

J'ai ensuite posé les questions suivantes :

Et vous refusez de répondre, craignant de vous incriminer ?

R. Par M. Choquette :

La lettre parle par elle-même.

Je désire demander aux sénateurs Choquette et Legris s'ils refusent de porter des accusations devant le comité, ici, par crainte de s'incriminer.

R. Par M. Choquette :

Je puis répondre que cette question n'a pas sa raison d'être devant ce comité. Je ne veux pas dévoiler ici les noms de nos témoins ni nos moyens de défense, et nous entendons procéder en temps et lieu devant le tribunal que le Premier Ministre lui-même a choisi, et nous maintenons la position prise par nous dans la déclaration que nous venons de produire.

Q A M. Legris :

La même question vous étant posée, donnez-vous la même réponse ?

R. Oui, je donne la même réponse, et je suis convaincu que tous les membres de ce comité ont compris.

Q. Dans vos plaidoyers que vous avez produits en réponse aux actions que j'ai prises contre vous devant la cour, vous avez plaidé la vérité des faits, n'est-ce pas ?

Objecté à cette question par M. Roy (Saint-Jean).

Objection renvoyée.

R. Par M. Choquette :

Les plaidoyers parlent par eux-mêmes et ils sont devant les tribunaux. Nous vous référons à la déclaration faite devant ce comité pour savoir ce que nous entendons faire tant devant les tribunaux que devant ce comité.

M. Carter (Saint-Antoine) soulève une question d'ordre, comme suit :

Considérant que MM. Legris et Choquette, dans leur déclaration produite devant ce comité, ne portent aucune accusation conformément à la dite résolution, il ne peut leur être fait d'autres questions sur aucun autre sujet, par qui que ce soit.

Décision du président :

Sans entrer dans le mérite du point d'ordre, je considère qu'il ne peut être soulevé maintenant, après la réponse qui vient d'être faite ; ce point d'ordre aurait dû être soulevé avant que la question fût posée.

Q. Par le Premier Ministre :

Dans leur déclaration le sénateur Legris refuse de répondre parce qu'il a peur de nuire à sa cause qui est maintenant pendante. Depuis que vous avez été poursuivi par moi et que vous avez répondu et filé votre plaidoyer, êtes-vous le même sénateur Legris qui a écrit une lettre vers le 7 du courant, dans "La Patrie" et le "Canada", papiers-nouvelles, publiés dans le district de Montréal, attaquant en certains points l'administration du département des Terres et moi-même personnellement ?

M. Carter soulève le même point d'ordre et ajoute que le sénateur Legris n'est pas ici comme témoin et que ce comité n'a pas le droit de lui faire de questions après la déclaration écrite qui est devant le comité.

Décision du président :

Le point d'ordre soulevé à la présente question n'est pas bien fondé et la question est permise pour permettre l'identification.

R. Par M. Legris :

Je ne suis pas témoin ici. Il y a dans la question des considérations auxquelles je refuse de répondre, et je proteste d'avance contre tout interrogatoire que l'on voudrait continuer.

Le Premier Ministre ayant voulu poser d'autres questions, les honorables sénateurs Legris et Choquette déclarent qu'ils ne sent pas ici comme témoins.

Par M. Choquette :

Conformément à l'ordre de la Chambre, nous avons fait notre déclaration qui parle par elle-même, et nous n'avons pas d'autre chose à répondre à votre comité, et nous nous retirons en vous remerciant de votre courtoisie.

L'honorable M. Choquette se retire.

M. Tellier (Joliette) demande à M. le Président de prier les honorables sénateurs Legris et Choquette de vouloir bien rester quelque temps devant le comité, attendu que l'honorable Premier Ministre vient de déclarer qu'il a d'autres questions à leur poser, et attendu que M. Tellier, lui-même, déclare qu'il a des questions à leur poser.

L'honorable M. Legris reste.

Q. Par le Président :

M. le sénateur Legris, êtes-vous disposé à rester devant ce comité et à répondre aux autres questions qui vous seront posées ?

R. Ma présence le prouve. .

Voulant poser la même question à l'honorable M. Choquette, M. le Président constate que ce monsieur est parti.

Q. Par le Premier Ministre :

Dans votre lettre, que vous avez adressée au *Canada* et à *La Patrie*, le 7 du courant, sous votre signature, vous avez attaqué l'administration du département des Terres sur certains points, ainsi que moi-même personnellement. Je vous demande maintenant si vous persistez à dire devant ce comité que les allégués dans votre lettre concernant mon département et moi-même, personnellement, sont vrais ?

M. Roy, (Saint-Jean). Objecté à cette question comme illégale et irrégulière et excédant la juridiction de ce comité.

Objection réservée.

Par M. Legris :

Je n'ai pas objection à déclarer que, dans mon humble opinion, la question est absolument hors d'ordre, et je prévienne le comité que je ne

répondrai pas à aucune semblable question et que je m'en tiens à ma déclaration écrite, produite devant ce comité.

M. le Premier Ministre :

Vu le refus de l'honorable sénateur Legris, je déclare ne pas avoir d'autres questions à lui poser.

Q. Par M. Tellier :

M. Legris, si je comprends bien la position que vous prenez devant ce comité, c'est celle-ci : vous déclarez que vous êtes actuellement poursuivi devant un autre tribunal, savoir : devant la cour supérieure de cette province, pour avoir porté des accusations contre le Premier Ministre ou son département, et vous ne jugez pas à propos de faire ce procès-ici ?

R. Ma réponse est écrite dans ma déclaration qui a été produite, et je crois qu'elle est très intelligible. Je n'ai rien de plus à ajouter.

Q. Ainsi, il ne servirait de rien de vous poser aucune autre question ? Vous êtes décidé à nous référer, dans chaque cas, à votre déclaration ?

R. Chaque fois que ça se peut je vous référerai à ce document écrit.

Voulez-vous nous dire, pour identification, quels sont les tribunaux civils de cette province devant lesquels vous avez été poursuivi par l'honorable S. N. Parent, pour la somme de \$25,000, et quelles sont les déclarations pour lesquelles vous avez été poursuivi ?

Je suis réellement surpris qu'un avocat de la science de M. Tellier, veuille me faire faire des déclarations qui sont officielles devant la cour.

Q. Vous n'avez pas d'autre réponse à cette question ?

R. Non. Il me semble que celle-là doit suffire.

Q. Avez-vous été poursuivi seul ou si vous l'avez été conjointement avec M. le sénateur Choquette ?

R. Cela ne relève pas du tout de la juridiction du comité tel que constitué par résolution adoptée par la Chambre, hier.

Par M. Tellier :

M. le président, nous n'avons pas les moyens de contraindre M. le sénateur à répondre, mais je sou mets que la question que je viens de poser est absolument dans le cadre de la déclaration signée conjointement par MM. Legris et Choquette et tend uniquement à l'identification des poursuites auxquelles cette déclaration a rapport.

M. Tellier à M. Legris :

Ainsi, M. Legris, vous refusez de nous dire si vous avez été poursuivi seul ou si l'avez été conjointement avec M. le sénateur Choquette ?

R. Je n'aurais aucune objection à répondre à ces questions qui sont bien moins que oiseuses dans mon opinion, mais c'est parce que je maintiens toujours qu'elles sont hors d'ordre et je refuse de répondre. Je soumetts que votre comité n'a pas juridiction pour aller jusque-là. Il a été établi simplement pour ce qui est contenu dans la résolution de la Chambre.

Q. Avez-vous objection à nous dire devant quelle cour, devant quels tribunaux civils, dans quel district, vous avez été poursuivi ?

R. Je donne la même réponse.

Q. Dois-je comprendre que vous donnerez la même réponse à toute question que je pourrais vous poser ?

R. Il y a une foule de questions auxquelles je serais bien prêt à répondre, mais elles sont complètement hors d'ordre, et je répète, pour la dixième fois, que je refuse de répondre à ces questions-là.

Q. Alors, il est inutile de vous poser aucune question ?

R. Vous pouvez en juger.

* * *

Après avoir fait la lecture de l'extrait qui précède, M. le Premier Ministre continue comme suit :

M. le président, comme la lettre de ces messieurs réfère à des plaidoyers qui ne sont pas produits, malgré que ces plaidoyers contiennent des injures les plus graves à mon adresse, je demande qu'ils forment partie du dossier comme partie de cette enquête avec ma déclaration, et je produirai ces plaidoyers sur demande. Je m'en rapporte au comité sur cette question-là.

M. le président, je désire ajouter quelques mots.

Je constate que les sénateurs Legris et Choquette, tout en refusant de porter des accusations, hier, ont produit une déclaration qui laisse planer sur moi et mon département des accusations qui ne pourront être levées que lorsque les procès auront eu lieu.

Je constate de plus que par leur déclaration écrite, ils refusent de répondre parce que je les ai poursuivis. Je vais faire un pas de plus, M. le président. Je déclare ceci : S'ils veulent porter ces accusations devant le comité, les mêmes accusations qu'ils ont portées en dehors, pour lesquelles ils ont été poursuivis par moi, et ce qu'ils ont pu avoir dit depuis l'institution de mes actions, je m'engage devant ce comité à me désister de mes actions en dommages contre ces mêmes messieurs.

Je veux que le public sache si ces messieurs sont de bonne foi. Je veux que le public sache si ces messieurs, comme on l'a dit en Chambre, "sont des sauveteurs ou des calomniateurs." Je ne tiens pas à rester, ni à laisser les employés de mon département qui ne peuvent pas se défendre, sous le coup des accusations portées par ces messieurs. Je suis absolument sérieux et je demande que justice soit faite et je demande ce *british fair-play* qu'on accorde toujours au premier venu, en cette province.

Je le répète, le jour où ils viendront devant ce comité porter ces accusations, je m'engage à abandonner les procédures prises contre ces deux messieurs. C'est une enquête que je veux et je la veux aussi complète que possible. Ils ont fait une déclaration motivée, qu'ils en prennent la responsabilité.

M. Tellier (Joliette) :

Je demande au président qu'il soit constaté, immédiatement, si les honorables sénateurs Legris et Choquette sont présents dans cette salle, pour entendre le défi qui vient d'être porté, ou l'offre qui vient d'être faite par le Premier Ministre.

Le président constate qu'ils sont absents.

Par M. Parent :

Je demande, comme chef du gouvernement de cette Province et comme représentant du département des Terres, tant pour moi-même, personnellement, que pour mes employés, qu'il soit donné avis à MM. Legris et Choquette de la proposition que je viens de faire, pour venir y répondre devant le comité.

J'ajoute que je n'entends pas retarder les procédures d'aucune manière. Je veux être bien compris. Mais d'un autre côté, je veux que le public sache si ces messieurs Legris et Choquette sont de bonne ou de mauvaise foi. S'ils sont de bonne foi, qu'ils viennent devant le comité porter leurs accusations; s'ils sont de mauvaise foi, eh bien, je n'ai plus rien à dire, le comité fera son rapport et le public saura à quoi s'en tenir.

M. Allard (Yamaska) :

Vu la déclaration qui vient d'être faite par le Premier Ministre, je propose que ce comité s'ajourne à lundi soir, à huit heures, et que les honorables sénateurs Choquette et Legris soient immédiatement notifiés, en leur faisant parvenir une copie de cette déclaration du Premier Ministre.—Adopté.

"Je, soussigné, sténographe, certifie que la présente est une transcription fidèle et exacte des notes prises par moi, au moyen de la sténographie."

(Signé) OSCAR MORIN,
Sténographe.

COMITÉ D'ENQUÊTE

SÉANCE DU 13 MARS 1905, SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. GIRARD

Présents :—MM. Allard, Carter, Décarie, Delâge, Dupuis, Girard, Kelly, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Marchildon, Roy (Kamou-raska), Roy (Saint-Jean), Tessier (Trois-Rivières), Tellier.

A la demande du président du comité, M. le greffier déclare qu'il a exécuté l'ordre que lui a donné le comité, à la séance de vendredi, le 10 mars, en signifiant les deux documents suivants aux honorables sénateurs Legris et Choquette, personnellement :

Déclaration faite par l'honorable Premier Ministre à la séance du 10 mars 1905 du comité spécial nommé par l'Assemblée Législative pour s'enquérir des accusations que les honorables sénateurs Legris et Choquette pourraient porter contre le premier ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries.

" Je déclare ceci : S'ils veulent porter ces accusations devant le comité, les mêmes accusations qu'ils ont portées en dehors, pour lesquelles ils ont été poursuivis par moi, et ce qu'ils ont pu avoir dit depuis l'institution de mes actions, je m'engage devant ce comité à me désister de mes actions en dommages contre ces mêmes messieurs.

" Je veux que le public sache si ces messieurs sont de bonne foi. Je veux que le public sache si ces messieurs, comme on l'a dit en Chambre, "sont des sauveteurs ou des calomnieurs". Je ne tiens pas à rester, ni à laisser les employés de mon département qui ne peuvent pas se défendre sous le coup des accusations portées par ces messieurs. Je suis absolument sérieux, et je demande que justice soit faite, et je demande ce *British fair play* que l'on accorde toujours au premier venu, en cette province..

Je le répète, le jour où ils viendront devant ce comité porter ces accusations, je m'engage à abandonner les procédures prises contre ces deux messieurs. C'est une enquête que je veux, et je la veux aussi complète que possible. Ils ont fait une déclaration motivée, qu'ils en prennent la responsabilité."

(Vraie copie),

Copie de la dite déclaration a été livrée aux honorables sénateurs Legris et Choquette, avec l'avis d'assignation.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

Québec, 10 mars 1905.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 10 mars 1905.

ASSIGNATION :

Monsieur,

Vous êtes par le présent prié de comparaitre devant le comité spécial nommé par la Chambre d'Assemblée pour s'enquérir de certaines accusations portées contre l'honorable S. N. Parent et le département des Terres, Mines et Pêcheries, lundi prochain, le 13ième jour de mars, à 8 heures p. m., dans la Chambre du Comité No 45.

Par ordre du comité.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier du Comité.

Aux Honorables

MM. LEGRIS ET CHOQUETTE.

Je certifie avoir signifié une copie de la présente assignation aux honorables sénateurs Legris et Choquette, comme suit : A l'honorable M. Choquette, vendredi dernier, le 10 mars, à sa demeure, chez lui, ici, à Québec, en parlant à lui-même. A l'honorable M. Legris, vendredi dernier, le 19 mars, à Louiseville, en parlant à lui-même.

(Vraie copie.)

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

Québec, 13 mars 1905.

L'honorable M. Parent, transmet au comité plusieurs documents dont les originaux sont annexés aux présents registres. Documents assermentés par les MM. suivants : Taché, Blouin, Caron, Gauvin, Hall, Delaney, Côté, J. C. Langelier, Gust. Langelier, C. Lavoie, V. Derome.

Le comité décide ensuite de siéger, privément. Le public laisse la salle du comité.

COMITÉ D'ENQUÊTE nommé par l'Assemblée Législative pour s'enquérir des accusations contre le Département des Terres, Mines et Pêcheries.

SÉANCE DU 13 MARS, 1905.

M. le Président :

Ce comité a été ajourné à ce soir, à la demande unanime de ses membres, pour faire signifier une copie de la demande faite par le Premier Ministre, à la séance de vendredi, aux sénateurs Choquette et Legris. J'ai chargé le greffier du comité de faire telles significations. Monsieur le greffier voudra bien venir faire rapport de ce qu'il a fait.

Le Greffier :

J'ai signifié, vendredi midi, à M. Choquette, chez lui, une copie de l'avis ordinaire d'assignation, ainsi qu'un extrait de la déclaration du Premier Ministre, et à Louisville, dans l'après-midi, à monsieur Legris, personnellement, en leur parlant à chacun d'eux.

M. le Président :

Ce comité est assemblé pour entendre la réponse de ces honorables messieurs aux significations qui leur ont été faites.

Est-ce que l'honorable sénateur Legris est ici ?

Je constate qu'il est absent et qu'il fait défaut.

Est-ce que l'honorable sénateur Choquette est ici ?

Je constate qu'il est absent et fait défaut.

Y a-t-il quelqu'un pour représenter soit M. Choquette, soit M. Legris, et répondre pour eux ?

Je constate qu'il n'y a personne.

Lors de l'ajournement, la parole était au Premier Ministre, M. Parent.

Par M. Parent :

En tant que je suis concerné, il ne me reste qu'à mettre devant ce comité, tel que convenu, certaines dépositions assermentées des employés de mon département, et je demande que leurs dépositions fassent partie de la preuve. Ce sont les principaux chefs de mon département.

Par M. Tellier :

Permettez-moi de demander au Premier Ministre pourquoi il fait ces productions. Est-ce que ce sont des documents qu'il considère utile à sa défense ?

Réponse par le Premier Ministre :

Non seulement à ma défense, mais à la défense de mon département. Les accusations dans les journaux attaquent le département des Terres. On se rappelle qu'il y avait des allégués, qu'il y avait des actes de brigandages dans le département, et je crois pouvoir réclamer l'avantage de pouvoir répondre devant le comité à des accusations qui auraient pu être portées, afin de mettre devant le comité toute la vérité. Je suis obligé de mettre devant le comité ces déclarations assermentées qui, jusqu'à un certain point, pourront faire disparaître certains doutes qui auraient pu planer sur ma tête ainsi que sur celles des employés de mon département. Le public a droit de connaître ces réponses des employés de mon département.

Par M. Tellier :

Le Premier Ministre se considère-t-il accusé par la déclaration qui a été produite devant ce comité de la part des sénateurs Choquette et Legris, ou par aucune des réponses données par ces messieurs aux questions qui leur ont été posées ?

R. Par le Premier Ministre :

J'espère qu'on ne me prend pas comme témoin.

D'une manière générale, je considère que pour moi, il y a une attaque dans ces déclarations, c'est pourquoi je réponds par des déclarations de mes employés. J'ai répondu d'une manière générale parce qu'il n'y a pas d'accusations expresses et spécifiques.

Par M. Tellier :

M. le Président, j'ai cru devoir poser les deux questions que je viens de poser à M. le Premier Ministre, non pas parce que je le considérais comme témoin devant ce comité, mais afin d'avoir des explications au sujet de la production des documents qu'il vient de faire devant ce comité, et afin de définir exactement la situation que l'honorable Premier Ministre occupe devant ce comité. Maintenant, je crois, M. le Président, devoir poser devant vous et les membres de ce comité, l'objection suivante :

Le Premier Ministre est accusé, ou il ne l'est pas. S'il est accusé, il semble que la preuve ou l'acte d'accusation devrait d'abord être fait avant que le Premier Ministre produise les témoignages ou les documents en défense. S'il ne l'est pas, je soutiens respectueusement que ce comité ne peut prendre connaissance d'aucun document ou d'aucune déposition à décharge, et j'appelle votre décision, M. le Président, sur la légalité de cette production que vient de faire l'honorable Premier Ministre.

Décision du Président :

Je considère qu'il faut se tenir dans la résolution qui est la base de nos procédés. En réponse à cette-résolution, les sénateurs Legris et Choquette ont produit une déclaration qui comporte des insinuations qui ont permis au comité de décider, hier, unanimement, d'accepter la déclaration du Premier Ministre comme réponse. Les chefs des diverses branches du département des Terres de la Couronne étant les représentants du département, suivant le même principe, leur déclaration doit être admise comme celle du Premier Ministre.

M. Allard propose que ce comité siège, à huis clos.

Le vote étant pris, la motion est adoptée, et le huis clos est déclaré.

Monsieur le Président est prié de préparer un rapport pour être présenté à la séance de demain.

Monsieur Delâge propose que ce comité s'ajourne à demain, à 10 heures du matin.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

COMITÉ D'ENQUÊTE nommé par la Chambre pour s'enquérir de l'administration du département des Terres de la Couronne, Mines et Pêcheries.

SÉANCE DU 14 MARS 1905

M. le Président ayant soumis au comité le rapport qu'il avait préparé et qui est produit, M. Dupuis, secondé par M. Mackenzie, propose que ce rapport soit adopté.

M. Tellier :

J'ai l'honneur de proposer, en amendement, ce qui suit :

Que le rapport préparé par le Président de ce comité et qui est actuellement soumis pour adoption, au comité, ne soit pas reçu comme devant être le rapport du comité, mais qu'il soit amendé :

1. En retranchant de ce premier rapport les quatre derniers alinéas, savoir : " Votre comité, après avoir délibéré sur la déclaration qui lui a été déférée par la Chambre et sur celles qui lui ont été soumises au cours de ses séances est d'opinion :

" 1. Que les accusations de M. le sénateur Legris et de M. le sénateur Choquette, telles que contenues dans la déclaration de M. Pierre Evariste LeBlanc ainsi qu'amendée, en date du trois mars 1905, sont fausses.

" 2. Que dans le département des Terres, Mines et Pêcheries, l'administration des affaires a toujours été conduite par l'honorable S. N. Parent et par ses officiers, avec intégrité et honnêteté, et qu'aucun acte de faveur ou de partialité, tel que reproché, n'a été commis.

" En terminant, votre comité exprime le regret que MM. les sénateurs Legris et Choquette n'aient pas cru devoir venir soutenir la position qu'ils avaient prise contre l'honorable Premier Ministre et son département, devant le public, vû la facilité qu'ils auraient eue de fournir leur preuve s'ils en avaient eue à offrir.

" Le tout humblement soumis."

2. En substituant aux dits quatre aliénas ce qui suit :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport de ses procédures sur la déclaration de l'honorable P. E. LeBlanc, ainsi que sur l'ordre de référence de votre honorable Chambre, ces procédures consistant entr'autres dans le procès-verbal des délibérations, dans les diverses déclarations et dépositions produites, et dans les ordres d'assignation ou d'invitation ;

“ Votre comité se contente de rapporter les documents sans exprimer aucune opinion, attendu qu'il ne s'est pas enquis et qu'il n'avait pas le pouvoir de s'enquérir du mérite des accusations mentionnées dans la déclaration de l'honorable P. E. LeBlanc.

“ Le tout humblement soumis.”

L'amendement étant mis aux voix est déclaré perdu sur la division suivante :

Contre :—MM. Allard, Carter, Décarie, Delâge, Dupuis, Kelly, Mackenzie, Marchildon, Roy (Kamouraska), Roy (St-Jean), Tessier, (Trois-Rivières).

Pour : M. Tellier.

Il est proposé, en amendement, par M. Carter que, dans le premier paragraphe des conclusions, les mots “ sont fausses ” soient remplacés par les mots “ n'ont pas été soutenues ” ;

Que, dans le deuxième paragraphe, il soit ajouté, après les mots “ n'a pas été commis ” les mots “ tel que démontré par les déclarations qui ont été produites ”.

Cet amendement étant mis aux voix est déclaré perdu sur la division suivante :

Contre :—MM. Allard, Décarie, Delâge, Dupuis, Kelly, Mackenzie, Marchildon, Roy (Kamouraska), Roy (St-Jean), Tessier (Trois-Rivières).

Pour :—MM. Carter, Tellier.

La motion principale est déclarée adoptée sur la division suivante :

Pour :—MM. Allard, Décarie, Delâge, Dupuis, Kelly, Mackenzie, Marchildon, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Tessier (Trois-Rivières).

Contre :—MM. Tellier, Carter.

M. Tellier fait motion que le procès-verbal des séances et des délibérations de ce comité soit joint au rapport, considéré comme en formant partie et rapporté devant la Chambre.

Adopté.

Le président remercie les membres de leur courtoisie à son égard, dans le cours des procédures, et la séance est levée.

(Signé) F. L. DESAULNIERS,
Greffier.

L'honorable M. LeBlanc soulève l'objection que le rapport du comité n'étant pas, aussi, rédigé en anglais, il ne peut pas être présenté maintenant.

L'honorable M. Weir propose : Que, vu l'urgence, cette Chambre se déclare satisfaite du rapport fait en langue française par le comité d'enquête nommé par cette Chambre pour s'enquérir de l'administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, et qu'il soit résolu que ce rapport soit présenté immédiatement.

L'honorable M. LeBlanc fait l'objection que la motion est hors d'ordre, en ce qu'on y demande l'urgence sans demander, en même temps, la suspension de la règle de la Chambre qui veut que ces rapports soient écrits dans les deux langues.

M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée, la motion étant expressément faite pour permettre d'urgence la présentation du rapport dans une seule langue.

L'honorable M. LeBlanc objecte, de nouveau, que la motion est hors d'ordre, en ce qu'elle tend à faire dire à la Chambre qu'elle a ordonné un comité spécial pour s'enquérir de l'administration des Terres, Mines et Pêcheries, généralement, tandis que l'ordre de référence veut que l'on s'enquiert seulement des accusations que les dits messieurs Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité, d'une manière expresse et spécifique, contre le Premier Ministre de cette province, l'honorable S. N. Parent, ou contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, ce qui est contraire à l'ordre déjà voté par la Chambre.

M. l'Orateur renvoie l'objection, la motion devant la Chambre n'ayant trait qu'à la présentation du rapport. Quant à l'urgence de la présentation de ce rapport, c'est à la Chambre à décider ce point.

La motion de l'honorable M. Weir : " Que, vu l'urgence, cette Chambre se déclare satisfaite du rapport fait en langue française par le comité d'enquête nommé par cette Chambre pour s'enquérir de l'administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, et qu'il soit résolu que ce rapport soit présenté immédiatement," est mise aux voix. La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stanstead),
Blanchard,
Blouin,
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Carter,
Champagne,
Chauret,
Cherrier,
Cochrane,
Daignault,
Décarie,
Delâge,
Dion,
Duhamel,
Dupuis,
Fiset,
Girard,
Godbout,
Gosselin (Missisquoi),
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,

Laferté,
Lafontaine (Maskinongé),
Lafontaine (Berthier),
Langlois,
Lemay,
Lemieux,
Leslie,
Marchildon,
Monet,
Morin,
Morisset,
Mousseau,
Neault,
Panet,
Perrault,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Roy (Saint-Jean),
Smith,
Tanguay (Lac Saint-Jean),
Taschereau,
Tessier (Trois-Rivières),
Tourigny,
Turgeon et
Weir.—59

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
D'Auteuil,
Giard.

LeBlanc et
Tellier.—5.

La motion est, en conséquence, adoptée.

Proposé par M. Mackenzie, appuyé par l'honorable M. Weir, et—

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre, de lundi, le 13 de mars courant, ordonnant que le bill (No 147) amendant le Code municipal soit lu une deuxième fois aujourd'hui, soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit renvoyé au comité du Code municipal.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état de toutes sommes payées à même le fonds de colonisation, promises ou mises à la disposition de qui que ce soit, pour chacune des paroisses suivantes du comté de Montmorency, savoir : L'Ange Gardien, Château-Richer, Sainte-Anne de Beaupré, Saint-Féréol, Sainte-Brigitte de Laval, Saint-Tite des Caps, Saint-Joachim, Saint-Pierre (Ile d'Orléans), Sainte-Famille (Ile d'Orléans), Saint-Jean (Ile d'Orléans), Saint-Laurent (Ile d'Orléans), Saint-François (Ile d'Orléans), Sainte-Pétronille (Ile d'Orléans), avec indication de la date de tels paiements, de telles promesses ou de telles sommes mises à la disposition de quiconque, ainsi que le nom de la personne à qui le département s'est adressé pour l'envoi ou la dépense des dites sommes et la paroisse à laquelle l'argent était destiné.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état de toutes sommes payées par le gouvernement de la province de Québec, ou par aucun département du dit gouvernement, soit au maire de la paroisse du Château-Richer, soit au maire de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, soit à aucune autre personne, en rapport avec la construction d'un chemin macadamisé, dans la paroisse du Château-Richer et dans la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, dans le cours de l'automne dernier.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes lettres adressées par l'honorable Lomer Gouin, ministre des travaux publics et de la colonisation, le ou vers le 2 août 1904, au maire du Château-Richer et au maire de Sainte-Anne de Beaupré, au sujet d'un octroi d'argent à être employé à macadamiser un chemin passant dans les deux paroisses susdites.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier—et la motion est soumise à la Chambre :—Qu'il soit voté un ordre de la Chambre pour la production d'une copie certifiée de la déclaration et du plaidoyer filés au dossier portant le numéro 181 des dossiers de la Cour Supérieure, pour le district des Trois-Rivières, où l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre de cette Province, est demandeur, et l'honorable sénateur J. H. Legris, défendeur.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Giard,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc et
Tellier.—5.

Don
pinde.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stanstead),
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Carter,
Champagne,
Chauret,
Cochrane,
Daignault,
Décarie,
Dion,
Duhamel,
Dupuis,
Fiset,
Gillies,
Girard,
Godbout,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,

Laferté,
Lafontaine (Berthier),
Langlois,
Lemieux,
Mackenzie,
Marchildon,
Monet,
Morin,
Morisset,
Mousseau,
Neault,
Panet,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Roy (Saint-Jean),
Smith,
Taschereau,
Tessier (Trois-Rivières),
Tourigny,
Turgeon,
Walker et
Weir.—50.

Ainsi, la motion est rejetée.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier,—et la motion est soumise à la Chambre :—Qu'il soit voté un ordre de la Chambre pour la production d'une copie certifiée de la déclaration et du plaidoyer filés au dossier portant le numéro 1988 des dossiers de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, où l'honorable S. N. Parent, Premier Ministre de cette province, est demandeur, et l'honorable sénateur P. Auguste Choquette, défendeur.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Giard,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc et
Tellier.—5.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stanstead),
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Carter,
Champagne,
Chauret,
Cochrane,
Daigneault,
Décarie,
Dion,
Duhamel,
Dupuis,
Fiset,
Gillies,
Girard,
Godbout,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Lacombe,

Laferté,
Lafontaine (Berthier),
Langlois,
Lemieux,
Mackenzie,
Marchildon,
Monet,
Morin,
Morisset,
Mousseau,
Neault,
Panet,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Roy (Saint-Jean),
Smith,
Taschereau,
Tessier (Trois-Rivières),
Tourigny,
Turgeon,
Walker et
Weir.—50.

Ainsi, cette motion est rejetée.

Alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 mars 1905.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Allard,—la pétition de Joseph Dupuis et autres, de Sainte-Monique, Nicolet ;

Par M. Décarie,—de O. Bélanger et autres, de Montréal ;

Par M. Marchildon,—de Emile Boivin et autres, de Montréal ;

Par M. Smith,—de la corporation du village de Kingsville, Mégantic.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue, et reçue :

De la Compagnie canadienne d'Eclairage électrique.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

Du Bureau protestant des Commissaires d'écoles de Montréal, demandant l'autorisation d'émettre de nouvelles obligations ;

D'Albert E. Mussen et autres, demandant une loi ratifiant un acte de vente d'Albert E. Mussen à Henry Smith Mussen ;

De la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, demandant l'autorisation d'émettre de nouvelles obligations ;

Et du “ Stadium ” et de la “ Co-operative Home and Trust Company ”, demandant, respectivement, une charte ;

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 68) autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre de nouvelles obligations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 47) validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henry S. Mussen et les décharges et quittances y contenues données par Dame Elizabeth-Georgina Cleghorn.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 61) constituant en corporation le " Stadium ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 62) constituant en corporation " The Co-Operative Home and Trust Company ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 44) concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 142) amendant le Code municipal concernant les chemins d'hiver.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 143) détachant du comté de Nicolet certains lots de terre de la paroisse de Sainte-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque en tant que les intérêts du Conseil Législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil Législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables Messieurs Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Mathieu, Ouimet, Rolland, de Varennes et Ward.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur comme suit :

(Tous les députés se tenant debout, tête découverte).

L.-A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée législative,

J'accuse réception, avec beaucoup de plaisir, de l'adresse que vous avez volée en réponse au Discours du Trône, et vous en offre mes sincères remerciements.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 15 mars 1905.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de l'arrêté ou des arrêtés en conseil nommant les divers coroners actuels du district de Joliette, ou révoquant les coroners antérieurs à ceux-ci ; de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou officiers avec ces coroners ou aucune autre personne, au sujet de la révocation des anciens coroners ou de la nomination des coroners actuels, et de toutes les instructions adressées aux différents coroners du district du Joliette, relativement à l'exercice de leurs fonctions.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc.:

Bill (42) constituant en corporation la Compagnie des Tramways de Longueuil.

Bill (63) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets.

Bill (56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de Téléphone de Bellechasse.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (38) constituant en corporation Les Frères de la Croix de Jésus.

Bill (76) constituant en corporation " The Yukon Trust and Loan Company ".

Bill (39) exemptant les propriétés de l'Hôpital Guay, de Saint-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales.

Bill (90) amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal.

Bill (41) autorisant les commissaires des écoles catholiques de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations.

Bill (31) concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac-Saint-Jean.

Bill (32) refondant et abrogeant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte et changeant son nom en celui de village " Rosemont ".

Bill (60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Bill (84) amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Bill (37) modifiant la charte de la " Montreal Maternity ".

Bill (71) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal.

Bill (34) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 16 mars 1905

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal, et de l'Institut MacKay pour les sourds-muets protestants, pour l'année 1904. (*Document de la session No 28*).

Aussi, l'état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne, pour 1904. (*Document de la session No 38*).

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Bergevin,—la pétition de L. J. B. Martin et autres, de Montréal ;

Par M. Roy (Kamouraska),—de la Corporation du village de la Malbaie ;

Par M. Roy (Saint-Jean),—de H. Laporte et autres, de Montréal ;

Par M. Taschereau,—de " The Wolfe, Megantic & Lotbiniere Railway Company ".

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De certains propriétaires de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, s'opposant à l'annexion d'une partie du territoire du Boulevard Saint-Paul à la paroisse des Saints-Anges de Lachine ;

Et de la " Robert Jones Memorial Hospital ", demandant une loi pour ajouter certaines dispositions à la loi la constituant en corporation.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie de chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, et de " The Laurentian Water and Power Company " demandant, respectivement, des amendements à leur charte ;

De Herbert Molesworth Price, demandant une loi l'autorisant à faire des améliorations aux rivières Saint-Jean et Magpie, et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage ;

Et de la Compagnie de tramway électrique du lac Achigan demandant une loi la constituant en corporation."

L'honorable M. Robitaille, du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill 149, " Loi amendant l'article 2408 des Statuts refondus de la province de Québec," et l'a adopté avec amendements."

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 55) constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du lac Achigan.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill (No 81), amendant de nouveau la charte de la compagnie de chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Neault ait la permission de présenter un Bill (No 36), revisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 64), autorisant Herbert Molesworth Price à faire des améliorations aux rivières Saint-Jean et Magpie et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin ait la permission de présenter un Bill (No 137), amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 145), amendant l'article 2342 des Statuts refondus relativement à la cour de circuit dans le comté de St-Maurice.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est—

Ordonné,—Que le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, sur les élections générales du 25 novembre 1904 soit imprimé pour la distribution officielle ordinaire et pour publication dans les documents de la session.

M. Girard propose, appuyé par M. Duhamel,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le deuxième rapport du comité spécial, nommé par la Chambre, pour s'enquérir de l'administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, présenté à la Chambre le 14 mars dernier, soit maintenant adopté.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stanstead),
Blouin,
Cardin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Carter,
Champagne,
Chauret,
Cherrier,
Cochrane,
Daignault,
Décarie,
Delâge,
Dion,

Lafontaine (Berthier),
Langlois,
Lemay,
Lemieux,
Leslie,
Mackenzie,
Monet,
Morin,
Neault,
Pelletier,
Petit,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Saint-Jean),
Smith,

Duhamel,
Dupuis,
Gillies,
Girard,
Gosselin (Iberville),
Gosselin (Missisquoi),
Gouin,
Lacombe,

Tanguay (Lac-Saint-Jean),
Taschereau,
Tessier (Trois-Rivières),
Tourigny,
Turgeon,
Walker et
Weir.—49.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Giard,
Jobin,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc,
Roy (Montmagny), et
Tellier.—7.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (67) constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus.

Bill (50) constituant en corporation l'Institut des Petites Filles de Saint-Joseph.

Bill (57) amendant la charte de la ville de Lachine.

Bill (68) autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre de nouvelles obligations.

Bill (47) validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henry S. Mussen et les décharges et quittances y contenues données par Dame-Elizabeth-Georgina Cleghorn.

Bill (62) constituant en corporation "The Cooperative Home and Trust Company."

Bill (44) concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé, pour surveiller les impressions de cette Chambre, pendant la présente session, les honorables MM. Audet, Berthiaume, Bryson, Garneau, N. Gilman, Lanctôt, Pérodeau et Sylvestre, qui forment un comité pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, ainsi que requis par l'Assemblée législative, dans son message.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 mai 1904, pour production de : — 1. Copie du rapport de l'exploration faite par Henri O'Sullivan, écr., arpenteur géomètre et ingénieur civil, de la péninsule de Gaspé, depuis Causapscal, sur l'Intercolonial, jusqu'au Bassin de Gaspé, à la demande de la compagnie de chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

2. Copie du rapport de l'exploration ou de la localisation d'un chemin de fer, par le même ingénieur, pour cette partie des comtés de Bonaventure et de Gaspé s'étendant depuis Paspébiac jusqu'au Bassin de Gaspé, exploration ou localisation qui aurait été faite à la demande de la même compagnie.

(Document de la session No 36.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en daté du 1er juin 1904, pour la production de toute correspondance se rapportant à une requête de M. Trefflé Gareau et autres, de St-Télesphore, demandant de l'aide pour le prolongement du chemin de la Côte-des-Anges jusqu'à la station du chemin de fer du Grand-Tronc, à la rivière Beaudette, dans le comté de Soulanges.

(Document de la session No 37.)

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et il est

Résolu.—Que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi, en l'honneur de la fête nationale de l'Irlande.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 20 Mars 1905.

M. l'Orateur met devant la Chambre : Les états des affaires de "The Women's Christian Association of Quebec" et de "The Women's National Immigration Society of Montreal."

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Jos. Dupuis et autres, demandant une loi à l'effet de détacher certains lots de terre de la paroisse de Sainte-Monique, pour les annexer au comté d'Yamaska pour toutes fins ;

De O. Bélanger et autres, de Montréal demandant à être relevés de l'effet des lois d'expropriation de la ville de Montréal ;

D'Emile Boivin et autres demandant une loi constituant en corporation "Le Gymnase de Montréal" ;

De la corporation du village de Kingsville demandant une loi d'incorporation sous le nom de ville de Thetford Mines ;

De L. J. B. Martin et autres demandant une loi à l'effet de ratifier certains transports d'immeubles ;

De la corporation du village de la Malbaie, demandant une loi à l'effet d'augmenter ses pouvoirs ;

De H. Laporte et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Collateral Loan and Trust Company" ;

Et de la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière demandant une loi amendant sa charte.

Ordonné, — Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 141), détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Brigitte, dans le comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 140), amendant l'article 74 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné, — Que M. Délage ait la permission de présenter un Bill (No 138), amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (51), constituant en corporation "The Anglo-American Trust Co."

Bill (65), constituant en corporation "The Quebec Union Life Insurance Company."

Bill (35), amendant la charte des Artisans Canadiens-français.

Bill (61), constituant en corporation le "Stadium."

Et Bill (64), autorisant Herbert Molesworth Price à faire des améliorations aux rivières Saint-Jean et Magpie et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Bill (45), amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec-Oriental.

Et Bill (55), constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du lac Achigan.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Lacombe, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie des arrêtés du conseil, requêtes, correspondance en rapport avec la fixation et l'insuffisance des termes de la cour supérieure pour le district de Terrebonne et de la cour de circuit dans et pour le comté de Terrebonne.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et des documents se rapportant à l'arpentage défectueux des lots du 5ième rang du canton de Wolfe.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance, et des requêtes, relativement aux baux des lacs dans les limites du comté de Terrebonne, pour les années 1903-04 et pour l'année courante.

Proposé par M. Allard, secondé par M. Tourigny, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—La liste des personnes qui ont obtenu des permis de prendre et garder vivants des originaux, cariboux et chevreuils, depuis le 1er septembre 1903 au 1er janvier 1905, ainsi que copie de toute correspondance en rapport avec ces permis.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 143), détachant du comté de Nicolet certains lots de terre de la paroisse de Sainte-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 avril 1904, pour production d'une copie des documents et de la correspondance relativement à la construction d'un pont sur la rivière Matapédia,

(Document de la session No 39).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour la production d'un état démontrant quels sont les porteurs de licence de coupe de bois qui ont payé ce qu'ils doivent à la province, quels sont ceux qui n'ont pas payé, et à quelle somme s'élève respectivement ce que ces derniers n'ont pas payé.

(Document de la session No 40).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour la production d'une liste de tous les clubs de chasse et de pêche existant dans la province, indiquant la date de leur organisation, le nom et la situation de chaque club et le nom de tous les membres des dits clubs avec leurs adresses.

(Document de la session No 41).

M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. Taschereau, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour l'impression du Bill (74), intitulé : Loi amendant la " Canadian Electric Light Company ", soit de \$200 00 au lieu de \$500.00, parce que la pétition a été présentée après les délais fixés par le paragraphe 3 de l'article 58 des règles de cette Chambre par erreur et oubli du président de la dite compagnie.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 mars 1905.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Girard, — La pétition de Nérée Vasseur et autres, de Saint-Pie, Bagot.

M. Duhamel, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la société “ La Prévoyance ”, de la Compagnie Wilson Paterson, de “ The Children’s Memorial Hospital ”, et de la Compagnie Canadienne d’Assurance, demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

De la “ Real Estate Title Guarantee and Trust Company ”; de la ville de Montréal-Ouest; de la Compagnie de chemin de fer Saguenay et Baie James; de l’Institution Catholique des Sourds-Muets; de la “ Canadian Light and Power Company ”; de la Compagnie Canadienne d’éclairage électrique; et de “ The Robert Jones Memorial Hospital ”, demandant respectivement des amendements à leur charte.

Du révérend John S. Kiernan et autres, demandant une loi érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

De James Paton et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Laird Paton.

De la “ Laprairie Brick Company ”, demandant une loi concernant la commune de Laprairie.

De Dame Marie E. Deguise et autres, demandant une loi concernant la succession de J. B. Bruyère.

Et de la Corporation du village de Kingsville, demandant une loi la constituant en corporation sous le nom de ville de “ Thetford Mines ”.

M. Allard, du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (No 38) — Loi constituant en corporation “ Les Frères de la Croix de Jésus ”, et a l’honneur de le rapporter avec un amendement ”.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 78) constituant en corporation la société de secours mutuel, "La Prévoyance."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (No 79) constituant en corporation la Compagnie canadienne d'Assurance.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 80) amendant la charte de "The Canadian Light and Power Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 42) amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 54) concernant l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 89) déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 83) constituant en corporation la compagnie "The Wilson-Paterson Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac-St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 75) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 74) amendant la charte de la Compagnie canadienne d'Eclairage électrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 85) concernant la succession de feu Laird Paton.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 53) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la "Real Estate Title Guarantee and Trust Company", en celui de "Financial Corporation."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 93) constituant en corporation "The Children's Memorial Hospital."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 139) amendant l'article 582 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. McCor-kill, et il est—

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Alors, la Chambre s'ajourne à jeudi prochain.

Jeudi, 23 mars 1905

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

La pétition de Nérée Vasseur, de Saint-Pie, Bagot, demandant l'incorporation de la municipalité de L'Espérance.

Ordonné,—Que M. Walsh ait la permission de présenter un Bill (No 69) érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill (No 134) pour venir en aide à certaines corporations religieuses.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (97) annexant, pour les fins municipales et scolaires, à la paroisse des Saints-Anges de Lachine, une certaine partie du territoire de la municipalité du Boulevard Saint-Paul.

Bill (82) constituant en corporation Les Frères de Saint-François Régis.

Bill (42) amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Bill (54) concernant l'Institution catholique des sourds-muets de la province de Québec.

Bill (78) constituant en corporation la société de secours mutuel " La Prévoyance. "

Bill (74) amendant la charte de la Compagnie d'Eclairage électrique Canadienne et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission.

Bill (80) amendant la charte de " The Canadian Light and Power Co".

Bill (53) amendant la loi 3 Edouard VII, ch. 102, en changeant le nom de la " Real Estate Title Guarantee and Trust Company " en celui de " Financial Corporation ".

Bill (83) constituant en corporation la compagnie "The Wilson-Paterson Company".

Bill (93) constituant en corporation "The Children's Memorial Hospital".

Bill (77) constituant en corporation la compagnie "Eastern Fire Insurance Company of Canada."

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc. :

Bill (81) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Bill (75) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu les avis suivants de vacances dans la représentation des districts électoraux de Montréal No 2, Bellechasse et Kamouraska, et qu'il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui ordonnant d'émettre de nouveaux brefs pour l'élection de députés pour représenter les dits districts électoraux de Montréal No 2, Bellechasse et Kamouraska.

Québec, 23 mars 1905.

L'honorable Auguste Tessier,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Montréal No 2, par l'acceptation par l'honorable Lomer Gouin, député du dit district électoral, de la charge de Premier Ministre et de Procureur-Général.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

GODFROY LANGLOIS,

Député du district électoral de Montréal No 3.

ALFRED MARCHILDON,

Député du district électoral de Nicolet.

Québec, 23 mars 1905.

L'honorable Auguste Tessier,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Bellechasse par l'acceptation par l'honorable Adélard Turgeon, député du dit district électoral, de la charge de Ministre des Terres, Mines et Pêcheries.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

GODFROY LANGLOIS,
Député du district électoral de Montréal No 3.

ALFRED MARCHILDON,
Député du district électoral de Nicolet.

Québec, 23 mars 1905.

L'honorable Auguste Tessier,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Kamouraska, par l'acceptation par l'honorable Louis-Rodolphe Roy, député du dit district électoral, de la charge de Secrétaire et Registraire de la Province.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

GODFROY LANGLOIS,
Député du district électoral de Montréal No 3.

ALFRED MARCHILDON,
Député du district électoral de Nicolet.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et il est—

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le vingt-cinquième jour d'avril prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Cette motion est adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi, le 25 d'avril prochain.

Mardi, 25 avril 1905.

M. le Greffier donne lecture du mandat et des rapports d'élections suivants :

CANADA, }
Province de Québec. }

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A Monsieur L.-G. Desjardins,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée Législative, nous vous requérons, par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des Statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Rimouski, à la dite Assemblée Législative, en remplacement, durant cette présente Législature, de l'honorable Auguste Tessier qui a été nommé à la charge de Ministre de l'Agriculture.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce vingt-troisième jour du mois de mars, mil neuf cent cinq.

DONAT CARON,

Député du district électoral de Matane.

NAP. DION,

Député du district électoral de Témiscouata.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 25 avril 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de mars, mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur Elzéar Pouliot, Shérif, de Fraserville, officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de

Québec, aux lieu et place de l'honorable Louis-Rodolphe Roy nommé à la charge de Secrétaire de la province, l'honorable Louis-Rodolphe Roy, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 25 avril 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de mars mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur L. N. Asselin, shérif de Rimouski, officier-rapporteur pour le district électoral de Rimouski, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, aux lieu et place de l'honorable Auguste Tessier nommé à la charge de Ministre de l'Agriculture, l'honorable Auguste Tessier, avocat, de la ville de St-Germain de Rimouski, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 25 avril 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de mars mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à l'honorable Rosaire Thibault, shérif de la cité de Montréal, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division No 2, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, aux lieu et place de l'honorable Lomer Gouin nommé à la charge de Premier Ministre et Procureur Général, l'honorable Lomer Gouin, avocat, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 25 avril 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de mars mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à monsieur Fortunat N. Belleau, registraire, de Saint-Raphaël, officier-rapporteur pour le district électoral de Bellechasse, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, aux lieu et place de l'honorable Adélard Turgeon nommé à la charge de Ministre des Terres, Mines et Pêcheries ; l'honorable Adélard Turgeon, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

M. le Greffier informe alors la Chambre que les honorables MM. Gouin, Turgeon, Tessier et Roy ont prêté le serment, signé le rôle et ont droit de prendre leur siège.

Les députés élus prennent leur siège.

L'honorable M. Gouin informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur autorise la Chambre à se choisir un orateur en remplacement de l'honorable Auguste Tessier qui, depuis l'ajournement, le 23 mars dernier, a accepté la charge de ministre de l'agriculture.

L'honorable M. Gouin, député représentant la division électorale No 2, de Montréal, s'adressant au greffier (qui se lève, salue et s'assied ensuite), propose à la Chambre comme orateur, William-Alexander Weir, écuyer, représentant le district électoral d'Argenteuil, laquelle proposition est appuyée par l'honorable M. Turgeon, député représentant le district électoral de Bellechasse.

Et, la motion étant soumise par M. le Greffier : " Que William Alexander Weir, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur, " il est—

Résolu, — Nemine contradicente, que William Alexander Weir prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré William-Alexander Weir, écuyer, dûment élu Orateur de l'Assemblée législative, il est conduit au fauteuil par les honorables Messieurs Gouin et Turgeon, et se plaçant sur le premier degré du marchepied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur, dans les termes suivants :

" J'offre à la Chambre mes sincères remerciements pour l'honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur. Je m'efforcerai de mériter constamment sa confiance. Je suis pénétré de mon incapacité à remplir cette position, mais me reposant sur la bienveillance et la co-opération des honorables députés des deux côtés de cette Chambre, je tâcherai de faire mon devoir du mieux qu'il me sera possible et de remplir les fonctions de président avec justice et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à revendiquer nos droits et privilèges, à maintenir nos règlements et à assurer la liberté des débats, conformément aux usages établis."

Alors il s'assied dans le fauteuil ; et la masse (qui, auparavant, était sous la table) est placée sur la table.

Un message est apporté par Arthur St. Jacques, écuyer, gentilhomme-Huissier de la Verge Noire qui s'exprime comme suit :

MESSIEURS,

" Son Honneur l'Administrateur de la Province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'Administrateur dans la salle des séances du Conseil législatif.

Et là, M. l'Orateur s'exprime ainsi :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

" L'Assemblée législative m'a élu son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

" Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée, et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur."

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime comme suit :

" J'ai reçu ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de déclarer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre diligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par cette Chambre, et pour obéir à la commission qui vient d'être lue et en vertu de l'autorité qu'elle contient, nous déclarons que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Président de la Chambre de l'Assemblée législative."

Les députés retournent, alors, à la salle de séances de l'Assemblée Législative.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cochrane,—les pétitions de " The Davies Company ", de Montréal et H. A. Allan et autres, de Montréal

Par M. Décarie,—les pétitions de Antony Emond et de J. S. Baker, et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. LeBlanc,—la pétition du conseil de la municipalité du village du Boulevard St-Paul.

Par M. Girard,—la pétition du conseil de la municipalité du village de Marieville.

Par M. Prévost,—la pétition de la Compagnie de papier Rolland, de Montréal.

Ordonné.—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 144) amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Lafontaine (Maskinongé) ait la permission de présenter un Bill (No 135) amendant la loi concernant les établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, signé de sa main.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (*les députés se tenant debout, tête découverte*) ainsi qu'il suit :

L. A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative les estimations supplémentaires des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1905, et celles des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1906, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre.

(Document de la session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 25 avril 1905.

Ordonné.—Que ce message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état des recettes et des dépenses de la province depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

2. Les emprunts temporaires faits et tous les ordres en conseil passés, et toute la correspondance, à propos de la dette flottante, depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

3. Ordres en conseil, correspondance et opérations à propos de la conversion de la dette, depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

4. Etat de la dette consolidée au 25 avril 1905, inclusivement.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Roy, appuyé par l'honorable M. Tessier, et—

Ordonné,—Que le nom de l'honorable M. Roy soit substitué à celui de l'honorable M. Robitaille pour les avis de motions du gouvernement, articles 1, 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour.

La Chambre se constitue en comité des subsides, conformément à l'ordre du jour.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, dépenses contingentes, coût des valises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Perrault rapporte, alors, du comité des subsides la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, dépenses contingentes, coût des valises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Ordonné,—Que la dite résolution soit lue, une deuxième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (72) pour étendre les pouvoirs de "The Saint Lawrence Investment Society, (limited)" et changer son nom.

Bill (94) constituant en corporation "The Canadian Trust Company."

Bill (36) revisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

Bill (85) concernant la succession de feu Laird Paton.

Et Bill (89) déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu J.-Bte Bruyère.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que le nom de l'honorable M. Tessier soit ajouté à ceux des membres des comités d'agriculture, des bills privés et des chemins de fer, canaux, etc.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 26 avril 1905.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Champagne,—la pétition de G. A. Clunie, de Lachute.

Par M. Décarie,—la pétition de Victor Geoffrion et autres, de Montréal.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre qu'il a choisi M. Louis-Alexandre Taschereau pour son président.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Perrault, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie du Pont Saint-Pie, demandant à être autorisée à reconstruire le dit pont ;

D'Alfred Hunter Oliver, demandant une loi autorisant l'Association dentaire de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la “ Salmon River Northern Railway Company ” ;

De la Compagnie de chemin de fer de la Vallée Saint-François ;

Et du Gymnase de Montréal, demandant, respectivement, une loi les constituant en compagnie ;

De la corporation du village de la Pointe-au-Pic ;

De la corporation du village de la Malbaie ;

Et de la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière, demandant, respectivement, des amendements à leur charte.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions, celui pour la présentation des bills privés et celui pour la réception des rapports sur les dits bills soit étendu jusqu'au quatrième jour du mois de mai prochain ”.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Chauret propose, appuyé par M. Dupuis, et il est—

Ordonné,—Que le nom de M. Chauret soit substitué à celui de M. Allard, comme promoteur du bill (No 78), constituant en corporation la Société de secours mutuel “ La Prévoyance ”.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 92), constituant en corporation la compagnie “ The Salmon River and Northern Railway Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 49), loi additionnelle au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation la “ Robert Jones Memorial Convalescent Hospital ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un Bill (No 66), amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 87), autorisant l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin ait la permission de présenter un Bill (No 73), concernant La Compagnie du Pont Saint-Pie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 46), constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée Saint-François.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. D'Auteuil ait la permission de présenter un Bill (No 86), amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 95), augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 146), amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme raison sociale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement a-t-il reçu quelque plainte contre Monsieur L. A. Mayrand, shérif du district d'Iberville, au sujet de sa conduite ou de quelqu'un de ses actes comme shérif?

2. En a-t-il reçu en particulier de Monsieur A. J. de B. Corriveau?
3. Quelle est la nature de la plainte ou des plaintes produites?
4. Le gouvernement a-t-il pris action sur aucune plainte?
5. Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait?
6. Dans la négative, pourquoi n'a-t-il pas agi?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Oui.

2. Oui.

3. M. Corriveau se plaignait de la manière dont M. le shérif Mayrand aurait exécuté un bref dans une cause de McGinnis *ès-qual* contre Dame Hermine LeBrice de Kéroack, son épouse.

4. Oui.

5. Il a transmis copie des plaintes au shérif pour lui donner occasion d'y répondre, ce que celui-ci a fait.

Par M. Bernard.—1. Dans les mois d'octobre et novembre 1904, des sommes d'argent ont-elles été payées à certains pères de douze enfants, dans la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, en vertu de l'acte 55-56 Victoria, ch. 19, sect. 2, tel qu'amendé par l'acte 4 Edouard VII, ch. 13?

2. Pendant le dit temps, des personnes de Saint-Jean, Ile d'Orléans, ont-elles retiré quelques bénéfices ou avantages en vertu de la dite loi?

3. Si la réponse aux deux précédentes questions est affirmative, quels sont les noms des personnes, et quelles sommes ou avantages ont-elles retirés?

4. Par l'entremise de qui ces personnes ont-elles reçu les dites sommes d'argent ou avantages ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Oui.

2. Oui.

3. La prime de \$50.00 a été payée à chacune des personnes suivantes :

Louis Hébert.....	26 octobre	1904
Thomas Breton.....	29 " "	"
Pierre Blouin, fils d'Irénée.....	26 " "	"
Odilon Lapointe.....	26 " "	"
Edouard Blouin	29 " "	"
Pierre Pouliot.....	11 novembre	"
Joseph Blouin	14 " "	"

4. Les chèques ont été remis à M. Belisle et les reçus sont revenus au département signés par chacun des destinataires, à l'exception d'Edouard Blouin, dont le chèque n'est pas revenu.

Par M. Perrault.—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aucun octroi spécial pour l'empierrement des routes dans les comtés qui ne reçoivent pas d'argent pour les fins de colonisation ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant, par mille ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—A l'étude.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie : 1. Des instructions données par le gouvernement ou par le Procureur-Général, ou son assistant, aux divers coroners de cette province, ou à aucun d'eux, depuis l'entrée en vigueur de la loi 43-44 Vict., ch. 10, jusqu'à ce jour, sur la manière de remplir les devoirs de leur charge. 2. Copie du tarif en vertu duquel sont taxés les comptes des coroners.

Proposé par M. Bernard, secondé par M. Giard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous documents, correspondance, ordres ministériels ou ordres en conseil, accordant à quelque personne que ce soit, dans le comté de Montmorency, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1904, des bénéfices ou avantages quelconques, en vertu de l'Acte 55-56 Vict., ch. 19, sect. 2, tel qu'amendé par l'acte 4 Edouard VII, ch. 13.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Girard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le

Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, ordres en conseil et de tous documents en rapport avec la consolidation des emprunts temporaires et le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1903.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, ordres en conseil, et de tous documents échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet d'aucun octroi pour la construction du pont de Québec, depuis le 30 juin 1904.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (152) concernant les heures du travail.

M. Perrault, appuyé par M. Girard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (151) détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour toutes fins au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

M. Tourigny, appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (148) amendant l'article 718 du Code municipal.

M. Tellier, appuyé par M. Giard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (145) amendant l'article 2342 des Statuts refondus relativement à la cour de circuit dans le comté de St-Maurice.

M. Fiset, appuyé par M. Blanchard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Tessier, et il est

Résolu,—Que vendredi prochain, le 28 avril, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Ste-Anne de la Baie-St-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Résolu,—Que vendredi prochain, le 28 avril, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil.

Résolu,—Que vendredi prochain, le 28 avril, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyés à l'Hospice St-Charles de Québec.

Résolu,—Que vendredi prochain, le 28 avril, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis, pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie.

Résolu,—Que vendredi prochain, le 28 avril, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération une résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (98) amendant la loi incorporant "The Buckingham Electric Railway Light & Power Company" et changeant son nom.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, séparément, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (79) constituant en corporation la Compagnie Canadienne d'Assurance.

Bill (69) érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de St-Michel-Archange de Montréal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (38) constituant en corporation les Frères de-la-Croix de Jésus, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Carter fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1905, pour la production d'un état complet et détaillé de la distribution des deniers votés pour chemins de colonisation, en cette province, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1904, en indiquant comté par comté, et dans chaque cas, le nom du conducteur, le montant de l'octroi, l'objet de l'octroi, le montant réellement dépensé jusqu'à ce jour et la date des instructions
(Document de la session No 42.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1905, pour un état de toutes sommes payées à même le fonds de colonisation, promises ou mises à la disposition de qui que ce soit, pour chacune des paroisses suivantes du comté de Montmorency, savoir : L'Ange-Gardien, Château-Richer, Sainte-Anne de Beaupré, Saint-Féréol, Sainte-Brigitte de Laval, Saint-Tite des Caps, Saint-Joachim, Saint-Pierre (Ile d'Orléans), Sainte-Famille (Ile d'Orléans), Saint-Jean (Ile d'Orléans), Saint-Laurent (Ile

d'Orléans), Saint-François (Ile d'Orléans), Sainte-Pétronille (Ile d'Orléans), avec indication de la date de tels paiements, de telles promesses ou de telles sommes mises à la disposition de quiconque, ainsi que le nom de la personne à qui le département s'est adressé pour l'envoi ou la dépense des dites sommes et la paroisse à laquelle l'argent était destiné.

(Document de la session No 43.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1905, pour la production d'une copie de la correspondance, et des requêtes relativement aux baux des lacs dans les limites du comté de Terrebonne, pour les années 1903-04 et pour l'année courante.

(Document de la session No 44.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1905, pour production de la liste des personnes qui ont obtenu des permis de prendre et garder vivants des orignaux, cariboux et chevreuils, depuis le 1er septembre 1903 au 1er janvier 1905, ainsi que copie de toute correspondance en rapport avec ces permis.

(Document de la session No 45.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1905, pour la production d'une copie de la correspondance et des documents se rapportant à l'arpentage défectueux des lots du 5ième rang du canton de Wolfe.

(Document de la session No 46.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er juin 1904, pour un état donnant : 1. Le nombre de colons maintenant résidant le long du chemin Gouin ;

2 Le nom de chacun de ces colons.

(Document de la session No 47.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mai 1904, pour un état détaillé de tout ce qu'a coûté la première et la seconde commission de colonisation, ainsi que les comptes reçus et non encore payés.

(Document de la session No 48.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 27 avril 1905.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Dupuis,—La pétition de John McKellock et autres, de Montréal.

Par M. Roy (Montmagny),—La pétition de John Walsh et autres, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De " The Davies Co. ", demandant certains pouvoirs additionnels ;

De Hugh Allan et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Ship Workmen's Mutual Benefit Association " ;

D'Anthony Emoud, demandant une loi lui permettant d'entrer en possession de certains legs faits en sa faveur par le testament de feu Arthur Caron, son oncle ;

De Jos. S. Baker, de Dunham et autres, de Montréal, demandant une loi constituant en corporation la " Hampton Court Company " ;

Du village du Boulevard St-Paul, s'opposant au démembrement d'une partie de cette municipalité pour l'annexer à la paroisse des Saints-Anges de Lachine ;

Du village de Marieville, demandant une loi constituant le dit village en ville, sous le nom de " Marieville " ;

Et de la Compagnie de papier Rolland, demandant des amendements à sa charte.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 35) amendant la charte de la Société des Artisans canadiens-français.

Bill (No 44) concernant la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

Bill (No 71) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62 amendant la charte de la cité de Montréal

Bill (No 93) constituant en corporation " The Children's Memorial Hospital "

Bill (No 50) constituant en corporation l'Institut des Petites Filles de St-Joseph."

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 34) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen.

Bill (No 37) amendant la charte de la " Montreal Maternity."

Bill (No 47) validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henry S. Mussen et les décharges et quittances y contenues données par Dame Elizabeth Georgina Cleghorn.

Bill (No 90) amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal.

Et Bill (No 41) autorisant le Bureau des commissaires des écoles catholiques romaines de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations.

Votre comité recommande que le délai pour la réception des pétitions, celui pour la présentation des bills privés et celui pour la réception des rapports sur les dits bills soit étendu jusqu'au quatrième jour du mois de mai prochain."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. McCorkill, du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (No 143) détachant du comté de Nicolet certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements :

Bill (No 151) détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le

comté d'Arthabaska, et les annexant, pour toutes fins, au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond."

M. Duhamel, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. Duhamel son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné,—Que M. Marchildon, ait la permission de présenter un Bill (No 58) constituant en corporation le " Gymnase de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 136) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 15) amendant la loi concernant les chemins de fer et réglémentant la vente d'un chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 132) amendant la loi concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 129) amendant l'article 950 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Perrault — 1. Le gouvernement a-t-il consolidé aucun emprunt temporaire de la dette de la Province suivant l'acte 3 Edouard VII, chapitre 2 ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant et à quel taux d'intérêt ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill. — Il ne l'a pas fait.

Par M. Perrault — Le gouvernement a-t-il racheté aucune partie de la dette consolidée de la Province, suivant l'acte 3 Edouard VII, chapitre 2 ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill. — Il ne l'a pas fait.

Par M. Perrault. — 1. Le gouvernement a-t-il consolidé l'ensemble de la dette principale, des emprunts temporaires et des avances portant différents taux d'intérêt en une seule dette portant intérêt à un taux uniforme, suivant le texte de l'acte 3 Edouard VII, chapitre 2 ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date, pour quel montant et à quel taux ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill. — Il ne l'a pas fait.

Par M. Perrault. — 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder des subsides à aucun chemin de fer pour relier le transcontinental appelé le "Grand-Tronc-Pacifique" avec les villes de Montréal et de Québec ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant, par mille ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill. — A l'étude.

Par M. Perrault. — 1. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil a-t-il fait, modifié, remplacé ou abrogé aucun règlement en rapport avec la taxe sur les compagnie de chemins de fer, en vertu de l'article 1153b de la loi 59 Vict. chap. 15 ?

2. Dans l'affirmative, dans quel numéro de la *Gazette Officielle* ces règlements ont-ils été publiés ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill. — Non.

Par M. Perrault.—Quel est le montant de la taxe perçue de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique par le département du Trésor, pour l'année 1904, en vertu de l'article 1145 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill. — \$8,572.50

Par M. Perrault.—Quel est le montant du capital versé, mentionné dans l'état de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, pour l'année 1904, en vertu de l'article 1148 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15, et par la loi 61 Vict., chap. 15 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—D'après les termes de l'article 1148 des Statuts refondus de Québec, les compagnies de chemin de fer ne mentionnent pas le montant de leur capital versé, mais seulement le nombre de milles de leur chemin.

Par M. Perrault.—Est-il à la connaissance du gouvernement que des matériaux de grande valeur, appartenant au Pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre les comtés de Chambly et de Rouville, aient été enlevés par des personnes non autorisées, depuis le printemps 1904 ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Le gouvernement a été informé, dans le cours de l'été de 1904, que des matériaux du pont Yule avaient été enlevés par certains individus. Des mesures ont aussitôt été prises pour faire cesser ces déprédations et des avis ont été affichés pour prévenir le retour de semblables offenses.

Par M. Perrault.—Quel est le montant de la taxe perçue de la Banque de Montréal par le département du Trésor, pour l'année 1904, en vertu de l'article 1145 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—\$4,450.00.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement d'annuler l'ordre en conseil du 27 juin 1899, passé en vertu de la loi 60 Vict., chap. 2, au sujet d'un certain contrat avec la Banque de Montréal pour la conversion partielle de la dette publique, ou de maintenir cet ordre en conseil pour l'exécution de la loi 3 Ed. VII, chap. 2, concernant la dette totale de la province ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—A l'étude.

Par M. Perrault — Quel est le montant du capital versé mentionné dans l'état de la Banque de Montréal, pour l'année 1904, en vertu de l'article 1148 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Victoria, chap. 15, et par la loi 61 Vict., chap. 15 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : \$14,000,000.00.

Par M. Perrault.—1. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil a-t-il fait, modifié, remplacé ou abrogé aucun règlement en rapport avec la taxe sur les banques, en vertu de l'article 1153*b* de la loi 59 Vict., chap. 15 ?

2. Dans l'affirmative, dans quel numéro de la *Gazette Officielle* ces règlements ont-ils été publiés ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—Non.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il institué des procédures légales contre la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" pour recouvrer la valeur du pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre les comtés de Chambly et de Rouville, après sa destruction partielle par la débâcle du printemps 1904 ?

2. Dans l'affirmative, quel est le résultat de ces procédures ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui, contre la "Montreal Light, Heat & Power Company" et contre la Compagnie d'éclairage et de force motrice de Montréal et du St-Laurent.

2. La cause est encore pendante.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Girard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de l'état détaillé et assermenté de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, exigible le ou avant le premier mai 1904, en vue de la perception des taxes, et en vertu de l'article 1148 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15, et par la loi 61 Vict., chap. 15.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de l'état détaillé et assermenté de la Banque de Montréal, exigible le ou avant le premier mai 1904, en vue de la perception des taxes et en vertu de l'article 1148 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15, et par la loi 61 Vict., chap. 15.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant, pour chaque comté de la province et dans des colonnes séparées :

1. Les noms, prénoms et résidences de tous les pères et mères de douze enfants qui ont demandé au gouvernement ou au Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, soit par eux-mêmes, soit par leurs agents, représentants ou ayants-causes, la prime de \$50 que leur accorde la loi passée à cette fin, à la dernière session de cette Législature.

2. La date de la production de chacune de ces demandes.

3. La date de chaque paiement fait en vertu de ces demandes.

4. Le montant payé dans chaque cas, jusqu'à cette date.

5. Les noms, prénoms et résidences des divers licenciés ou propriétaires de limites à bois qui ont été appelés, dans chaque cas, à fournir le montant de la prime en question avec indication de ceux qui ont payé et de ceux qui n'ont pas payé.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordre en conseil, ainsi que la correspondance officielle et autre se rapportant à la démission de l'honorable Louis Sylvestre, comme conseiller législatif de cette province, pour la division de Lanaudière et à son remplacement par M. Jules Allard, député du comté d'Yamaska à l'Assemblée législative de cette province.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (135) amendant la loi concernant les établissements industriels.

M. Lafontaine (Maskinongé), appuyé par M. Bernard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois, et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (144) amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants, sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (49)—Loi additionnelle au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, ch. 89, constituant en corporation la "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital."

— Bill (87) autorisant l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ses membres, après examen.

Bill (86) amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

Bill (95) augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc :

Bill (92) constituant en corporation la compagnie "The Salmon River and Northern Railway."

Bill (66) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière.

Et, Bill (46) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée St-François.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 28 avril 1905

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Décarie,—la pétition du Rév. M. Ecrément et autres, de Ste-Cunégonde de Montréal ;

Par M. Prévost,—de Fortunat Duquette et autres, du comté d'Ottawa, et de Frs Foisy et autres, du comté d'Ottawa ;

Par M. Roy (Montmagny),—de Wm. C. McIntyre et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De J. A. Clunie, demandant une loi autorisant le collège dentaire à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Hector Geoffrion et autres, demandant une loi constituant en corporation la " British American Trust Company ".

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre honorable Chambre :

Bill (60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Bill (67) constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus.

Votre comité a examiné, aussi, le bill (68) autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre de nouvelles obligations, et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement."

M. Bissonnette, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer de Québec et Saguenay ;

De "The Ship Workmen's Mutual Benefit Association" ;
De la "Hampton Court Company", demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;
De la Compagnie de Téléphone de Bellechasse ;
Et de la compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de Montmagny, demandant des amendements à sa charte."

M. Cochrane, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (45) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental

Bill (56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la compagnie de Téléphone de Bellechasse

Bill (75) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.

Bill (81) amendant de nouveau la charte de la compagnie de chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendements :

Bill (55) incorporant la compagnie du tramway électrique du Lac Achigan."

M. l'Orateur dépose devant la Chambre :—Le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie de la onzième élection générale de la province, 1904.

Ordonné.—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 40), constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 91), accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de Montmagny.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 128), amendant les articles 4055 et 4062 des Statuts refondus de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité

général pour examiner une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaïnes de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Tessier,—et la motion est soumise à la Chambre:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se forme, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé le quatorzième jour de novembre, mil neuf cent quatre, devant Charles Delagrave, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaïnes de Marie, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT

L'an mil neuf cent quatre, le quatorze novembre, devant Charles Delagrave, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec, comparaissent :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, No 470, en date du huit septembre mil neuf cent quatre, et approuvé le dix septembre mil neuf cent quatre par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ;

ET

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la paroisse de la Baie St-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame MARIE BIBEAU, en religion mère MARIE-ANNE DE JÉSUS, supérieure générale du dit Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil du dit Institut, en date du seize septembre mil neuf cent quatre et dont copie a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par la dite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant :

I

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

L'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie s'engage envers le gouvernement de la province, pour le terme de dix années qui commencera à courir le deux décembre mil neuf cent six, à recevoir et loger, dans l'hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, comté de Charlevoix, des idiots des deux sexes qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux et médicaments que leur état exigera, le tout aux conditions ci-après stipulées.

II

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉE DANS LA CÉDULE " A "

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis, aux malades par les sœurs, ne devront être d'une qualité inférieure et dans des qualités moindres que celles énumérées dans la cédule ci-annexée à la minute de ce contrat, signée par les parties et le notaire.

III

TRAITEMENT A DONNER

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés, au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort,

les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat expirant le deux décembre mil neuf cent six.

IV

VÊTEMENT ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront, pour ceux en état de sortir, correspondre aux différentes saisons.

Les amusements exercices physiques et même le travail pour ceux qui pourront en bénéficier, devront être proportionnés aux conditions de santé et de capacité des malades, et au besoin de leur éducation, surtout pour les jeunes idiots.

V

GARDIENS

Les sœurs devront fournir des gardiens ou gardiennes en nombre suffisant, pour qu'il n'y ait pas en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux.

VI

VISITE DES MÉDECINS, INSPECTEURS, ETC.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux surintendant des asiles, médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et tout leur concours pour leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs, et se conformeront à toutes les recommandations, suggestions et prescriptions qui pourront être faites et données par le surintendant des asiles, ou le médecin attaché au dit hospice, et aussi à toutes ordonnances qui pourraient leur être données par le lieutenant-gouverneur en conseil.

VII

CONTRAT SUJET AUX LOIS DES ASILES

Le présent contrat sera aussi sujet à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical des asiles, de son assistant et du médecin attaché au dit hospice.

VIII .

PRIX D'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE .

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, à partir du deux décembre mil neuf cent six, une somme de cent piastres par année pour chaque malade qui leur sera confié comme susdit, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade. Ce paiement s'effectuera par versements trimestriels sur production d'un compte détaillé fait en conformité de la forme de compte approuvée par le gouvernement.

Le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum de malades fixé par l'article suivant.

IX

NOMBRE MINIMUM DE MALADES

Le gouvernement s'engage envers les dites sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, au moins cent malades.

X

CHAPELAIN

Le gouvernement s'engage à payer annuellement une somme de cent piastres payables par trimestre au chapelain du dit institut.

XI

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs, seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues selon la loi.

XII

ÉVASION DES MALADES

Si, après son arrivée à l'hospice, un malade s'échappe ou s'éloigne du dit hospice, les sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes diligences et perquisitions nécessaires pour le retrouver et le ramener à l'hospice.

XIII

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'hospice, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XIV

AVIS EN CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XV

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement payera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XVI

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Toute violation de quelque une des clauses et stipulations de ce contrat de la part des sœurs, sera considérée une cause ou raison suffisante pour annuler le présent contrat de plein droit.

XVII

TRANSPORT DE CE CONTRAT

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XVIII

CLAUSES TRANSITOIRES

Le présent contrat étant fait avant l'expiration du terme du contrat actuel, pour faciliter aux dites sœurs les moyens de se procurer les fonds

dont elles ont besoin pour couvrir les frais de reconstruction de leur hospice, il est convenu que le contrat existant actuellement continuera jusqu'à son échéance et notamment que le gouvernement continuera à payer soixante-quinze piastres par malade jusqu'à concurrence de cinquante-quatre malades actuellement à l'hospice, mais que, pour tout malade en sus du nombre ci-dessus qu'il leur confiera, le gouvernement payera aux dites sœurs cent piastres pour chaque tel malade jusqu'à l'expiration du contrat existant.

XIX

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

DONT ACTE : fait à Québec, sous le numéro cinquante-six de mes minutes.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) AMD. ROBITAILLE.

" MARIE BIBEAU dite SR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supr. Génle.

" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée dans mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 8 septembre 1904, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 septembre 1904.

Concernant un contrat avec les révérendes Sœurs Franciscaines de l'asile Ste-Anne de la Baie St-Paul.

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un rapport en date du six septembre (1904), expose :

Que le contrat avec les révérendes Sœurs Franciscaines de l'asile Ste-Anne de la Baie St-Paul expire en décembre 1906 ;

Que les révérendes sœurs ont fait une nouvelle construction dispendieuse, tel qu'il appert d'un rapport du docteur Wood, l'un des inspecteurs des asiles et bureaux publics, et désire prendre de nouveaux arrangements avec le gouvernement pour un laps de temps plus considérable ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable Secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à la ratification de la Législature, un contrat avec cette communauté sur les bases et conditions suivantes :

1. Le gouvernement continuera à payer soixante-quinze piastres par malade jusqu'à concurrence des cinquante-quatre malades qui sont actuellement à l'asile et ce jusqu'au 2 décembre 1906.

2. Pour les malades que le gouvernement enverra en sus de ce nombre, il sera payé cent piastres par malade.

3. Après le 2 décembre 1906, le gouvernement payera cent piastres par malade avec alors un minimum fixé de cent malades.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil exécutif.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE. N. P.

A une réunion spéciale du conseil des petites sœurs franciscaines de Marie, tenue à la salle des délibérations, le seizième jour de septembre mil neuf cent quatre, à laquelle furent présentes les sœurs Marie Egide d'Assise, assistante générale, et présidant l'assemblée à la place de la supérieure générale absente, Marie Zotique et Marie Frédéric, conseillères :

IL EST RÉSOLU :

Que la MÈRE MARIE-ANNE DE JÉSUS, supérieure générale de notre institut, soit par les présentes autorisée à signer, pour la dite institution, le contrat projeté avec le gouvernement de la province de Québec, tel qu'autorisé par un ordre en conseil du lieutenant-gouverneur de la Province, en date du dix septembre courant (mil neuf cent quatre) et tous autres documents le concernant.

(Signé) SŒUR MARIE DU SACRÉ-CŒUR,
Secrétaire.

Certifié vraie copie,

SŒUR MARIE DU SACRÉ-CŒUR,
Secrétaire.

Cette résolution a été annexée à la minute No 53 du répertoire du notaire soussigné, après avoir été signée par les parties et le notaire, ce quatorze novembre mil neuf cent quatre.

(Signé) MARIE BIBEAU dite SŒUR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supr^e Génle.

“ AMD. ROBITAILLE.

“ CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vu et approuvé la présente résolution :

(Signé) † M. T., Ev. de Chicoutimi.

Evêché, 20 nov. 1904.

Vrai copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CÉDULE A

MAINTIEN DES IDIOTS

Règlements concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

Pain de blé par jour.....	20 onces
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20 “
Viandes, bœuf, mouton ou lard de première qualité pour les malades ordinaires.....	6 “
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8 “
La même quantité de poisson par jour si on le désire	
Beurre par jour.....	2 “
Soupe à la viande ou aux légumes par jour.....	2 chopines
Thé et café avec lait.....	1½ “

Et les assaisonnements nécessaires.

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENTS POUR LES HOMMES

Chemises.....	par année	4
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2
Chemises de dessus en coton.....	"	2
Bas de laine.....	"	3 paires
Chaussons de coton.....	"	3 "
Souliers.....	"	3 "
Pantalons d'été.....	"	2
Pantalons d'hiver.....	"	2

Pour les malades qui détériorent leurs habillements :

Pantalons d'été.....	par année	4 paires
Pantalons d'hiver.....	"	4 "
Bretelles.....	"	1 "
Caleçons de coton.....	"	2 "
Caleçons de laine.....	"	2 "
Cravates d'été.....	"	2
Cravates d'hiver.....	"	2
Habits d'été.....	"	2
Habits d'hiver.....	"	2
Vestes d'été.....	"	2
Vestes d'hiver.....	"	2
Chapeau d'été.....	"	1
Casque d'hiver.....	"	1
Mouchoirs de poche.....	"	3
Capot d'hiver.....	"	1
Chaussures d'hiver.....	"	1 paire

POUR LES FEMMES

Chemises.....	par année	4
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2
Chemises de dessus en coton.....	"	2
Chaussons de laine.....	"	3 paires
Chaussons de coton.....	"	3 "
Jarrettières.....	"	1 "
Souliers.....	"	3 "
Jupons d'été.....	"	2
Jupons d'hiver.....	"	2
Robes de coton pour été.....	"	2
Robes de laine pour hiver.....	"	2
Châles d'été.....	"	2
Châles d'hiver.....	"	2
Tabliers.....	"	4
Bonnets de jour.....	"	3

Bonnets de nuit	"	3
Mouchoirs	"	3
Chapeau d'été	"	1
Chapeau d'hiver	"	1
Caleçons d'été	"	2
Caleçons d'hiver	"	2
Casque d'hiver	"	1
Vêtements de dessus pour sortie d'hiver ..	"	1

LITERIE

Lit en fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelats en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes en laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

CECI EST LA CÉDULE dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit entre l'institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, d'une part, et Sa Majesté, représentée par l'honorable Amédée Robitaille, secrétaire de la province, d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce quatorze novembre mil neuf cent quatre, sous le numéro 56, signé et paraphé le même jour par les parties et le dit notaire.

(Signé) MARIE BIBEAU dite SŒUR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supr. Géhle.
" AMD. ROBITAILLE.
" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,-- Que le contrat ci-après reproduit, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé le quatorzième jour de novembre, mil neuf cent quatre, devant Charles Delagrave, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT

L'an mil neuf cent quatre, le quatorze novembre, devant Charles Delagrave, notaire public, pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec, comparaissent :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec; en conseil, No 470, en date du huit septembre mil neuf cent quatre, et approuvé le dix septembre mil neuf cent quatre par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ;

ET

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la paroisse de la Baie St-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame MARIE BIBEAU, en religion mère MARIE-ANNE DE JÉSUS, supérieure générale du dit Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil du dit Institut, en date du seize septembre mil neuf cent quatre et dont copie a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par la dite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant :

I

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

L'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie s'engage envers le gouvernement de la province, pour le terme de dix années qui commencera à courir le deux décembre mil neuf cent six, à recevoir et loger, dans l'hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, comté de Charlevoix, des idiots des deux sexes qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux et médicaments que leur état exigera, le tout aux conditions ci après stipulées.

II

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉE DANS LA CÉDULE " A "

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis, aux malades par les sœurs, ne devront être d'une qualité inférieure et dans des qualités moindres que celles énumérées dans la cédule ci-annexée à la minute de ce contrat, signée par les parties et le notaire.

III.

TRAITEMENT A DONNER

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés, au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat expirant le deux décembre mil neuf cent six.

IV

VÊTEMENT ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront, pour ceux en état de sortir, correspondre aux différentes saisons

Les amusements, exercices physiques et même le travail pour ceux qui pourront en bénéficier, devront être proportionnés aux conditions de santé et de capacité des malades, et au besoin de leur éducation, surtout pour les jeunes idiots.

V

GARDIENS

Les sœurs devront fournir des gardiens ou gardiennes en nombre suffisant, pour qu'il n'y ait pas en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux.

VI

VISITE DES MÉDECINS, INSPECTEURS, ETC.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux surintendants des asiles, médecins du gouvernement, aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et tout leur concours pour leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs, et se conformeront à toutes les recommandations, suggestions et prescriptions qui pourront être faites et données par le surintendant des asiles, ou le médecin attaché au dit hospice, et aussi à toutes ordonnances qui pourraient leur être données par le lieutenant-gouverneur en conseil.

VII

CONTRAT SUJET AUX LOIS DES ASILES

Le présent contrat sera aussi sujet à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical des asiles, de son assistant et du médecin attaché au dit hospice.

VIII

PRIX D'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, à partir du deux décembre mil neuf cent six, une somme de cent piastres par année pour chaque malade qui leur sera confié comme susdit, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade. Ce paiement s'effectuera par versements trimestriels sur production d'un compte détaillé fait en conformité de la forme de compte approuvée par le gouvernement.

Le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum de malades fixé par l'article suivant.

IX

NOMBRE MINIMUM DE MALADES

Le gouvernement s'engage envers les dites sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs au moins cent malades.

X

CHAPELAIN

Le gouvernement s'engage à payer annuellement une somme de cent piastres payables par trimestre au chapelain du dit institut.

XI

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs, seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues selon la loi.

XII

ÉVASION DES MALADES

Si, après son arrivés à l'hospice, un malade s'échappe ou s'éloigne du dit hospice, les sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes diligences et perquisitions nécessaires pour le retrouver et le ramener à l'hospice.

XIII

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'hospice, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XIV

AVIS EN CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XV

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement payera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XVI

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Toute violation de quelqu'une des clauses et stipulations de ce contrat de la part des sœurs, sera considérée une cause ou raison suffisante pour annuler le présent contrat de plein droit.

XVII

TRANSPORT DE CE CONTRAT

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XVIII

CLAUSES TRANSITOIRES

Le présent contrat étant fait avant l'expiration du terme du contrat actuel, pour faciliter aux dites sœurs les moyens de se procurer les fonds dont elles ont besoin pour couvrir les frais de reconstruction de leur hospice, il est convenu que le contrat existant actuellement continuera jusqu'à son échéance et notamment que le gouvernement continuera à payer soixante-quinze piastres par malade jusqu'à concurrence de cinquante-quatre malades actuellement à l'hospice, mais que, pour tout malade en sus du nombre ci-dessus qu'il leur confiera, le gouvernement payera aux dites sœurs cent piastres pour chaque tel malade jusqu'à l'expiration du contrat existant.

XIX

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

DONT ACTE : fait à Québec, sous le numéro cinquante-six de mes minutes.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé, avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
" MARIE BIBEAU dite SR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supr^e Génle.
" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée dans mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 8 septembre 1904, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 septembre 1904.

Concernant un contrat avec les révérendes Sœurs Franciscaines de l'asile Ste-Anne de la Baie St-Paul.

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un rapport en date du six septembre (1904), expose :

Que le contrat avec les révérendes Sœurs Franciscaines de l'asile Ste-Anne de la Baie St-Paul expire en décembre 1906 ;

Que les révérendes sœurs ont fait une nouvelle construction dispendieuse, tel qu'il appert d'un rapport du docteur Wood, l'un des inspecteurs des asiles et bureaux publics, et désire prendre de nouveaux arrangements avec le gouvernement pour un laps de temps plus considérable ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable Secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à la ratification de la Législature, un contrat avec cette communauté sur les bases et conditions suivantes :

1. Le gouvernement continuera à payer soixante-quinze piastres par malade jusqu'à concurrence des cinquante-quatre malades qui sont actuellement à l'asile et ce jusqu'au 2 décembre 1906.

2. Pour les malades que le gouvernement enverra en sus de ce nombre, il sera payé cent piastres par malade.

3. Après le 2 décembre 1906, le gouvernement payera cent piastres par malade avec alors un minimum fixé de cent malades.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

A une réunion spéciale du conseil des Petites Sœurs franciscaines de Marie, tenue à la salle de délibérations, le seizième jour de septembre mil neuf cent quatre, à laquelle furent présentes les sœurs Marie-Egide d'Assise, assistante-générale, et présidant l'assemblée à la place de la supérieure générale absente, Marie-Zotique et Marie-Frédéric, conseillères :

IL EST RÉSOLU :

Que la MÈRE MARIE-ANNE DE JÉSUS, supérieure générale de notre institut, soit par les présentes autorisée à signer, pour la dite institution, le contrat projeté avec le gouvernement de la province de Québec, tel qu'autorisé par un ordre en conseil du lieutenant-gouverneur de la Province, en date du dix septembre courant, (mil neuf cent quatre) et tous autres documents le concernant.

(Signé) SŒUR MARIE DU SACRÉ-CŒUR,
Secrétaire.

Certifié vraie copie,

SŒUR MARIE DU SACRÉ-CŒUR,
Secrétaire.

Cette résolution a été annexée à la minute No 56 du repertoire du notaire soussigné, après avoir été signée par les parties et le notaire, ce quatorze novembre mil neuf cent quatre.

(Signé) MARIE BIBEAU dite Sœur MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supre Génle.

“ AMD. ROBITAILLE.

“ CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vu et approuvé la présente résolution :

(Signé) † M. T., Ev. de Chicoutimi.

Evêché, 20 nov. 1904.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CÉDULE A

Règlements concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

Pain de blé par jour.....	20 onces
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20 “
Viandes, bœuf, mouton ou lard de première qualité pour les malades ordinaires.....	6 “
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8 “
La même quantité de poisson par jour si on le désire.	
Beurre, par jour.....	2 “
Soupe à la viande et aux légumes par jour.....	2 chopines
Thé et café avec lait.....	1½ “
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert, une fois par jour.

HABILLEMENTS POUR LES HOMMES

Chemises.....	par année	4	
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2	
Chemises de dessus en coton.....	"	2	
Bas de laine.....	"	3	paires
Chaussons de coton.....	"	3	"
Souliers.....	"	3	"
Pantalons d'été.....	"	2	
Pantalons d'hiver.....	"	2	

Pour les malades qui détériorent leurs habillements :

Pantalons d'été.....	par année	4	paires
Pantalons d'hiver.....	"	4	"
Bretelles.....	"	1	"
Caleçons de coton.....	"	2	"
Caleçons de laine.....	"	2	"
Cravates d'été.....	"	2	"
Cravates d'hiver.....	"	2	"
Habits d'été.....	"	2	
Habits d'hiver.....	"	2	
Vestes d'été.....	"	2	
Vestes d'hiver.....	"	2	
Chapeau d'été.....	"	1	
Casque d'hiver.....	"	1	
Mouchoirs de poche.....	"	3	
Capot d'hiver.....	"	1	
Chaussures d'hiver.....	"	1	paire

POUR LES FEMMES

Chemises.....	par année	4	
Chemises de dessous en flanelle.....	"	2	
Chemises de dessus en coton.....	"	2	
Chaussons de laine.....	"	3	paires
Chaussons de coton.....	"	3	"
Jarretières.....	"	1	"
Souliers.....	"	3	"
Jupons d'été.....	"	2	
Jupons d'hiver.....	"	2	
Robes de coton pour été.....	"	2	
Robes de laine pour hiver.....	"	2	
Châles d'été.....	"	2	
Châles d'hiver.....	"	2	
Tabliers.....	"	4	
Bonnets de jour.....	"	3	

Bonnets de nuit.....par année	3
Mouchoirs.....	“	3
Chapeau d'été.....	“	1
Chapeau d'hiver.....	“	1
Caleçons d'été.....	“	2
Caleçons d'hiver.....	“	2
Casque d'hiver.....	“	1
Vêtements de dessus pour sortie d'hiver..	“	1

LITERIE

Lit en fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes en laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques

CECI EST LA CÉDUDE dont il est fait mention en le contrat ci-devant écrit entre l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, d'une part, et Sa Majesté, représentée par l'honorable Amédée Robitaille, secrétaire de la province, d'autre part, passé devant le notaire soussigné, ce quatorze novembre mil neuf cent quatre, sous le numéro 56, signé et paraphé le même jour par les parties et le dit notaire.

(Signé) MARIE BIBEAU dite SŒUR MARIE-ANNE
de JÉSUS, Supr. Génle.
“ AMD. ROBITAILLE,
“ CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie, .

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 2) concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Ste-Anne de la Baie-St-Paul, dans le comté de Charlevoix.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Tessier,— Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de cette résolution, la recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général

(EN COMITÉ.)

Résolu—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien des enfants envoyés à l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, passé le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles-Edmond Taschereau, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 3 février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE “ A ”

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le dix-neuvième jour du mois de janvier, devant CHARLES-ÉDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec.

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des pré-

sentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, représentés aux présentes par le révérend Père Bouchet, supérieur de la dite communauté, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration des dits Missionnaires de la Compagnie de Marie, en date du quatorze janvier courant, copie de laquelle résolution est annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part ;

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Les dits Missionnaires de la Compagnie de Marie, ci-après appelés les "missionnaires", représentés comme dit ci-haut par la résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir et instruire, tous les enfants du sexe masculin qui seront envoyés à leur école d'industrie, connue sous le nom de "Ecole d'industrie des révérends Pères Maristes de Notre-Dame de Montfort", à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès, à faire inhumer à leur frais tous les corps qui ne seront pas réclamés par les familles, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dits enfants pour la dite école d'industrie et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles d'industrie dans cette province.

2. La dite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, les dits missionnaires seront tenus de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

4. Les dits missionnaires seront tenus de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel

ils donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun des dits enfants. A défaut par les dits missionnaires de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Les dits Missionnaires devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner, de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas l'effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Les dits missionnaires seront tenus de plus de fournir au secrétaire de la province de Québec, copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé en dehors de la dite école d'industrie, et ils tiendront le département du secrétaire au courant autant que possible de l'endroit où les enfants sont allés en sortant de l'école.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, la dite école d'industrie ainsi tenue par les dits missionnaires.

8. A défaut par les dits missionnaires d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un temps et terme de dix ans, à compter du quatre mars prochain, mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer aux dits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres par mois pour chacun des dits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mentionné ne sera jamais une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers les dits missionnaires de leur confier les enfants dans la dite école en nombre suffisant, pour que, au prix de six piastres par mois ci-haut fixé pour chaque enfant, les dits missionnaires perçoivent, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins cinq mille piastres.

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille huit cent quarante-neuf des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec le dit notaire, après lecture faite.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
 " ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.
 " C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905.

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier 1905, expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou qu'ils subissent les modifications jugées nécessaires par l'honorable Secrétaire ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable Secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, avec

les communautés susdites, ou toute autre, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
" ARMAND BOUCHET, Ptre, S M
" C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

EXTRAIT du registre de délibérations des Missionnaires de la Compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q.

Le quatorze janvier mil neuf cent cinq, le conseil d'administration des " Missionnaires de la Compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q.", réuni en session, a autorisé et délégué le révérend Armand Bouchet, son président, à renouveler avec le gouvernement de Québec, le contrat pour l'admission et l'entretien des élèves à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, et à faire tout ce que de droit concernant le dit contrat; comme aussi à le modifier, s'il le juge utile.

Lecture faite.

(Signé) ARMAND BOUCHET, Ptre, C. M.
Président.

" JOSEPH DROUSSET, P. C. M.,
Secrétaire.

Vraie copie,

JOSEPH DROUSSET, Ptre,
Secrétaire.

Ceci est la copie de la résolution du conseil d'administration des Missionnaires de la Compagnie de Marie, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et les dits Missionnaires de la Compagnie de Marie, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
" ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.
" C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 3 février 1905.

*Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de
l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort.*

No 53.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un mémoire en date du vingt-quatre janvier (1905), soumet au conseil, pour ratification, le contrat passé devant Mtre C.-E. Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 7 janvier 1905, avec les Missionnaires de la Compagnie de Marie, à Notre-Dame de Montfort, comté d'Argenteuil, pour la garde et l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu — Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien des enfants envoyés à l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, passé le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles-Edmond Taschereau, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 3 février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE " A "

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le dix-neuvième jour du mois de janvier, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec.

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisée à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part,

ET

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, représentés aux présentes par le révérend Père Bouchet, supérieur de la dite communauté, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration des dits Missionnaires de la Compagnie de Marie, en date du quatorze janvier courant, copie de laquelle résolution est annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée, par les parties et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part ;

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Les dits Missionnaires de la Compagnie de Marie, ci-après appelés les "missionnaires" représentés comme dit ci-haut par la résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin qui seront envoyés à leur école d'industrie, connue sous le nom de "Ecole d'industrie des révérends Pères maristes de Notre-Dame de Montfort", à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seront pas réclamés par les familles, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dits enfants pour la dite école d'industrie et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles d'industrie dans cette province.

2 La dite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3 Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, les dits missionnaires seront tenus de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

4. Les dits missionnaires seront tenus de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel ils donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun des dits enfants. A défaut par les dits missionnaires de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Les dits missionnaires devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner, de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas l'effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Les dits missionnaires seront tenus, de plus, de fournir au secrétaire de la province de Québec, copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé en dehors de la dite école d'industrie, et ils tiendront le département du secrétariat au courant autant que possible de l'endroit où les enfants sont allés en sortant de l'école.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, la dite école d'industrie ainsi tenue par les dits missionnaires.

8. A défaut par les dits missionnaires d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un temps et terme de dix ans, à compter du quatre mars prochain, mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer aux dits missionnaires, au bureau du trésorier de la province une somme de six piastres par mois pour chacun des dits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mentionné ne sera jamais une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers les dits missionnaires de leur confier les enfants dans la dite école en nombre suffisant, pour que, au prix de six piastres par mois ci-haut fixé pour chaque enfant, les dits missionnaires perçoivent, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins cinq mille piastres.

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille huit cent quarante-neuf des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec le dit notaire, après lecture faite.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
 " ARMAND BOUCHET, Ptre S. M.
 " C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905.

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier 1905, expose :

Que par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réformes et d'industrie avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou qu'ils subissent les modifications jugées nécessaires par l'honorable Secrétaire ;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable Secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre, si quelques unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

(Certifié)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
 " ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.
 " C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

EXTRAIT du registre de délibérations des Missionnaires de la Compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q.

Le quatorze janvier mil neuf cent cinq, le conseil d'administration des "Missionnaires de la Compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q.," réuni en session, a autorisé et délégué le révérend Armand Bouchet, son président à renouveler avec le gouvernement de Québec, le contrat pour l'admission et l'entretien des élèves à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, et à faire tout ce que de droit concernant le dit contrat, comme aussi à le modifier, s'il le juge utile.

Lecture faite.

(Signé) ARMAND BOUCHET, Ptre, C. M.,
Président.

" JOSEPH DROUSSET, P. C. M.,
Secrétaire.

Vraie copie,

JOSEPH DROUSSET, Ptre,
Secrétaire.

Ceci est la copie de la résolution du conseil d'administration des Missionnaires de la Compagnie de Marie, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et les dits Missionnaires de la Compagnie de Marie, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) AMD. ROBITAILLE.
" ARMAND BOUCHET, Ptre, S. M.
" C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 3 février 1905.

*Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de
l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort.*

No 53.

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du vingt-quatre janvier (1905), soumet au conseil, pour ratification, le contrat passé devant M^{re} C.-E. Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 7 janvier 1905, avec les Missionnaires de la Compagnie de Marie, à Notre-Dame de Montfort, comté d'Argenteuil, pour la garde et l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie...

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 3) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, pour l'entretien des enfants envoyés à l'Hospice Saint-Charles de Québec.

L'honorable M. Roy, appuyé par l'honorable M. Tessier, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—

Et la proposition étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la dite résolution qu'il recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu.—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet du soin et de l'entretien des enfants envoyées à l'Hospice Saint-Charles de Québec, passé le vingt-quatrième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles Delagrave, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant gouverneur en conseil en date du 3 février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE " A "

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le vingt-quatre janvier, devant CHARLES DELAGRAVE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, aux présentes représenté par l'honorable AMÉDÉE L'OBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du Roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil No 20, en date du quatre janvier mil neuf cent cinq, et approuvé le sept janvier mil neuf cent cinq, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ;

ET

L'ASILE DU BON-PASTEUR DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'Hospice Saint-Charles de Québec, représenté aux présentes par madame Marie-Pauline Pellerier, en religion sœur Marie de St Louis, supérieure générale et présidente de l'asile du Bon-Pasteur de Québec, spécialement autorisée aux fins du dit acte par une résolution passée par le conseil du dit asile du Bon-Pasteur de Québec, en date du 16 janvier mil neuf cent cinq, et approuvé par Sa Grandeur Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec, et dont copie a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par la dite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS ont fait entre eux les stipulations et conventions suivantes, savoir :

I

Le dit asile du Bon-Pasteur de Québec, dument autorisé aux fins des présentes par Sa Grandeur Monseigneur Bégin, archevêque de Québec, tel qu'il appert de la dite résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom d'Hospice Saint-Charles de Québec ; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et à les y assujettir, enfin à les traiter, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées ces dites écoles. De plus, le dit asile du Bon-Pasteur de Québec s'engage à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, en cas de décès, à faire enterrer à ses frais tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leurs familles.

II

Les dites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

III

Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde, le dit asile du Bon-Pasteur de Québec sera tenu de les appréhender et de les faire revenir à ses frais.

IV

Le dit asile du Bon-Pasteur sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune des dites enfants.

V

A défaut par le dit asile du Bon-Pasteur de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seraient restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

VI

Le dit asile du Bon-Pasteur de Québec devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de

Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

VII

Le dit asile du Bon-Pasteur de Québec sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placée par lui en dehors de la dite école d'industrie.

VIII

Otre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il est loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, les dites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par le dit asile du Bon-Pasteur de Québec.

IX

A défaut par le dit asile du Bon-Pasteur de Québec d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

X

Le présent contrat est fait pour un terme de dix années, à compter du quatre mars mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

XI

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer à l'asile du Bon-Pasteur, au bureau du trésorier de la province, une somme de cinq piastres et cinquante centins par mois pour chacune des dites enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

XII

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers le dit asile du Bon-Pasteur de Québec à lui confier des enfants, dans les dites écoles, en nombre suffisant pour que, au prix de cinq piastres et cinquante centins ci-haut fixé pour chaque enfant, le dit asile reçoive, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins huit mille piastres.

XIII

Il est enfin entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Et, à ces présentes est intervenu Monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit asile, lequel, après avoir pris communication du dit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

DONT ACTE fait à Québec, sous le numéro soixante-douze des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les comparants ont signé avec moi, dit notaire.

(Signé)	AMD. ROBITAILLE,
"	MARIE-PAULINE PELLETIER,-
"	Sr M. de St-Louis, supre génle.
"	† L. N., ARCH. DE QUÉBEC.
"	CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905.

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux, et les pères maristes de Montfort, pour asile de réforme et d'industrie.

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier (1905), expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé, et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou soumis aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

En conséquence, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujets à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif,

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N.P.

EXTRAIT des registres des délibérations du conseil de la corporation de l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

Assemblée tenue à Québec, le seize janvier mil neuf cent cinq.

Madame la présidente fait connaître que le gouvernement provincial représenté par l'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, est prêt à renouveler le contrat actuel de l'Hospice Saint-Charles aux mêmes conditions et il est résolu :

1. Que l'asile du Bon-Pasteur de Québec accepte le renouvellement de ce contrat tel que proposé ;

2. Que madame Marie-Pauline Pelletier, en religion sœur Marie de Saint-Louis, supérieure générale et présidente, est autorisée, avec l'approbation de Sa Grandeur Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec, à signer le susdit contrat.

Je, soussigné, certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au registre des délibérations de l'asile du Bon Pasteur de Québec.

Asile du Bon-Pasteur. }
Québec, 16 janvier 1905. }

(Signé)

Sr M. DE ST-RAPHAEL,

Secrétaire.

Vu et approuvé le 16 janvier 1905.

(Signé)

† L. N., ARCH. DE QUÉBEC.

Ceci est la copie de la résolution à laquelle il est référé dans l'acte ci-annexé passé devant le notaire soussigné, le vingt-quatre janvier mil

neuf cent cinq, après avoir été signée par les parties et le notaire, le même jour, même année.

(Signé) AMD ROBITAILLE.
" MARIE PAULINE PELLETIER,
 SR M. de ST-LOUIS, supre gèné.
" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CEDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 3 février 1905.

Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de l'école d'industrie de l'Hospice Saint-Charles de Québec.

No 54.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du vingt-quatre janvier (1905), soumet au conseil, pour ratification, le contrat passé devant Mtre Charles Delagrave, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 7 janvier 1905, avec l'asile du Bon-Pasteur de Québec, pour la garde et l'entretien des filles qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de " Hospice Saint-Charles de Québec."

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER.
Greffier du Conseil exécutif.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet du soin et de l'entretien des enfants envoyées à l'Hospice Saint-Charles de Québec, passé le vingt-quatrième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles Delagrave, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'asile du Bon Pasteur de Québec, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 3 février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE "A"

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le vingt-quatre janvier, devant CHARLES DELAGRAVE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, aux présentes représenté par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du Roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil No 20, en date du quatre janvier mil neuf cent cinq, et approuvé le sept janvier mil neuf cent cinq, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes ;

ET

L'ASILE DU BON-PASTEUR DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'Hospice Saint Charles de Québec, représenté aux présentes par madame Marie-Pauline Pelletier, en religion sœur Marie de St-Louis, supérieure générale et présidente de l'asile du Bon-Pasteur de Québec, spécialement autorisée aux fins du dit acte par une résolution passée par le conseil du dit asile du Bon-Pasteur de Québec, en date du 16 janvier mil neuf cent cinq, et approuvée par Sa Grandeur Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec, et dont copie a été annexée à la minute de cet acte, après avoir été reconnue véritable par la dite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS ont fait entre eux les stipulations et conventions suivantes, savoir :

I

Le dit asile du Bon-Pasteur de Québec dûment autorisé aux fins des présentes par Sa Grandeur Monseigneur Bégin, archevêque de Québec, tel qu'il appert de la dite résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom d'Hospice Saint-Charles de Québec ; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et à les y assujettir, enfin à les traiter, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées ces dites écoles. De plus, le dit asile du Bon-Pasteur de Québec s'engage à leur donner tous les soins nécessaires tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire enterrer à ses frais tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leurs familles.

II

Les dites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

III

Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde, le dit asile du Bon-Pasteur de Québec sera tenu de les appréhender et de les faire revenir à ses frais.

IV

Le dit asile du Bon-Pasteur sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune des dites enfants.

V

A défaut par le dit asile du Bon-Pasteur de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seraient restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

VI

Le dit asile du Bon-Pasteur de Québec devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

VII

Le dit asile du Bon-Pasteur de Québec sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placée par lui en-dehors de la dite école d'industrie.

VIII

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il est loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, les dites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par le dit asile du Bon-Pasteur de Québec.

IX

A défaut par le dit asile du Bon-Pasteur de Québec d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

X

Le présent contrat est fait pour un terme de dix années, à compter du quatre mars mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

XI

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer à l'asile du Bon-Pasteur, au bureau du trésorier de la province, une somme de cinq piastres et cinquante centins par mois pour chacune des dites enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

XII

Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers le dit asile du Bon-Pasteur de Québec à lui confier des enfants, dans les dites écoles, en nombre suffisant, pour que, au prix de cinq piastres et cinquante centins ci-haut fixé pour chaque enfant, le dit asile reçoive chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins huit mille piastres.

XIII

Il est enfin entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Et, à ces présentes est intervenu Monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit asile, lequel, après avoir pris communication du dit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

DONT ACTE fait à Québec, sous le numéro soixante-douze des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les comparants ont signé avec moi, dit notaire.

(Signé)	AMD. ROBITAILLE,
"	MARIE-PAULINE PELLETIER, Sr M. de St-Louis, supre gñle.
"	† L N., ARCH. DE QUÉBEC,
"	CHARLES DELAGRAVE N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905.

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort pour asiles de réforme et d'industrie.

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier (1905), expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé, et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

En conséquence l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujets à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions

qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Legislature.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

EXTRAIT des registres des délibérations du conseil de la corporation de l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

Assemblée tenue à Québec, le seize janvier mil neuf cent cinq.

Madame la présidente fait connaître que le gouvernement provincial, représenté par l'honorable A. Robitaille, secrétaire de la province, est prêt à renouveler le contrat actuel de l'Hospice Saint-Charles aux mêmes conditions, et il est résolu :

1. Que l'asile du Bon-Pasteur de Québec accepte le renouvellement de ce contrat tel que proposé :

2. Que madame Marie-Pauline Pelletier, en religion sœur Marie de Saint-Louis, supérieure générale et présidente, est autorisée avec l'approbation de Sa Grandeur Monseigneur L.-N. Bégin, archevêque de Québec, à signer le susdit contrat.

Je, soussignée, certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au registre des délibérations de l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

Asile du Bon-Pasteur, } (Signé) Sr M. DE ST-RAPHAEL,
Québec, 16 janvier 1905. } *Secrétaire.*

Vu et approuvé le 16 janvier 1905.

(Signé) † L. N., ARCH. DE QUÉBEC.

Ceci est la copie de la résolution à laquelle il est référé dans l'acte ci-annexé passé devant le notaire soussigné, le vingt-quatre janvier mil

neuf cent cinq, après avoir été signée par les parties et le notaire, le même jour, même année.

(Signé) AMD. ROBITAILDE,
" MARIE PAULINE PELLETIER,
SR M. de St-Louis, supra génle.
" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie,

CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 3 février 1905.

Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de l'école d'industrie de l'Hospice Saint-Charles de Québec.

No 54

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du vingt-quatre janvier (1905), soumet au conseil pour ratification, le contrat passé devant Mtre Charles Delagrave, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 7 janvier 1905, avec l'asile du Bon-Pasteur de Québec, pour la garde et l'entretien des filles qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de " Hospice Saint-Charles de Québec ".

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 4) concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyés à l'Hospice Saint-Charles de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie

L'honorable M. Roy propose, secondé par l'honorable M. Tessier : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;—

Et la proposition étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative

L'honorable M. Roy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la dite résolution qu'il recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie, à Lévis passé le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles-Edmond Taschereau, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 2 février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le trente et unième jour du mois de janvier, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI ÉDOUARD VII, ici représenté par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du

gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, à Lévis, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, représenté aux présentes par la révérende sœur Marie-Emma Sirois, en religion sœur Sainte-Théodore, dépositaire des sœurs de la Charité, spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil du dit hospice, en date du dix-neuvième jour du mois de janvier courant et approuvée par monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et supérieur ecclésiastique du dit hospice ; copie de laquelle résolution ainsi approuvée est annexée aux présentes après avoir été signée et paraphée par les parties aux présentes et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, loger, entretenir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin et du sexe féminin qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom d'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès, de faire inhumer, à leurs frais, tous les corps qui ne seront pas réclamés par leur famille, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dits enfants, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles.

2. Les dites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de les faire appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun des dits enfants. A défaut par le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places sont restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera, de plus, tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé par lui en dehors de la dite école d'industrie.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires et autres personnes autorisées par le dit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, les dites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

8. A défaut par le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter du quatre mars prochain, mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

10. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer au dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres par mois, pour chacun des dits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

11. Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de lui confier des enfants dans les dites écoles en nombre suffisant pour que, au prix de six piastres

ci-haut fixé pour chaque enfant, le dit hospice reçoive, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins cinq mille piastres.

12. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Et, à ces présentes est intervenu MONSEIGNER LOUIS-NAZAIRE BÉGIN, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice, lequel, après avoir pris communication du dit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille huit cent soixante-quatre des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec le dit notaire.

(Signé) SR M. EMMA SIROIS, dite STE-
THÉODORE, Dépre.

“ † L. N. Arch. de Québec.

“ AMD. ROBITAILLE.

“ C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date
du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur
le 7 janvier 1905.

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie.

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier (1905), expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé, et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'in-

dustrie avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Ésquimaux et les Pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

En conséquence, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujets à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excede pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant C.-E. Taschereau, le notaire sous-signé, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé) SR M. EMMA SIROIS, dite STE
THÉODORE, Dèpre.

" † L. N. Arch. de Québec

" AMD. ROBITAILLE

" C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE.

Lévis, P. Q., 18 janvier 1905.

A une assemblée du conseil des Sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance à Lévis, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq, il a été résolu que Sr M.-E. Sirois, dite Sainte-Théodore, dépositaire des Sœurs de la Charité de Québec, soit et elle est autorisée par la présente résolution, à signer un contrat avec le gouvernement provincial et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de Lévis pour la

garde et l'entretien des enfants des deux sexes internés à l'école d'industrie et de réforme, au dit hospice, aux conditions stipulées dans le dit contrat.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance,

Lévis, P. Q., 19 janvier 1905.

(Signé)	SR MARIE DU SACRÉ CŒUR, Supr.
"	SR ST-VINCENT DE PAUL, Ass.
"	SR STE-AURÉLIE, Dépre
"	SR STE-FÉLICITÉ, Hosp.
"	SR MECHILDE DU ST-SACREMENT, Sec.

Approuvé :

(Signé) † L. N., Arch. de Québec.

Ceci est la copie de la résolution du conseil des Sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé)	SR M. EMMA SIROIS, dite STE- THEO ORE, Dépre
"	† L. N., Arch. de Québec.
"	AMD. ROBITAILLE,
"	C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 février 1905.

Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de l'école d'industrie de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du premier février 1905, soumet au conseil pour approbation et ratification, le contrat passé devant M^{re} C.-E. Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis, pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes qui seront envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de "Hospice Saint-Joseph de la Délivrance."

(Certifié.)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie, à Lévis, passé le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq, devant Charles-Edmond Taschereau, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 2 février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le trente et unième jour du mois de janvier, devant CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représenté par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi,

agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, à Lévis, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, représenté aux présentes par la révérende sœur Marie-Emma Sirois, en religion sœur Sainte-Théodore, dépositaire des sœurs de la Charité, spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil du dit hospice, en date du dix-neuvième jour du mois de janvier courant et approuvée par monseigneur Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et supérieur ecclésiastique du dit hospice ; copie de laquelle résolution ainsi approuvée est annexée aux présentes après avoir été signée et paraphée par les parties aux présentes et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, loger, entretenir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin et du sexe féminin qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom d'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès, de faire inhumer, à leurs frais, tous les corps qui ne seront pas réclamés par leur famille, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dits enfants, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles.

2. Les dites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde le dit

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de les faire appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun des dits enfants. A défaut par le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera, de plus, tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé par lui en dehors de la dite école d'industrie.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires et autres personnes autorisées par le dit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, les dites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

8. A défaut par le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter du quatre mars prochain, mil neuf cent cinq, devant expirer le quatre mars mil neuf cent quinze.

10. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer au dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres par mois, pour chacun des dits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

11. Le gouvernement de cette province, s'oblige et s'engage envers le

dit Hospice de Saint-Joseph de la Délivrance de lui confier des enfants dans les dites écoles en nombre suffisant pour que, au prix de six piastres ci-haut fixé pour chaque enfant, le dit hospice reçoive chaque année en vertu du présent contrat une somme d'au moins cinq mille piastres.

12. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

Et, à ces présentes est intervenu MONSEIGNEUR LOUIS-NAZAIRE BÉGIN, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice, lequel, après avoir pris communication du dit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro deux mille huit cent soixante-quatre des minutes du dit C.-E. Taschereau.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec le dit notaire.

(Signé) SR M. EMMA SIROIS, dite STE-
THÉODORE, Dépre.

“ † L. N. Arch. de Québec.

“ AMD. ROBITAILLE.

“ C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905.

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du trois janvier (1905), expose :

Que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la

garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères maristes de Montfort ;

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire ;

En conséquence, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujets à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toute autre si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres, tels contrats devant être approuvés par la Législature.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant C.-E. Taschereau, le notaire sous-signé, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé)	SR M. EMMA SIROIS, dite STE- THÉODORE, Dépre.
"	† L. N. Arch de Québec.
"	AMD. ROBITAILLE.
"	C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE.

Lévis, P. Q., 18 janvier 1905,

A une assemblée du conseil des Sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance à Lévis, le dix-neuvième jour de janvier mil neuf cent cinq, il a été résolu que Sr M.-E. Sirois, dite Sainte-Théodore,

dépositaire des Sœurs de la Charité de Québec, soit et elle est autorisée par la présente résolution, à signer un contrat avec le gouvernement provincial et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de Lévis pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes internés à l'école d'industrie et de réforme, au dit hospice, aux conditions stipulées dans le dit contrat.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

Lévis, P. Q., 19 janvier 1905

(Signé)	SR MARIE DU SACRÉ CŒUR, Supre.
"	SR ST VINCENT DE PAUL, Ass.
"	SR STE AURÉLIE, Dépre.
"	SR STE-FÉLICITÉ, Hosp.
"	SR MECHILDE DU ST-SACREMENT, Sec.

Approuvé :

(Signé) † L. N., Arch. de Québec.

Ceci est la copie de la résolution du conseil des Sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et le dit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant C.-E. Tachereau, le notaire soussigné, le trente et unième jour de janvier mil neuf cent cinq.

(Signé)	SR M. EMMA SIROIS, dite STE-THÉODORE, Dépre.
"	† L. N., Arch. de Québec.
"	AMD. ROBITAILLE,
"	C.-E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 2 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 février 1905.

Sur l'approbation du contrat pour l'entretien de l'école d'industrie de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

No 55.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du premier février 1905, soumet au conseil pour approbation et ratification, le contrat passé devant M^{re} C.-E. Taschereau, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à Lévis, pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes qui seront envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de " Hospice Saint-Joseph de la Délivrance. "

(Certifié.)

GUSTAVE GRENIER,

- Greffier du Conseil exécutif,

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

Ordonné.—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 6) concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Tessier: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général.

La motion est soumise à la Chambre et est adoptée.

L'honorable M. Roy informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution qu'il recommande à sa considération.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet du soin et de l'entretien des enfants du sexe féminin envoyés aux écoles de réforme et d'industrie du Bon-Pasteur, à Montréal, passé le seizième jour de février mil neuf cent cinq, devant William Henry Edge, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil No 87, en date du dix-huit février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le seizième jour du mois de février, par devant WILLIAM HENRY EDGE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et district de Montréal, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représenté par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes, par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, No 20, en date du 4 janvier 1905, et approuvé le 7 janvier 1905, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes,

Partie de première part ;

ET

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement

en la cité de Montréal, et ci-après appelée "les dames religieuses", agissant aux présentes par dame Philomène Larivière, connue en religion comme sœur Marie de Sainte-Hélène, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de la dite corporation, en date du quinze février courant, copie de laquelle est demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, *ne varietur*,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité, dûment autorisées aux fins des présentes, par le révérend Messire Z. Racicot, vicaire général et administrateur du diocèse de Montréal, suivant qu'il appert d'une résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir et instruire tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie communément connues sous le nom d'Écoles des révérendes sœurs du Bon Pasteur de Montréal, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leurs familles, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dites enfants, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction, et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles.

Les dites dames religieuses seront soumises et sujettes aux lois de cette province, au sujet des dites écoles de réforme et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées à leur garde, les dames religieuses seront tenues de les faire revenir à leurs frais.

Les dites dames religieuses seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire, dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune des dites enfants.

A défaut par les dites dames religieuses de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

Les dites dames religieuses seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, les dites écoles ainsi tenues par les dites dames religieuses.

Les dites dames religieuses devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

A défaut par les dites dames religieuses d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est pour un terme de dix ans, à compter du quatre mars prochain 1905, devant expirer le 4 mars 1915.

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacune des dites enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

Le gouvernement de cette province, s'oblige et s'engage, envers les dites dames religieuses, de leur confier des enfants en nombre suffisant pour que, au prix de cinq piastres et demie, ci-haut fixé pour chaque enfant, les dites dames religieuses perçoivent, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins quatre mille piastres, cours actuel.

Il est entendu qu'un ordre en conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et qu'elles seront sujettes aussi à ratification par la Législature.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, sous le numéro deux mille trois cent vingt-deux des actes du répertoire du notaire sousigné.

Et, après lecture faite, les parties aux présentes ont signé avec le notaire.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
 " SR. M. DE STE-HÉLÈNE LARIVIÈRE,
 Supér. prov.
 " WM. H. EDGE.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

WM. H. EDGE,
Notaire.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 16 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 18 février 1905.

No 87.

Sur l'approbation d'un contrat avec les Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur de Montréal.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du seize février 1905, soumet au conseil pour approbation et ratification, le contrat dont copie est annexée au dit mémoire passé devant Mtre Wm. Henry Edge, notaire public, de la cité de Montréal, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec les Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur de Montréal, pour la garde et l'entretien des enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réformation et d'industrie, communément connues sous le nom d'Ecoles des révérendes Sœurs du Bon-Pasteur de Montréal.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,— Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Perrault rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu, — Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet du soin et de l'entretien des enfants du sexe féminin envoyées aux écoles de réforme et d'industrie du Bon-Pasteur, à Montréal, passé le seizième jour de février mil neuf cent cinq, devant William Henry Edge, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, tel qu'approuvé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil No 87, en date du dix-huit février 1905, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A.

CONTRAT

L'an mil neuf cinq, le seizième jour du mois de février, par devant WILLIAM HENRY EDGE, notaire public, pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et district de Montréal, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représenté par l'honorable AMÉDÉE ROBITAILLE, de la cité de Québec, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes, par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, No 20, en date du 4 janvier 1905, et approuvé le 7 janvier 1905, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes,

Partie de première part ;

ET

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et ci-après appelée "les dames religieuses", agissant aux présentes par dame Philomène Larivière, connue en religion comme sœur Marie de Sainte-Hélène, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de la dite corporation, en date du quinze février courant, copie de laquelle est demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, *ne varietur*,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité, dûment autorisées aux fins des présentes, par le révérend Messire Z. Racicot, vicaire général et administrateur du diocèse de Montréal, suivant qu'il appert d'une résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir et instruire tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie communément connues sous le nom d'Ecoles des révérendes sœurs du Bon-Pasteur de Montréal, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leurs familles, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dites enfants, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction, et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles.

Les dites dames religieuses seront soumises et sujettes aux lois de cette province, au sujet des dites écoles de réforme et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées à leur garde, les dames religieuses seront tenues de les faire revenir à leurs frais.

Les dites dames religieuses seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire, dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune des dites enfants.

A défaut par les dites dames religieuses de fournir le dit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront restées ainsi vacantes.

Les dites dames religieuses seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, les dites écoles ainsi tenues par les dites dames religieuses.

Les dites dames religieuses devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec, pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants

A défaut par les dites dames religieuses d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit

Le présent contrat est pour un terme de dix ans, à compter du quatre mars prochain 1905 devant expirer le quatre mars 1915.

De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacune des dites enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois, mais le montant mensuel ne sera jamais une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des élèves ci-après fixé.

Le gouvernement de cette province, s'oblige et s'engage, envers les dites dames religieuses, de leur confier des enfants en nombre suffisant pour que, au prix de cinq piastres et demi, ci-haut fixé pour chaque enfant, les dites dames religieuses perçoivent, chaque année, en vertu du présent contrat, une somme d'au moins quatre mille piastres, cours actuel.

Il est entendu qu'un ordre en conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et qu'elles seront sujettes aussi à ratification par la Législature.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, sous le numéro deux mille trois cent vingt-deux des actes du répertoire du notaire sous-signé.

Et, après lecture faite, les parties aux présentes ont signé avec le notaire.

(Signé) AMD. ROBITAILLE,
" SR. M. DE STE-HÉLÈNE LARIVIÈRE,
Supér. prov.
" WM. H. EDGE.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

WM. H. EDGE,
Notaire.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 16 février 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 18 février 1905.

No 87.

Sur l'approbation d'un contrat avec les Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur de Montréal.

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du seize février 1905, soumet au conseil pour approbation et ratification, le contrat dont copie est annexée au dit mémoire passé devant M^{re} Wm Henry Edge, notaire public, de la cité de Montréal en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec les Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur de Montréal, pour la garde et l'entretien des enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, communément connues sous le nom d'Ecoles des révérendes sœurs du Bon Pasteur de Montréal.

(Certifié,)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

Ordonné,— Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 7) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (143) détachant du comté de Nicolet certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,— Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (151) détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour toutes fins, au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (146) amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre comme raison sociale.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault — Depuis la réponse No 62, à un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 5 avril 1904, contenant copie de l'acte 3 Ed VII, chap. 54, passé par le parlement du Canada, et copie du traité, en date du 19 octobre 1903, entre " The Quebec Bridge and Railway Co " et Sa Majesté le Roi Edouard VII, est-il à la connaissance du gouvernement provincial que le gouvernement du Canada ait exercé son droit de s'emparer de la totalité de l'entreprise, de l'actif, des biens et des concessions de la compagnie par l'application de la clause 18^{me} du dit traité, ou qu'il ait donné avis de son intention ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : — Non.

Par M. Panet. — La compagnie d'assurance sur la vie " Dominion Life " a-t-elle fait chaque année, son rapport au gouvernement et a-t-elle payé ses taxes sur ses opérations dans cette province ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—Non ; la compagnie n'a aucun bureau d'affaires dans cette province.

Par M. Bernard —1. Le gouvernement s'est-il engagé à dépenser des argents, qu'il n'a pas encore dépensés dans le comté de Shefford, pour des fins de colonisation ?

2. Dans l'affirmative, se propose-t-il de dépenser ces argents ?

3. Quand et pour quels travaux en particulier ces argents seront-ils dépensés ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Le département a, le 30 juin 1904, autorisé M. Antoine Ducharme à dépenser une somme de \$500.00. M. Ducharme a produit un rôle de paie qui a été soldé, pour des travaux faits du 11 au 30 août 1904 au montant de \$175.14.

2. Si, avant l'expiration de la présente année financière, des travaux sont exécutés, nous paierons jusqu'à concurrence de la balance disponible, savoir : \$324.86.

3. Pour aider au creusement des rapides et au nettoyage d'une certaine partie de la rivière Mawcook, dans la paroisse de Granby.

Par M. Bernard.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé d'argent, pour les fins de colonisation, dans le comté de Shefford, depuis le 30 juin 1902 ?

2. Dans quelle partie du comté de Shefford ces argents ont-ils été dépensés ?

3. Pour quels travaux ?

4. Entre les mains de quelles personnes ces argents ont-ils été remis par le gouvernement ?

5. Qui a agi comme directeur de ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—La réponse à cette interpellation pour tous les paragraphes qu'elle contient se trouve :

1. Aux pages 90 et 91 du rapport général du Ministre de la Colonisation de 1903, pour la période du 30 juin 1902 au 30 juin 1903

2. Aux pages 94 et 95 du rapport général du Ministre de la Colonisation de 1904, pour la période entre le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904

3. Pour la présente année financière il n'y a pas eu d'autres travaux que ceux mentionnés dans la réponse à une autre interpellation produite ce jour.

Par M. Taschereau —1. Le gouvernement a-t-il l'intention de procéder à la vente des limites à bois avant la clôture de la présente année fiscale ?

2. Dans l'affirmative, qu'elle étendue de limites se propose-t-il de vendre ?

3. Si telle vente a lieu, le gouvernement a-t-il l'intention d'opérer quelques changements dans le mode suivi dans le passé pour procéder à ces ventes ?

4. Quels seront ces changements, si le gouvernement se propose d'en apporter ?

5. Quel montant le gouvernement croit-il qu'il sera nécessaire de prélever ?

6. Le gouvernement vendra-t-il des limites jusqu'à ce qu'il ait réalisé le montant qui lui est nécessaire ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—A l'étude.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (44) concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le dit bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (35) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens Français ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (71) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (93) constituant en corporation " The Children's Memorial Hospital " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (50) constituant en corporation l'Institut des Petites-Filles de Saint-Joseph ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (41) autorisant les commissaires des écoles catholiques de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gendron fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (37) modifiant la charte de la " Montreal Maternity " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (90) amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (47) validant une vente faite par Albert F. Mussen à Henry S. Mussen et les décharge et quittance y contenues données par Dame Elizabeth Georgina Cleghorn; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morisset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (84) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat après examen; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kaine fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (73) concernant la compagnie du Pont St-Pie.

Et bill (58) constituant en corporation le Gymnase de Montréal.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 1er mai 1905

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Prévost,—la pétition du révérend J. A Séguin et autres, du comté d'Ottawa.

Par M. Pelletier,—la pétition de Frank J. Day et autres, de Montréal.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est

Résolu,—Que, vu le budget supplémentaire soumis à la Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1905, et l'urgence qui existe de solder les dépenses se rattachant aux contingents des départements et au service des Asiles d'aliénés, une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant d'émettre son mandat en faveur du Trésorier de la province pour la somme de \$40,000.00, et assurant Son Honneur que la Chambre lui entendra compte

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 88), concernant la commune de Laprairie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 11) amendant la loi concernant les cercles agricoles.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 8) amendant la loi de l'Instruction Publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 10) amendant le Code municipal concernant l'érection des villages.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 20 mars 1905, demandant copie des arrêtés du conseil, requêtes, correspondance en rapport avec la fixation et l'insuffisance des termes de la cour supérieure pour le district de Terrebonne et de la cour de circuit dans et pour le comté de Terrebonne.

(Document de la session No 49.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 avril 1905, pour la production d'une copie ; 1. Des instructions données par le gouvernement ou par le Procureur-Général, ou son assistant, aux divers coroners de cette province, ou à aucun d'eux, depuis l'entrée en vigueur de la loi 43-44 Vict, ch. 10, jusqu'à ce jour, sur la manière de remplir les devoirs de leur charge. 2. Copie du tarif en vertu duquel sont taxés les comptes des coroners.

(Document de la session No 50.)

Et réponse à une adresse, en date du 26 avril 1905, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, et de tous documents échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet d'aucun octroi pour la construction du pont de Québec, depuis le 30 juin 1904.

(Document de la session No 51.)

Et, réponse à une adresse, en date du 27 avril 1905, pour la production d'une copie de tous ordres en Conseil et de la correspondance officielle et autre, concernant la démission de l'honorable Louis Sylvestre, comme conseiller législatif de cette province pour la division de Lanaudière et de la nomination, en son remplacement, de M. Jules Allard, député du comté de Yamaska, à l'Assemblée législative de cette Province.

(Document de la session No 52.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le

Bill (67) constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (68) autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre de nouvelles obligations et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kaine fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (55) constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du Lac Achigan et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin (Iberville) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que ce bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (45) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de Téléphone de Bellechasse et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (75) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (81) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (40) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (91) accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Montmagny.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Langlois.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé, annuellement, pour le maintien des écoles normales depuis 1880 ?

2. Combien y a-t-il actuellement d'écoles normales dans la province de Québec ? Où sont-elles situées ?

3. Quelles sommes le gouvernement a-t-il dépensées pour chacune d'elles durant l'exercice 1903-04 ?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de fonder de nouvelles écoles normales ? Dans l'affirmative, où se propose-t-il de les établir ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. En l'année	1880-81	\$	43,500 00
"	"		
"	1881-82		42,000 00
"	"		
"	1882-83		46,000 00
"	"		
"	1883-84		42,000 00
"	"		
"	1884-85		42,000 00
"	"		
"	1885-86		42,000 00
"	"		
"	1886-87		42,000 00
"	"		
"	1887-88		42,000 00
"	"		
"	1888-89		42,000 00
"	"		
"	1889-90		42,000 00
"	"		
"	1890-91		43,000 00
"	"		
"	1891-92		43,000 00
"	"		
"	1892-93		43,009 60
"	"		
"	1893-94		43,000 00
"	"		
"	1894-95		43,000 00
"	"		
"	1895-96		43,000 00
"	"		
"	1896-97		43,000 00
"	"		
"	1897-98		43,000 00
"	"		
"	1898-99		43,000 00
"	"		
"	1899-00		43,000 00
"	"		
"	1900-01		46,000 00
"	"		
"	1901-02		46,000 00
"	"		
"	1902-03		51,000 00
"	"		
"	1903-04		46,000 00

\$1,044,509 60

2. Trois. Une à Québec, deux à Montréal. Chacune de ces institutions ayant une école normale de filles et une école normale de garçons.

3. Ecole normale Jacques-Cartier.....	\$ 14,233 33
“ “ McGill.....	16,866 67
“ “ Laval.....	14,900 00

\$ 46,000 00

4. A l'étude.

Par M. Langlois.—1. Combien a coûté annuellement le maintien du Bureau central des examinateurs depuis 1898 ?

2. Quelles sont les personnes qui composent le Bureau central des examinateurs.

3. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à chacune d'elles en traitements, frais de déplacement et autres, durant l'exercice 1903-04 ?

4. Combien de diplômes ont été donnés annuellement par le Bureau Central des Examinateurs depuis 1898 ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. \$708.80 pour 1898 ; \$375.00 pour 1899 ; \$325.00 pour 1900. Depuis, le maintien du Bureau central des examinateurs catholiques n'a rien coûté au gouvernement.

2. J. C. K. Laflamme, président.

M. le Chanoine G. Dauth, vice-recteur de l'Université Laval, à Montréal

M. l'abbé P. J. A. Lefebvre, supérieur du séminaire de Sherbrooke.

M. l'abbé J. C. Vincent, professeur au collège de Valleyfield.

M. John Tompkins, professeur au collège de Montréal.

M. Calixte Brault, inspecteur d'écoles.

M. John Ahern, professeur à l'école normale Laval.

M. C. J. Magnan, professeur à l'école normale Laval.

M. Chs. A. Lefebvre, professeur de dessin à l'école normale Laval.

M. J. O. Cassegrain, professeur à l'école normale Jacques-Cartier.

M. J. N. Miller, officier spécial de l'Instruction publique, secrétaire.

3. Rien.

4 1898.....	\$ 615
1899.....	849
1900.....	984
1901.....	941
1902.....	1,276
1903.....	1,122
1904.....	1,346

La réponse détaillée à cette dernière question se trouve dans le dernier rapport annuel du Surintendant de l'Instruction publique, page 303.

Par M. Bernard.—Quels sont les prénoms, occupations et résidence

de ce M. Belisle, mentionné dans une réponse à une interpellation qui se trouve à la page 141 des procès-verbaux de la Chambre, pour la présente session ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Joseph-Adolphe Belisle, secrétaire et inspecteur-général de la chasse et de la pêche, réside au numéro 37, rue St-Eustache, Québec.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, pendant la présente session, des résolutions relatives à l'augmentation de la représentation à l'Assemblée Législative ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Non.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter aucune mesure pendant la présente session, à l'effet d'amender la loi dite "Loi des Douze Enfants," de manière à faire disparaître tout retard dans le paiement de la prime de \$50.00 ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Le gouvernement a déjà répondu à cette question.

Par M. Perrault.—Pour la construction ou restauration des palais de Justice dans chaque district, le gouvernement a-t-il l'intention de favoriser à l'avenir l'adoption de lois spéciales telles que la loi 1 Ed. VII, chap 4 pour le palais de justice du district de Beauharnois et la loi 2 Ed VII, chap. 6, pour le palais de justice du district de St-François, ou d'items budgétaires spéciaux, tels que ceux de 1903 et 1904 pour le bureau d'enregistrement à Montréal, ou de s'en tenir aux lois ordinaires de cette province, telles que spécifiées dans les articles depuis 2730 jusqu'à 2753, inclusivement, des Statuts refondus ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Le gouvernement agira dans le meilleur intérêt de la province, suivant les circonstances.

Par M. Perrault.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que, par une comparaison des recettes et des dépenses du district judiciaire de Montréal, avec les recettes et les dépenses des autres districts de la province, et par l'application stricte des lois spécifiées dans les articles depuis 2730 jusqu'à 2753, inclusivement, des Statuts refondus, le district de Montréal fournit plus que sa part légitime au revenu de la province ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement serait-il disposé à prendre les mesures nécessaires pour diminuer les taxes générales et spéciales que les justiciables du district de Montréal sont appelés à payer, lorsqu'ils ont recours aux tribunaux ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—Non.

Par M. Perrault.—1. Le gouvernement a-t-il mis à l'étude, depuis la session de 1903, les questions soulevées dans les divers débats, à l'effet de réaliser une augmentation de revenu, soit par la consolidation définitive de la dette provinciale à un taux réduit, soit par la revendication, auprès du gouvernement du Canada, des droits de la province dans le remboursement des sommes provenant des baux et permis de pêche, ou des sommes payées par les Etats-Unis pour l'indemnité des pêcheries ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Oui.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à exécution au moyen de mesures ministérielles, pendant la présente session, certaines parties du programme énoncé à Montréal par l'honorable Premier Ministre, le 5 avril 1905, telles que : 1. L'impôt spécial sur chaque transaction de bourse ?

2. La fondation d'écoles forestières ?

3. La division du département des terres, mines et pêcheries ?

4. L'augmentation de la subvention aux écoles ?

5. Les octrois spéciaux pour l'amélioration des chemins ?

6. Les nouvelles subventions aux chemins de fer ?

7. L'adoption d'une loi nouvelle pour les accidents du travail ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Oui.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (134) pour venir en aide à certaines corporations religieuses

M. Gillies, appuyé par M. Walker, propose què ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la second lecture du Bill (132) amendant la loi concernant la protection des intérêts publics, dans les rivières, criques et cours d'eau.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (2) concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites-Sœurs Fran-

ciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Ste-Anne de la Baie-St-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (3) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (4) concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyées à l'Hospice Saint-Charles de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (6) concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (7) concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames religieuses de Notre-

Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 2 mai 1905

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Dupuis,—les pétitions du révérend M. D. Reid et autres, et de John Blain et autres, de Montréal.

Par M. Taschereau,—la pétition de Dame E. C. Belleau et autres, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révd M. Ecrément et des marguilliers de Ste-Cunégonde de Montréal, demandant à faire disparaître certains doutes dans l'interprétation de la loi 4 Ed. VII, ch 3 ;

De Fortunat Duquette et autres demandant une loi donnant à la cour supérieure du district de Terrebonne une juridiction concurrente à celle du district d'Ottawa, pour l'expédition des affaires judiciaires civiles ;

De Frs. Foisy et autres, demandant une loi donnant à la cour supérieure du district de Terrebonne une juridiction concurrente à celle du district d'Ottawa, pour l'expédition des affaires judiciaires civiles ;

Et de William McIntyre et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Imperial Trust Company."

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (83) constituant en corporation la compagnie ' The Wilson Paterson Company ' ;

Bill (82) constituant en corporation les Frères de Saint-François Régis ;

Bill (39) exemptant les propriétés de l'Hôpital Guay, de St-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales ;

Bill (42) amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest ;

Et bill (85) concernant la succession de feu Laird Paton.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (87) autorisant l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ses membres, après examen ;

Et bill (89) déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère.

Le promoteur du Bill (31) concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac-St-Jean, ayant déclaré à votre comité qu'il désire ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre Honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Pelletier, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qu'il lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De O. Bélanger et autres demandant à être relevés de l'effet des lois d'expropriation de la cité de Montréal.

De L. J. B. Martin et autres demandant une loi ratifiant la vente de certains immeubles.

Et de George-Andrew Clunie demandant une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un Bill (No 38), constituant en corporation la ville de Thetford Mines.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 59), amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (No 101), autorisant George-Andrews Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 104), constituant en corporation la " Hampton Court Company, Limited. "

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill

(No 100), ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal, et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Foncier Franco-Canadien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 48), amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 127), amendant le Code civil relativement aux objets non réclamés en la possession des voituriers.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 126), amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1905, pour un état de toutes sommes payées par le gouvernement de la province de Québec, ou par aucun département du dit gouvernement, soit au maire de la paroisse du Château-Richer, soit au maire de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, soit à aucune autre personne, en rapport avec la construction d'un chemin macadamisé dans la paroisse du Château Richer et dans la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, dans le cours de l'automne dernier.

(Document de la session No 53)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 avril 1905, pour production de copie de l'état détaillé et assermenté de la Banque de Montréal, exigible le ou avant le premier mai 1904, en vue de la perception des taxes et en vertu de l'article 1143 des Statuts refondus, tel

qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15, et par la loi 61 Vict., chap. 15.
(*Document de la session No 54.*)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 avril 1905, pour production de copie de l'état détaillé et assermenté de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, exigible le ou avant le premier mai 1904, en vue de la perception des taxes, et en vertu de l'article 1148 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 59 Vict., chap. 15 et par la loi 61 Vict., chap. 15.
(*Document de la session No 55.*)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à examiner la résolution rapportée du comité des subsides, mardi, le 25 avril dernier, qui est lue, de nouveau, comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, coût des valises données aux membres du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolu,—Que cette Chambre adopte cette résolution.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (11) amendant la loi concernant les cercles agricoles.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (8) amendant la loi de l'Instruction publique.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Peltier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (10) amendant le Code municipal concernant l'érection des villages.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (128) amendant les articles 4055 et 4062 des Statuts refondus de la province de Québec.

M. Langlois, appuyé par M. Lemieux, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Lemay, et —

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de l'opinion de Sir J. G. Bourinot, adressée à l'honorable J. E. Robidoux, secrétaire de la province, en date du 2 juillet 1897, sur la limitation des pouvoirs de l'Exécutif en dehors de l'autorisation de la Législature.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état démontrant: 1. Quels comtés en vertu de la section 7, chapitre 110 des Statuts refondus du Bas-Canada, (telle que reproduite dans l'article 2744 des Statuts refondus de la province de Québec), ont droit à la somme de \$1,200 chacun, à même le fonds municipal du Bas-Canada (devenu le fonds des municipalités de la province de Québec), avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts, ont été payés, établissant séparément ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts et ceux qui ne les ont pas reçus. 2. Quels comtés, en vertu de la section 8, de l'acte ci-haut mentionné, reproduite dans l'article 2745 des Statuts refondus de la province de Québec, ont droit à la somme de \$600 chacun, à même le fonds ci-dessus, avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi ont été payés, établissant séparément ceux qui ont reçu l'octroi et ceux qui ne l'ont pas reçu.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie du rapport du shérif du district de Montréal sur l'application des sommes provenant du fonds de bâtisses et des jurés, dans le district, lors de la construction ou l'agrandissement du palais de justice actuel, d'après les lois spécifiées dans les articles depuis 2730 jusqu'à 2753 des Statuts refondus de la province.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous documents, correspondance, ordres en conseil, etc., depuis 1902, échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement du Canada en rapport avec le remboursement des sommes perçues depuis 1867 et provenant des baux et permis de pêche, ainsi qu'en rapport avec la revendication d'une partie de la somme payée par les États-Unis pour l'indemnité dite des pêcheries.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous ordres en conseil, documents, etc., autori-

sant le Trésorier à prélever, par l'émission de débentures provinciales, les sommes nécessaires à la restauration ou l'agrandissement du palais de justice du district de Montréal, suivant l'article 2742 des Statuts refondus de la Province.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre :—Copies de tous ordres en conseil passés en vertu des articles 2737-2738 et 2742 des Statuts refondus, en rapport avec le fonds des bâtisses et des jurés, pour les districts de Montréal et Québec, depuis le 30 juin 1888, pour augmenter ou diminuer les charges sur les municipalités au sujet de la construction des palais de justice de chaque district.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelé la deuxième lecture du Bill (88) concernant la commune de Laprairie.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 3 mai 1905

M. l'Orateur met devant la Chambre le vingtième rapport de l'Union St-Joseph, de Saint-Jean-Baptiste de Québec, pour 1904.

(Document de la session No 28.)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Décarie,—la pétition du Club Canadien, de Montréal.

Par l'honorable M. LeBlanc,—la pétition du Crédit Foncier Franco-Canadien

Par M. Mackenzie,—les pétitions de J. J. Porter et autres et de Wm. Carson et autres, de Montréal.

Par M. Prévost,—la pétition de Noé Lefebvre et autres, du comté d'Ottawa.

Par M. Roy (Montmagny),—la pétition de John Walsh et autres, de Québec.

Par M. Walker,—la pétition de J. Tannahill et autres, de Montréal

Par M. Dupuis,—les pétitions de A. Cooper et autres et de J. Slater et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De J. A. Séguin et autres demandant une loi donnant à la Cour Supérieure du district de Terrebonne une juridiction concurrente à celle du district d'Ottawa, pour l'expédition des affaires judiciaires civiles.

M. Duhamel, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans aucun amendement :

Bill (137) amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

Bill (140) amendant l'article 74 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements :

Bill (147) amendant le Code municipal relativement aux sessions des Conseils de Comté.

Bill (150) amendant l'article 176 du Code municipal.”

M. Cochrane, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre les troisième et quatrième rapports de ce comité, comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (43) constituant en corporation la Compagnie des tramways de Longueuil ;

Bill (46) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de Saint-François.

Bill (92) constituant en corporation la compagnie “ The Salmon River and Northern Railway Company.”

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (65) constituant en corporation “ The Quebec Union Life Insurance Company ” ;

Bill (77) constituant en corporation “ The Eastern Fire Insurance Company of Canada ” ;

Bill (79) constituant en corporation la Compagnie Canadienne d'Assurance ;

Bill (76) constituant en corporation “ The Yukon Trust and Loan Company ” ;

Bill (62) constituant en corporation “ The Cooperative Home and Trust Company ” ;

Bill (72) augmentant les pouvoirs de la “ Saint Lawrence Investment Society, Limited ”, et changeant son nom.

Bill (51) constituant en corporation “ The Anglo American Trust Company ” ;

Bill (94) constituant en corporation “ The Canadian Trust Company”.

Votre comité a examiné aussi les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (49) Loi additionnelle au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation la “ Robert Jones Memorial Convalescent Hospital ” ;

Bill (53) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la “ Real Estate Title Guarantee and Trust Company ” en celui de “ Financial Corporation ”.

M. Prévost, du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (146) amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre comme raison sociale.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill (134) pour venir en aide à certains corps religieux ;

Bill (128) amendant les articles 4055 et 4062 des Statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (145) amendant l'article 2342 des Statuts refondus relativement à la cour de circuit dans le comté de Saint-Maurice."

Ordonné.—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 106) constituant en corporation "The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Monet ait la permission de présenter un Bill (No 117) amendant l'article 117 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse partielle à une adresse, en date du 25 avril 1905, pour faire mettre devant la Chambre :

1. Un état des recettes et des dépenses de la province depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

2. Les emprunts temporaires faits et tous les ordres en conseil passés, et toute la correspondance à propos de la dette flottante depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

3. Ordres en conseil et correspondance et opérations à propos de la conversion de la dette depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

4. Etat de la dette consolidée au 25 avril 1905, inclusivement.

(Document de la session No 56.)

Et réponse à un ordre de la Chambre en date du 2 mai 1905, pour production de copie de l'opinion de Sir J. G. Bourinot, adressée à l'honorable J. E. Robidoux, secrétaire de la province, en date du 2 juillet 1897, sur la délimitation des pouvoirs de l'Exécutif en dehors de l'autorisation de la Législature.

(Document de la session No 57.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (149) amendant les articles 3400 et 3408 des Statuts refondus de

la province de Québec, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (11) amendant la loi concernant les cercles agricoles, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (10), amendant le Code municipal concernant l'érection des villages, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Matane), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (83), constituant en corporation "The Wilson-Paterson Company", et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (82), constituant en corporation les Frères de Saint-François Régis, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et

M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (39), exemptant les propriétés de l'Hôpital Guay, de Saint-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (42), amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (85), concernant la succession de feu Laird Paton, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Panet fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

M. Prévost propose, appuyé par M. Gosselin, et il est—

Ordonné,—Que permission ne soit pas donnée au dit comité de siéger de nouveau, mais que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés pour y être reconsidéré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le

Bill (87), autorisant l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ses membres, après examen, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le Bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (89), déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu J.-Bte Bruyère, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (59) amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62.

Bill (101) autorisant George-Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (104) constituant en corporation la "Hampton Court Company, Limited".

Bill (48) amendant la loi constituant en corporation "The Laurentian Water & Power Company".

Et Bill (100) ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Foncier Franco-Canadien.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 4 mai 1905

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend D. Reid et autres, de John McClymont, Kellock et autres, de John Blair et autres, et de Frank J. Day et autres, s'opposant à ce que les Compagnies du Stadium et du Gymnase de Montréal tiennent leurs établissements ouverts, le dimanche.

M. l'Orateur décide que ces pétitions ne peuvent être reçues, comme suit :

" Je dois décider que ces pétitions n'étant pas rédigées dans la forme régulière exigée par les règles et les usages de cette Chambre, ne peuvent pas être reçues. Ceux qui, dans l'exercice de leur droit de pétition, s'adressent à la législature, doivent naturellement le faire dans les formes usitées. Cependant, pour concilier l'observation du règlement avec le désir bien légitime des pétitionnaires de soumettre à la considération de la Chambre la raison de leur opposition aux bills mentionnés dans leurs requêtes, je donnerai instruction de transmettre ces pétitions au comité des bills privés où elles pourront être consultées lorsque le comité délibérera sur ces bills."

La pétition de Dame Emma C. Belleau et autres demandant une loi les autorisant à vendre un certain immeuble situé dans la cité de Québec, est lue et reçue.

M. Panet, du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (78) constituant en corporation la Société de secours mutuels " La Prévoyance".

Bill (74) amendant la charte de la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission.

Bill (36) revisant et refondant la charte de la ville de Grand-Mère.

Bill (84) amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Bill (95) augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie.

Votre comité a examiné aussi le bill (64) autorisant Herbert Molesworth Price à faire des améliorations aux rivières St-Jean et Magpie et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage, et trouve que le préambule du bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions, celui pour la présentation des bills privés et celui pour la réception des rapports sur les dits bills soient étendus jusqu'au onzième jour de mai courant.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté."

M. Bissonnette (Montcalm) du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De Antonio Perrault demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen ;

De E. Vasseur et autres demandant une loi constituant en corporation la municipalité de l'Espérance ;

De A. Emond demandant une loi concernant la succession de feu Arthur Caron ;

Et de la ville de Marieville demandant une loi la constituant en corporation.

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions, celui pour la présentation des bills privés et celui pour la réception des rapports des dits bills soient étendus jusqu'au onzième jour de mai courant."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un bill (111) constituant en corporation la ville de Marieville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tourigny ait la permission de présenter un bill (No 99) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perreault au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Walker ait la permission de présenter un bill (No 124) amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Walker ait la permission de présenter un bill (No 130) amendant la loi concernant la conciliation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, que M. Walker ait la permission de présenter un bill (No 131) amendant la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill (No 153) amendant l'article 1488 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 123) amendant la loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Langlois ait la permission de présenter un bill (No 125) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un bill (No 154) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (No 121) amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le

bill (D) amendant le Code du notariat, pour lequel il demande son concours.

M. Delâge propose, appuyé par M. Taschereau que le bill (D, du Conseil législatif) amendant le Code du notariat, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (89) déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu J.-Bte Bruyère ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu, maintenant, la troisième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (77) constituant en corporation " The Eastern Insurance Company of Canada " ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (79) constituant en corporation la Compagnie Canadienne d'Assurance ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : " La Compagnie d'Assurance Populaire ".

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (79) constituant en corporation " The Yukon Trust and Loan Company " ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (62) constituant en corporation " The Cooperative Home and Trust Company " ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : " The St-Lawrence Trust and Building Company ".

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (72) pour étendre les pouvoirs de " The Saint Lawrence Investment Society, (limited) " et changer son nom ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (51) constituant en corporation " The Anglo-American Trust Co " ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (94) constituant en corporation "The Canadian Trust Company"; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (49) loi additionnelle au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, ch. 89, constituant en corporation la "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital"; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (53) amendant la loi 3 Edouard VII, ch. 102, en changeant le nom de la "Real Estate Title Guarantee and Trust Company" en celui de "Financial Corporation"; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (43) constituant en corporation la Compagnie des Tramways de Longueuil; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (46) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée Saint-François; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin (Missisquoi) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (92) constituant en corporation la compagnie "The Salmon River and Northern Railway Company"; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gendron fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (33) constituant en corporation la ville de Thetford Mines.

Bill (106) constituant en corporation "The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of Montreal."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill (35) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 35) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (65) constituant en corporation " The Quebec Union Life Insurance Company " ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : Loi constituant en corporation " The Industrial Life Insurance Company ".

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre en date du 25 avril 1905, pour :

1^o Un état des recettes et des dépenses de la province depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement ;

2^o Les emprunts temporaires faits et tous les ordres en conseil passés, et toute la correspondance à propos de la dette flottante depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement ;

3^o Ordres en conseil et correspondance et opérations à propos de la conversion de la dette depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905, inclusivement.

4^o Etat de la dette consolidée au 25 avril 1905, inclusivement.

(Document de la session No 56a.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Pelletier.—1. Depuis combien d'années l'école d'agriculture de Compton a-t-elle été établie ?

2. Sous quel ministère ?

3. Combien y a-t-il de professeurs et leurs noms ?

4. En 1905, M. Hudspeth, du collège de Lenoxxville, a-t-il été employé ou autorisé par le gouvernement à donner des lectures à l'école ?

5. Combien d'élèves ont fréquenté l'école, depuis son établissement, et combien chaque année ?

6. Quelle somme d'argent le gouvernement a-t-il payée pour l'entretien de cette école, depuis son établissement, et le montant payé, chaque année ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—1. Cette institution a été établie il y a 11 ans en vertu du Statut 58 Vict, chap. 78, sous le nom de Ferme Modèle de Compton.

2. Ministère Taillon.

3. Aucun professeur, à la connaissance du département.

4. Non.

5. 89 élèves, depuis la fondation, soit une moyenne de 8 par année.

6. \$73,361.35.

1893-1894.....	\$ 5,000 00
1894-1895.....	4,000 00
1895-1896.....	6,565 08
1896-1897.....	16,429 75
1897-1898.....	5,540 00
1898-1899.....	9,904 00
1899-1900.....	4,500 00
1900-1901.....	4,533 82
1901-1902.....	4,500 00
1902-1903.....	4,513 70
1903-1904.....	4,500 00
1904-1905.....	3,375 00 (au 1er avril 1905)

\$73,361 35

Par M. Taschereau.—1. Le gouvernement se propose-t-il de donner effet à la loi des terres votée à la dernière session ?

2. Dans l'affirmative, quelles mesures le gouvernement entend-il prendre à cet effet ?

3. Si cette question est à l'étude, le gouvernement croit-il que cette étude sera bientôt terminée ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui, avec les modifications que nous nous proposons d'y apporter.

2. et 3. Le gouvernement saisira bientôt les Chambres de ses intentions

Par M. Taschereau.—Le gouvernement a-t-il fait des démarches auprès de M. W. J. White, de Montréal, dans le but de l'engager à entrer dans le gouvernement ?

Dans la négative, se propose-t-il faire telles démarches ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Non.

Par l'honorable M. Monet.—1. Quel est le montant que le gouvernement a été autorisé par la Législature à dépenser pour la construction d'une école industrielle de laiterie à Saint-Hyacinthe ?

2. Quel est le montant réellement dépensé ?

3. Au cas où le gouvernement aurait dépensé plus que le montant autorisé par la Législature, cette dépense additionnelle a-t-elle été autorisée par ordre en conseil ?

4. Dans l'affirmative, quand ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. \$43,000.00, plus \$7,000.00 devenues caduques au 30 juin 1903.

2. \$42,384.99.

Par l'honorable M. Monet.—1. La construction du palais de justice de Sherbrooke est-elle terminée ?

2. Quel est le montant dépensé, jusqu'à ce jour, pour cette construction ?

3. Le montant dépensé a-t-il été en entier autorisé par la Législature ?

4. Dans la négative, la balance dépensée sans autorisation de la Chambre législative a-t-elle été autorisée par ordre en conseil ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Non.

2. \$95,352.21

3. La Législature a jusqu'ici autorisé la dépense de \$90,000.00 pour la construction du palais de justice de Sherbrooke.

4. Oui.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Giard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents, correspondance, etc., depuis 1893, en rapport avec le projet de reprise de la publication des débats de l'Assemblée Législative.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie du compte détaillé de la Banque de Montréal, en rapport avec l'item \$24,253 83, à la page 73 des comptes publics de 1904, (version française) intitulé : "Intérêt sur avances."

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil et toute correspondance se rapportant à l'impression du *Journal d'Agriculture*, depuis le 1er janvier 1903.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (37) intitulé : Loi amendant la charte de la "Montreal Maternity."

Bill (38) intitulé : Loi constituant en corporation les Frères de la Croix de Jésus.

Bill (41) intitulé : Loi autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations.

Bill (44) intitulé : Loi concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

Bill (50) intitulé : Loi constituant en corporation l'Institut des Petites-Filles de Saint-Joseph.

Bill (67) intitulé : Loi constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus.

Bill (68) intitulé : Loi autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre des obligations additionnelles.

Bill (93) intitulé : Loi constituant en corporation "The Children's Memorial Hospital"

Bill (2) intitulé : Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Ste-Anne de la Baie-St-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Bill (3) intitulé : Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil.

Bill (4) intitulé : Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, pour l'entretien des enfants envoyées à l'Hospice Saint-Charles de Québec.

Bill (6) intitulé : Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie.

Bill (7) intitulé : Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal.

Bill (143) intitulé : Loi détachant du comté de Nicolet certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins.

Bill (151) intitulé : Loi détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant, pour toutes fins, au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

L'état des recettes et paiements de la province de Québec provenant de toutes sources, du 1er juillet 1904, au 25 avril 1905.

(Document de la session No 58.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (146) amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre comme raison sociale et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, — Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (134) pour venir en aide à certaines corporations religieuses et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (127) amendant le Code civil relativement aux objets non réclamés en la possession des voituriers ;

M. Carter, appuyé par M. Walker, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (137) amendant les articles 544, 546, 773, 802 et 893 du Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a fait quelques progrès.

M. Morin, propose, appuyé par M. Girard, et il est—

Ordonné—Que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité du Code municipal avec instruction de le reconsidérer.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Ordonné,—Que la troisième section de la 58ième règle soit suspendue, et que remise soit faite des honoraires additionnels payés jusqu'à ce jour, pendant la présente session, pour bills privés en sus de l'honoraire de deux cents piastres payable en vertu du premier paragraphe de la deuxième section de la dite 58ième règle.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (140) amendant l'article 74 du Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre

Résolu,—Que la Chambre se forme, immédiatement, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 5 mai 1905

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Club Canadien de Montréal demandant des amendements à sa charte ;

Du Crédit Foncier Franco-Canadien demandant le rejet du bill ayant pour objet l'annexion d'une partie du boulevard St-Paul à la paroisse des Saint-Anges de Lachine ;

De Noël Lefebvre et autres demandant une loi accordant à la Cour Supérieure du district de Terrebonne une juridiction concurrente à la Cour Supérieure du district d'Ottawa ;

De John Walsh et autres demandant une loi constituant en corporation "l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec."

Les pétitions suivantes sont lues :

De John Tanahill et autres s'objectant aux projets de loi constituant en corporation le Stadium et le Gymnase de Montréal ;

De M. A. Cooper et autres s'objectant aux projets de loi constituant en corporation le Stadium et le Gymnase de Montréal ;

De John Slater et autres s'objectant aux projets de loi constituant en corporation le Stadium et le Gymnase de Montréal ;

De J. J. Porter et autres s'objectant aux projets de loi constituant en corporation le Stadium et le Gymnase de Montréal ;

De William Carson et autres s'objectant aux projets de loi constituant en corporation le Stadium et le Gymnase de Montréal.

M. l'Orateur décide que ces pétitions étant irrégulières ne peuvent être reçues.

M. Duhamel, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné la pétition de H. Laporte et autres demandant une loi constituant en corporation "The Collateral Loan and Trust Company", et trouve que les avis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, savoir :

De la "Davies Company" demandant de nouveaux pouvoirs ;

De la Compagnie Holland demandant des amendements à sa charte ;

De la "Bristol American Trust Company" demandant une loi la constituant en corporation ;

Du révérend M. Ecrément et des marguilliers de Ste-Cunégonde demandant une loi concernant le paiement de la reconstruction de l'église de la dite paroisse.

De la "Imperial Trust Company" demandant une loi la constituant en corporation, et trouve que les avis nécessaires ne sont pas complète-

ment donnés, mais que les trente jours d'avis seront à peu près expirés quand les bills viendront devant le comité des bills privés, votre comité recommande, en conséquence, la suspension de la 51ème règle.

Quant à la pétition de Dame Emma C. Belleau et autres demandant une loi les autorisant à vendre un certain immeuble situé dans la cité de Québec, votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés, mais attendu que toutes les parties intéressées ont signé la pétition, votre comité recommande la suspension de la dite règle 51".

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Cochrane, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements ;

Bill (98) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham, et changeant son nom :

Bill (66) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière ;

Bill (40) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay.

M. l'errault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (54) concernant l'Institut Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec.

Bill (80) amendant la charte de " The Canadian Light and Power Company."

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (103) concernant la compagnie " Davies, Limited."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (107) constituant en corporation la " British American Trust Company "

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. l'évêque ait la permission de présenter un Bill (108) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Roy (St Jean) ait la permission de présenter un Bill (70) constituant en corporation "The Collateral Loan and Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le dit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (102) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (109) concernant la succession d'Arthur Caron.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (112) constituant en corporation la "Imperial Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (113) autorisant les héritiers de feu A. G. Belleau à vendre à Alexandre

Gauvreau un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A. G. Belleau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (158) amendant l'article 2268 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bernard ait la permission de présenter un Bill (122) amendant l'article 148 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (120), amendant le code municipal de manière à pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Frévoit ait la permission de présenter un Bill (119) amendant l'article 660 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Frévoit ait la permission de présenter un Bill (118), amendant l'article 887 du Code municipal.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Morin ait la permission de présenter un Bill (157) amendant les articles 705a, 770 et 771 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin ait la permission de présenter un Bill (156), amendant les articles 387, 545 et 760 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent soixante piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., y compris \$2,200.00 pour valises aux députés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille quatre-vingt-six piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, Art. 158, S. R. Q., viz : Commission de la colonisation, pour impression, traduction et correction d'épreuves pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent onze piastres et quatre-vingt-deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements de la bibliothèque de la Législature pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'allocation additionnelle au département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'entretien etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les inspections, explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour être payée aux cercles agricoles, comme encouragement à l'agriculture en général et à l'amélioration des chemins ruraux, y compris les crédits votés en vertu de 60 Vict, chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour payer les octrois aux syndicats de beurreries et de fromageries et pour leur inspection, (S. R. Q., art. 1753a et 1753c), (54 Vict., chap. 20 et 63 Vic., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du département concernant la chasse et la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum", (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres

soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Orphan Asylum ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Montreal Ladies Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Infants' Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Church Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Ladies Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et " Hebrew Benevolent Society of Montreal ", autrefois appelé " Young Men's Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Sheltering Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Montreal Foundling and Sick Baby Hospital ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Astéur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association ", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la

Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906

74. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

75. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

76. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

77. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

78. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

79. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

80. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

81. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

82. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

83. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

84. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

85. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

86. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

87. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Tanguay rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent soixante piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., y compris \$2,2 0.00 pour valises aux députés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille quatre-vingt-six piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, Art. 158, S. R. Q., viz : Commission de la Colonisation, pour impression, traduction et correction d'épreuves, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent onze piastres et quatre-vingt-deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements

de la Bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'allocation additionnelle au département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les inspections, explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour être payée aux cercles agricoles, comme encouragement à l'agriculture en général et à l'amélioration des chemins ruraux, y compris les crédits votés en vertu de 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les octrois aux syndicats de beurreries et de fromageries et pour leur inspection, (S. R. Q., art 1753*a* et 1753*c*), 54 Vict., chap. 20 et 63 Vict., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du département concernant la chasse et la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

16 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

19 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum", (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

22 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

23 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

28 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École

des Aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Montreal Ladies Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Infants' Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Church Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Ladies Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association ", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Distributing Home ", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

82. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

83. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

84. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

85. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

86. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraser-ville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

87. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

88. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

89. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

90. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

91. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

92. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

Les dites résolutions ayant été lues, la deuxième fois, sont adoptées.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Monet.—1. Quels sont les édifices publics en voie de construction aux frais du gouvernement de cette province ?

2. Quels sont les édifices publics construits aux frais de cette province depuis 1890 ?

3. Des soumissions par annonces dans les journaux ont-elles été demandées, conformément à l'article 1773 des Statuts refondus de la province de Québec, pour la construction de chacun de ces édifices ?

4. Dans la négative, dans quels cas n'y a-t-il pas eu de soumissions demandées par la voie des journaux ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Le palais de justice de Sherbrooke, l'annexe du palais de justice de Montréal, l'école d'industrie laitière de St-Hyacinthe.

2 Les palais de justice de Montréal, de Hull, de Bryson, de Rimouski et de Valleyfield; une annexe de l'école normale McGill, Montréal; l'école normale Laval, Québec; la résidence du gardien de la prison commune de Montréal, la maison du concierge de Spencer Wood.

3. Pour les palais de justice de Montréal et de Bryson, pour l'annexe de l'école normale McGill et pour l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe des soumissions ont été demandées par annonces dans certains journaux

4. Dans tous les autres cas, les soumissions ont été demandées par lettres circulaires.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (76) constituant en corporation "The Yukon Trust and Loan Company" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : Loi constituant en corporation "The Yukon Loan and Trust Company."

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (78) constituant en corporation la société de secours mutuels "La Prévoyance" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (74) amendant la charte de la Compagnie d'éclairage électrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (36) révisant et refondant la charte de la ville de Grand'rière et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (95) augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (111) constituant en corporation la ville de Mariville ;

Et bill (99) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (D du Conseil législatif) amendant le Code du notariat.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue en comité général, maintenant.

La Chambre se constitue en comité général et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que la Chambre a passé le bill sans amendement.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est—

Ordonné.—Que le deuxième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des accusations spécifiques qu'y pourraient porter MM. les sénateurs Legris et Choquette contre l'honorable S. N. l'arent, premier ministre ou de son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, soit lu en partie seulement, savoir : A la page 68 des procès-verbaux de cette Chambre, le deuxième paragraphe commençant par les mots : "Votre comité a l'honneur" et à la page 71 des dits procès-verbaux, le dernier paragraphe de cette page commençant par les mots : "L'honorable M. LeBlanc propose." et après lecture des dits paragraphes, il proposera de les amender comme suit : le premier de ces paragraphes, en en retranchant les mots : "telle qu'amendée", dans la deuxième ligne ; et l'autre paragraphe, en y substituant ce qui suit :

"A une séance de la Chambre, tenue le 7 mars courant, il a été proposé par l'honorable M. LeBlanc, que la déclaration qui a été lue par le député de Laval, à la séance du trois mars courant, soit référée à un comité spécial composé de MM. Carter, Décarie, Delâge, Girard, Kelly, Roy (Saint-Jean) et Tellier, avec pouvoir de s'enquérir des faits y mentionnés ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer, que possèdent les comités permanents de l'Assemblée législative, et la faculté d'envoyer quérir, personnes, papiers et dossiers "

En amendement à cette motion M. Girard, a proposé ce qui suit :

"Que tous les mots après "Tellier" soient retranchés et remplacés par les suivants : "Girard, Dupuis, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Allard Roy (Kamouraska), Tessier (Trois-Rivières) et Marchildon, avec pouvoir de s'enquérir seulement des accusations que les dits messieurs Legris et Choquette pourraient porter eux-mêmes devant le dit comité d'une manière expresse et spécifique contre le Premier Ministre de cette

Province, l'honorable S. N. Parent ou contre son administration du Département des Terres, Mines et Pêcheries aussitôt après que les dits messieurs Legris et Choquette auraient été assignés à comparaître devant le dit comité ; le dit comité étant revêtu de tous les pouvoirs que cette Chambre a le droit de lui conférer pour entendre les témoins, et envoyer quérir personnes, papiers, dossiers pour s'enquérir des faits mentionnés dans les dites accusations que pourront faire les dits MM. Legris et Choquette devant le dit comité comme susdit ; le dit comité devant faire rapport à cette Chambre le plus tôt possible au cours de la présente session, après que l'enquête sera terminée sur les faits mentionnés dans les accusations expresses et spécifiques que pourraient faire les dits MM. Legris et Choquette, ou, immédiatement, si aucune accusation expresse et spécifique n'est faite devant le dit comité par les dits MM. Legris et Choquette, au jour fixé pour leur comparution devant le dit comité. ”

Laquelle motion a été adoptée.

M. Bernard propose, appuyé par M. Giard et il est—

Résolu—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tout ordre en conseil, documents en la possession du gouvernement et la correspondance concernant la vente du lot formé par le lit de la rivière du Nord aux rapides de Sanderson, dans la paroisse de Saint-Jérôme, contenant onze arpents et soixante et deux perches, plus ou moins, par le gouvernement, à M. Rolland l'rélontaine.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

Réponse à une adresse, en date du 2 mai 1905, demandant la production de tous ordres en conseil, documents, etc., autorisant le Trésorier à prélever, par l'émission des débentures provinciales, les sommes nécessaires à la restauration ou l'agrandissement du palais de justice du district de Montréal, suivant l'article 2742 des Statuts refondus de la Province.

(Document de la session No 59)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 8 mai 1905

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (8) amendant la loi de l'Instruction publique.

Bill (45) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental

Bill (75) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.

Bill (81) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (34) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen.

Bill (71) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (34) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (71) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (54) concernant l'Institution catholique des sourds-muets de la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend

le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (80) amendant la charte de "The Canadian Light and Power Company" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (98) amendant la loi incorporant "The Buckingham Electric Railway Light & Power Company" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (56) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Wolfe, Mégantic et Lotbinière, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (40) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec & Saguenay et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Giard —1. Où la " Indian River Railway Company " a-t-elle son principal bureau d'affaires ?

2. En vertu de quelle autorisation législative ou autre a-t-elle été incorporée ?

3. Le gouvernement a-t-il livré à cette compagnie, entièrement ou partiellement, le subside de 4,000 acres de terre par mille voté à cette compagnie, à la dernière session ?

4. Dans l'affirmative, à quelle date et par quel document officiel ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Le bureau central de la compagnie peut être établi dans la cité de Québec ou en toute autre localité du Canada que la compagnie peut fixer par règlement.

2. Par acte fédéral, 2 Édouard VII, chapitre 64.

3. Non.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il fait quelques opérations pour conversion de la dette, du 12 avril 1903 au 30 juin 1904, inclusivement ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date, avec quelles institutions, pour quel montant et à quels taux d'intérêt et de courtage ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—Non.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Dupuis, et,—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance entre M. l'abbé Georges Dugas et le gouvernement, en rapport avec ses ouvrages sur l'Ouest-Canadien.

Proposé par M. Kelly, secondé par M. Mackenzie, et,—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie :—1. De tous

documents et correspondance se rapportant aux droits de pêche sur la rivière Petite Cascapédia

2. Tous documents et correspondance se rapportant à la location de trois milles chaque côté de l'embouchure de la dite rivière.

3. Correspondance échangée entre les citoyens de Black Capes et le gouvernement, et de la correspondance échangée avec le "Little Cascapedia Salmon Club" se rapportant à la dite location

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie:—1. De toute correspondance se rapportant à la seigneurie de Shoolbred échangée, depuis 1889, entre le gouvernement et les héritiers de John Shoolbred.

2. Aussi, pour copie du contrat de la dite seigneurie enregistré dans le volume A, numéro 1, des archives de la province de Québec (département du Secrétaire)

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (138) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

M. Delâge, appuyé par M. Taschereau, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (121) amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

M. Prévost, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (119) amendant l'article 660 du Code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 9 mai 1905

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Mackenzie,—la pétition de W. M. Johnson et autres, de Kingsville, Mégantic

Par M. Roy (Montmagny), la pétition de Gaspard Lemoine et autres de Québec.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Bill (106) constituant en corporation la société "The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the port of Montreal".

Bill (59) amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62.

Bill (107) constituant en corporation "The British American Trust Company."

Bill (113) autorisant les héritiers de feu A. G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau, un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A. G. Belleau.

Et bill (33) constituant en corporation la ville de Thetford Mines.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (101) autorisant George Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (100) ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis Jean-Baptiste Martin et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Foncier Franco-Canadien

Et bill (103) concernant la compagnie "Davies Limited".

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de Votre Honorable Chambre, a considéré de nouveau le bill (85) concernant la succession de feu Laird Paton et a l'honneur de le rapporter avec un amendement

Votre comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que tous les rapports des officiers en loi sur les bills soumis à votre comité soient faits en français et en anglais, et traduits, et que les traducteurs soient tenus de faire cette traduction "

Résolu —Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Club Canadien demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis nécessaires ne sont pas complètement donnés, mais que les trente jours d'avis seront à peu près expirés quand le bill viendra devant le comité des bills privés, votre comité recommande en conséquence, la suspension de la règle 51ème.

Quant à la pétition de l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec demandant à être constituée en corporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger la publication d'aucun avis."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un bill (No. 114) constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (115) amendant la loi constituant en corporation le Club Canadien, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un bill (162) amendant l'article 37 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un bill (155) à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un bill (163) amendant les articles 19 et 718 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un bill (164) amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 26 avril 1905, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil et de tous documents en rapport avec la consolidation des emprunts temporaires et le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1903.

(Document de la session No 60.)

Réponse à une adresse, en date du 5 mai 1905, demandant copie de tout ordre en conseil, documents en la possession du gouvernement et la correspondance concernant la vente du lot formé par le lit de la rivière du Nord aux rapides de Sanderson dans la paroisse de Saint-Jérôme, contenant onze arpents et soixante et deux perches, plus ou moins, par le gouvernement, à M. Rolland Préfontaine.

(Document de la session No 61.)

Et réponse à un ordre, en date du 8 mai 1905, pour production de la correspondance entre M. l'abbé Georges Dugas et le gouvernement, en rapport avec ses ouvrages sur l'Ouest-Canadien.

(Document de la session No 62.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (146) amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre comme raison sociale et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (128) amendant les articles 4055 et 4062 des Statuts refondus de la province de Québec et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (147) amendant le Code municipal relativement aux sessions des conseils de comté.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général

La Chambre se constitue en comité général et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (131) amendant la loi de l'Instruction publique.

M. Walker, appuyé par M. Carter, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (130) amendant la loi concernant la conciliation.

M. Walker, appuyé par M. Carter, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (124) amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières.

M. Walker, appuyé par M. Carter, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (123) amendant la loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage.

M. Perrault, appuyé par M. Girard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (125) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (122) amendant l'article 148 du Code de procédure civile.

M. Bernard, appuyé par M. Giard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Langlois—1. Combien y a-t-il d'institutrices non diplômées qui ont enseigné dans les écoles élémentaires catholiques de la province de Québec en 1903-1904 ?

2. Quelle est la moyenne de leur salaire ?

3. Combien d'institutrices diplômées dans la province de Québec reçoivent un salaire annuel de \$75.00; ou moins ?

4. Combien d'institutrices diplômées dans la province de Québec reçoivent un salaire annuel de \$100.00, ou moins ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—1. 704.—2. \$89.00—3. 214 —4. 1844.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (84) amendant la charte de la cité des Trois-Rivières et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Neault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné —Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (154) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Ordonné,—Que l'ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 10 Mai 1905

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Gillies,—la pétition de J. Christin et autres, du Témiscamingue, Pontiac.

Par M. Walker,—la pétition de " The Quebec Provincial Woman's Christian Temperance Union ".

M. Perrault, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements :

Bill (63) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets."

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans aucun amendement.

Bill (139) amendant l'article 582 du Code municipal."

M. Prévost, du comité de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements.

Bill (121) amendant la loi concernant l'association des architectes de la province de Québec.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté.

Bill (144) amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville."

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre Comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (91) accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Montmagny.

Bill (32) refondant et amendant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte et changeant son nom en celui de Village de Rosemont.

Bill (88) concernant la commune de Laprairie.

Bill (108) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland.

Bill (48) amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company."

Bill (102) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Ste-Cunégonde de Montréal.

Bill (112) constituant en corporation "The Imperial Trust Company."

Bill (57) amendant la charte de la ville de Lachine.

Bill (104) constituant en corporation "The Hampton Court Company Limited."

Votre comité a examiné aussi les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Bill (99) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen.

Bill (111) constituant en corporation la ville de Marieville.

Bill (109) concernant la succession de feu Arthur Caron."

Ordonné.—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (159) amendant les dispositions du Code municipal concernant les clôtures et la largeur des jantes de roues.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné.—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (169) amendant l'article 5766 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (165) amendant le Code civil relativement à la fiducie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (160) amendant les articles 55, 1126 et 1317 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (161) relatif aux termes et séances de la cour supérieure dans le district de Terrebonne et d'Ottawa.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Taschereau.—1. Quels changements le gouvernement entend-il apporter, pendant la présente session, à la politique générale du gouvernement l'arant, et, spécialement, à celle énoncée dans le manifeste du 8 novembre dernier aux électeurs de la province de Québec.

2. Si ces projets sont à l'étude, le travail auquel se livre le gouvernement, à ce sujet, sera-t-il terminé avant la fin de la session ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Dans son manifeste du 8 novembre dernier, l'honorable député de Saint-Sauveur, alors premier ministre de la province de Québec, énonçait comme suit la politique générale de son gouvernement : " Si vous nous donnez un nouveau témoignage de confiance, nous vous en prouverons notre profonde gratitude en nous dévouant davantage au bien et à la prospérité de la Province " C'est aussi l'intention du gouvernement actuel de se dévouer davantage au bien et à la prospérité de la Province.

Par M. Taschereau.—Le gouvernement se propose-t-il, pendant la présente session, d'accorder un subside en argent ou en terres au chemin de fer de Québec et Lac Huron ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Non.

Par M. Taschereau.—Le gouvernement se propose-t-il d'offrir en vente des limites à bois sur les rivières Magpie et St-Jean, à la prochaine vente ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Aucune sur la rivière St-Jean ; 94 milles sur la rivière Magpie.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay (Lac-St-Jean) et,—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre M. J. J. Hill et le gouvernement au sujet des rivières Saint-Jean et Magpie.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des secours à accorder à la paroisse de Saint-Tite, à la suite des dommages causés par la grêle.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (F) amendant l'article 3632 des Statuts refondus, pour lequel il demande son concours.

Proposé par M. Cardin, appuyé par M. Smith et—

Ordonné,—Que le bill (F) du Conseil législatif amendant l'article 3632 des Statuts refondus soit maintenant lu une première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (141) détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Brigitte, dans le comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, pour toutes fins.

M. Girard, appuyé par M. Morin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (117) amendant l'article 117 du Code de procédure civile.

L'honorable M. Monet propose, appuyé par M. Bissonnette,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et, les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Blouin,
Caron (Mataue),
Cherrier,
Duignault,
Délage,
Dion,
Gendron,
Gillies,

Girard,
Gosselin (Iberville),
Lafontaine (Maskinongé),
Monet,
Parent,
Pelletier,
Perrault,
Robitaille,
Tanguay (Lac-Saint-Jean) et
Tourigny.—21

CONTRE :

Messieurs

Bergevin,
Bissonnette (Stanstead),
Cardin,
Carter,
Champagne,
Décarie,
Duhamel,
Fiset,
Guard,
Godbout,
Gosselin (Missisquoi),
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Laferté,
Langlois,
LeBlanc,
Lemay,
Lemieux,

Mackenzie,
Marchildon,
Morin,
Morisset,
Mousseau,
Neault,
Panet,
Pilon,
Prévost,
Roy (Kamouraska),
Roy (Saint-Jean),
Smith,
Tanguay (Wolfe),
Taschereau,
Tellier,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Turgeon et
Walsh.—39

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (101) autorisant George-Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec et, le comité ayant siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (100) ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robreau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Foncier Franco-Canadien et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (103) concernant la compagnie "Davies, limited" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panet fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (59) amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Ed. VII, chapitre 62 et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (33) constituant en corporation la ville de Thetford Mines et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est —

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (113) loi autorisant les héritiers de feu A.-G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A.-G. Belleau et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) constituant en corporation "The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of Montreal" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général le Bill (107) constituant en corporation "The British American Trust Co." et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fau-

teuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : Loi constituant en corporation " The Havana Trust Company "

Ordonné,—Que le greffier porte le Bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (85) concernant la succession de feu Laird Paton et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau demain.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre, en date du 13 avril 1904, pour la production d'un état détaillé donnant : 1. L'étendue des terres forestières explorées et maintenant disponibles et prêtes à être livrées au commerce de bois ;

2. La quantité approximative des principales espèces de bois qui s'y trouvent ;

3. Une liste des limites à bois maintenant sous licence, mais non exploitées, avec le nom des propriétaires actuels et le site de ces limites.

(Document de la session No 63.)

Et, réponse à un ordre, en date du 31 mai 1904, pour production de :

1. Copie de toute requête et de toute correspondance au sujet de la mise à l'enchère des limites à bois annoncées en vente dans la *Gazette Officielle* du 8 mai courant.

2. Un état indiquant le nombre des limites à bois sous licence et le nombre et la superficie en milles carrés des limites à bois sous licence et qui ne sont pas exploitées

(Document de la session No 64.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendements :

Bill (10) amendant le code municipal concernant l'érection des villages.

Bill (11) amendant la loi concernant les cercles agricoles.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 11 mai 1905

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. l'ORATEUR,

" Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif. "

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

D. Loi amendant le Code du notariat.

2 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

3 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil.

4 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyées à l'Hospice Saint-Charles de Québec.

6 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie.

7 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal.

8 Loi amendant la loi de l'Instruction publique.

10 Loi amendant le Code municipal, concernant l'érection des villages.

11 Loi amendant la loi concernant les cercles agricoles.

34 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen.

35 Loi amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français

37 Loi amendant la charte de la *Montreal Maternity*.

38 Loi constituant en corporation Les Frères de la Croix de Jésus.

41 Loi autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations.

44 Loi concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

45 Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental.

50 Loi constituant en corporation l'Institut des Petites-Filles de Saint-Joseph.

67 Loi constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus

68 Loi autorisant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes, de la cité de Montréal, à émettre des obligations additionnelles.

71 Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal.

75 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.

81 Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental.

93 Loi constituant en corporation " The Children's Memorial Hospital ".

143 Loi détachant du comté de Nicolet certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins.

151 Loi détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant, pour toutes fins, au canton de Kinsey Falls, dans le comté de Drummond.

Et les députés étant de retour, les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Dupuis,—la pétition de J. J. Strong et autres, de Ormstown.

Par M. Giard,—la pétition de L. W. French et autres, de Compton.

Par M. Prévost,—la pétition du conseil municipal de la paroisse de St-Jérôme.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des contribuables de Kingsville, comté de Mégantic, s'opposant à la demande d'incorporation de la ville de Thetford Mines ;

Et de Gaspard Lemoine et autres demandant une loi constituant en corporation " The Quebec and St. Maurice Industrial Co "

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (86) amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic

Bill (73) concernant la compagnie du Pont Saint-Pie.

Bill (115) amendant la loi constituant en corporation le Club Canadien de Montréal.

Le promoteur du bill, (69) Loi érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à Votre Honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée Législative lui soient remises, moins le coût de la traduction et de l'impression du dit bill."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Prévost, du comité de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill (130) amendant la loi concernant la conciliation.

Bill (131) amendant la loi de l'Instruction publique.

Bill (124) amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières.

Bill (141) détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Brigitte, dans le comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, pour toutes fins.

Bill (138) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (122) amendant l'article 148 du Code de procédure civile."

M. Duhamel, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements :

Bill (120) amendant le Code municipal de manière à pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales.

Bill (137) amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :
Bill (118) amendant l'article 887 du Code municipal.

Votre comité demande à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres. ”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Tessier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un Bill (166) amendant l'article 716 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (173) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier.—1. Quels sont les membres actuels du comité catholique et du comité protestant du Conseil de l'Instruction Publique et quelle est la date de la nomination de chacun d'eux ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de choisir, dans les limites du diocèse de Joliette, le membre laïque qu'il doit nommer, à cause de l'entrée au dit Conseil de Mgr J. A. Archambeault, évêque de Joliette ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1.—COMITÉ CATHOLIQUE.

L'honorable Boucher de LaBruère, surintendant, président ex-officio
Mgr l'Archevêque d'Ottawa.

“ “ de Québec.

“ “ de Montréal.

Mgr l'Evêque de St-Hyacinthe.

“ “ Pembroke.

“ “ Nicolet.

“ “ Charlottetown.

“ “ Rimouski.

“ “ Chicoutimi.

Mgr l'évêque de Valleyfield.
 " " Sherbrooke.
 " " Trois-Rivières.
 " " Joliette
 L'honorable juge F. Langelier, 22 décembre 1888.
 " " J. E. Robidoux, 12 septembre 1900.
 " H. Archambeault, C. L., 12 septembre 1890.
 " Lomer Gouin, 10 mai 1898.
 " J. J. Guerin, 20 juin 1901.
 " Thos. Chapais, 3 décembre 1892.
 M. Eugène Crépeau, C. R., 17 mai 1886.
 M. H. R. Gray, 22 novembre 1888.
 M. M. T. Stenson, 10 mai 1898.
 M. C. F. Delâge, 20 mars 1905.
 M. P. H. Roy, 4 mai 1905.
 M. H. Champagne, 4 mai 1905.

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ PROTESTANT, 10 MAI 1905.

Noms.	Adresses.	Nomination
Rév. W. I. Shaw, L. L. D. D. C. L.	Montréal...	23 nov. 1888
L'hon. Boucher de LaBruère, D. C. L.		
Ex-officio.....	Québec.....	5 avril 1895
George L. Masten...	Coaticook.....	20 nov. 1888
Prof A. W. Kneeland, M. A. B. C. L.	Montréal.....	23 nov. 1888
Rév. A. T. Love, B. A.....	Québec.....	20 mai 1892
Right Rév. A. H. Dunn, D. D. Lord		
Evêque de Québec.....	Québec.....	8 nov. 1892
H. B. Ames, B. A., M. P.....	Montréal.....	22 oct. 1895
Prin. W. Peterson, L. L. D. C. M. G.	Montréal.....	16 jan. 1895
W. S. MacLaren.....	Huntingdon.....	14 fév. 1898
Gavin J. Walker.....	Lachute.....	18 mai 1899
Hon. S. A. Fisher, B. A., M. P.....	Knowlton.....	12 sept. 1901
Hon. J. K. Ward, M. L. C.....	Westmount.....	2 oct. 1903
John C. Sutherland, B. A.....	Richmond.....	21 déc. 1904
James W. Robertson, L. L. D.....	Ste-Anne de Bellevue...	9 mars 1905

Membres Associés :

Rév. E. I. Rexford, M. A. L. L. D.....	Montréal.....	24 oct. 1891
Prin. S. P. Robins, L. L. D. D. C. L.	Montréal.....	29 nov. 1895
John Whyte.....	Leeds village.....	21 mai 1897
James Dunbar, C. R. D. C. L.....	Québec.....	19 mai 1899

W. L. Shurtleff, L. L. M. K. C.....Coaticook	22 fév. 1901
Hon. J. C. McCorkill, C. R. M. P. P.Cowansville.....	27 nov. 1903
James Mabon, B. A.Lachute	21 oct. 1904

2. Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

Par M. Bernard.—1. Le gouvernement a-t-il reçu une demande de la société d'industrie laitière ou des inspecteurs de beurreries ou de fromageries, en cette province, pour augmentation de salaire?

2 Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de faire droit à cette demande en l'accordant?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—1. Oui, des inspecteurs.

2 La question est à l'étude.

Par M. Bernard.—Quel est le coût de l'installation de la lumière électrique dans le palais de justice, à Saint-Jean, et à qui a-t-on payé ce montant?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—\$505.00 payés à M. J. J. Audet.

Par M. Perrault.—A quel chiffre approximatif le gouvernement évalue-t-il chacun des items suivants dans le bilan des affaires de la province :

1. Les bâtisses du parlement?

2. Tous les palais de justice et toutes les prisons érigés sur le crédit ou à même les fonds de la province, en bloc?

3. Tous les asiles, écoles ou autres institutions érigés sur le crédit ou à même les fonds de la province, en bloc?

4. Tous les chemins de fer construits en tout ou en partie aux frais de l'Etat, et non encore dégagés de leurs obligations vis-à-vis de la province, en bloc?

5. Toutes les terres sous le contrôle du gouvernement, arpentées ou non arpentées, sous location ou non, y compris les seigneuries, les mines, les pouvoirs hydrauliques, etc., en bloc?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. \$2,500,000 ou \$2,650,000 en comprenant Spencer Wood.

2. \$4,380 000.00

3. \$511,600.00

4. Le gouvernement ne possède pas d'autres renseignements à ce sujet que ceux qui se trouvent dans le dernier rapport général du ministre de la Colonisation et des Travaux publics, et dans le dernier volume des comptes publics de la province.

5. Le gouvernement n'est pas actuellement en état de répondre à cette question.

Proposé par M. Bernard, secondé par M. Giard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de la corres-

pondance et des documents se rapportant aux plaintes faites contre L. A. Mayrand, shérif du district d'Iberville, depuis juillet 1902 jusqu'à cette date.

Proposé par M. Langlois, appuyé par M. Lemieux, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'une lettre adressée à l'honorable Secrétaire provincial le 26 avril 1905, par le Principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, à Montréal, en rapport avec le traitement des professeurs de cette école.

Proposé par M. Dion, appuyé par M. Caron (Matane), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie :—1. D'une requête et de toute correspondance demandant l'ouverture d'une route sur les lots Nos 9 des rangs 3 et 4 du canton Hocquart ;

2. Des instructions adressées à George LeBel, de St-Hubert, comté de Témiscouata, au sujet des travaux d'ouverture de la dite route :

3. De la lettre du département ordonnant la suspension des dits travaux :

4. Des lettres ou plaintes qui ont motivé la dite suspension.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay (Lac St-Jean), et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (64) autorisant Herbert Molesworth Price à faire des améliorations aux rivières Saint-Jean et Magpie et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté par le comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (121) amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (126) amendant l'article 166, du Code civil concernant les aliments.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné, Que ce bill soit renvoyé au comité de législation,

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (F) du Conseil législatif amendant l'article 3632 des Statuts refondus.

M. Cardin, appuyé par M. Smith, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (35) concernant la succession de feu Laird Paton ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (91) accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Montmagny ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lafontaine (Berthier), ait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (32) refondant et abrogeant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte et changeant son nom en celui de village de " Rosemont " et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,— Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (88) concernant la Commune de Laprairie; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (102), amendant la loi 4 Édouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montreal et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walsh fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (112), constituant en corporation "The Imperial Trust Company" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (57) amendant la charte de la ville de Lachine et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mousseau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (104), constituant en corporation "The Hampton Court Company, Limited" et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (99) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (111) constituant en corporation la ville de Marieville et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay (Lac-Saint-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (109) concernant la succession de feu Arthur Caron, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (63) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets ; le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (108) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland ; le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (48) amendant la loi constituant en corporation la " Laurentian Water and Power Company ".

M. l'révost propose, appuyé par M. Cherrier,—et la motion est soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Taschereau soulève la question d'ordre que copie certifiée de la convention qu'il s'agit de ratifier par ce bill n'a pas été annexée au bill tel qu'exigé par la règle cinquante-sept, paragraphe premier, et que, conséquemment, le bill n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur constate qu'en effet l'objection d'annexer la copie certifiée de la convention s'applique à l'une des clauses du bill, laquelle pourrait être retranchée, en comité général, ce qui régulariserait la position et permettrait à la Chambre de continuer à délibérer sur le bill.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général

le Bill (85) concernant la succession de feu Laird Paton, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Wolfe) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

L'amendement fait au bill, ayant été lu la première et la deuxième fois, est adopté.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—

M. Tellier propose, en amendement, appuyé par M. Giard : Que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les suivants : "dans six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Blanchard,
Champagne,
Daigneault,
Duhamel,
Dupuis,
Fiset,
Giard.
Gosselin (Iberville),

Gosselin (Missisquoi),
Lacombe,
Lafontaine (Maskinongé),
Lafontaine (Berthier),
Tanguay (Lac-Saint-Jean),
Taschereau,
Tellier,
Tessier (Trois-Rivières) et
Tourigny.—18.

CONTRE :

Messieurs

Bergevin,
Carter,
Chauret,
Décarie,
Gendron,
Gillies,
Girard,
Gouin,
Kaine,
Kelly,
Laferté,
Lemieux,
Mackenzie,
Marchildon,

McCorkill,
Morin,
Panet,
Parent,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Roy (Saint-Jean),
Smith,
Tanguay (Wolfe),
Turgeon,
Walker et
Walsh.—28.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise et la proposition est résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente, prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,--Que le bill passe

Ordonné,--Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (57) amendant la charte de la ville de Lachine et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,--Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,--Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,--Que le bill passe.

Ordonné,--Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 12 mai 1905

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J. Christin et autres, demandant une loi divisant le comté de Pontiac en deux comtés pour les fins de représentation et autres :

Et de " Quebec Provincial Woman's Christian Temperance Union," demandant une loi prohibant la vente des cigarettes aux mineurs.

M. Champagne, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre, le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné la pétition de G. Lemoine et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Quebec and Saint Maurice Industrial Company ", et trouve que les avis ont été donnés ; mais comme le délai pour la présentation des bills privés est expiré depuis hier, votre comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 49^e règle, afin de permettre au promoteur du bill de le présenter "

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (61) constituant en corporation " Le Stadium ".

Bill (58) constituant en corporation le Gymnase de Montréal.

Bill (70) constituant en corporation " The Collateral Loan and Trust Company ".

Votre comité a aussi examiné le Bill (114) constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Quant au Bill (97) annexant pour les fins municipales et scolaires à la paroisse des Saints-Anges de Lachine une certaine partie du territoire de la municipalité du Boulevard Saint-Paul, votre comité trouve que le préambule du bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé, et votre comité recommande à votre Honorable Chambre que les sommes payées par le promoteur du dit bill au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de la traduction et de l'impression du dit bill.

Attendu que le délai pour faire les rapports sur les bills privés est expiré depuis hier, votre comité est convenu de recommander à votre

Honorable Chambre la suspension de la 49ème règle, afin que le présent rapport soit reçu."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (116) constituant en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Elouin ait la permission de présenter un Bill (167) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (170) amendant l'article 15 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (172) limitant les pouvoirs des corporations municipales de s'endetter.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Laferté ait la permission de présenter un bill (174) détachant du comté de Nicolet le lot numéro dix du neuvième rang de Wendover pour l'annexer à la municipalité de Notre-Dame du Bon-Conseil, dans le comté de Drummond, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (82) constituant en corporation Les Frères de Saint-François Régis.

Bill (90) amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a

passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (47) validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henri S. Mussen et les décharge et quittances données par Dame Elizabeth-Georgina Cleghorn.

Bill (60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Bill (83) constituant en corporation la compagnie "The Wilson Paterson Company."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (47) validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henri S. Mussen et les décharge et quittance données par Dame Elizabeth-Georgina Cleghorn et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (83) constituant en corporation la compagnie "The Wilson Paterson Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde, fois lundi prochain.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Caron (l'Islet), et

Ordonné,—Que le Bill (116) constituant en corporation " The Quebec and Saint-Maurice Industrial Company ", soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre, en date du 2 mai 1905, pour production du rapport du shérif du district de Montréal, sur l'application des sommes provenant du fonds de bâtisses et des jurés, dans le district, lors de la construction ou l'agrandissement du palais de justice actuel, d'après les lois spécifiées dans les articles, depuis 2730 jusqu'à 2753 des Statuts refondus de la province.
(*Document de la session No 65.*)

Et réponse à un ordre, en date du 11 mai 1905, pour la production de copie d'une lettre adressée à l'honorable Secrétaire de la Province le 26 avril 1905, par le Principal de l'école Normale Jacques-Cartier, à Montréal, en rapport avec le traitement des professeurs de cette école.

(*Document de la session No 66.*)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (120) amendant la loi concernant la conciliation, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours,

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (141) détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Brigitte, dans le comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, pour toutes fins, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (124) amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières, et, le comité ayant siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le

fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (155) à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles.

M. Blanchard appuyé par M. Giard, propose que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité d'agriculture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bernard.—A combien se sont élevées les dépenses de l'officier-rapporteur pour la tenue de l'élection provinciale, à Saint-Jean, en novembre dernier.

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—\$436.26.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le garde forestier du comté de Maskinongé réside dans le comté de Saint-Maurice ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un garde-forestier résidant dans le comté de Maskinongé ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Les gardes-forestiers ne sont pas nommés par comté. Dans l'agence du Saint-Maurice, le service est organisé, suivant les circonstances, par l'agent ou le surintendant des garde-forestiers.

Par l'honorable M. LeBlanc :—1. Le gouvernement a-t-il donné ordre à la police provinciale de faire le service sur les quais du gouvernement fédéral à Québec, en rapport avec la bâtisse des immigrants ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement fédéral s'est-il engagé vis-à-vis du gouvernement de cette province à payer la police provinciale pour tel service ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Depuis le 27 mai 1903, le procureur-général a autorisé les hommes de la police provinciale, à tour

de rôle et sans nuire au service régulier, à faire un service pour les officiers du bureau d'immigration fédérale, à Québec, à l'arrivée et au départ des transatlantiques, dans le but de mettre à exécution les dispositions du statut fédéral ordonnant la détention des immigrants atteints de maladies contagieuses.

2. Pour les services ainsi rendus du 27 mai 1903 au 7 août 1904, le gouvernement fédéral, département de l'Intérieur, a payé la somme de \$224.00.

Par M. Langlois.—Combien d'institutrices diplômées dans la province de Québec reçoivent un salaire annuel de \$75 00 ou moins ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—345.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de chacun des documents suivants ayant servi à la dernière élection pour le district électoral de Laval :

1. Les bulletins de présentation ;
2. Les cahiers de votation ;
3. Les commissions des sous-officiers rapporteurs ;
4. Les serments de ces derniers et les certificats de leur assermentation.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, correspondance concernant le service fait par la police provinciale sur les quais du gouvernement fédéral en rapport avec les bâtisses des immigrants à Québec.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé indiquant la source d'où provient le montant de \$744,322.38 porté à l'item "Terres, Mines et Pêcheries," à la page 2 de l'état des recettes et paiements de la province de Québec, provenant de toutes sources du 1er juillet 1904 au 25 avril 1905.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (48) constituant en corporation "The Laurentian Water and Power Company."

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier, et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Taschereau soulève l'objection que les dispositions des règles 57 et 60 n'ont pas été suivies et que, conséquemment, le bill n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Quant au point d'ordre se rapportant au 3ième paragraphe de la soixantième règle, je dois déclarer qu'il n'est point fondé ; il s'agit dans ce paragraphe des amendements que les auteurs d'un bill se proposent de soumettre eux-mêmes, et non de ceux que les membres du comité des bills privés ont le droit de proposer, pourvu qu'ils soient *relevant*,

c'est-à-dire qu'ils se rapportent au projet de loi soumis à la considération du comité.

"Hier, l'honorable député de Montmorency a soulevé l'objection, disant que ce bill n'était pas dans l'ordre, attendu que le paragraphe "Un" de la règle 57 de cette Chambre n'avait pas été observé. Cette section de la règle est ainsi conçue :

"Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres-patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée."

"La discussion qui s'ensuivit a porté surtout sur la question de savoir si le point d'ordre soulevé devait affecter tout le bill, ou seulement la section 4 qui se rapporte à une convention imprimée avec le bill, comme cédule A.

"Il n'avait pas été affirmé ou démontré, d'une manière positive, qu'une copie certifiée de la cédule A avait été produite en même temps que le bill.

"En conséquence, j'ai décidé que l'obligation contenue dans le paragraphe 1 de la règle 57 s'appliquait à la section 4 du bill et que si cette section était retranchée en comité général, le bill serait régularisé, et que la Chambre pourrait continuer à délibérer sur le bill ainsi amendé.

"J'ai été informé, depuis, d'une manière certaine, par les greffiers en loi de la Chambre, qu'une copie certifiée de la dite convention, contenue dans la cédule A, avait été régulièrement déposée en même temps que le bill.

"Le comité des bills privés a rapporté le bill avec un amendement à la section 5, qui ratifie une autre convention désignée comme étant la cédule B, et dont une copie certifiée a été annexée au bill devant ce comité et authentiquée par les initiales du président. Je suis d'opinion, bien que la procédure relative à l'entrée de cette convention, comme cédule B, soit un peu étrange, que cette convention est régulièrement produite devant la Chambre, suivant la coutume de cette Chambre, comme faisant partie du bill.

"La première partie de la nouvelle section 6 de la charte de cette compagnie, introduite par la section 4 de ce bill, est ainsi conçue :

"Les franchises, privilèges et droits accordés à certaines personnes et ensuite transportés à la compagnie par ces personnes ou leurs cessionnaires sont, par la présente loi, ratifiés."

"Cette phrase se rapporte aux contrats ou conventions dans lesquels la compagnie est intéressée et doit être ratifiée par cette Chambre. Aucune copie de ces contrats ou conventions n'a été produite avec le bill, ou ne se trouve devant la Chambre sous une forme quelconque, et n'apparaît certainement pas comme cédules du bill.

"Je ne vois pas d'objection à ce que le bill soit référé au comité général où cette phrase de la section 4 pourra être amendée ou retranchée.

"La motion présentée maintenant à la Chambre demande que l'Orateur quitte son siège et que la Chambre se forme en comité général pour examiner le bill No 48.

“ Je ne crois pas que l'irrégularité contenue dans le bill est suffisante pour empêcher la Chambre d'adopter cette motion, et le point d'ordre pourra être soulevé régulièrement quand la Chambre sera formée en comité général

“ Si le bill n'est pas régularisé en comité général, et si l'on demande ensuite régulièrement à la Chambre d'en permettre la troisième lecture, ce sera alors le moment convenable pour l'Orateur, ou la Chambre, de décider, si le bill est dans l'ordre ou non.”

Il est alors proposé par M. Prévost et, avec le consentement unanime de la Chambre, il est,—

Ordonné,—Que la motion : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue en comité général, soit retirée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (86) amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (73) concernant la compagnie du pont de St-Pie, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (115) amendant la loi constituant en corporation le Club Canadien de Montréal, et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend

le fauteuil et M. Tanguay (Lac-St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 15 Mai 1905

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue ;
La pétition du conseil municipal de la paroisse de Saint-Jérôme demandant une loi permettant à la cour supérieure siégeant dans le district de Terrebonne, de tenir ses termes et séances alternativement à Sainte-Scholastique et à Saint-Jérôme.

Les pétitions suivantes sont lues :

De J. Strong et autres s'opposant aux projets de loi du Stadium et du Gymnase de Montréal, et de L. W. French et autres, s'opposant aux projets de loi du Stadium et du Gymnase de Montréal

M. l'Orateur décide que ces pétitions étant irrégulières ne peuvent être reçues.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (171) concernant les unions ouvrières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (175) amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (12) amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (14) amendant l'article 562 du Code Municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (9) amendant la loi concernant l'organisation des départements.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (22) amendant la loi du Barreau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (114) constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (60) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (83) constituant en corporation la compagnie "The Wilson-Paterson Company", et ces amendements sont lus la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (56) amendant la loi 55 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de Téléphone de Bellechasse; et ces amendements sont lus la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (153) amendant l'article 1488 du Code civil.

M. Champagne appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (158) amendant l'article 2268 du Code civil.

M. Champagne, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (160) amendant les articles 55, 1126 et 1317 du Code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Cherrier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (167) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

M. Blouin, appuyé par M. Bergevin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill, et il est—

Résolu,—Que demain la Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires.

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'organisation des départements

Résolu,—Qu'à partir de mercredi prochain, le 17 mai, inclusivement, il y ait deux séances distinctes, la première de 3 à 6 heures p. m., la seconde de 8 heures p. m., jusqu'à l'ajournement.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu, — Que demain la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences et les taxes sur les compagnies et corporations commerciales.

Résolu, — Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la loi des licences de Québec.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 16 mai 1905

M. Tanguay (Lac St-Jean), du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le Bill (116) constituant en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company", auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Attendu que le délai pour faire les rapports sur les bills privés est expiré depuis le 11 du courant, votre comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 49ème règle, afin que le présent rapport soit reçu ".

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Prévost, du comité de législation, présente à la Chambre les sixième et septième rapports de ce comité qui se lisent comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant, sans l'approuver ou le rejeter, et il demande la permission de le rapporter à votre Chambre, avec les opinions de M. L. J. Cannon, député procureur-général, et de MM. Oliver et Lanctôt, officiers en loi :

Bill (152) concernant les heures de travail.

Québec, 8 mai 1905.

L. J. Cannon, C. R.,

Assistant Procureur Général,

Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No 1894, 0/5 de ce jour, adressée à Monsieur Charles Lanctôt et à moi-même, par laquelle vous nous demandez d'envoyer au Procureur Général une copie de mon rapport concernant le bill de M. Perrault, No 152 intitulé: "Loi concernant les heures de travail", et dans le cas où ce rapport n'aurait pas été fait, d'en préparer un, immédiatement, et de me l'envoyer, et j'ai l'honneur de vous répondre que ce rapport ne m'avait pas été demandé avant d'avoir reçu votre lettre.

Conformément à votre demande, j'ai procédé immédiatement à l'examen du bill en question; et j'ai l'honneur de vous informer que ce bill

est, d'après moi, *ultra vires* de la législature de cette Province; attendu qu'il traite d'une matière qui est déclarée par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867 tomber sous l'autorité législative exclusive du Parlement du Canada, savoir: la réglementation du trafic et du commerce.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

THÉO. H. OLIVER.

Québec, 9 mai 1905.

L'honorable L. Gouin,

Premier Ministre et Procureur général,

Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de votre département No 1894/05, en date du 8 mai courant, dans laquelle vous me demandez de vous transmettre copie de tout rapport que j'aurais fait concernant le projet de loi de M. Perrault, portant le No 152 et intitulé: "Loi concernant les heures de travail", et, dans le cas où je n'aurais pas fait de rapport à ce sujet, de vous faire connaître mon opinion sur la constitutionnalité de ce projet de loi.

En réponse je dois vous dire que:—

1. Je n'ai fait jusqu'à présent aucun rapport au sujet de ce projet, vu qu'il est d'intérêt public;

2. Je suis d'avis que la matière à laquelle il se rapporte excède les attributions des Législatures provinciales. Il a, en effet, pour objet principal d'affecter le trafic et le commerce, matières qui sont de la juridiction exclusive du Parlement du Canada, en limitant la production de certaines industries auxquelles il sera rendu applicable. De plus ce auquel il a trait n'entre dans aucune des catégories de sujets sur lesquels la section 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord donne compétence aux Législatures provinciales.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

CHS LANCTOT.

La première section de ce projet de loi se lit comme suit :

" 1. Dans l'intérêt de l'hygiène et de l'instruction publique, nonobstant toute loi à ce contraire, lorsqu'il sera prouvé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'une majorité des personnes employées dans la province, dans un métier ou occupation quelconque, est en faveur que le nombre d'heures de travail maximum par jour ou par semaine dans ce métier ou dans cette occupation, soit fixé ou changé, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par arrêté, proclamer le nombre d'heures de travail maximum par jour ou par semaine pour ce métier ou cette occupation."

Le soussigné est d'avis que ce projet de loi est "ultra vires" des pouvoirs d'une législature provinciale parce qu'il tend à régler le trafic et le commerce et, d'après la section 91 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, paragraphe 2, la réglementation du trafic et du commerce est du domaine exclusif du parlement fédéral.

Ce projet de loi ne peut pas être considéré comme un projet de loi régissant la propriété et les droits civils dans la province ou les institutions municipales (A. A. B. N., section 92, paragraphes 8 et 13).

Dans les mots "institutions municipales" se trouvent compris : les règlements de police. Et voici comment ces "Police powers" sont définis dans "The modern law of municipal corporations, Smith, vol. 2, page 1381, paragraphe 1319 :

" 1319. Nature of the police power.—The police power is defined by Blackstone as "the due regulation and domestic order of the kingdom, whereby the individuals of the state, like members of a well-governed family, are bound to conform their general behaviour to the rules of propriety, good behaviour and good manners, and to be decent industrious and inoffensive in their respective stations." That power, "said the court of appeals of New York," is very broad and comprehensive, and is exercised to promote the health, comfort, safety and general welfare of society." Under it the conduct of an individual and the use of property may be regulated, so as to interfere to some extent with the freedom of the one and the enjoyment of the other. Compensation has never been a condition of its exercise, even when attended with inconvenience or pecuniary loss, as each member of a community is presumed to be benefited by that which promotes the general welfare. All authorities agree that the constitution presupposes the existence of the police power, and it is to be construed with reference to that fact. It is not possible to give an accurate definition of police power not to outline the scope of its exercise. "It is much

easier to perceive and realize the existence and source of this power than to mark its boundaries or prescribe limits to its exercise." Laws and regulations necessary for the protection of the health, morals and safety of society, are strictly within the legitimate exercise of the police power. "The exercise of these powers is inherent in the state as a sovereignty and does not depend on constitutional authority, though there may be constitutional limitations. It is an exercise of the inherent sovereignty of the state. The police power is one which remains constantly under the control of the legislative authority and a city council can neither bind itself nor its successors to contracts prejudicial to the peace, good order, health or morals of its inhabitants. The most important of police powers is that of caring for the health of a community, and that is inherent in the municipality and may be exercised whether expressly granted or not. The city has no power to divest itself of the right to exercise police power. Police ordinances are such as conduce to the promotion of comfort, safety health, convenience and general welfare of the public."

Le projet de loi soumis ne tend pas à donner aux conseils municipaux les pouvoirs énumérés dans le paragraphe mentionné ci-dessus, mais veut conférer certains pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil à être exercés par lui dans toute la province.

Il faut en conclure qu'il ne s'agit pas dans ce projet de loi d'institutions municipales mais réellement d'une réglementation du trafic et du commerce.

L. J. CANNON,

A. P. G.

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements :

Bill 127.—Loi amendant le Code civil relativement aux effets non réclamés entre les mains des voituriers.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et recommande, à raison de sa grande importance, d'en ajourner l'étude jusqu'à la prochaine session de la Chambre.

Bill 123.—Loi amendant la loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill du Conseil.—Loi amendant l'article 3632 des Statuts refondus.

Et bill 132.—Loi amendant la loi concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau."

Résolu.—Que ce rapport soit adopté.

M. Duhamel, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés, sans aucun amendement :

Bill 163.—Loi amendant les articles 19 et 718 du Code municipal.

Et bill 159.—Loi amendant les dispositions du Code municipal concernant les clôtures et la largeur des bandes de roue.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill 148.—Loi amendant l'article 718 du Code municipal.

Votre comité demande que le bill suivant soit référé au comité de législation :

Bill 164 —Loi amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales ”.

L'honorable M. Tessier, du comité d'agriculture, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill 155.—Loi à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles.

Votre comité recommande une inspection plus générale et plus efficace des produits de nos fabrique de beurre et de frommage et l'établissement d'un système de classification du beurre et du fromage de la province, aux ports d'expédition ”

M. Duhamel propose, appuyé par M. Lemay, et il est—

Ordonné.—Que le Bill (164), amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales, rapporté du comité du Code municipal, soit renvoyé au comité de législation.

Ordonné.—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (No 168) amendant la loi concernant les automobiles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Tessier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un Bill (No 176) amendant l'article 423 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général

le Bill (140) amendant l'article 74 du Code municipal; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (138) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires : et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (139) amendant l'article 582 du Code municipal.

M. Perrault, appuyé par M. Duhamel, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu, — Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général, et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (120) amendant le Code municipal de manière à pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales.

M. Champagne, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu, — Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Delâge propose, appuyé par M. Champagne, et il est—

Ordonné,—Que l'ordre du jour à l'effet que le Bill (138) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires soit pris, de nouveau, en considération, demain, soit rescindé.

Ordonné,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général pour l'étude de ce bill.

La Chambre se constitue en comité général; et, le comité ayant siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 137) amendant les articles 554, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

M. Morin, appuyé par M. Girard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit: Loi amendant les articles 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (136) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens.

M. Cherrier propose, appuyé par M. Prévost, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Jobin propose, en amendement, appuyé par M. Mousseau, que le mot "maintenant" soit retranché et les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stanstead),
Champagne,
Chauret,
Delâge,
Duhamel,
Fiset,
Gillies,
Godbout,
Jobin,
Kelly,
Lacombe,
Laferté,
Langlois,

LeBlanc
Lemay,
Lemieux,
Mackenzie,
Morin,
Morisset,
Mousseau,
Panet,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Tuschereau,
Tellier,
Turgeon et
Walker—28.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Blanchard,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Cherrier,
Décarie,
Dion,
Dupuis,
Gendron,
Girard,

Gosselin (Missisquoi),
Lafontaine (Berthier),
Marchildon,
Monet,
Prévost,
Roy (Saint-Jean),
Tanguay (Lac St-Jean),
Tanguay (Wolfe) et
Tourigny—19

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Alors, la motion principale, ainsi amendée étant soumise à la Chambre, il est—

Ordonné,—Que ce bill soit lu la deuxième fois, dans six mois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (150) amendant l'article 176 du Code municipal.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (157) amendant les articles 705a, 770 et 771 du Code de procédure civile.

M. Morin, appuyé par M. Girard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (161) relative aux termes et séances de la Cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa.

M. Prévost, appuyé par M. Cherrier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (169) amendant l'article 5766 des Statuts refondus de la province de Québec.

M. Champagne, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (170) amendant l'article 15 du Code de procédure civile.

L'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Bill (E) amendant le Code civil au sujet des bureaux d'enregistrement.

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier, et il est—

Ordonné,—Que le Bill (E) du Conseil législatif) amendant le Code civil au sujet des bureaux d'enregistrement, soit maintenant lu la première fois

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il maintenant lu la deuxième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Dupuis.—1 Le juge Saint-Pierre a-t-il demandé au gouvernement d'amender l'acte de judicature de la province de Québec ?

2. Dans l'affirmative, à quelle fin et quelle raison a-t-il donnée pour appuyer sa demande ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui.

~~2. Dans le but de mettre le juge du district de Beauharnois sur le même pied que le juge du district de Terrebonne ; la raison donnée est que depuis trois ans il administre la justice à Montréal, quand il n'est pas spécialement occupé dans le district de Beauharnois~~

Par M. Dupuis.—1. Le juge Saint-Pierre a-t-il demandé au gouvernement, ou au département des Travaux publics, la permission de loger dans le palais de justice de Valleyfield ?

2. Quelles raisons a-t-il données pour demander une chambre à coucher dans le palais de justice ?

3. Est-ce le gouvernement qui a payé pour le lit et les meubles installés dans cette chambre qui lui a servi de chambre à coucher ?

4. Dans l'affirmative, quel a été le coût du lit et des meubles de cette chambre ?

Réponse par l'honorable M. Gouin —Il n'y a trace d'une semblable demande dans aucun département, et le gouvernement n'a rien payé pour la literie placée dans cette chambre.

Par M. Bernard.—1. Y a-t-il à Beauceville un club appelé le "Club Carillon", incorporé en vertu de lettres patentes ?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui ces lettres-patentes ont-elles été émanées ?

3. Quels sont les directeurs et quel est le but du club ?

4. A-t-il été présenté quelque requête contre l'octroi d'une licence à ce club ?

5. Dans l'affirmative, par qui ?

6. Quel est le nom du gérant de ce club ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—Non.

Par M. Walker.—1. Quelle somme d'argent a été accordée par le gouvernement, dans le cours des années 1901, 1902 et 1903, pour aider à la construction du chemin de Coulonge, à partir de la propriété de Benjamin Smith, près du bras-est de la rivière Coulonge, dans le comté de Pontiac, jusqu'à Nine Miles Bay, sur la rivière Coulonge ?

2. Est-ce que M. Gillies, M. P. P., a jamais demandé de l'aide pour la construction du dit chemin ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Aucune. 2. Non.

Par M. Walker.—Le gouvernement a-t-il eu une correspondance avec le gouvernement fédéral relativement à la propriété de certaines îles situées sur la côte sud du lac Saint-François, vis-à-vis de la réserve des sauvages de Saint-Régis, dans le comté de Huntingdon ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Oui.

M. Tanguay (Lac Saint-Jean) propose, appuyé par M. Blouin, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (31) concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre, en date du 12 mai 1905, pour un état détaillé indiquant la source d'où provient le montant de \$744 322.38 porté à l'item "Terres, Mines et Pêcheries", à la page 2 de l'état des recettes et paiements de la province de Québec, provenant de toutes sources du 1er juillet 1904 au 25 avril 1905. (*Document de la session No 67*).

Réponse à un ordre, en date du 11 mai 1905, pour la production de copie de la correspondance et des documents se rapportant aux plaintes faites contre L. A. Mayrand, shérif du district d'Iberville, depuis juillet 1902 jusqu'à cette date. (*Document de la session No 69*).

Et réponse à un ordre, en date du 11 mai 1905, pour la production de copie :—1. D'une requête et de toute correspondance demandant l'ouverture d'une route sur les lots Nos 9 des rangs 3 et 4 du canton Hocquart ;

2. Des instructions adressées à Georges LeBel, de St-Hubert, comté de Témiscouata, au sujet des travaux d'ouverture de la dite route ;

3. De la lettre du département ordonnant la suspension des dits travaux ;

4 Des lettres ou plaintes qui ont motivé la dite suspension

(Document de la session.No 68).

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer de nouveau en comité général pour prendre en considération le bill (48) amendant la loi constituant en corporation la " Laurentian Water and Power Company "

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier,—et la motion étant soumise à la Chambre,—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;—

M. Taschereau soulève l'objection que les promoteurs n'ayant pas pris les mesures pour faire disparaître du bill les clauses qui le rendent contraire aux règles de la Chambre, suivant les suggestions de M. l'Orateur, le bill est hors d'ordre.

M. l'Orateur déclare le point d'ordre non fondé et s'en tient à sa décision rendue vendredi dernier, de permettre au comité général de considérer le bill et d'attendre la motion pour la troisième lecture pour constater si, comme il l'a suggéré, le bill a été amendé de manière à le rendre conforme aux exigences du règlement.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

A six heures, M. l'Orateur reprend le fauteuil et le laisse aussitôt pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie P. M.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

Le comité général de la Chambre reprend ses délibérations sur le bill (48) amendant la loi constituant en corporation la " Laurentian Water and Power Company."

Et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

M. Prévost appuyé par M. Cherrier, propose,—et la motion est soumise par M. l'Orateur :—Que toutes les règles de cette Chambre relatives aux bills privés, et en particulier, le premier paragraphe de la règle 57 soient suspendues en ce qui concerne le bill (48) amendant la loi constituant en corporation la " Laurentian Water and Power Company."

M. Taschereau soulève l'objection que cette motion ayant été remise à demain, lorsque l'ordre du jour s'y rapportant a été appelé, elle ne peut pas être proposée maintenant.

M. l'Orateur décide que lorsque l'ordre du jour No 43, au chapitre des avis de motions a été appelé, il n'a pas été décidé de l'ajourner à demain, mais il a été tacitement convenu que l'honorable député de Terrebonne pourrait faire sa motion au cours de la séance, lorsque les ordres du jour pour les bills privés seraient appelés.

M. Taschereau soulève le nouveau point d'ordre suivant :

Que la motion pour suspension des règles de la Chambre est hors d'ordre, pour les raisons suivantes :

1. Parce qu'elle n'indique pas toutes les règles de la Chambre que l'on veut suspendre ;
2. Parce qu'elle n'indique pas les raisons pour lesquelles on veut les suspendre ;
3. Parce qu'elle n'est pas recommandée par le comité des ordres permanents.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (70) constituant en corporation "The Collateral Loan and Trust Company" ; et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : Loi constituant en corporation "The Collateral Loan Company".

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (61) constituant en corporation "Le Stadium" ; et le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (58) constituant en corporation le Gymnase de Montréal; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (83) constituant en corporation "The Wilson-Paterson Company", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (56) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de Téléphone de Bellechasse, et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (47) validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henry S. Mussen et les décharge et quittance y contenues données par Dame Elizabeth Georgina Cleghorn, et les dits amendements sont lus, de nouveau, et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (12) amendant la loi des licences de Québec.

L'honorable M. McCorrill, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 17 mai 1905

Trois heures p. m.

M. Cardin, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans aucun amendement.

Bill (14) amendant l'article 562 du Code municipal.

Et Bill (166) amendant l'article 716 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements :

Bill (156) amendant les articles 337, 545 et 760 du Code municipal.

Bill (150) amendant l'article 176 du Code municipal.

Et Bill (173) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence.”

M. Prévost, du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement.

Bill (170) amendant l'article 15 du Code de procédure civile.

Bill (153) amendant l'article 1488 du Code civil.

Bill (155) amendant l'article 2268 du Code civil.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements :

Bill (160) amendant les articles 55, 1126 et 1317 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill (119) amendant l'article 660 du Code de procédure civile.

Bill (157) amendant les articles 705, 770 et 771 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et, sans se prononcer sur son mérite, le rapporte à la Chambre :

Bill (126) amendant l'article 166 du Code civil, concernant les aliments.

Votre comité a aussi examiné le Bill (135) amendant la loi concernant les établissements industriels, et, sans se prononcer sur son mérite, le

rapporte à la Chambre, avec l'opinion suivante de l'assistant procureur général.

Québec, 13 mai 1905.

Monsieur F. L. Desaulniers,

Greffier du comité de législation,

Assemblée législative, Québec.

Monsieur,

Sur la référence faite par le comité de législation au sujet du bill No 135, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les établissements industriels." présenté par M. Lafontaine (Maskinongé), qui lui a été soumis pour opinion légale sur la juridiction de la Législature de passer un tel projet de loi, le procureur général me charge de vous informer comme suit :

Il est d'avis que ce projet de loi n'est pas de la compétence de la législature vu qu'il affecte le trafic et le commerce en limitant la production, dans les usines visées par ses dispositions, et que l'objet auquel il se rapporte n'entre principalement dans aucune des catégories de sujets spécialement attribuées aux législatures provinciales par la constitution.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

L. J. CANNON,

Asst.-Procureur-Général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill 42.—Loi amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Bill 87.—Loi autorisant l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ces membres, après examen.

Bill 66.—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic et Lotbinière.

Bill 147.—Loi amendant le Code municipal relativement aux sessions des conseils de comté.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill 43.—Loi constituant en corporation la compagnie des tramways de Longueuil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill 39.—Loi exemptant une partie des propriétés de l'hôpital Guay, de St-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales.

Bill 40.—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et Saguenay.

Bill 46.—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée St-François.

Bill 51.—Loi constituant en corporation "The Anglo American Trust Company."

Bill 55.—Loi constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du lac Achigan.

Bill 62.—Loi constituant en corporation "The St. Lawrence Trust and Building Company."

Bill 65.—Loi constituant en corporation "The Industrial Union Life Insurance Company."

Bill 77.—Loi constituant en corporation la compagnie "Eastern Fire Insurance Company of Canada."

Bill 78.—Loi constituant en corporation la Société de Secours Mutuel La Prévoyance

Bill 79.—Loi constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Populaire.

Bill 92.—Loi constituant en corporation "The Salmon River and Northern Railway Company."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (43) constituant en corporation la compagnie des tramways de Longueuil, et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (39) exemptant une partie des propriétés de l'Hôpital Guay, de St-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisation légales, et les dits amendement sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (40) constituant en corporation la compagnie du chemin

de fer de Québec et Saguenay, et les dits amendemenss sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (46) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée St-François, et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (51) constituant en corporation "The Anglo-American Trust Company", et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (55) constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du lac Achigan, et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (62) constituant en corporation "The St. Lawrence Trust and Building Company", et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (65) constituant en corporation "The Industrial Union Life Insurance Company", et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (77) constituant en corporation la compagnie "Eastern Fire Insurance Company of Canada", et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (78) constituant en corporation la Société de Secours Mutuel La Prévoyance, et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (79) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Populaire, et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (82) constituant en corporation "The Salmon River and Northern Railway Company", et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

L'honorable M. Monet propose, appuyé par M. Lacombe,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Qu'il soit résolu : Qu'il est opportun pour le gouvernement de présenter, sans délai, une loi permettant à tout juge de paix et magistrat de district, tenant sa juridiction du gouvernement de cette Province, de condamner la partie qui succombe à payer les frais de cour, d'assignation et de témoins et, de plus, un honoraire d'avocat à être déterminé par la loi, dans chaque cas où la partie qui réussit aura eu l'assistance d'un procureur.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que ce débat soit ajourné.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Blouin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents relatifs à la résignation du Dr Guerin et de la nomination d'un ministre irlandais catholique pour le remplacer dans le cabinet.

M. l'Orateur rend, comme il suit, sa décision sur la question d'ordre soulevée par M. Taschereau, sur la motion de M. l'évêque, pour suspendre les règles de la Chambre relatives aux bills privés, en ce qui concerne le

Bill (48) amendant la loi constituant en corporation " The Laurentian Water & Power Company " :

" Au sujet du bill privé (No 48) " Loi amendant la charte de la compagnie " The Laurentian Water & Power Company ", un point d'ordre a été soulevé hier par l'honorable député de Montmorency contre la motion de l'honorable député de Terrebonne, qui demandait la suspension de toutes les règles de cette Chambre relatives aux bills privés et spécialement du premier paragraphe de la règle 57, et j'ai remis ma décision à aujourd'hui.

Les raisons invoquées par l'honorable député de Montmorency, à l'appui du point d'ordre qu'il a soulevé, sont les suivantes :

1. La motion n'indique pas toutes les règles dont on demande la suspension ;
2. Elle ne spécifie par les raisons pouvant motiver cette suspension ;
- 3 La motion n'est pas recommandée par le comité des ordres permanents

En ce qui concerne la première raison, je suis d'opinion que la motion de l'honorable député de Terrebonne est suffisamment et tout à fait explicite.

Quant à la nécessité d'avoir un rapport du comité des ordres permanents sur une motion faite pour obtenir cette suspension des règles, je suis d'avis que cette procédure n'est requise que dans le cas où une motion de ce genre affecte la pétition d'un bill privé. (Voir règle 55.)

La seconde raison invoquée à l'appui du point d'ordre me semble beaucoup plus sérieuse, à savoir que la motion ne spécifie pas les raisons sur lesquelles la Chambre pourrait se baser pour décider la suspension de ses règles.

L'honorable député de Terrebonne a insisté sur ce point que la règle 69 lui donnait le droit de faire cette motion, pourvu qu'il en ait donné un avis de deux jours, ce qui a été fait dans le cas actuel

Le but de cette règle est évidemment de ne statuer que sur la durée de l'avis et non sur la forme ou le mérite de la motion.

La Chambre a le droit, quand ses règles ne statuent pas sur une loi ou une procédure, de consulter les précédents établis et les autorités reconnues. (Voir règle 120)

Je trouve dans la procédure parlementaire de Bourinot, 3ème édition, page 307, la citation suivante d'un ordre permanent du Sénat du Canada : " 17. No motion to suspend modify or amend any rule or part thereof shall be in order except on one day's notice in writing specifying precisely the rule or part of rule proposed to be suspended, modified or amended, and the purpose thereof."

Cushing dit dans son ouvrage : " The Law & Practice of Legislative Assemblies, 9me édition, paragraph 1482 ; " In the British Parliament, from the practice of which the foregoing principles are derived, the suspension of a rule for a particular purpose is an extremely rare proceed-

ing", et dans le paragraphe suivant, il dit que si le consentement unanime de l'Assemblée n'est pas donné sur la motion de suspension des règles, alors "the member moves that the rules be suspended, for the specific purpose with he has in view."

Je dois ajouter que je suis d'opinion que, pour la stabilité et la dignité des usages parlementaires, il est désirable et nécessaire que les raisons pouvant motiver une suspension d'une règle ou des règles devraient être spécifiées dans la motion.

La motion de l'honorable député de Terrebonne ne spécifie aucune raison ni aucune nécessité motivant la suspension des règles dans le cas actuel, et, en conséquence, je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Montmorency, et je décide que la motion de l'honorable député de Terrebonne est hors d'ordre."

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Que les règles de cette Chambre relatives aux bills privés sauf celles qui se rapportent aux pétitions pour ces bills et, en particulier, le premier paragraphe de l'article 57, ne s'appliqueront pas au bill (48) amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company", afin que les privilèges, franchises et droits mentionnés dans la clause 4 du dit bill soient ratifiés, vu qu'il est dans l'intérêt de la ville de St-Jérôme, du village et de la paroisse de Ste-Agathe, de la ville de Lachûte et de la paroisse de St-Jérôme que ce bill tel qu'amendé soit adopté et vu l'urgence résultant de la phase avancée de la session.

M. Prévost demande, ensuite, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Cherrier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de correspondance avec le département des Terres, Mine et Pêcheries en rapport avec du bois coupé par les colons sur des terrains qui ont souffert des feux de forêts de 1903, dans le comté de Terrebonne.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Caron (L'Islet), et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (114), constituant en corporation l' "Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une société de bienfaisance.

Proposé par M. Caron (L'Islet), appuyé par M. Roy (Montmagny), et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (38) constituant en corporation les Frères de la Croix de Jésus, soit remis, moins les frais d'impression.

sion et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Proposé par M. Pelletier, appuyé par M. Daignault, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (41) autorisant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Sherbrooke à contracter un emprunt soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est dans l'intérêt de l'instruction publique.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Gillies, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (49).—Loi additionnelle au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 80, constituant en corporation la "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne un hôpital.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (68).—Loi autorisant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre de nouvelles obligations, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a rapport à l'instruction publique.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (106).—Loi constituant en corporation la société "The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the port of Montreal", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une association de secours mutuel.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (127) amendant le Code civil relativement aux objets non réclamés en la possession des voituriers.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (155) à l'effet d'assurer une protection plus efficace aux abeilles.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

Et la question étant posée; Quand ce comité pourra-t-il siéger, de nouveau?

M. Girard propose, appuyé par M. Morin :—Que permission ne soit pas donnée au comité de siéger de nouveau, vu qu'il est dans l'intérêt public de faire une étude plus complète de la question soulevée par ce projet de loi et, qu'en conséquence, la considération de ce sujet par cette Chambre soit différée jusqu'à la prochaine session.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est résolu dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (163) amendant les articles 19 et 71^c du Code municipal.

M. Duhamel, appuyé par M. Lemay, propose,—et la motion étant soumise à la Chambre :—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (159) amendant les dispositions du Code municipal concernant les clôtures et la largeur des bandes de roues.

M. Champagne, appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, immédiatement, en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit :—Loi amendant les dispositions du Code municipal concernant la largeur des bandes de roues.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (171) concernant les unions ouvrières.

M. Décarie, appuyé par M. Godbout, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (175), amendant le Code de procédure civile.

M. Mackenzie, appuyé par M. Kelly, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (76) constituant en corporation "The Yukon Loan and Trust Company."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (76) constituant en corporation "The Yukon Loan and Trust Company," et les dits amendements sont lus la première fois et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre, en date du 8 mai 1905, pour la production : 1. De toute correspondance se rapportant à la seigneurie de Shoolbred échangée, depuis 1889, entre le gouvernement et les héritiers de John Shoolbred.

2. Aussi, pour copie du contrat de la dite seigneurie enregistré dans le volume A, numéro 1, des archives de la province de Québec (département du Secrétaire.)

(Document de la session No 70)

Réponse à un ordre, en date du 12 mai 1905, pour la production de tous documents, correspondance concernant le service fait par la police provinciale sur les quais du gouvernement fédéral en rapport avec les bâtisses des immigrants à Québec. (*Document de la session No 71.*)

Et réponse à un ordre, en date du 12 mai 1905, pour la production de copie de chacun des documents suivants, ayant servi à la dernière élection pour le district électoral de Laval :

1. Les bulletins de présentation ;
 2. Les cahiers de votation ;
 3. Les commissions des sous-officiers rapporteurs ;
 4. Les serments de ces derniers et les certificats de leur assermentation.
- (*Document de la session No 72.*)

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures p. m.

Huit heures P. M.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill (25) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un bill (24) concernant l'inspection des beurreries et fromageries.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un bill (133) amendant l'article 639 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Caron (l'Islet).—1. Quelle est la date de la nomination de L. H. Labrecque, coroner pour le district de Saguenay ?

2. Combien d'enquêtes a-t-il faites depuis sa nomination ?

3. Quel montant d'honoraires a-t-il reçu ?

4. Quelques-unes de ces enquêtes ont-elles eu un résultat pratique ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1 Le 26 mars 1901, nommé conjointement coroner pour le district de Saguenay, avec C. Côté, P. Synotte et J. A. Fafard.

2. 34.

3. \$204 00

4. Les dossiers de ces enquêtes et les verdicts des jurys sont déposés au bureau du greffier de la Couronne du district de Saguenay et établissent les résultats obtenus.

Par M. Gendron.—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer la législation nécessaire pour diviser le district électoral d'Ottawa en deux districts électoraux, ayant les mêmes limites que les districts électoraux de Labelle et de Wright pour la représentation à la Chambre des Communes du Canada ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—A l'étude.

Par M. Delâge.—1. L'édition du Code municipal que le gouvernement aurait achetée pour être distribuée aux municipalités de cette province est-elle complètement épuisée ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement d'en acheter une autre pour pareilles fins.

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui ; 2. Non.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Godbout, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (35) amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-français, soit remis moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une société de bienfaisance.

Proposé par M. Carter, appuyé par M. Panet, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 37) amendant la charte de la " Maternité de Montréal ", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill concernant une œuvre de charité.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 93) constituant en corporation " The Children's Memorial Hospital ", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill concernant un hôpital.

Proposé par M. Blouin, appuyé par M. Bergevin, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (39) exemptant les propriétés de l'Hôpital-Guay de St-Joseph de Lévis, de toute taxes et

cotisations légales, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill concernant un hôpital.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (127) amendant le Code civil relativement aux objets non réclamés en la possession des voituriers.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (176) amendant l'article 15 du Code de procédure civile

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (166) amendant l'article 716 du Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mousseau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (12) amendant la loi des licences de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (48) amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company".

M. Prévost propose, appuyé par M. Gosselin (Iberville),—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur :

Que les règles de cette Chambre relatives aux bills privés (sauf celles qui se rapportent aux pétitions pour ces bills et, en particulier, le premier paragraphe de l'article 57), ne s'appliqueront pas au bill (No 48) amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company," (afin que les privilèges, franchises et droits mentionnés dans la clause 4 du dit bill, soient ratifiés), vu qu'il est dans l'intérêt de la ville de St-Jérôme, du village et de la paroisse de Ste-Agathe, de la ville de La Hâte et de la paroisse de St-Jérôme que ce bill, tel qu'amendé, soit adopté, et vu l'urgence résultant de la phase avancée de la session.

M. Taschereau soulève l'objection suivante : 1. Que la motion demande la suspension des règles relatives aux bills privés, excepté celles se rapportant aux pétitions et excepté le premier paragraphe de l'article 57 et que, conséquemment, le bill (48) restera hors d'ordre ;

2. Que, par cette motion, il est proposé de ratifier par résolution des conventions qui ne peuvent l'être que par un bill ;

3. Qu'il n'est nullement prouvé qu'il y ait urgence d'adopter le bill (48)

M. l'Orateur décide comme suit :

"Quant à la rédaction de la motion, la Chambre doit elle-même en apprécier les termes et le sens. Il n'y a pas matière à une question d'ordre

"Sur le second point de l'objection, je ne considère pas qu'il s'agit de ratifier ces conventions au moyen d'une simple résolution. Par sa motion, l'honorable député de Terrebonne ne fait qu'indiquer que si les règles sont suspendues comme il le demande, les clauses du bill auxquelles on objecte pourront être considérées par la Chambre.

"Quant à l'invocation de l'urgence en faveur du bill, c'est à la Chambre à juger ce point.

Je renvoie donc l'objection "

La motion principale, est, en conséquence, adoptée.

La Chambre siège jusqu'après minuit.

Jeudi, 18 mai 1905.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (116) constituant en corporation " The Quebec and St. Maurice Industrial Company ".

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (39) exemptant les propriétés de l'Hôpital Guay, de Saint-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (43) constituant en corporation la Compagnie des Tramways de Longueuil, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné —Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (46) constituant en corporation la compa-

gnie du chemin de fer de la Vallée Saint-François, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (51) constituant en corporation "The Anglo-American Trust Co.," et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (55) constituant en corporation la Compagnie du Tramway électrique du Lac Achigan, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (62) constituant en corporation "The St. Lawrence Trust and Building Company," et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (65) constituant en corporation "The Industrial Union Life Insurance Company," et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (77) constituant en corporation la compagnie "Eastern Fire Insurance Company of Canada," et les dits amendements sont lus, de nouveau, et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (78) constituant en corporation la Société de Secours Mutuel "La Prévoyance," et les dits amendements sont lus, de nouveau, et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (79) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance l'opulaire, et les dits amendements sont lus, de nouveau, et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (#2) constituant en corporation la compagnie "The Salmon River and Northern Railway Company," et les dits amendements sont lus, de nouveau, et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour étudier une certaine résolution concernant une subvention au Monument National de Montréal.

Résolu — Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour étudier une certaine résolution concernant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

La Chambre ayant siégé jusqu'à une heure et quarante minutes, jeudi matin, s'ajourne à trois heures cet après-midi.

Jeudi, 18 mai 1905.

Trois heures, p. m.

M. Prévost, du comité de législation, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (167) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (E du Conseil) amendant le Code civil au sujet des bureaux d'enregistrement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et, à raison de leur importance, les rapporte à la Chambre pour nouvelle étude.

Bill (164) amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales ;

Bill (171) concernant les unions ouvrières ;

Bill (169) amendant l'article 5766 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Et bill (175) amendant le Code de procédure civile ”

Ordonné,— Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 16) annexant à la paroisse de St-Thomas et au comté de Joliette certains lots des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lanoraie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par M. Delâge, appuyé par M. Blouin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état démontrant :
1. Quelles sont les expositions universelles et de la Puissance auxquelles le département de l'Instruction publique de la province de Québec a pris part jusqu'à présent

2. Quel en a été le résultat.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Delâge.—Le gouvernement de la province de Québec accorde-t-il annuellement un octroi aux commissions scolaires de Québec et de Montréal, protestantes et catholiques ?

2. Dans l'affirmative, quel est ce montant et dans quelle proportion est-il pour chaque commission ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—1 Oui.

2. Montants accordés pour l'année scolaire 1903-1904.

(a) Sur le fonds des écoles publiques :

Aux commissaires d'écoles catholiques de Montréal	\$15,384 04
Aux commissaires d'écoles protestantes de Montréal	6,369 21
Aux commissaires d'écoles catholiques de Québec	5,903 57
Aux commissaires d'écoles protestantes de Québec	420 44

(b) Sur le fonds de l'éducation supérieure :

Aux commissaires d'écoles catholiques de Montréal	\$ 1,105 12
Aux commissaires d'écoles protestantes de Montréal pour le paiement de bourses à 20 élèves	1,185 00
Aux commissaires d'écoles catholiques de Québec	1,175 92
Aux commissaires d'écoles protestantes de Québec	200 00

Par M. Delâge — Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une inspectrice des manufactures pour le district de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—A l'étude.

Par M. Delâge — Est-il à la connaissance de l'honorable Secrétaire de la province que le Surintendant de l'Instruction publique a refusé de recevoir des rapports qui lui ont été transmis par des inspecteurs d'écoles, et qu'il a exigé que ces rapports fussent modifiés et rédigés dans le sens qu'il désirait ?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces inspecteurs et pour quelles raisons a-t-il agi de la sorte ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—Non.

Proposé par M. Dagnis, secondé par M. Chauret, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents et correspondance adressés au Procureur-général au sujet de la modification à apporter à l'acte de judicature quant à la résidence des juges des districts ruraux.

Proposé par M. Caron (L'Islet), secondé par M. Panet, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents concernant la falsification du sucre d'érable et la classification des produits laitiers.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendements :

Bill (74)—Loi amendant la charte de la Compagnie Canadienne d'éclairage électrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission.

Bill (98)—Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham, et changeant son nom.

Et bill (121)—Loi amendant la loi concernant l'Association des Architectes de la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill (59)—Loi amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill (53)—Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la "Real Estate Title Guarantee and Trust Company," en celui de "Financial Corporation".

Bill (72)—Loi augmentant les pouvoirs de la "Saint-Lawrence Investment Society, Limited," et changeant son nom.

Bill (89)—Loi déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère.

Bill (95)—Loi augmentant les pouvoirs de la Corporation du village de la Malbaie.

Bill (124)—Loi amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières.

Bill (34)—Loi pour venir en aide à certains corps religieux

Bill (146)—Loi amendant le Code civil relativement aux personnes se servant en affaires du nom d'un autre.

Et Bill (80)—Loi amendant la charte de "The Canadian Light and Power Company."

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (59) amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (53) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la "Real Estate Title Guarantee and Trust Com-

pany," en celui de "Financial Corporation", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (72) augmentant les pouvoirs de la "Saint-Lawrence Investment Society. Limited," et changeant son nom, et ces amendements sont lus la première fois

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (89) déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (95) augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (124) amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (134) pour venir en aide à certains corps religieux, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (146) amendant le Code civil relativement aux personnes se servant en affaires du nom d'un autre, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient, lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (80) amendant la charte de "The Canadian Light and Power Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est —

Résolu,—Qu'à partir de la deuxième séance, inclusivement, vendredi, le 19 mai courant, les ordres du gouvernement aient priorité, à chaque séance.

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est,—

Ordonné,—Que l'ordre de la Chambre pour la deuxième lecture, à la prochaine séance, des amendements du Conseil faits au bill (59) amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62 soit rescindé.

Ordonné,—Que ces amendements soient maintenant lus, la deuxième fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois et agréés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (48) amendant la loi constituant en corporation "The Laurentian Water & Power Company".

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a fait quelques progrès

Et étant six heures, p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures p. m.

Huit heures, p. m.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 177) autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par M. Bernard, appuyé par M. Giard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre le Procureur-général ou les employés de son département et le coroner Rouleau, du district d'Arthabaska, concernant la tenue des enquêtes du coroner de ce district les médecins à employer, et, généralement, tout ce qui se rapporte à ces enquêtes, depuis le 1er juillet 1903.

Proposé par M. Giard, appuyé par M. Bernard, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance échangée entre le département de l'agriculture et toute personne, depuis le premier juin 1904, concernant l'achat d'un cheval appartenant à J. M. Stevenson, de East Angus, pour être livré à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, et la réclamation du dit Stevenson à ce sujet.

Proposé par M. Mousseau, appuyé par M. Jobin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, plans, correspondance, se rapportant au projet de construction d'un pont sur le haut de la rivière Delisle dans le comté de Soulanges.

Proposé par M. Lemieux, appuyé par M. Marchildon, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet du système Gothenburg pour enrayer les abus alcooliques.

Il est proposé par M. Tessier (Trois-Rivières), appuyé par M. Neault, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (67) constituant en corporation Les Filles de Jésus, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été adopté pour des fins religieuses.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay (Lac St-Jean) et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (141), constituant en corporation "The Citizens Law and Order League of Quebec," de 1903, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une société de bienfaisance.

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Que le Bill (48) constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company," soit remis sur l'ordre du jour, à la prochaine séance.

M. Taschereau soulève l'objection que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'avis n'en a pas été donné

M. l'Orateur réserve sa décision.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (32).—Loi refondant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte, et changeant son nom en celui de : village de Rosemont.

Bill (57).—Loi amendant la charte de la ville de Lachine.

Bill (63).—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon.

Bill (73).—Loi concernant la compagnie du pont Saint-Pie.

Bill (85).—Loi concernant la succession de feu Laird Paton

Bill (88).—Loi concernant la commune de Laprairie.

Bill (91).—Loi accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny.

Bill (101).—Loi autorisant George Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (103).—Loi concernant la compagnie " Davies Limited "

Bill (106).—Loi constituant en corporation la société " The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the port of Montreal."

Bill (114).—Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec

Et Bill (130) —Loi amendant la loi concernant la conciliation.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill (33).—Loi constituant en corporation la ville de Thetford Mines.

Bill (84).—Loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Bill (100).—Loi ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Franco-Canadien.

Bill (107).—Loi constituant en corporation "The Havana Trust Company."

Bill (108).—Loi autorisant la Compagnie de papier Rolland.

Et Bill (113).—Loi autorisant les héritiers de feu A. G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A. G. Belleau.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (33), constituant en corporation la ville de Thetford Mines, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (84), amendant la charte de la cité des Trois-Rivières, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (200), ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Télesphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Télesphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Franco-Canadien, et les dits amendements sont lus la première et deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (107) constituant en corporation "The Havana Trust Company" et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de papier Rolland, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (113) autorisant les héritiers de feu A.G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A. G. Belleau, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (163) amendant les articles 19 et 718 du Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin, propose, appuyé par l'hon. M. Turgeon et il est—

Résolu.—Qu'à partir de vendredi, le 19 mai, il y ait trois séances par jour, y compris le samedi, la première de 11 hrs a. m. à 1 heure p. m. ; la seconde, de 3 heures à 6 heures p. m. ; la troisième, de 8 heures p. m. jusqu'à l'ajournement; et que lorsque la Chambre s'ajournera, à la troisième séance, vendredi, elle soit ajournée à samedi, à 11 heures a. m.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (53) amendant la loi 3 Edouard VII, ch. 102, en changeant le nom de la " Real Estate Title Guarantee and

Trust Company " en celui de "Financial Corporation," et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (72) pour étendre les pouvoirs de "The Saint Lawrence Investment Society, (limited)" et changer son nom, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (80) amendant la charte de "The Canadian Light and Power Co.," et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (89) déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu J. Bte. Bruyère, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (95) augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (124) amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (134) pour venir en aide à certaines corporations religieuses, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (146) amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme raison sociale, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (12) amendant la loi des licences de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer des résolutions concernant la loi des licences de Québec.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin,—et la motion est soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est acceptée.

L'honorable M. McCorkill déclare que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions qu'il recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Les résolutions suivantes sont adoptées :

Résolu, 1.—Qu'en outre de l'honoraire de cinq piastres, payable préalablement à l'octroi d'une des licences ci-après mentionnées, la personne qui la requiert sera tenue de payer au percepteur du revenu de la province les droits mentionnés dans le tarif suivant :

1. Pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel la licence est demandée est de cinq cents piastres ou moins ;—six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents ;—huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille piastres ;—mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres ;—treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres ;—quinze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus. Les porteurs de licences ne payant pas plus que quatre cents piastres paieront cent piastres de licences extra pour le privilège d'une licence d'hôtel au lieu d'une licence de restaurant.

2. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes dans un club :

- a* Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres ;
- b* Dans la cité de Québec, deux cents piastres ;
- c* Dans toutes les autres cités, cent vingt-cinq piastres ;
- d* Dans toute autre partie de la province, cent piastres.

3. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de gros, et de gros et de détail :

- a* Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres ; dans la cité de Québec quatre cent cinquante piastres ;
- b* Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres ;
- c* Dans toute ville, deux cent cinquante piastres ;
- d* Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres ,

4. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, le même droit que pour les licences de gros, à moins que le porteur de licence n'ait aucun stock, soit en douane ou autrement, auquel cas le droit est :

- a* Dans les cités, trois cent cinquante piastre ;
- b* Dans les villes, deux cent cinquante piastres ;
- c* Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

5. Pour chaque licence de table de billard, autre que celle d'un club :

a Dans les cités :

- 1. Pour une seule table tenue par la même personne et dans le même local, soixante piastres ;
- 2. Pour toute table additionnelle vingt-cinq piastres ;

b Dans les villes.

- 1. Pour chacune des deux premières tables, quarante piastres ;

-
2. Pour chaque table en sus de deux, vingt-cinq piastres.
- c Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres pour chaque table.
6. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :
- a. Dans les cités et villes, trente-cinq piastres ;
- b. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres.
- Pour chaque licence de table de bagatelle, de trou-madame (*pigeon hole*) ou de mississippi, vingt-cinq piastres.
8. Pour chaque licence de jeu de quilles :
- a. Dans les cités et villes, vingt-cinq piastres ;
- b Partout ailleurs, dix piastres.
9. Pour chaque licence de bureau de prêts ou de commerce de prêts d'argent :
- a. Dans la cité de Montréal, deux cents piastres ;
- b Dans la cité de Québec, cent cinquante piastres ;
- c Partout ailleurs, cinquante piastres.

Résolu, 2—Que sur les transferts de licences, dans la cité de Montréal, il devra être payé en argent, au percepteur du revenu de la province, comme suit :

Sur chaque transfert fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, trois cent pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pour une période variant d'un à trois ans, cent pour cent du droit de licence ; et sur chaque transfert de licence qui a été possédée par le cédant pendant plus de trois ans, cinquante pour cent du droit de licence. Mais, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il ne doit être payé qu'une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé ; et dans le cas de compagnies à fonds social prenant leur licence au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, sur le permis de transfert, est aussi de vingt-cinq piastres.

Dans la cité de Québec, sur chaque transfert fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pour une période variant d'un à trois ans, soixante et quinze pour cent du droit de licence ; et sur chaque transfert de licence qui a été possédée par le cédant pendant plus de trois ans, cinquante pour cent du droit de licence. Mais, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il ne doit être payé qu'une somme de

vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé ; et dans le cas de compagnies à fonds social prenant leur licence au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, sur le permis de transfert, est aussi de vingt-cinq piastres.

Résolu, 3.—Qu'un droit additionnel de dix piastres, ainsi qu'un honoraire d'une piastre pour le percepteur, doit être payé lorsqu'une licence de colporteur sera transportée de son titulaire à une autre personne

Résolu 4.—Que tout agent, ou voyageur de commerce, ou autre personne, vendant, sollicitant des commandes pour, ou annonçant en vente des liqueurs enivrantes dans cette province, dans l'intérêt d'une personne, société ou compagnie dont le siège principal des affaires se trouve en cette province, sera tenu de prendre une licence par la vente sur échantillon ou à commission, que cet agent ou voyageur soit employé par telle personne, société ou compagnie, à salaire fixe ou à commission, ou qu'il agisse pour son propre compte.

Résolutions à rapporter.

Et, la Chambre siège jusqu'après minuit.

Vendredi, 19 mai 1905.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Morin rapporte, alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Qu'en outre de l'honoraire de cinq piastres, payable préalablement à l'octroi d'une des licences ci-après mentionnées, la personne qui la requiert sera tenu de payer au percepteur du revenu de la province les droits mentionnés dans le tarif suivant :

1. Pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel la licence est demandée est de cinq cents piastres ou moins ;—six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents ;—huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille ;—mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres ;—treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres ; quinze cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus. Les porteurs de licence ne payant pas plus que quatre cents piastres

paieront cent piastres de licence extra, pour le privilège d'une licence d'hôtel au lieu d'une licence de restaurant.

2. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes dans un club :

- a* Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres ;
- b* Dans la cité de Québec, deux cents piastres ;
- c* Dans toutes les autres cités, cent vingt-cinq piastres ;
- d* Dans toute autre partie de la province, cent piastres ;

3. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de gros, et de gros et de détail :

- a* Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres ; dans la cité de Québec quatre cent cinquante piastres ;
- b* Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres ;
- c* Dans toute ville, deux cent cinquante piastres ;
- d* Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

4. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, le même droit que pour les licences de gros, à moins que le porteur de licence n'ait aucun stock, soit en douane ou autrement, auquel cas le droit est :

- a* Dans les cités, trois cent cinquante piastres ;
- b* Dans les villes, deux cent cinquante piastres ;
- c* Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

5. Pour chaque licence de table de billard, autre que celle d'un club :

a Dans les cités :

- 1. Pour une seule table tenue par la même personne et dans le même local, soixante piastres ;
- 2. Pour toute table additionnelle vingt-cinq piastres ;

b Dans les villes.

- 1. Pour chacune des deux premières tables, quarante piastres ;
- 2. Pour chaque table en sus de deux, vingt-cinq piastres.

c Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres pour chaque table.

6. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :

- a* Dans les cités et villes, trente-cinq piastres ;
- b* Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres.

Pour chaque licence de table de bagatelle, de trou-madame (*pigeon hole*) ou de mississippi, vingt-cinq piastres.

8. Pour chaque licence de jeu de quilles :

- a* Dans les cités et villes, vingt-cinq piastres ;

b Partout ailleurs, dix piastres.

9. Pour chaque licence de bureau de prêts ou de commerce de prêts d'argent :

- a* Dans la cité de Montréal, deux cents piastres ;
- b* Dans la cité de Québec, cent cinquante piastres ;
- c* Partout ailleurs, cinquante piastres.

Résolu, 2.—Que sur les transferts de licences, dans la cité de Montréal, il devra être payé en argent, au percepteur du revenu de la province, comme suit :

Sur chaque transfert fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, trois cent pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pour une période variant d'un à trois ans, cent pour cent du droit de licence ; et sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pendant plus de trois ans, cinquante pour cent du droit de licence. Mais, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il ne doit être payé qu'une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé ; et dans le cas de compagnies à fonds social prenant leur licence au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, sur le permis de transfert, est aussi de vingt-cinq piastres.

Dans la cité de Québec, sur chaque transfert fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pour une période variant d'un à trois ans, soixante et quinze pour cent du droit de licence ; et sur chaque transfert de licence qui a été possédée par le cédant pendant plus de trois ans, cinquante pour cent du droit de licence. Mais, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il ne doit être payé qu'une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province lorsque le transfert est accordé ; et dans le cas de compagnies à fonds social prenant leur licence au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, sur le permis de transfert, est aussi de vingt-cinq piastres.

Résolu, 3.—Qu'un droit additionnel de dix piastres, ainsi qu'un honoraire d'une piastre pour le percepteur, doit être payé lorsqu'une licence de colporteur sera transportée de son titulaire à une autre personne.

Résolu, 4.—Que tout agent, ou voyageur de commerce, ou autre personne, vendant, sollicitant des commandes pour, ou annonçant en vente des liqueurs enivrantes dans cette province, dans l'intérêt d'une personne, société ou compagnie dont le siège principal des affaires se trouve en dehors des limites de la province sera tenu de prendre une licence pour la vente sur échantillon ou à commission, que cet agent ou voyageur soit employé par telle personne, société ou compagnie, à salaire fixe ou à commission, ou qu'il agisse pour son propre compte.

Ordonné.—Que la nouvelle considération de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

Et la Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et quinze minutes, s'ajourne à onze heures, ce matin.

Vendredi, 19 mai 1905.

Onze heures a. m.

M. l'Orateur rend, comme suit, sa décision sur le point d'ordre soulevé par M. Taschereau, sur la motion de M. Prévost, que le bill 48 - Loi amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company" - soit inscrit sur l'ordre du jour, à la prochaine séance :

"Hier, l'honorable député de Terrebonne a proposé de remettre ce bill sur les ordres du jour, pour la prochaine séance.

L'honorable député de Montmorency a soulevé une question d'ordre, à savoir qu'il était nécessaire de donner avis d'une telle motion

Je trouve dans Bourinot, page 667, 3e édition, au chapitre des bills publics que "dans le cas où il n'a pas été fait de rapport à la Chambre sur un bill devant le comité général, ce bill doit disparaître de l'ordre du jour, mais il peut y être remis subséquemment à l'aide d'une motion, et sans avis."

A la page 78^a, le même auteur explique que cette règle s'applique aussi aux bills privés

En conséquence, je rejette le point d'ordre et je déclare que la motion est devant la Chambre."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions rapportées du comité général, jeudi, le 18 mai courant, concernant la loi des licences de Québec.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois et adoptées.

Ordonné, — Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le Bill (12) concernant la loi des licences de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (12) concernant la loi des licences de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux, fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, — Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ? — la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stanstead),
Blanchard,
Cardin,
Caron, (Matane),
Caron, (l'Islet),
Chauret,
Cherrier,
Daignault,
D'Auteuil,
Délage,
Dion,
Dupuis,
Fiset,
Gendron,
Gillies,
Girard,
Godbout,
Gosselin (Herville),
Gosselin (Missisquoi),
Gouin,
Jobin,
Kelly,
Lacombe,

Laferté,
Lafontaine (Berthier),
Langlois,
Lemieux,
Mackenzie,
Marchildon,
McCorkill,
Morin,
Mousseau,
Morisset,
Panet,
Felletier,
Petit,
Pilon,
Prévost,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Roy (Saint-Jean),
Smith,
Tanguay (Lac St-Jean),
Tessier (Rimouski),
Tourigny,
Turgeon, et
Walker.—49.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Giard,
Lafontaine (Maskinongé),

LeBlanc et
Tellier—5

La proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,— Que le bill passe

Ordonné,— Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (25) amendant la

loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général, et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

A une heure, conformément à l'ordre, la Chambre est ajournée par M. l'Orateur à trois heures, cet après-midi.

Trois heures, p. m.

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier, et il est—

Ordonné,—Que le Bill (48) amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company", soit remis sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour étudier certaines résolutions concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet des résolutions et qu'il les recommande à la considération de l'Assemblée législative.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Que tous ceux qui auront été reconnus, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, comme ayant droit à un octroi de terre ou à une prime en vertu de la loi des douze enfants, et des amendements à icelle, pourront obtenir du ministre des terres, mines et pêcheries le paiement d'une prime de cinquante piastres, sur demande à ce ministre, et qu'ils n'aient droit à aucun autre octroi.

Résolu, 2.—Que le paiement de ces primes se fera à même les sommes qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions,

auront été payées au département des terres, mines et pêcheries en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 4, par les porteurs de permis de coupe de bois, et, après l'épuisement de ces sommes, à même le fonds consolidé du revenu de la province; pourvu, toutefois, que le ministre des terres, mines et pêcheries puisse assigner, pour les fins et pour la période mentionnées dans la dite section 4, à chacun des porteurs de permis qui auront payé ces sommes et auxquels des lots n'auront pas alors été attribués en vertu de la dite section, un lot à être choisi par le ministre pour chaque somme de cinquante piastres ainsi payée par tel porteur de permis.

Résolu, 3.—Que les permis autorisant la coupe du bois de chauffage et du bois de construction visés par l'article 1343*b* des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 21, pourront être accordés dans les territoires sous licence de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand en quantité appréciable.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Godbout rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que tous ceux qui auront été reconnus, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, comme ayant droit à un octroi de terre ou à une prime en vertu de la loi des douze enfants, et des amendements à icelle, pourront obtenir du ministre des terres, mines, et pêcheries le paiement d'une prime de cinquante piastres, sur demande à ce ministre, et qu'ils n'auront droit à aucun autre octroi.

Résolu, 2.—Que le paiement de ces primes se fera à même les sommes qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, auront été payées au département des terres, mines et pêcheries en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 4, par les porteurs de permis de coupe de bois, et, après l'épuisement de ces sommes, à même le fonds consolidé du revenu de la province; pourvu, toutefois, que le ministre des terres, mines et pêcheries puisse assigner, pour les fins et pour la période mentionnées dans la dite section 4, à chacun des porteurs de permis, qui auront payé ces sommes et auxquels des lots n'auront pas alors été attribués en vertu de la dite section, un lot à être choisi par le ministre pour chaque somme de cinquante piastres ainsi payée par tel porteur de permis.

Résolu, 3.—Que les permis autorisant la coupe du bois de chauffage et du bois de construction visés par l'article 1343*b* des Statuts refondus,

tel qu'édicte par la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 21, pourront être accordés dans les territoires sous licence de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand en quantité appréciable.

Les dites résolutions ayant été lues deux fois, sont agréées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le Bill (25) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (25) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (14) amendant l'article 562 du Code municipal.

L'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Goun, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Stanstead) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (9) amendant la loi concernant l'organisation des départements

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, immédiatement, en comité général.

La Chambre se forme alors en comité général, et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour étudier certaines résolutions concernant l'organisation des départements.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion étant soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le ministre des terres et forêts, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, et le ministre des travaux publics et du travail, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, recevront un traitement annuel de quatre mille piastres chacun, en plus de leur indemnité sessionnelle.

Résolu, 2.—Que les officiers et employés du département des terres et forêts, du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, et du département des travaux publics et du travail, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, seront soumis aux dispositions de la loi concernant le service civil et recevront les traitements alloués par la loi.

Résolutions à rapporter

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dupuis fait rapport, que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Dupuis rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que le ministre des terres et forêts, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, et le ministre des travaux publics et du travail, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, recevront un traitement annuel de quatre mille piastres chacun, en plus de leur indemnité sessionnelle

Résolu, 2 —Que les officiers et employés du département des terres et forêts, du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, et du département des travaux publics et du travail, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, seront soumis aux dispositions de la loi concernant le service civil et recevront les traitements alloués par la loi.

Ces résolutions ayant été lues deux fois sont adoptées.

Ordonné.—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité chargé d'étudier le Bill (9) concernant l'organisation des départements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (9) concernant l'organisation des départements.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée: Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (21) concernant l'inspection des beurreries et fromageries.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre

Résolu.—Que cette Chambre se forme, immédiatement, en comité général.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M.

Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (26), annexant à la paroisse de St-Thomas et au comté de Joliette certains lots des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lanoraie.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général, et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant une subvention au Monument National de Montréal.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe aussi la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions de l'ordre en conseil no 187, du 29 mai 1896, allouer la somme de deux mille cinq cents piastres au Monument National de Montréal, pour venir en aide à cette entreprise, qui est sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant

M. Dupuis rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit:

Résolu,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions de l'ordre en conseil No 187, du 29 mai 1896, allouer la somme de deux mille cinq cents piastres au Monument National de Montréal, pour venir en aide à cette entreprise, qui est sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

La dite résolution ayant été lue une seconde fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (No 23) concernant une subvention au Monument National de Montréal

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (15) amendant la loi concernant les chemins de fer et réglementant la vente d'un chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoir corporatif.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu, une deuxième fois.--

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général, et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (102) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le payement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Bill (111) constituant en corporation la ville de Marieville.

Bill (139) amendant l'article 582 du Code municipal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (H) pour suppléer à la loi 4 Edouard VII, chapitre 26, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier, et il est,—

Ordonné,—Que le Bill (H du Conseil législatif) pour suppléer à la loi 4 Edouard VII, chapitre 26, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement, en comité général.

La Chambre s'étant constitué en comité général et, ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier, et il est,—

Ordonné,—Que le Bill (48) amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company," soit inscrit, de nouveau, sur les ordres du jour pour être considéré en comité général, à la prochaine séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Perrault.—Y a-t-il des membres du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique qui occupent des positions obtenues sur la recommandation du dit comité ?

2. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms ?

3. Y a-t-il des membres du dit comité qui reçoivent des appointements ou d'autres avantages, sujets à la recommandation ou au contrôle du dit comité ?

4. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Oui.

2 M. S. P. Robins, principal de l'Ecole Normale McGill et M. A. W. Kneeland, professeur à l'Ecole Normale McGill.

3 et 4. Non, excepté ce qui est mentionné dans la réponse précédente.

Par M. Perrault.—1. Le Conseil de l'Instruction publique ou l'un de ses comités, a-t-il proposé, pendant les cinq dernières années, au gouvernement, ou à l'un de ses départements, des projets de législation, ou d'autres demandes de changement en matière d'éducation ?

2. Dans l'affirmative, quels sont ces projets ou ces demandes ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—Le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, depuis l'adoption de la loi actuelle de l'Instruction publique, n'a proposé qu'un changement ; celui qui concerne le traitement minimum des institutrices et, cela, à sa réunion du 10 mai courant.

On a, cependant, adopté un grand nombre de résolutions concernant les règlements, qui ont été sanctionnées par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont devenues lois.

Le comité protestant du conseil de l'Instruction publique n'a pas fait de recommandation d'un caractère spécial pendant le même espace de temps.

Des résolutions concernant des changements apportés aux règlements ont été également adoptées et sont actuellement en vigueur.

Par M. Bernard.—1. Monsieur le notaire Aimé Geoffrion occupe-t-il encore la position d'inspecteur des bureaux d'enregistrement ?

2. Dans l'affirmative, quel est son salaire ?

3. Ce salaire lui a-t-il été payé en entier durant les douze derniers mois ?

4. Quelles sommes lui ont été payées pour frais de voyage ou autres considérations durant la même période ?

5. Où est la résidence actuelle du dit Aimé Geoffrion.

6. Si elle est dans la cité de Montréal, sur quelle rue est-elle située, et quel numéro civique porte-t-elle ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui.

2. \$2,000.00.
3. Oui.
4. \$207.85.
5. Montréal.
6. No 858 Avenue de l'Hôtel de Ville.

Par M. Giard—1. Quelle est l'étendue en superficie de la ferme modèle de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres en culture ?
3. Combien en forêt ?
4. Qui en est actuellement le propriétaire ?
5. Combien a-t-il payé pour son acquisition ?
6. Combien a-t-il été dépensé d'argent pour l'améliorer depuis 1895, inclusivement ?
7. Quelle est la valeur actuelle du fonds y compris les bâtisses ?
8. Quelle est la valeur actuelle du roulant de cette ferme ?
9. Quelqu'un a-t-il fait des démarches pour la vendre ou l'acquérir ?
10. Dans l'affirmative, quelles sont ces personnes ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—1. 160 acres ;

2. 78 acres en culture ; 80 en pâturage ;

3. 2 acres.

4. Le gouvernement de la province de Québec ;

5. \$5,000 ;

6. Environ \$10,000 ;

7. Environ \$18,000 ;

8. Environ \$6,000 ;

9. Non ;

Par M. Delâge—1. Le gouvernement de la province de Québec, ou l'honorable Secrétaire provincial, a-t-il reçu copie d'une résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, demandant de fixer un salaire minimum pour les instituteurs des écoles élémentaires ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de prendre, dès cette session, les moyens d'assurer l'exécution de cette réforme ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—1. Oui, le 13 mai 1905.

2. Le gouvernement n'a encore pris aucune décision à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (156) amendant les articles 337, 545 et 760 du Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (164) amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes.

Ordonné —Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre, en date du 18 mai 1905, pour production de copie de la correspondance échangée entre le procureur-général ou les employés de son département et le coroner Rouleau du district d'Arthabaska, concernant la tenue des enquêtes du coroner de ce district, les médecins à employer, et, généralement, tout ce qui se rapporte à ces enquêtes, depuis le 1er juillet 1903. (*Document de la session No 74*)

Et réponse à une adresse, en date du 2 mai 1905, demandant la production de tous documents, correspondance, ordres en conseil, etc., depuis 1902, échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement du Canada en rapport avec le remboursement des sommes perçues depuis 1867 et provenant des baux et permis de pêche, ainsi qu'en rapport avec la revendication d'une partie de la somme payée par les États-Unis pour l'indemnité dite des pêcheries. (*Document de la session No 73*)

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures, p m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (135) amendant la loi concernant les établissements industriels.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (150) amendant l'article 176 du Code municipal

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Langlois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (E du Conseil) amendant le Code civil et le Code de procédure civile, au sujet des bureaux d'enregistrement.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que la Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle demande leur concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. LeBlanc — Quel montant approximatif le gouvernement espère-t-il retirer de l'augmentation des taxes d'après le bill 12 intitulé : Loi amendant la loi des licences de Québec.

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—A peu près treize mille piastres.

— — —

Ordonné,—Que M. Walker ait la permission de présenter un bill (179) amendant le Code municipal, concernant l'érection de certaines bâtisses.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Delâge, appuyé par M. Taschereau, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'une résolution adoptée par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, à sa réunion du 10 mai dernier, au sujet de l'insuffisance du salaire des inspecteurs et de la fixation d'un salaire minimum.

Proposé par M. Walker, appuyé par M. Gillies, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement fédéral et celui de la province de Québec, concernant certaines îles du lac Saint-François, en face du canton Dundee, dans le comté de Huntingdon.

Proposé par M. Roy, (Montmagny), appuyé par M. Caron, (L'Islet), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un des départements

et les associations d'agents d'assurance ou autres personnes, sur l'opportunité de faire une loi concernant les agents d'assurance dans cette province.

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Girard, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous documents, correspondance, ordres en conseil, etc., entre le gouvernement et les intéressés, en rapport avec la reconstruction du pont Yule, sur la rivière Richelieu, depuis 1904.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Cherrier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et des requêtes se rapportant à l'érection du monument de feu Mgr Labelle, apôtre de la colonisation dans la province de Québec.

M. Prévost propose, appuyé par M. Cherrier, et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que le Bill (48) amendant la loi constituant en corporation la " Laurentian Water and Power Company, " soit retiré.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (43) amendant la loi constituant en corporation la " Laurentian Water and Power Company " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, la Chambre ayant permis le retrait du dit bill.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Tanguay (Lac St-Jean), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, documents, etc., au sujet de la division du comté d'Hochelaga, pour les fins électorales.

Proposé par M. Tanguay (Lac St-Jean), appuyé par M. Décarie, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (82) constituant en corporation les Frères de St-François Régis, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une corporation religieuse.

Proposé par M. MacKenzie, appuyé par M. Kelley, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (49) loi additionnelle au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation la " Robert Jones Memorial Convalescent Hospital, " soit

remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill concernant une institution de charité et de bienfaisance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (176) amendant l'article 423 du Code civil.

Ordonné, — Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné, — Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (177) autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay (Lac St-Jean), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. —

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

La Chambre, conformément à l'ordre, se constitue, de nouveau, en comité des subsides

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent quarante-six piastres et soixante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas soixante-trois mille quatre cent huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

7. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le salaire du greffier en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas seize mille quatre cent vingt et une piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du juge des sessions de la paix, Québec ; ditto, Montréal ; leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et

\$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict, chap, 23, art. 17, tel qu'amendée par l'art 4 de 3 Edouard VII, chap 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres. et d'une moitié aux écoles modèles et académiques

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université-Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des gratifications aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

39. *Résolu* — Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Résolu, — Qu'au cours de la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Morin rapporte alors du comité des subsides les résolutions suivantes qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent quarante-six piastres et soixante et quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas soixante-trois mille quatre cent huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

7. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

8. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes,

etc., de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt huit mille cinq cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille quatre cent vingt et une piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du juge des sessions de la paix, Québec ; ditto, Montréal ; leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17, telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Edouard VII, chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec,

comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700 00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

18 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les " High Schools " de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux " High Schools " dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université-laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de Médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

24 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

25 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

26 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des gratifications aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

Les dites résolutions ayant été lues deux fois, sont adoptées.
Et la Chambre ayant siégé jusqu'après minuit, samedi matin,

Samedi, 20 mai 1905.

M l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (49) ajoutant des dispositions aux Statuts de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation le " Robert Jones Memorial Convalescent Hospital."

Bill (54) concernant l'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec.

Bill (86) amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

Bill (94) constituant en corporation " The Canadian Trust Company."

Bill (99) autorisant le Baireau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen.

Bill (109) concernant la succession de feu Arthur Caron.

Bill (112) constituant en corporation " The Imperial Trust Company."

Bill (115) constituant en corporation le Club Canadien de Montréal.

Et Bill (116) constituant en corporation " The Quebec and St. Maurice Industrial Company."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative

Bill (138) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

Bill (36) revisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (36) revisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (138) amendant la loi concernant les médecins vétérinaires, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (49) ajoutant des dispositions aux Statuts de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation la "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (54) concernant l'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (86) amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (94) constituant en corporation "The Canadian Trust Company," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (99) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (109) concernant la succession de feu Arthur Caron, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (112) constituant en corporation "The Imperial Trust Company," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (115) constituant en corporation le Club Canadien de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (116) constituant en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Cherrier, appuyé par M. Prévost, et—

Ordonné,—Que la réduction de \$5.00 par jour mentionnée à l'article 149 des Statuts refondus de la province de Québec ne soit pas faite pour dix jours, dans les cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

Et la Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et dix minutes, s'ajourne à onze heures, aujourd'hui.

Samedi, 20 mai 1905

Onze heures, a. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant une taxe sur les transferts d'actions, de bons d'obligations et d'actions-obligations.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que pour subvenir aux besoins du service public, il sera imposé, conformément aux règles ci-après, une taxe sur toute vente, transport ou cession, faite ou mise à effet dans la province, d'actions, d'obligations, d'actions-obligations ou de bons émis par toute corporation ou compagnie.

Résolu, 2.—Que cette taxe sera prélevée au moyen de timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province, et notamment en conformité des dispositions des Statuts refondus concernant les timbres, et suivant tout arrêté en conseil passé ou qui pourra être passé à ce sujet.

Résolu, 3.—Que le montant des timbres qui seront apposés sera de deux centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres de la valeur au pair des actions, obligations, actions-obligations ou bons vendus, transférés ou cédés.

Résolu, 4.—Que, dans le cas où la preuve de telle vente, transport ou cession consistera dans une entrée faite dans un livre ou registre tenu dans la province par la corporation ou compagnie, les timbres seront apposés, au moment de l'entrée, sur la page du livre ou registre sur laquelle est faite l'entrée, aussi près que possible de cette entrée.

Que, dans le cas où telle vente, transport ou cession se fera par simple tradition ou remise d'un certificat ou de de la valeur, ou lorsque le livre ou registre de transfert de la corporation ou compagnie sera tenu hors de la province, une note sera préparée de la vente, transport ou cession par le vendeur ou cédant, sur laquelle les timbres seront apposées au moment où cette note sera signée ; et que cette note devra mentionner

les noms des parties, le nombre et la valeur au pair des actions ou valeurs auxquelles se rapportera la note, le nom de la corporation ou compagnie qui les aura émises, et le lieu et la date de la signature de cette note.

Résolu, 5.—Que les timbres seront, dans tous les cas, fournis et apposés par le vendeur ou cédant, à moins que la vente, le transport ou la cession ne soit faite par un courtier, dans lequel cas le courtier apposera lui-même les timbres et pourra en recouvrer le coût du vendeur ou cédant.

Résolu, 6.—Qu'immédiatement après avoir été apposés, les timbres seront oblitérés par la personne qui les aura apposés, de manière qu'ils ne puissent valablement servir de nouveau, en écrivant en encre, sur chacun d'eux, les jour, mois et année de l'oblitération.

Résolu, 7.—Qu'aucune vente, transport ou cession visée par les dispositions précédentes sur laquelle la taxe imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions n'aura pas été payée ne sera légale, valide ni obligatoire.

Que nulle corporation ou compagnie ne pourra faire une entrée, ou permettre qu'il soit fait une entrée, dans un livre ou un registre sous son contrôle, d'aucune telle vente, transport ou cession, à moins que les timbres, au montant requis, ne soient apposés au moment où l'entrée sera faite.

Qu'en outre, la personne en défaut encourra une pénalité n'excédant pas cinq cents piastres, laquelle sera recouvrée avec dépens par action ordinaire au nom de Sa Majesté, devant la Cour supérieure.

Résolu, 8.—Qu'aux fins de constater si la taxe imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions a été payée, le trésorier de la province pourra autoriser par écrit un officier de son département, ou toute autre personne, à examiner les livres et documents de toute corporation ou compagnie ; et que toute personne s'opposant à cet examen encourra la pénalité mentionnée dans la résolution 7, laquelle sera recouvrable de la manière y prescrite.

Résolu, 9.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, remplacer et abroger tous règlements qu'il croira nécessaire à la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ; lesquels entreront en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Résolu, 10.—Que les articles 1159, 1160, 1162, 1163, 1164, 1165 et 1166 des Statuts refondus s'appliqueront à la loi qui sera basée sur ces résolutions.

Résolu, 11.—Que la loi qui sera basée sur ces résolutions ne s'appliquera pas aux transferts d'actions, d'obligations, d'actions-obligations ou de bons faits *bonâ fide* pour la garantie d'emprunts.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Morin, en conséquence, rapporte les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que, pour subvenir aux besoins du service public, il sera imposé, conformément aux règles ci-après, une taxe sur toute vente, transport ou cession, faite ou mise à effet dans la province, d'actions, d'obligations, d'actions-obligations ou de bons émis par toute corporation ou compagnie.

Résolu, 2.—Que cette taxe sera prélevée au moyen de timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province, et notamment en conformité des dispositions des Statuts refondus concernant les timbres, et suivant tout arrêté en conseil passé ou qui pourra être passé à ce sujet.

Résolu, 3.—Que le montant des timbres qui seront apposés sera de deux centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres de la valeur au pair des actions, obligations, actions-obligations ou bons vendus, transférés ou cédés.

Résolu, 4.—Que, dans le cas où la preuve de telle vente, transport ou cession consistera dans une entrée faite dans un livre ou registre tenu dans la province par la corporation ou compagnie, les timbres seront apposés, au moment de l'entrée, sur la page du livre ou registre sur laquelle est faite l'entrée, aussi près que possible de cette entrée.

Que, dans le cas où telle vente, transport ou cession se fera par simple tradition ou remise d'un certificat ou de la valeur, ou lorsque le livre ou registre de transfert de la corporation ou compagnie sera tenu hors de la province, une note sera préparée de la vente, transport ou cession par le vendeur ou cédant, sur laquelle les timbres seront apposés au moment où cette note sera signée ; et que cette note devra mentionner les noms des parties, le nombre et la valeur au pair des actions ou valeurs auxquelles se rapportera la note, le nom de la corporation ou compagnie qui les aura émises, et le lieu et la date de la signature de cette note.

Résolu, 5.—Que les timbres seront, dans tous les cas, fournis et apposés par le vendeur ou cédant, à moins que la vente, le transport ou la cession ne soit faite par un courtier, dans lequel cas le courtier apposera lui-même les timbres et pourra en recouvrer le coût du vendeur ou cédant.

Résolu, 6.—Qu'immédiatement après avoir été apposés, les timbres seront oblitérés par la personne qui les aura apposés, de manière qu'ils ne puissent valablement servir de nouveau, en écrivant en encre, sur chacun d'eux, les jour, mois et année de l'oblitération.

Résolu, 7.—Qu'aucune vente, transport ou cession visée par les dispositions précédentes sur laquelle la taxe imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions n'aura pas été payée ne sera légale, valide ni obligatoire.

Que nulle corporation ou compagnie ne pourra faire une entrée, ou permettre qu'il soit fait une entrée, dans un livre ou un registre sous son contrôle, d'aucune telle vente, transport ou cession, à moins que les timbres, au montant requis, ne soient apposés au moment où l'entrée sera faite.

Qu'en outre, la personne en défaut encourra une pénalité n'excédant pas cinq cents piastres, laquelle sera recouvrée avec dépens par action ordinaire au nom de Sa Majesté, devant la Cour supérieure.

Résolu, 8.—Qu'aux fins de constater si la taxe imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions a été payée, le trésorier de la province pourra autoriser par écrit un officier de son département, ou toute autre personne, à examiner les livres et documents de toute corporation ou compagnie; et que toute personne s'opposant à cet examen encourra la pénalité mentionnée dans la résolution 7, laquelle sera recouvrable de la manière y prescrite.

Résolu, 9.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, remplacer et abroger tous règlements qu'il croira nécessaire à la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions; lesquels entreront en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Résolu, 10.—Que les articles 1159, 1160, 1162, 1163, 1164, 1165 et 1166 des Statuts refondus s'appliqueront à la loi qui sera basée sur ces résolutions.

Résolu, 11.—Que la loi qui sera basée sur ces résolutions ne s'appliquera pas aux transferts d'actions, d'obligations, d'actions-obligations ou de bons faits *bonâ fide* pour la garantie d'emprunts.

Et la question étant posée par M. l'Orateur :

Ces résolutions seront-elles maintenant lues la première fois?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la première fois.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : Ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : Cette Chambre adoptera-t-elle ces résolutions?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les dites résolutions sont agréées.

Ordonné.—Que M. McCorkill ait la permission de présenter un bill (20) concernant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations, et d'actions-obligations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : Ce bill sera-t-il maintenant lu la deuxième fois?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se forme alors en comité général et ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : ces amendements seront-ils lus la première fois, maintenant?—la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : ces amendements seront-ils lus, la deuxième fois, maintenant?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la question étant faite : ces amendements seront-ils adoptés, maintenant?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Et la motion étant faite que ce bill soit maintenant lu la troisième fois—La Chambre se divise et la proposition est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Bergevin, secondé par M. Blouin, et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée au sujet de la fondation d'une école industrielle dans l'ancien palais de justice du district de Beauharnois.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre, en date du 18 mai 1905, demandant un état indiquant : 1. Quelles sont les expositions universelles et de la Puissance auxquelles le département de l'Instruction publique de la province de Québec a pris part jusqu'à présent.

2. Quel en a été le résultat.

(Document de la session No 75).

Réponse à un ordre, en date du 19 mai 1905, pour production de copie d'une résolution adoptée par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique, à sa réunion du 10 mai dernier, au sujet de l'insuffisance du salaire des inspecteurs et de la fixation d'un salaire minimum.
(Document de la session No 76).

Et réponse à un ordre en date du 18 mai 1905, pour production de copie de tous documents et correspondance, adressés au Procureur-général au sujet de la modification à apporter à l'acte de judicature quant à la résidence des juges des districts ruraux.

(Document de la session No 77),

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (102) amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal, soit remis moins les frais d'impression et de traduction, ce bill concernant une église.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (54) concernant l'Institution catholique des Sourds-Muets de la province de Québec, soit remis moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une institution religieuse.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et adoptée.

L'honorable M. Gouin informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu que les besoins de l'instruction élémentaire en cette province et les améliorations qu'il importe d'y apporter pour en assurer le progrès exigent qu'une allocation additionnelle soit affectée à cette branche du service public ;—qu'il soit—

Résolu,—1. Que l'étendue des terres publiques qui pourra être mise à part et appropriée pour les fins mentionnées dans la loi 60 Victoria, chapitre 3, sera de deux millions d'acres ;

Résolu,—2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer annuellement, à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour les fins du fonds des écoles élémentaires créé par la dite loi 60

Victoria, chapitre 3, la somme de cent mille piastres, jusqu'à ce que le revenu annuel en provenant atteigne la somme de cent vingt mille piastres

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Delâge rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu,—1. Que l'étendue des terres publiques qui pourra être mise à part et appropriée pour les fins mentionnées dans la loi 60 Victoria, chapitre 3, sera de deux millions d'acres ;

Résolu,—2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer annuellement, à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour les fins du fonds des écoles élémentaires créé par la dite loi 60 Victoria, chapitre 3, la somme de cent mille piastres, jusqu'à ce que le revenu annuel en provenant atteigne la somme de cent vingt mille piastres.

Les dites résolutions ayant été lues deux fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (16) accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit lu, une deuxième fois, maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (159) amendant les dispositions du Code municipal concernant la largeur des bandes de roue.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (58) constituant en corporation le Gymnase de Montréal ;

Bill (61) constituant en corporation le Stadium.

Bill (70) constituant en corporation la " Collateral Loan Company " ;

Et bill (104) constituant en corporation " The Hampton Court Company, Limited."

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (58) constituant en corporation le Gymnase de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (61) constituant en corporation le Stadium ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (70) constituant en corporation la " Collateral Loan Company ", et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (104) constituant en corporation " The Hampton Court Company, Limited ", et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Il est une heure p. m., la Chambre s'ajourne à trois heures p. m.

Trois heures p. m.

L'honorable M. Gouin présente à la Chambre le premier rapport du comité des impressions qui se lit comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre le rapport suivant :

Votre comité a choisi pour son président l'honorable Monsieur Bryson et il recommande que les documents suivants soient imprimés :

No 13 —Service civil : nominations.

No 15.—Exhibitions de Boston et de New York, 1898 et 1899.

No 16 —Permis de chasse, en général.

No 17 —Parc National des Laurentides : nombre de permis accordés pour y faire la chasse.

No 18.—Loi de la chasse : nombre d'actions, etc., pour infractions.

No 19 —Permis de chasse durant la saison de prohibition.

No 40.—Porteurs de licences de coupe de bois.

No 42 —Sommes votées pour chemins de colonisation. (Leur distribution.)

No 43 —Sommes payées à même les fonds de la colonisation pour paroisses du comté de Montmorency.

No 46.—Canton de Wolfe : arpentage défectueux des lots du cinquième rang

No 47.—Chemin Gouin : Nombre de colons résidant le long de ce chemin.

No 48.—Commissions de colonisation : coût de la première et de la deuxième commission.

No 49.—Cour Supérieure de Terrebonne : fixation et insuffisance des termes de cette cour.

No 50.—Coroners.

No 51 —Pont de Québec.

No 56.—Recettes et dépenses de la province du 30 juin 1904 au 25 avril 1905.

No 56 —Recettes et dépenses.

No 58.—Recettes et paiements.

No 63.—Étendue des terres forestières explorées et actuellement disponibles.

No 75.—Exhibits et expositions scolaires.

Résolu.—Que ce rapport soit adopté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (9) amendant la loi concernant l'organisation des départements ;

Bill (14) amendant l'article 562 du Code municipal ;

Bill (15) amendant la loi concernant les chemins de fer et réglant la vente d'un chemin de fer ou d'une section de chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs ;

Bill (21) concernant l'inspection des beurreries et des fromageries ;

Bill (23) accordant une subvention au Monument National de Montréal.

Bill (25) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts ;

Bill (26) annexant à la paroisse de Saint-Thomas et au comté de Joliette certains lots des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lanoraie ;

Bill (127) amendant le Code civil relativement aux effets non réclamés entre les mains des voituriers.

Bill (179) amendant le Code municipal concernant l'érection de certaines bâtisses.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (12) amendant la loi des licences de Québec.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (12) amendant la loi des licences de Québec, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences et les taxes sur les compagnies et corporations commerciales.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu. 1.—Qu'en sus d'un honoraire d'une piastres sur l'octroi de chaque licence, les droits mentionnés dans le tarif suivant seront payables par la personne qui la requiert au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, avant l'octroi d'icelle :

VOYAGEURS DE COMMERCE NE RÉSIDANT PAS DANS LA PROVINCE ET
REPRÉSENTANT DES PERSONNES, ETC., N'AYANT AUCUNE PLACE
D'AFFAIRES EN CANADA

Pour chaque licence, pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour, ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises, autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, corporation ou une société, n'ayant aucune place d'affaires en Canada, \$300.00.

Résolu 2.—Que, dans le but de pourvoir aux exigences du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes, faisant affaires en cette province, en son propre nom ou par l'intermédiaire d'un agent, savoir :

Toute compagnie de navigation, compagnie de bateaux à vapeur, société ou association possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre une place en cette province et une autre place en cette province, ou en une autre province, ou en un autre pays, ou tout agent d'une telle compagnie, société ou association ;

Toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie y exploitant une ligne de télégraphe, à l'usage du public ;

Toute compagnie de fidéicommiss y faisant des affaires (cette expression signifiant et comprenant toutes les compagnies connues ordinairement sous le nom de compagnies de fidéicommiss, ou les compagnies de fidéicommiss et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de prêts et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de dépôts de sûreté) ;—

payeront annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 1b, et ses amendements, les taxes ci-après mentionnées et spécifiées comme suit :

COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Mille piastres, pourvu que telle taxe ne soit pas exigée des compagnies de télégraphie sans fil avant le premier juillet 1906.

COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

(a) Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant un million de piastres;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

(c) Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommis visées par ce paragraphe pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province, mais la taxe ne doit pas être de moins d'un cinquième d'un pour cent sur le montant du capital employé dans la province."

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Duhamel rapporte alors les dites résolutions comme suit :

Résolu 1.—Qu'en sus d'un honoraire d'une piastre sur l'octroi de chaque licence, les droits mentionnés dans le tarif suivant seront payables par la personne qui la requiert au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, avant l'octroi d'icelle :

VOYAGEURS DE COMMERCE NE RÉSIDANT PAS DANS LA PROVINCE ET
REPRÉSENTANT DES PERSONNES, ETC., N'AYANT AUCUNE PLACE
D'AFFAIRES EN CANADA

Pour chaque licence, pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour, ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises, autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, corporation ou une société, n'ayant aucune place d'affaires en Canada, \$300.00.

Résolu 2.—Que, dans le but de pourvoir aux exigences du service public, chacune des compagnies, sociétés ou associations suivantes, faisant

affaires en cette province, en son propre nom ou par l'intermédiaire d'un agent, savoir :

Toute compagnie de navigation, compagnie de bateaux à vapeur, société ou association possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre une place en cette province et une autre place en cette province, ou en une autre province, ou en un autre pays, ou tout agent d'une telle compagnie, société ou association ;

Toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie y exploitant une ligne de télégraphe, à l'usage du public ;

Toute compagnie de fidéicommiss y faisant des affaires (cette expression signifiant et comprenant toutes les compagnies connues ordinairement sous le nom de compagnies de fidéicommiss, ou les compagnies de fidéicommiss et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de prêts et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de dépôts de sûreté) ;—

payeront annuellement, sujet aux dispositions de la loi 59 Victoria, chapitre 15, et ses amendements, les taxes ci-après mentionnées et spécifiées comme suit :

COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Mille piastres, pourvu que telle taxe ne soit pas exigée des compagnies de télégraphie sans fil avant le premier juillet 1906.

COMPAGNIES DE FIDÉICOMMISS

(a) Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant un million de piastres.

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

(c) Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommiss visées par ce paragraphe pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège princi-

pal de leurs affaires est hors des limites de la province, mais la taxe ne doit pas être de moins d'un cinquième d'un pour cent sur le montant du capital employé dans la province."

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles, maintenant, lues la première fois ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la première fois.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle maintenant ces résolutions ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (No 17) amendant la loi concernant les licences et les taxes sur les corporations commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la deuxième fois ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill, est en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu, la troisième fois ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinq cent soixante-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur les édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille deux cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les primes d'assurance sur les palais de justice et les prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'une clôture au palais de justice et à la prison de Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal pour bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité, balance sur construction et pour mobilier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt et un mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des ponts en fer dans la Matapédia, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction et pour le mobilier du palais de justice du district de St-François, cité de Sherbrooke, (2 Ed. VII, ch. 6), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf piastres et quatre-vingt-un centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer la balance due sur la construction du palais de justice du comté de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe, mobilier, machines et parachèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt trois mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles et à l'encouragement à l'agriculture, en général, et à l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$13,350.00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières St-François et Yamaska, balance du premier paiement et deuxième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de la 63 Vict., ch. 2, et pour \$2,500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, le paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., ch. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'association laitière de la province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1749, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et

fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753c (54 Vict., Chap. 20 et 63 Vict., Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais de l'Exposition pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association Agricole des cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), 60 Vict., Chap. 9, et O. C. No 584 du 18 octobre 1902, troisième paiement sur quatre paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Parc National des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, section 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

47. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de 63 Vict., chap. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuels, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l'"Acte des établissements industriels de Québec," (57 Vict., chap. 30), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée Législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1 Ed. VII, chap. 31—"Loi de Québec relative aux différends ouvriers," pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1905, à 30% par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois achetée,

à Québec, pour le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu, maintenant.

Ordonné, — Que cette Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides, dans le cours de la présente séance.

En conséquence, M. Chauret rapporte les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

7. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinq cent soixante-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

8. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur les édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

9. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille deux cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les primes d'assurance sur les palais de justice et les prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers des palais de justice et des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'une clôture au palais de justice et à la prison de Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice, à Montréal, pour bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité, balance sur construction et pour mobilier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt et un mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des ponts en fer dans la Matapédia, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction et pour le mobilier du palais de justice du district de St-François, cité de Sherbrooke, (2^e d. VII, ch. 6), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf piastres et quatre-vingt-un centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer la balance due sur la construction du palais de justice du comté de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière, à St. Hyacinthe, mobilier, machines et parachèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-trois mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

aux cercles agricoles et à l'encouragement à l'agriculture, en général et à l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$13,350 00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières St-François et Yamaska, balance du premier paiement et deuxième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de la 63 Vict. ch. 2, et pour \$2,500 00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 9^e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vic., ch. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'association laitière de la province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1749 et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753c (54 Vict., chap 20 et 63 Vict., chap 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association", Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les frais de l'Exposition, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des Cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), 60 Vict., chap. 9, et O. C. No 584 du 18 octobre 1902, troisième paiement sur quatre paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Parc National des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, section 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

47. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de 63 Vict., chap. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, ch. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l'"Acte des établissements industriels de Québec," (57 Vict., chap. 30), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer de bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Melle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée Législative du 3 février 1899, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1 Ed. VII, chap. 31—"Loi de Québec relative aux différends ouvriers," pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1905, à 30% par année sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois achetée, à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

Les dites résolutions ayant été lues une deuxième fois, sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$95,558.40 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de la province.

2. *Résolu*.—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,538,610.31 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent six soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Chauret rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$95,558.40 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,538,610.31 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent six, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1905 et le 30 juin 1906 et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin dépose sur la table de la Chambre :—Un état des travaux de la présente session, comme suit :

“ L'ouverture de cette session a eu lieu le 2 mars 1905, étant la première session du 11e parlement de la Législature de Québec.

Proposeur de l'Adresse en réponse au discours du Trône : M. Mousseau ; secondé de l'Adresse en réponse au discours du Trône : M. Kelly.

La prorogation a eu lieu le 20 mai 1905.

Nombre de jours de la session à cette date, (l'ajournement inclus) 80

Nombre de séances.....	40
La Chambre a voté.....	7 fois
Pétitions présentées.....	107
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.....	55
Documents mis devant la Chambre : réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	54
Ordonnés, à la dernière Session.....	22
Bills présentés, à l'Assemblée législative.....	168
Présentés par le gouvernement.....	23
Bills publics.....	62
Bills reçus du Conseil législatif.....	5

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	85
“ “ se rapportant aux bills.....	77
“ “ se rapportant aux adresses et aux ordres.....	63
“ “ se rapportant aux résolutions.....	12
La Chambre en comité général concernant des résolutions.....	12
La Chambre en comité général concernant les subsides.....	5 fois
La Chambre en comité général pour divers projets de loi.....	143

RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents	1
Bills privés.....	14
Chemins de fer.....	6
Ordres permanents.....	12
Législation et lois expirantes.....	10
Comptes publics.....	1
Impressions.....	1
Privilèges et élections.....	1
Agriculture, immigration et colonisation.....	2
Industrie.....	1

COMITÉS SPÉCIAUX

Comité pour considérer le code municipal.....	6
Comité sur la loi régissant les sociétés de secours mutuel, etc.....	2

E. R. ALLEYN,
Greffier des archives.

L'Honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 15 mars 1905, demandant la production devant cette Chambre de copie de l'arrêté ou des arrêtés en conseil nommant les divers coroners actuels du district de Joliette, ou révoquant les coroners antérieurs à ceux-ci ; copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou officiers avec ces coroners ou aucune autre personne, au sujet de la révocation des anciens coroners ou de la nomination de coroners actuels, et de toutes les instructions adressées aux différents coroners du district de Joliette, relativement à l'exercice de leurs fonctions. (*Document de la session No 78*).

Et réponse à un ordre en date du 10 mai 1905, pour la production de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des secours à accorder à la paroisse de Saint-Tite, à la suite des dommages causés par la grêle. (*Document de la session No 79*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (16) accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires.

Bill (150) amendant l'article 176 du Code municipal.

Bill (156) amendant les articles 337, 545, 546 et 760 du Code municipal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (149) amendant les articles 3400 et 3408 des Statuts refondus.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (149), amendant les articles 3400 et 3408 des Statuts refondus, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (20) imposant une taxe sur les transports d'actions, obligations et actions-obligations.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement et le renvoie à l'Assemblée législative.

Bill (5) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement durant les années fiscales expirant le 30 juin 1905 et le 30 juin 1906, et pour d'autres fins du service public.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (17) amendant la loi concernant les licences et les taxes sur les compagnies et les corporations commerciales, sans amendement.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 20), imposant une taxe sur les transports d'actions, obligations et actions-obligations, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,--Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Il est six heures, p. m., et la Chambre est ajournée à huit heures, ce soir, par M. l'Orateur.

Huit heures p. m.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. l'ORATEUR,

"Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

E Loi amendant le Code civil et le Code de procédure civile, au sujet des bureaux d'enregistrement.

H Loi pour suppléer à la loi 4 Edouard VII, chapitre 26.

9 Loi amendant la loi concernant l'organisation des départements.

12 Loi amendant la loi des licences de Québec.

14 Loi amendant l'article 562 du Code municipal.

15 Loi amendant la loi concernant les chemins de fer et réglementant la vente d'un chemin de fer ou d'une section de chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs.

16 Loi accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires.

17 Loi amendant la loi concernant les licences et les taxes sur les compagnies et les corporations commerciales.

20 Loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

21 Loi concernant l'inspection des beurreries et des fromageries.

23 Loi accordant une subvention au Monument National de Montréal.

25 Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

26 Loi annexant à la paroisse de Saint-Thomas et au comté de Joliette certains lots des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lanoraie.

32 Loi refondant et abrogeant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte, et changeant son nom en celui de village de Rosemont.

33 Loi constituant en corporation la ville de Thetford Mines.

36 Loi revisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère.

39 Loi exemptant une partie des propriétés de l'Hôpital Guay, de Saint-Joseph de Lévis, de toutes taxes ou cotisations légales.

40 Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

42 Loi amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

43 Loi constituant en corporation la Compagnie des Tramways de Longueuil.

46 Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de la vallée Saint-François.

47 Loi validant une vente faite par Albert-E. Mussen à Henry-S. Mussen et les décharge et quittance y contenues données par Dame Elizabeth-Georgina Cleghorn.

49 Loi additionnelle au statut de la province de Québec 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation la *Robert Jones Memorial Convalescent Hospital*.

51 Loi constituant en corporation *The Anglo-American Trust Company*.

53 Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la *Real Estate Title Guarantee and Trust Company* en celui de *Financial Corporation*.

54 Loi concernant l'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec.

55 Loi constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du lac Achigan.

56 Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse

57 Loi amendant la charte de la ville de Lachine.

58 Loi constituant en corporation le Gymnase de Montréal.

59 Loi amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Édouard VII, chapitre 62.

60 Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal

61 Loi constituant en corporation le Stadium.

62 Loi constituant en corporation " The Co-Operative Home and Trust Company."

63 Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets.

65 Loi constituant en corporation " The Quebec Union Life Insurance Company."

66 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic & Lotbinière

70 Loi constituant en corporation " The Collateral Loan and Trust Company."

72 Loi augmentant les pouvoirs de la *Saint Lawrence Investment Society, Limited*, et changeant son nom.

73 Loi concernant la Compagnie du pont Saint-Pie.

74 Loi amendant la charte de La Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission.

76 Loi constituant en corporation " The Yukon Loan and Trust Company."

77 Loi constituant en corporation la compagnie " Eastern Fire Insurance Company of Canada."

78 Loi constituant en corporation la société de secours mutuels La Prévoyance.

79 Loi constituant en corporation La Compagnie d'Assurance Populaire.

80 Loi amendant la charte de " The Canadian Light and Power Company

82 Loi constituant en corporation Les Frères de Saint-François Régis.

83 Loi constituant en corporation la compagnie *Wilson Paterson Company*.

84 Loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

85 Loi concernant la succession de feu Laird Paton.

86 Loi amendant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.

87 Loi autorisant l'association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ses membres, après examen.

88 Loi concernant la commune de Laprairie.

89 Loi déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère.

90 Loi amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal.

91 Loi accordant certains pouvoirs additionnels à La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de Montmagny.

92 Loi constituant en corporation la compagnie " The Salmon River and Northern Railway Company "

94 Loi constituant en corporation " The Canadian Trust Company."

95 Loi augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie.

98 Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham et changeant son nom.

99 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen.

100 Loi ratifiant la vente et adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit-Foncier Franco-Canadien.

101 Loi autorisant George-Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec

102 Loi amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal.

103. Loi concernant la compagnie " Davies Limited ".

104. Loi constituant en corporation " The Hampton Court Company Limited ".

105 Loi constituant en corporation la société " The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal ".

107 Loi constituant en corporation " The British American Trust Company ".

108 Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de papier Rolland.

109 Loi concernant la succession de feu Arthur Caron.

111. Loi constituant en corporation la ville de Marieville.

112 Loi constituant en corporation " The Imperial Trust Company ".

113. Loi autorisant les héritiers de feu A.-G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A.-G. Belleau.

114 Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec.

115 Loi amendant la loi constituant en corporation le Club Canadien de Montréal.

116. Loi constituant en corporation " The Quebec and Saint-Maurice Industrial Company ".

121 Loi amendant la loi concernant l'Association des architectes de la province de Québec.

124 Loi amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetières.

127 Loi amendant le Code civil relativement aux effets non réclamés entre les mains des voituriers.

130 Loi amendant la loi concernant la conciliation

134 Loi pour venir en aide à certains corps religieux.

138 Loi amendant la loi concernant les médecins vétérinaires.

139 Loi amendant l'article 582 du Code municipal.

146 Loi amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre personne comme raison sociale.

147 Loi amendant le Code municipal relativement aux sessions des conseils de comté.

149 Loi amendant les articles 3400 et 3408 des Statuts refondus de la province de Québec.

150 Loi amendant l'article 176 du Code municipal.

156 Loi amendant les articles 337, 545, 546 et 760 du Code municipal.

159 Loi amendant les dispositions du Code municipal concernant la largeur des bandes de roue.

179 Loi amendant le Code municipal concernant l'érection de certaines bâtisses.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et a présenté à Son Honneur pour qu'il veuille y donner sa sanction, un bill intitulé :

Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant les années fiscales expirant le 30 juin 1905 et le 30 juin 1906, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Ensuite, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la première session du onzième parlement de la Législature de Québec, par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au moment de vous relever de vos travaux parlementaires, je suis heureux de vous féliciter sur le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je suis convaincu que la législation que vous avez adoptée sur les matières d'intérêt public et privé soumises à vos délibérations, aura pour résultat de maintenir le progrès continu de la province.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie pour les subsides que vous avez généreusement votés pour l'administration des affaires publiques.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Jé vous offre mes vœux les plus sincères pour la prospérité de la province, et pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'au jeudi, le vingt-neuvième jour de juin prochain, pour y être ici tenue; cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au jeudi, le 29 juin prochain.

INDEX

DU

TRENTE - NEUVIEME VOLUME

5 ED. VII, 1905

ABEILLES:—Bill à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles.—Voir *Bills*, 155.

ACTIONS, OBLIGATIONS:—Bill imposant une taxe sur les transports d'actions, obligations et actions-obligations.—Voir *Bills*, 20.

Adresses :

1. Au Lieutenant-Gouverneur:—En réponse au discours du Trône, à l'ouverture de la session, 15. Réponse 117.
2. Priant Son Honneur d'émettre son mandat pour \$40,000.00, 232.

AGENTS D'ASSURANCE:—Correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un des département et les associations d'agents d'assurance, sur l'opportunité de faire une loi concernant les agents d'assurance dans cette province.
Voir *Documents*, item, 2.

AGRICULTURE:—Rapport du Ministre de l'agriculture de la province de Québec pour 1904, 11.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION:—Comité de l'—, nommé, 32 Premier rapport, 39. Deuxième, recommandant une inspection plus efficace des fabriques de beurre et de fromage, etc., 338.

ALIMENTS:—Bill amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments.—Voir *Bills*, 126.

ALLARD, JULES—:—Voir *Documents*, *item*, 4.

"ANGLO-AMERICAN TRUST CO":—Bill constituant en corporation *The Anglo-American Trust Company*.—Voir *Bills*, 51.

ARCHITECTES:—Bill amendant la loi concernant l'Association des architectes de la province de Québec.—Voir *Bills*, 121.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS:—Bill amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français.—Voir *Bills*, 35.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 2 ; pour la sanction de certains bills, 309 ; à la clôture de la session, 438.
2. La Chambre s'ajourne en l'honneur de la fête de St-Patrice, 124.
3. La Chambre siège, après minuit, 362.
4. Devant siéger, le samedi, 374.
5. Devant avoir deux séances par jour, 332 ; trois, 374.
6. S'ajourne à une date ultérieure, 135.

ASSURANCE DE MONTMAGNY:—Bill accordant certains pouvoirs additionnels à La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny.—Voir *Bills*, 91.

ASSURANCE MUTUELLE, COMPAGNIES D'—:—Vingt deuxième rapport de l'Inspecteur des —, pour 1904.—Voir *Documents*, *item*, 5.

ASSURANCE POPULAIRE, CIE D'—:—Bill constituant en Corporation La Compagnie d'Assurance Populaire.—Voir *Bills*, 79.

ATLANTIQUE, QUÉBEC ET OCCIDENTAL:—Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.—Voir *Bills*, 81.

AUTOMOBILES:—Bill amendant la loi concernant les—, Voir *Bills*, 168.

BANQUE DE MONTRÉAL:—Etat détaillé et assermenté de la Banque de Montréal, en vue de la perception des taxes.—Voir *Documents*, *item*, 6.

BARREAU:—Bill amendant la loi du.—Voir *Bills*, 22.

BATISSES, ERECTION DE—:—Bill amendant le Code municipal concernant l'érection de certaines bâtisses.—Voir *Bills*, 179.

BELLEAU, A.-G.—:—Bill autorisant les héritiers de feu A.-G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau, un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A.-G. Belleau.—Voir *Bills*, 113.

BEURRERIES ET FROMAGERIES:—Bill concernant l'inspection des beurrieres et des fromageries.—Voir *Bills*, 21.

BEURRERIES ET FROMAGERIES:—Voir recommandation du comité de l'agriculture, 338.

BIBLIOTHÉCAIRE:—Voir *Documents*, item 7.

BIBLIOTHÈQUE:—Comité conjoint de la—de la Législature. Membres nommés par le Conseil, 117. Membres nommés par l'Assemblée législative, 53. 1er rapport, 418.

Bills :

D. Bill (du Conseil législatif) amendant le code du notariat, (M. De-làge), lu 1ère fois, 257 ; lu 2ème fois, renvoyé au comité général, considéré et passé, 238 ; sanctionné, 309. (5 Ed. VII, ch. 23).

E. Bill (du Conseil législatif) amendant le Code civil et le Code de procédure civile, au sujet des bureaux d'enregistrement, (M. Prévost), lu 1ère fois, 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 343 ; rapporté, 366 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, passé, 395 ; sanctionné, 438. (5 Ed. VII, ch. 30)

F. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 3632 des Statuts refondus (M. Cardin), 1ère lecture, 303 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 315 ; rapporté, rejeté, 337

H. Bill (du Conseil législatif) pour suppléer à la loi 4 Edouard VII, chapitre 26, (M. Prévost), 1ère et 2ème lectures, considéré en comité général, rapporté et passé, 391 ; sanctionné, 438. (5 Ed. VII, ch. 21.)

1. Bill concernant la prestation des serments d'office (l'hon. M. Parent) 1ère lecture, 4.

2. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 182 ; 2ème et 3ème lectures, passé, 239 ; passé par le Conseil, 264 ; sanctionné, 309. (5 Ed. VII, ch. 4.)

3. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des

BILLS :—*Suite*

enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 193 ; 2ème et 3ème lectures, passé, 240 ; passé par le Conseil, 264 ; sanctionné, 309. (5 Ed. VII, ch. 5.)

4. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyés à l'Hospice Saint-Charles de Québec (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 205 ; 2ème et 3ème lectures, passé, 240 ; passé par le Conseil, 264 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 6.)

5. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, des années fiscales expirant le 30 juin 1905 et le 30 juin 1906, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. McCorkill), 1ère, 2ème et 3ème lectures, passé, 435 ; passé par le Conseil, 438 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 1.)

6. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 218 ; 2ème et 3ème lectures, passé, 240 ; passé par le Conseil législatif, 265 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 7.)

7. Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 226 ; 2ème et 3ème lectures, passé, 241 ; passé par le Conseil législatif, 265 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 8.)

8. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 232 ; 2ème lecture, considéré en com. général, rapporté ; 3ème lecture et passé, 245 ; passé par le Conseil législatif, 290 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 19.)

9. Bill amendant la loi concernant l'organisation des départements, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 330 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 387 ; considéré de nouveau, amendé, 3ème lecture et passé, 388 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 438. (5 Ed. VII, ch. 12.)

10. Bill amendant le Code municipal, concernant l'érection des villages, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 232 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général 245 ; considéré en comité général, rapporté, 251 ; 3ème lecture, passé, 251 ; passé par le Conseil législatif, 307 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 32.)

11. Bill amendant la loi concernant les cercles agricoles, (l'hon. M. Tessier), 1ère lecture, 232 ; 2ème lecture, 245 ; considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 251 ; passé par le Conseil législatif, 307 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 18.)

BILLS :—*Suite*

12. Bill amendant la loi des licences de Québec, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 330 ; 2ème lecture, sur division, 348 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 361 ; considéré de nouveau, progrès, 376 ; considéré de nouveau, amendé, la 3ème fois, passé 382 ; passé par le Conseil avec amendement, 419 ; sanctionné 438. (5 Ed. VII, ch. 13.)

14. Bill amendant l'article 562 du Code municipal, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 330 ; rapporté, 349 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité général, considéré, rapporté et passé, 386 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné 428. (5 Ed. VII, ch. 38.)

15. Bill amendant la loi concernant les chemins de fer et règlementant la vente d'un chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 154 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, passé, 390 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 438. (5 Ed. VII, ch. 27.)

16. Bill accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires, (l'hon. M. Gouin), 1ère et 2ème lectures, considéré en comité, rapporté, passé, 416 ; passé par le Conseil, 437 ; sanctionné, 438. (5 Ed. VII, ch. 2.)

17. Bill amendant la loi concernant les licences et les taxes sur les compagnies et les corporations commerciales, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture ; 2ème et 3ème lectures sur division, passé, 423 ; passé par le Conseil, 438 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 14.)

20. Bill imposant une taxe sur les transports d'actions, obligations et actions-obligations, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 2ème lecture sur division, considéré en comité, amendé, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 414 ; passé par le Conseil avec amendements, 437 ; amendements adoptés 438 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 15.)

21. Bill concernant l'inspection des beurreries et des fromageries, (l'hon. M. Tessier), 1ère lecture, 359 ; 2ème lecture, considéré en comité, 3ème lecture et passé, 388 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 17.)

22. Bill amendant la loi du Barreau, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 331.

23. Bill accordant une subvention au Monument National de Montréal, (l'hon. M. McCorkill), 1ère, 2ème, 3ème lectures, passé, 390 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 3.)

25. Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 359 ; 2ème lecture, comité général, progrès, 384 ; considéré de nouveau, amendé, 3ème lecture et passé, 386 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 16.)

BILLS :—*Suite.*

26. Bill annexant à la paroisse de Saint-Thomas et au comté de Joliette certains lots des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lanoraie, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 366 ; 2ème lecture, comité général, 3ème lecture et passé, 389 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 11).

31. Bill concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, (M. Tanguay), pétition, 27 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 118 ; retiré, 242 ; honoraires remis, 344.

32. Bill refondant et abrogeant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte et changeant son nom en celui de Village Rosemont, (M. Décarie), pétition, 26 ; rapport, 47 ; 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118 ; rapporté avec amendement, 301 ; considéré en comité général, rapporté, 315 ; 3ème lecture, passé, 315 ; passé par le Conseil, 372 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 49).

33. Bill constituant en corporation la ville de Thetford Mines, (M. Smith), pétition, 125 ; rapport, 128 ; 1ère lecture, 243 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 260 ; rapporté, avec amendement, 294 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, 306 ; amendements lus deux fois, adoptés, 306 ; 3ème lecture, passé, 306 ; passé par le Conseil avec amendements, 372, 373 ; pétition adverse, 308 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 48).

34. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen, (M. Roy, Montmagny), pétition, 39 ; rapport, 47 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 119 ; rapporté sans amendement, 153 ; considéré en comité général, rapporté, 231 ; 3ème lecture et passé, 231 ; passé par le Conseil législatif, avec amendement, 290 ; amendement lu 2 fois, adopté, 290 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 113).

35. Bill amendant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français, (M. Décarie), pétition, 42, 47 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 126 ; rapporté avec amendements, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 229 ; 3ème lecture et passé, 229 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 261 ; sanctionné, 310 ; honoraires remis, 360. (5 Ed. VII, ch. 99).

36. Bill revisant et refondant la charte de la ville de Grand'Mère, (M. Nault), pétition, 45, 47 ; 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; rapporté avec amendement, 254 ; considéré en comité général, rapporté, 287 ; 3ème lecture, passé, 287 ; passé par le Conseil avec amendements, 406 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 46.)

BILLS :—*Suite.*

37. Bill amendant la charte de la "Montreal Maternity", (M. Carter), pétition, 38, 47; 1ère lecture, 49; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118; rapporté sans amendement, 153; considéré en comité général, rapporté, 230; 3ème lecture et passé, 230; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 264; sanctionné, 310; honoraires remis, 360. (5 Ed. VII, ch. 95)

38. Bill constituant en corporation les Frères de la Croix de Jésus, (M. Caron, l'Islet), pétition, 35, 47; 1ère lecture, 51; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118; rapporté avec amendements, 128; considéré en comité général, rapporté, 150; 2ème lecture et passé, 150; passé par le Conseil législatif, 264; sanctionné, 310; honoraires remis, 355. (5 Ed. VII, ch. 103.)

39. Bill exemptant une partie des propriétés de l'Hôpital-Guay de Saint-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales, (M. Blouin), pétition, 26, 47; 1ère lecture, 50; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118; rapporté avec amendements, 242; considéré en comité général, rapporté, 252; 3ème lecture et passé, 252; passé par le Conseil législatif, avec amendement, 351; honoraires remis, 360; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 98)

40. Bill constituant en corporation la Compagnie du Chemin de Fer Québec & Saguenay, (M. Girard), pétition, 26, 160; 1ère lecture, 161; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 234; rapporté, avec amendement, 268; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 292; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351; amendements lus 2ème fois, adoptés, 363; sanctionné, 439, (5 Ed. VII, ch. 55)

41. Bill autorisant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations, (M. Pelletier), pétition, 27, 47; 1ère lecture, 50; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118; rapporté sans amendement, 153; considéré en comité général, rapporté; 3ème lecture et passé, 230; passé par le Conseil législatif, 264; sanctionné, 310; honoraire remis, 356. (5 Ed. VII, ch. 92).

42. Bill amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest, (M. Décarie), pétition, 38, 128; 1ère lecture, 129; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132; rapporté, avec amendements, 242; considéré en comité général, rapporté; 3ème lecture et passé, 252; passé par le Conseil, 450; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 45).

43. Bill constituant en corporation la Compagnie des Tramways de Longueuil, (M. Perrault), pétition, 27, 47; 1ère lecture, 49; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 118; rapporté, avec amendements, 249; considéré en comité général, amendé et rapporté, 259; 3ème lecture, passé, 259; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 350; amendements adoptés, 363. (5 Ed. VII, ch. 61).

BILLS :—*Suite.*

44. Bill concernant la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, (M. Taschereau), pétition, 39, 115; 1ère lecture 116; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123; rapporté avec amendements, 152; considéré en comité général, rapporté; 3ème lecture et passé, 229; passé par le Conseil, 264; sanctionné 310. (5 Ed. VII, ch 81).

45. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec Oriental, (M. Caron, L'Islet), pétition, 3, 47; 1ère lecture, 52; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 126; rapporté, sans amendements, 161; considéré en comité général, rapporté; 3ème lecture et passé, 234, passé par le Conseil législatif, 290; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 53).

46. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Saint-François, (M. Dion), pétition, 42, 144; 1ère lecture, 145; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 159; rapporté, avec amendements, 149; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 260, passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351; amendements lus la 1ère fois, 352, amendements adoptés, 363; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 54).

47. Bill validant une vente faite par Albert-E. Mussen à Henry-S. Mussen et les décharge et quittance y contenues données par Mme Elizabeth-Georgina Cleghorn, (M. Carter), pétition, 35, 115; 1ère lecture, 116; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123; rapporté, sans amendement, 231; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 231; passé par le Conseil législatif, avec amendement, 323; amendement adopté, 347; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 111).

48. Bill amendant la loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company", (M. Prévost), pétition, 39, 120; 1ère lecture, 244; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 253; rapporté, avec amendement, 301; motion pour comité général, question d'ordre, décision de l'Orateur, considéré en comité général, rapport de progrès, 318; motion pour comité général, objection à cette motion, décision de l'Orateur, motion retirée, 326; motion pour comité général, point d'ordre soulevé, déclaré non fondé, considéré en comité général, rapport de progrès, motion pour suspendre règles de la Chambre, objection, point d'ordre, décision de l'Orateur, 345, question d'ordre maintenue, 353; motion pour suspension des règles de la Chambre retirée, 355; motion pour suspendre règles de la Chambre, question d'ordre, règles suspendues, 362; considéré en comité, 370; motion pour remettre le bill sur les ordres du jour, question d'ordre, 371; question d'ordre renvoyée, 382; bill remis sur le feuillet des ordres, 384, 391; bill retiré et honoraires remis, 397

49. Bill ajoutant des dispositions au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, chap. 89, constituant en corporation la "Robert Jones Memorial Convalescent Hospital", (M. Cochrane), pétition, 120, 128; 1ère lecture, 145; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 158; rapporté, 249;

BILLS :—*Suite.*

considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 259 ; honoraires remis, 356 ; passé par le Conseil avec amendement, 406, 407 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 97).

50. Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Filles de Saint-Joseph, (M. Lemieux), pétition, 28, 47 : 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123, rapporté avec amendements, 153 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 230 ; passé par le Conseil législatif, 264 ; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 106).

51. Bill constituant en corporation "The Anglo-American Trust Company", (M. Lemieux), pétition, 26, 47 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 126 ; rapporté, avec amendements, 249 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 258 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 351 ; amendements lus 1ère fois, 352 ; amendements lus 2ème fois, adoptés, 364 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 72).

53. Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la "Real Estate Title Guarantee and Trust Company", en celui de "Financial Corporation", (M. Carter), pétition, 35, 128 ; 1ère lecture, 130 ; 2e lecture, renvoyé au comité des bills privés 132 ; rapporté, sans amendement, 249 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 259 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 368 ; amendements lus 2ème fois, adoptés, 374 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 71).

54. Bill concernant l'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la province de Québec, (M. D'écarter), pétition, 49, 128 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132 ; rapporté, avec amendements, 268 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 270 ; passé par le Conseil avec amendements, 406, 407, honoraires remis, 415 ; sanctionné, 439. 5 Ed. VII, ch. 102).

55. Bill constituant en corporation la compagnie de tramway électrique du lac Achigan, (M. Prévost), pétition 38, 121 ; 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 126 ; rapporté, avec amendement, 161 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 240 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351 ; 1ère lecture des amendements, 352 ; amendements lus 2ème fois, adoptés, 364 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 60)

56. Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de Téléphone de Bellechasse, (M. Tanguay, Lac St-Jean), pétition, 39, 47 ; 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 118 ; rapporté, sans amendement, 161 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 275 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 323 ; 1ère lecture des amendements, 323 ;

BILLS :—*Suite*.

2ème lecture des amendements, 331 ; amendements adoptés, 347 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 65).

57. Bill amendant la charte de la ville de Lachine, (M. Chauret), pétition, 26, 47 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté avec amendements, 301 ; considéré en comité général, progrès, 316 ; de nouveau, en comité, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, adoptés, 3ème lecture, passé, 320 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 44).

58. Bill constituant en corporation le Gymnase de Montréal, (M. Marchildon), 1ère lecture, 154 ; renvoyé au comité des bills privés, 231 ; rapporté, 321 ; considéré en comité général, amendé, amendements acceptés, 3ème lecture et passé, 347 ; passé par le Conseil avec amendements, 417 ; pétitions adverses, 254, 267, 330 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 88).

59. Bill amendant les lois 62 Victoria, chapitre 58 et 3 Edouard VII, chapitre 62, (M. Décarie), pétition, 125, 243 ; 1ère lecture, 243 ; 2ème lecture, renvoyé au comité bills privés, 253 ; rapporté avec amendement, 294 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; 3ème lecture, passé, 305 ; passé par le Conseil, avec amendements, 368 ; amendements lus la 2ème fois, adoptés, 370 ; sanctionné, 439. (5 Ed. VII, ch. 40).

60 Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, (M. Dupuis), pétition, 26, 47 ; 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité bills privés, 118 ; rapporté, avec amendements, 160 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture et passé, 233 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, amendements lus 1ère fois, 323 ; amendements lus 2ème fois, adoptés, 331 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 42).

61. Bill constituant en corporation le Stadium, (M. Champagne), pétition, 42, 115 ; 1ère lecture, 116 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 126 ; rapporté, avec amendements, 321 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, adoptés ; 3ème lecture, passé, 346 ; passé par le Conseil, avec amendements, 417 ; sanctionné, 440 ; pétition adverse, 254, 267, 330. (5 Ed. VII, ch. 89.)

62. Bill constituant en corporation "The Co-Operative Home & Trust Company", (M. Champagne), pétition, 42, 115 ; 1ère lecture, 116 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté, avec amendements, 249 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois et adoptés, 3ème lecture, passé, avec titre suivant : loi constituant en corporation "The Saint-Lawrence Trust & Building Company", 258 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351 ; 1ère lecture des amendements, 352 ; amendements lus 2ème fois, adoptés, 364 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 73.)

63. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets, (M. Prévost), pétition, 27, 47 ;

BILLS :—*Suite.*

1ère lecture, 51 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, etc., etc., 118 ; rapporté, avec amendements, 300 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 313 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 56.)

64. Bill autorisant Herbert Molesworth Price à faire des améliorations aux rivières Saint-Jean et Magpie et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage, (M. Taschereau), pétition, 35, 120 ; 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 126 ; rapporté, préambule non prouvé, 254 ; honoraires remis, 314.

65. Bill constituant en corporation "The Quebec Union Life Insurance Company", (M. Taschereau), pétition, 35, 47 ; 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 126 ; rapporté, avec amendements, 249 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus deux fois, adoptés, 3ème lecture, passé avec titre suivant : "The Industrial Life Insurance Company", 261 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351 ; amendements lus la 1ère fois, 352 ; adoptés, 364 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 66.)

66. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic & Lotbinière, (M. Smith), pétition, 125, 144 ; 1ère lecture, 145 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 159 ; rapporté, avec amendement, 268 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 291 ; passé par le Conseil, 350 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 57.)

67. Bill constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus, (M. Tessier, Trois-Rivières), pétition, 35, 47 ; 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté, avec amendement, 160 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 234 ; passé par le Conseil législatif, 261 ; sanctionné, 310 ; honoraires remis, 371. (5 Ed. VII, ch. 105.)

68. Bill autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal à émettre de nouvelles obligations, (M. Cochrane), pétition, 35, 115 ; 1ère lecture, 115 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 123 ; rapporté sans amendement, 161 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 234 ; passé par le Conseil législatif, 264 ; sanctionné, 310 ; honoraires remis, 356. (5 Ed. VII, ch. 91.)

69. Bill érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, (M. Walsh), pétition, 27, 128 ; 1ère lecture, 132 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 150 ; retiré, 308.

70. Bill constituant en corporation "The Collateral Loan and Trust Company," (M. Roy, St-Jean), pétition, 125, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 269 ; rapporté, avec amendement, 321 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois, adopté, 3ème lecture, passé avec titre suivant : Loi constituant en corpo-

 BILLS :—*Suite.*

ration "The Collateral Loan Company," 346; passé par le Conseil, avec amendements, 417; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 74).

71. Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal, (M. Décarie), pétition, 8, 47; 1ère lecture, 48; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 119; rapporté avec amendements, 152; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 229; passé par le Conseil législatif, avec amendements; amendements lus deux fois, adopté, 290; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 41).

72. Bill augmentant les pouvoirs de la "Saint Lawrence Investment Society, Limited", et changeant son nom, (M. Décarie), pétition 38, 47; 1ère lecture, 48; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143; rapporté avec amendements, 249; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 258; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 368; amendements lus 1ère fois, 369; amendements lus 2ème fois et adoptés, 375; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 75)

73. Bill concernant la Compagnie du pont Saint-Pie, (M. Morin, St-Hyacinthe), pétition, 26, 144; 1ère lecture, 145; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 231; rapporté, avec amendements, 308; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 328; passé par le Conseil législatif, 372; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 86).

74. Bill amendant la charte de La Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 115, 128; motion pour réduction des honoraires pour impression, adoptée, 127; 1ère lecture, 130; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132; rapporté, avec amendements, 254; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 287; passé par le Conseil législatif, 368; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 63).

75. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James, (M. Tanguay), pétition, 43, 128; 1ère lecture, 130; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 133; rapporté sans amendement, 161; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 335; passé par le Conseil législatif, 290; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, chap. 58).

76. Bill constituant en corporation "The Yukon Trust and Loan Company", (M. Décarie), pétition, 38, 47; 1ère lecture, 48; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118; rapporté avec amendements, 249; considéré en comité général, rapport de progrès, 258; considéré, de nouveau, en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois et adoptés, 3e lecture et passé avec titre suivant: "The Yukon Loan and Trust Company", 286; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 358; amendements lus 2 fois, adoptés, 358; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 76).

BILLS :—*Suite.*

77 Bill constituant en corporation la Compagnie "Eastern Fire Insurance Company of Canada", (M. Tourigny), pétition, 39, 47; 1ère lecture, 50; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 133; rapporté, avec amendements, 249; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 257; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351; amendements lus, 1ère fois, 352; amendements lus 2ème fois et adoptés, 364; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, chap 67).

78. Bill constituant en corporation la Société de Secours Mutuels La Prévoyance, (M. Chauret), pétition, 26, 128; 1ère lecture, 129; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132; rapporté avec amendements, 254, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 286; passé par le Conseil législatif avec amendements, 351; amendements lus 1ère fois, 353; amendements lus, 2ème fois et adoptés, 365; sanctionné, 440 (5 Ed. VII, ch. 63).

79. Bill constituant en corporation la Compagnie Canadienne d'Assurance, (M. Mousseau), pétition, 43, 128; 1ère lecture, 129; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 150; rapporté avec amendements, 249; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus deux fois, adoptés, 3ème lecture, passé avec titre suivant : Loi constituant en corporation "La Compagnie d'Assurance populaire, 257; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351; 1ère lecture des amendements, 353; amendements lus, 2ème fois et adoptés, 365; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 69).

80. Bill amendant la charte de "The Canadian Light and Power Company", (M. Bergevin), pétition, 45, 128; 1ère lecture, 129; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132; rapporté, avec amendements, 268; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus deux fois et adopté, 3ème lecture et passé, 291; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 368; amendements lus 1ère fois, 370; amendements lus 2ème fois et adoptés, 375; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 64).

81. Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie de chemin de fer Atlantique, Quebec & Occidental, (M. Lemieux), pétition, 26, 120; 1ère lecture, 121; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 133; rapporté, 161; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 235; passé par le Conseil législatif, 290; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 52).

82. Bill constituant en corporation Les Frères de Saint-François Régis, (M. Tanguay, Lac St-Jean), pétition, 39, 47; 1ère lecture, 49; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132; rapporté avec amendement, 242; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 251; passé par le Conseil législatif, 322; honoraire remis, 397; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 104).

BILLS :—*Suite.*

83. Bill constituant en corporation la compagnie "The Wilson-Patterson Company", (M. MacKenzie), pétition, 26, 128 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 133 ; rapporté, avec amendements, 242 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 251 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 323 ; amendements lus, 2ème fois, 331 ; amendements adoptés, 347 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 83).

84. Bill amendant la charte de la cité des Trois-Rivières, (M. Tessier, Trois-Rivières), pétition, 35, 47 ; 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118 ; rapporté, avec amendements, 254 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendement lu deux fois et adopté, 3ème lecture, passé, 299 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 372 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 373 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 43).

85. Bill concernant la succession de feu Laird Paton, (M. Carter), pétition, 38, 128 ; 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; rapporté, avec amendement, 242 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 252 ; permission pour siéger de nouveau refusée, renvoyé au comité des bills privés pour y être reconsidéré, rapporté, avec amendements, 294 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 307 ; considéré de nouveau en comité général, 315 ; motion pour 3ème lecture, amendement pour renvoi à six mois, rejeté, après vote, 319 ; 3ème lecture, passé, 320 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 112).

86. Bill constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic, (M. D'Auteuil), pétition, 45, 144 ; 1ère lecture, 145 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 158 ; rapporté, avec amendement, 308 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendement lu deux fois, adopté, 3ème lecture, passé, 328 ; passé par le Conseil avec amendements, 406 ; amendements adoptés, 407 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 51).

87. Bill autorisant l'association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter Oliver au nombre de ses membres après examen, (M. MacKenzie), pétition, 35, 144 ; 1ère lecture, 145 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 158 ; rapporté, 242 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 253 ; passé par le Conseil, 350 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 116)

88. Bill concernant la Commune de Laprairie, (M. Cherrier), pétition, 38, 128 ; 1ère lecture, 232 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 247 ; rapporté avec amendement, 301 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 316 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 80).

BILLS :—*Suite*

89. Bill déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère, (M. Décarie), pétition, 38, 128 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; rapporté, 242 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 253 ; considéré de nouveau en comité général, rapporté, 3ème lecture, sur division, passé, sur division, 257 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 368 ; amendements lus, 1ère fois, 369 ; amendements lus, 2ème fois, adoptés, 375 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 108).

90. Bill amendant la loi des obligations scolaires de la cité de Montréal, (M. Lemieux), pétition, 26, 47 ; 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 118 ; rapporté, 153 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 230 ; passé par le Conseil législatif, 322 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 90).

91. Bill accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Montmagny, (M. Blouin), pétition, 42, 161 ; 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 236 ; rapporté, avec amendement, 300 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 315 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 70).

92. Bill constituant en corporation la compagnie "The Salmon River and Northern Railway Company," (M. Décarie), pétition, 38, 144 ; 1ère lecture, 144 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 159 ; rapporté, avec amendements, 249 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 260 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 351 ; 1ère lecture des amendements, 353 ; amendements lus 2ème fois, adoptés, 365 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 59).

93. Bill constituant en corporation "The Children and Memorial Hospital", (M. Carter), pétition, 42, 128 ; 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 133 ; rapporté, avec amendements, 152 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 229 ; passé, par le Conseil législatif, 264 ; sanctionné, 310 ; honoraire remis, 360. (5 Ed. VII, ch. 96).

94. Bill constituant en corporation "The Canadian Trust Company", (M. Carter), pétition, 38, 47 ; 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 143 ; rapporté, avec amendements, 249 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 259 ; passé par le Conseil, avec amendement, 406 ; amendements adoptés, 407 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 77).

95. Bill augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie, (M. Champagne), pétition, 125, 144 ; 1ère lecture, 145 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 156 ; rapporté, avec amendements, 254 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé,

BILLS :—*Suite.*

287 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 368 ; amendements lus 1ère fois, 369 ; amendements lus, 2ème fois, adoptés, 375 ; sanctionné, 440. (5 Ed. VII, ch. 50).

97. Bill annexant pour les fins municipales et scolaires à la paroisse des Saints-Anges de Lachine, une certaine partie du territoire de la municipalité du Boulevard Saint-Paul, (M. Décarie), pétition, 38, 47 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 132 ; préambule non prouvé, honoraire remis, 321. Pétition adverse, 120, 152. 267.

98. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham, et changeant son nom, (M. Champagne), pétition, 45, 47 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 149 ; rapporté, avec amendements, 268 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 291 ; passé par le Conseil législatif, 368 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 62).

99. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen, (M. Tourigny), pétition, 45, 255 ; 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés. 287 ; rapporté, 301 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 317 ; passé par le Conseil avec amendements, 406 ; amendements adoptés, 408 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 114).

100. Bill ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Luplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Foncier Franco-Canadien, (M. Bergevin), pétition, 125, 243 ; 1ère lecture, 243 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 253 ; rapporté, 294 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 305 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 372 ; amendements lus 2 fois, adoptés, 373 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 110).

101. Bill autorisant George-Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, (M. Prévost), pétition, 160, 243 ; 1ère lecture, 243 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 253 ; rapporté, 294 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 304 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 115).

102. Bill amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Mont-réal, (M. Décarie), pétition, 242, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 269 ; rapporté, avec amendement, 301 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 316 ; passé par le Conseil, 391 ; honoraire remis, 415 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 94).

BILLS :—*Suite.*

103. Bill concernant la compagnie " Davies Limited ", (M. Cochrane), pétition, 152, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 268 ; rapporté, 294 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 305 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 85.)

104. Bill constituant en corporation " The Hampton Court Company, Limited ", (M. Décarie), pétition, 152, 161 ; 1ère lecture, 243 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 254 ; rapporté, avec amendement, 301 ; considéré en comité général, rapporté 3ème lecture, passé, 317 ; passé par le Conseil, avec amendements, 417 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 87).

106. Bill constituant en corporation la société " The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the port of Montreal ", (M. Cochrane), pétition, 152, 161 ; 1ère lecture, 250 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 260 ; rapporté, avec amendement, 294 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 306 ; honoraire remis, 356 ; passé par le Conseil législatif, 372 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 101).

107. Bill constituant en corporation " The British American Trust Company ", (M. Décarie), pétition, 160, 267 ; 1ère lecture, 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 268 ; rapporté, avec amendements, 294 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendement lu 2 fois, adopté, 3ème lecture, passé avec titre suivant : " The Havana Trust Company ", 306 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, amendements lus 2 fois, adoptés, 373 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 78).

108. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de Papier Rolland, (M. Prévost), pétition, 152, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 269 ; rapporté, 301 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois, passé, 318 ; passé par le Conseil, avec amendements, 373 ; amendements adoptés, 374 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 82).

109. Bill concernant la succession de feu Arthur Caron, (M. Décarie), pétition, 152, 255 ; 1ère et 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 269 ; rapporté, 301 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 317 ; passé par le Conseil, avec amendements, 406 ; amendements adoptés, 408 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 109).

111. Bill constituant en corporation la ville de Marieville, (M. Girard), pétition, 152, 255 ; 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 287 ; rapporté, 301 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 317 ; passé par le Conseil, 391 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 47).

BILLS :—*Suite.*

112. Bill constituant en corporation "The Imperial Trust Company", (M. Roy, Montmagny), pétition, 242, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 269 ; rapporté, 301 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 316 ; passé par le Conseil avec amendements, 406 ; amendements adoptés, 408 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 79).

113. Bill autorisant les héritiers de feu A.-G. Belleau à vendre à Alexandre Gauvreau un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu A.-G. Belleau (M. Taschereau), pétition, 254, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 269 ; rapporté, 274 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 306 ; passé par le Conseil avec amendements, 373 ; amendements adoptés, 374 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 107).

114. Bill constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec, (M. Roy, Montmagny), pétition, 267 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 295 ; rapporté, 321 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 331 ; honoraire remis, 355 ; passé par le Conseil, 372 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 100).

115. Bill amendant la loi constituant en corporation le Club Canadien, de Montréal, (M. Décarie), pétition, 267, 295 ; 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité des bills privés, 295 ; rapporté, 308 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 328 ; passé par le Conseil avec amendements, 406 ; amendements adoptés, 408 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 93).

116. Bill constituant en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company", (M. Roy, Montmagny), pétition, 308, 321 ; 1ère lecture, 322 ; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 324 ; rapporté avec amendements, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé, 363 ; passé par le Conseil avec amendements, 406 ; amendements adoptés, 408 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 84).

117. Bill amendant l'article 117 du Code de procédure civile, (l'hon. M. Monet), 1ère lecture, 250 ; motion pour seconde lecture rejetée après vote, 303.

118. Bill amendant l'article 887 du Code municipal, (M. Prévost), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 270 ; rapporté, rejeté, 309.

119. Bill amendant l'article 660 du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 270 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 393 ; rapporté, rejeté, 349.

/

BILLS :—*Suite.*

120. Bill amendant le Code municipal de manière à pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales, (M. Champagne), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 270 ; rapporté, 309 ; lu 2ème fois, sur division, considéré en comité général, rapporté, passé, 339.

121. Bill amendant la loi concernant l'Association des architectes de la province de Québec, (M. Prévost), 1ère lecture, 256 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 293 ; rapporté, 300 ; considéré en comité général, amendé, 3ème lecture et passé, 314 ; passé par le Conseil, 368 ; sanctionné, 441. (5 Ed VII, ch. 25)

122. Bill amendant l'article 148 du Code de procédure civile, (M. Bernard), 1ère lecture, 270 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 298, rapporté, rejeté, 309.

123. Bill amendant la loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage, pour régler les différends industriels, (M. Perrault), 1ère lecture, 256 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 298 ; rapporté et renvoyé à la prochaine session, 337.

124. Bill amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetière, (M. Walker), 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 298 ; rapporté, 309 ; considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 324 ; passé par le Conseil avec amendements, 368 ; amendements lus 1ère fois, 369 ; amendements adoptés, 375 ; sanctionné, 441 (5 Ed. VII, ch. 22).

125. Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal, (M. Langlois), 1ère lecture, 256 ; ordre du jour pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 298.

126. Bill amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments, (Hon. M. LeBlanc), 1ère lecture, 244 ; ordre pour 2ème lecture rescindé, renvoyé au comité de législation, 315 ; rapporté, 349.

127. Bill amendant le Code civil relativement aux effets non réclamés entre les mains des voituriers, (M. Carter), 1ère lecture, 244 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 265 ; rapporté, 337 ; considéré en comité général, progrès, 356 ; considéré de nouveau, amendé, 3ème lecture et passé, 361 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 28).

128. Bill amendant les articles 4055 et 4062 des Statuts refondus, (M. Langlois), 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 246 ; rapporté, avec amendements, 250 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture, passé, 297.

BILLS :—*Suite.*

129 Bill amendant l'article 950 du Code municipal, (M. Blanchard), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 154.

130. Bill amendant la loi concernant la conciliation, (M. Walker), 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 297 ; rapporté, 308 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture et passé, 324 ; passé par le Conseil, 372, sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 31).

131 Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (M. Walker), 1ère lecture, 256, 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 297 ; rapporté, rejeté, 309.

132. Bill amendant la loi concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau, (M. Taschereau), 1ère lecture, 154 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 239 ; rapporté, rejeté, 337.

133. Bill amendant l'article 639 du Code municipal, (M. Blanchard), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 359.

134. Bill pour venir en aide à certaines corporations religieuses, (M. Gillies), 1ère lecture, 182 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 239 ; rapporté, avec amendements, 250 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 265 ; passé par le Conseil avec amendements, 368 ; amendements lus 1ère fois, 369 ; adoptés, 376 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 21).

135. Bill amendant la loi concernant les établissements industriels, (M. Lafontaine, Masikinongé), 1ère lecture, 141 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 58 ; rapporté avec l'opinion de l'Assistant-Procureur Général, 349 ; bill retiré, 395.

136. Bill amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens, (M. Cherrier), 1ère lecture, 154 ; renvoi de la 2ème lecture à six mois, 341.

137. Bill amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal, (M. Morin), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 121 ; rapporté, 248 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, renvoyé de nouveau au comité du Code municipal, 266 ; rapporté, 309 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé, avec le titre suivant : Bill amendant les articles 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

138. Bill amendant la loi concernant les médecins vétérinaires, (M. Delage), 1ère lecture, 125 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 293 ; rapporté, 309 ; considéré en comité général, progrès, 339 ; considéré de nouveau, amendé, 3ème lecture et passé, 340 ; passé par le Conseil avec amendements, 401 ; amendements adoptés, 407 ; sanctionné, 441. (5 Ed. VII, ch. 26).

BILLS :--Suite.

139. Bill amendant l'article 582 du Code municipal, (M. Perrault), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 130; rapporté, 300; lu la 2ème fois sur division, considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 339; passé par le Conseil, 391; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 39).

140. Bill amendant l'article 74 du Code municipal, (M. Girard), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 125; rapporté, 248; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 266; considéré de nouveau, comité se lève, 338.

141. Bill détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Brigitte, dans le comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, pour toutes fins, (M. Girard), 1ère lecture, 125; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 303; rapporté, 309; considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 324.

141. Bill de 1903, constituant en corporation "The Citizen's law and Order League of Quebec". Honoraires remis, 371.

142. Bill amendant le Code municipal concernant les chemins d'hiver, (M. Mackenzie), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 116

143. Bill détachant du comté de Nicolet certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins, (M. Allard), 1ère lecture, 116; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 127; rapporté, 153; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 226; passé par Conseil législatif, 265; pétition en faveur du bill, 125; sanctionné, 310. (5 Ed. VII, ch. 10).

144. Bill amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville, (M. Chauret), 1ère lecture, 141; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 153; rapporté, rejeté, 300.

145. Bill amendant l'article 2342 des Statuts refondus relativement à la cour de circuit dans le comté de Saint-Maurice, (M. Fiset), 1ère lecture, 122; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 148; rapporté et rejeté, 250.

146. Bill amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre personne comme raison sociale, (M. Dupuis), 1ère lecture, 146; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 227; rapporté, 249; considéré en comité général, rapport de progrès, 265; considéré de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé, 296; passé par le Conseil avec amendements, 368; amendements lus la 1ère fois, 369; adoptés, 376; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 29).

BILLS :—*Suite.*

147. Bill amendant le Code municipal relativement aux sessions des conseils de comté, (M. Mackenzie), 1ère lecture, 45 ; ordre du jour pour seconde lecture rescindé, renvoyé au comité du Code municipal, 112 ; rapporté, avec amendements, 248 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 297 ; passé par le Conseil, 350 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 34).

148. Bill amendant l'article 718 du Code municipal, (M. Tellier), 1ère lecture, 45 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 148 ; rapporté, rejeté, 338.

149. Bill amendant l'article 3408 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Caron, l'Islet), 1ère lecture, 41 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 46 ; rapporté, avec amendements, 121 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture, passé, 250 ; passé par le Conseil avec amendements, amendements adoptés, 437 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 20).

150. Bill amendant l'article 176 du Code municipal, (M. Blanchard), 1ère lecture, renvoyé au comité, du Code municipal, 53 ; rapporté, avec amendements, 248 ; ordre pour la seconde lecture rescindé, bill renvoyé de nouveau au comité, 342 ; rapporté, 349 ; lu 2ème fois, considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 395 ; passé par le Conseil, 437 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 33).

151. Bill détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant, pour toutes fins, au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, (M. Tourigny), 1ère lecture, 45 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 148 ; rapporté avec amendements, 153 ; considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture, passé, 227 ; passé par le Conseil législatif, 265, sanctionné, 311. (5 Ed. VII, ch. 9).

152. Bill concernant les heures de travail, (M. Perrault), 1ère lecture, 27 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé en comité de législation, 148 ; rapporté avec les opinions de l'Assistant-Procureur Général et des officiers en loi. 334.

153. Bill amendant l'article 1488 du Code civil, (M. Champagne), 1ère lecture, 256 ; 2ème lecture, sur division et renvoyé au comité de législation, 331 ; rapporté, 349.

154. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Caron, l'Islet), 1ère lecture, 256 ; ordre pour la 2ème lecture rescindé, bill retiré, 299.

BILLS :—*Suite.*

155. Bill à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles, (M. Blanchard), 1ère lecture, 295 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 325 ; rapporté, 338 ; considéré en comité général, progrès, motion à l'effet que la considération du bill soit remise à la prochaine session, adoptée, 356.

156. Bill amendant les articles 337, 545 et 760 du Code municipal, (M. Morin), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 270 ; rapporté, 349 ; 2ème lecture, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé, 393 ; passé par le Conseil, 437 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 35.)

157. Bill amendant les articles 705, 770 et 771 du Code de procédure civile, (M. Morin), 1ère lecture, 270 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 342 ; rapporté, rejeté, 349.

158. Bill amendant l'article 2268 du Code civil, (M. Champagne), 1ère lecture, 270 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 332 ; rapporté, 349.

159. Bill amendant les dispositions du Code municipal concernant les clôtures et la largeur des bandes de roues, (M. Champagne), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 301 ; rapporté, 339 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé avec titre suivant : Bill amendant les dispositions du Code municipal concernant les clôtures et la largeur des bandes de roues, 357 ; passé par le Conseil, 417 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 37).

160. Bill amendant les articles 55, 1126 et 1317 du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 301 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 332 ; rapporté, 349.

161. Bill relatif aux termes et séances de la Cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa, (M. Prévost), 1ère lecture, 362 ; 2ème lecture renvoyé au comité de législation, 342 ; pétitions en faveur du bill, 242, 248, 267, 321, 330.

162. Bill amendant l'article 37 du Code municipal, (M. Dion), 1ère lecture, et renvoyé au comité du Code municipal, 295.

163. Bill amendant les articles 19, et 718 du Code municipal, (M. Duhamel), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 295 ; rapporté, 338 ; 2ème lecture, considéré en comité général, progrès, 357 ; considéré de nouveau, rapporté, 3ème lecture et passé, 374.

BILLS :—*Suite.*

164. Bill amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales, (M. Duhamel), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 296 ; rapporté avec recommandation que le bill soit étudié par le comité de législation, 338 ; renvoyé au comité de législation, 338, rapporté, 366 ; ordre pour la 2ème lecture rescindé, bill retiré, 394.

165. Bill amendant le Code civil relativement à la fiducie, (M. Décarie), 1ère lecture, 301.

166. Bill amendant l'article 716 du Code municipal (M. Tessier, Trois-Rivières), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 311 ; rapporté, 349 ; considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 361.

167. Bill abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus, (M. Blouin), 1ère lecture, 322 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 332 ; rapporté, 366.

168. Bill amendant la loi concernant les automobiles, (M. Walker), 1ère lecture, 338.

169. Bill amendant l'article 5766 des Statuts refondus de la province de Québec (M. Champagne), 1ère lecture, 301 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 342 ; rapporté, 366.

170. Bill amendant l'article 15 du Code de procédure civile, (l'hon. M. LeBlanc), 1ère lecture, 322 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 342 ; rapporté, 349 ; considéré en comité général, 3ème lecture et passé 361.

171. Bill concernant les unions ouvrières, (M. Décarie), 1ère lecture, 330 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 358.

172. Bill limitant les pouvoirs des corporations municipales de s'endetter, (M. Chauret), bill présenté, 322.

173. Bill conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence, (M. Blanchard), 1ère lecture, renvoyé au comité, du Code municipal, 311 ; rapporté, 349.

174. Bill détachant du comté de Nicolet le lot numéro dix du neuvième rang de Wendover pour l'annexer à la municipalité de Notre-Dame du Bon-Conseil, dans le comté de Drummond, pour toutes fins. (M. Chauret), 1ère lecture, 322.

175. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. MacKenzie), 1ère lecture, 330 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 358 ; rapporté, 366.

BILLS :—*Suite.*

176. Bill amendant l'article 423 du Code civil, (M. Tessier, Trois-Rivières), 1ère lecture, 338 ; retiré, 398.

177. Bill autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice, (M. Taschereau), 1ère lecture, 370 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité général de la Chambre, 398.

179. Bill amendant le Code municipal concernant l'érection de certaines bâtisses, (M. Walker), 1ère et 2ème lectures, renvoyé au comité général de la Chambre. considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 396 ; passé par le Conseil, 419 ; sanctionné, 442. (5 Ed. VII, ch. 36).

Bills :—DIVERSES PROCÉDURES :

1. Bill présenté et lu *pro forma* avant la considération du discours du Trône, 5.
2. Considération d'un bill interrompue par M. l'Orateur qui reprend le fauteuil, 345.
3. Bill rapporté avec les opinions de l'Assistant-procureur général et des officiers en loi, 334.
4. Passé sans être considéré par un comité, 240.
5. Comité se lève sans faire rapport, 339.
6. Bills retirés, 394, 395.
7. Ordre pour la seconde lecture rescindé, 342.
8. Bill renvoyé à une session prochaine, 356.
9. Suspension de la règle 49, 321.
10. Motion pour renvoi à six mois de la 3ème lecture d'un bill rejeté, 319.
11. Bill passé sans être examiné par un comité, 240.
12. Bills reçoivent la sanction royale, 309, 438.

Bills privés :—

1. Comité des bills privés, nommé, 32. Premier rapport, 40. Autres rapports sur divers bills : 128, 144, 152, 242, 249, 254, 268, 294, 300, 308, 321, 334.

2. Députés ajoutés au comité, 40, 143.
3. Honoraires réduits, 127.
4. Honoraires remis, 355.
5. Que le délai pour la présentation soit prolongé, 140, 160. Pour la réception des rapports, 152, 160.
6. Rapports des officiers en loi devant être traduits par les traducteurs officiels, 294.
7. Bill replacé sur les ordres du jour, 384, 391.

BLAINVILLE, SEIGNEURIE DE :—Voir *Documents*, item 8.

BOIS DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, item 9.

BOIS ET FORÊTS :—Voir *Bills*, 25.

BON-PASTEUR DE MONTRÉAL :—Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, au sujet de la garde et de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, à Montréal. Voir *Bills*, 7.

—Contrat passé entre le gouvernement et le—, 218.

BON-PASTEUR DE QUÉBEC, ASILE DU :— :—Voir *Bills*, 4 et p. 193.

"BREWERY CREEK" :—Voir *Documents*, item 10.

"BRITISH AMERICAN TRUST CO" :— Bill constituant en corporation "The—". Voir *Bills*, 107.

BRUYÈRE, J.-BTE :—Bill déclarant définitive la vente de certains immeubles de la succession de feu Jean-Baptiste Bruyère.—Voir *Bills*, 89.

BUCKINGHAM :—Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham, et changeant son nom.—Voir *Bills*, 98.

BUDGETS :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1905 et budget des dépenses pour l'année financière 1906.—Voir *Bills*, 5.

BUDGETS :—Voir *Documents*, item 11.

CANADIAN LIGHT & POWER CO. :—Bill amendant la charte de *The Canadian Light & Power Company*.—Voir *Bills*, 80.

" CANADIAN TRUST CO " :—Bill constituant en corporation *The Canadian Trust Company*.—Voir *Bills*, 94.

CARON, ARTHUR :—Bill concernant la succession de feu Arthur Caron.—Voir *Bills*, 109.

CASCAPÉDIA :—Voir *Documents*, item 12.

CERCLES AGRICOLES :—Bill amendant la loi concernant les cercles agricoles.—Voir *Bills*, 11.

CHASSE :—Voir *Documents*, item 13.

CHASSE ET PÊCHE, CLUBS DE :—Voir *Documents*, item 14.

CHATEAU-RICHER :—Etat de toutes sommes payées par le gouvernement, soit au maire de la paroisse du Château-Richer, soit au maire de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, soit à aucune autre personne, en rapport avec la construction d'un chemin macadamisé, dans la paroisse du Château-Richer et dans la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, dans le cours de l'automne dernier.—Voir *Documents*, item 15.

CHEMIN GOUIN :—Voir *Documents*, item 16.

CHEMINS A BARRIÈRES DE L'ILE JÉSUS :—Voir *Documents*, item 17.

CHEMINS DE COLONISATION :—Etat complet et détaillé de la distribution des deniers votés pour chemins de colonisation pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1904, en indiquant, comté par comté, le nom du conducteur, le montant de l'octroi, l'objet de l'octroi, le montant réellement dépensé jusqu'à ce jour et la date des instructions.—Voir *Documents*, item 18.

CHEMINS DE FER :—Voir *Comités*.

CHEMINS DE FER :—Bill amendant la loi concernant les chemins de fer et réglémentant la vente d'un chemin de fer à des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs.—Voir *Bills*, 15.

CHEMINS DE FER, STATISTIQUES :—Voir *Documents*, item 19.

CHEMINS DE FER SUBVENTIONNÉS :—Voir *Documents*, item 20.

CHEMINS D'HIVER :—Bill amendant le Code municipal concernant les.—Voir *Bills*, 142.

CHICOUTIMI, CIE DE PULPE DE—:—Bill concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. Voir *Bills*, 44.

“CHILDREN MEMORIAL HOSPITAL”:—Bill constituant en corporation *The Children Memorial Hospital*. Voir *Bills*, 93.

CIMETIÈRES, COMPAGNIES DE—:—Bill amendant les Statuts refondus concernant les compagnies de cimetière. Voir *Bills*, 124.

“CITIZEN'S LAW AND ORDER LEAGUE OF QUEBEC”:—Bill constituant en corporation “The.—Voir *Bills*, 141.

CLÔTURES:—Bill amendant les dispositions du Code municipal concernant les clôtures et la largeur des bandes de roue. Voir *Bills*, 159.

CLUB CANADIEN:—Bill amendant la loi constituant en corporation le Club Canadien, de Montréal.—Voir *Bills*, 115.

CLUB CASCAPÉDIA:—Voir *Documents*, item 21.

COLONISATION, COMMISSION DE LA—:—Voir *Documents*, item 22.

CLUNIE, GEO. ANDREW—:—Bill autorisant George Andrew Clunie à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.—Voir *Bills*, 101.

CODE CIVIL:—Amendements :

Loi amendant l'article 166. Voir *Bills* 126.

Loi amendant l'article 1488. Voir *Bills*, 153.

Loi amendant l'article 2268. Voir *Bills*, 158.

Loi amendant l'article 428. Voir *Bills*, 176.

Voir, aussi, *Bills*, 127, 146, 165, E.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

Loi amendant l'article 117. Voir *Bills*, 117.

Loi abrogeant l'article 660. Voir *Bills*, 119.

Loi amendant l'article 148. Voir *Bills*, 122.

Loi amendant l'article 599. Voir *Bills*, 154.

Loi amendant les articles 505a, 770 et 771. Voir *Bills*, 157.

Loi amendant les articles 55, 1126 et 1817. Voir *Bills*, 160.

Loi amendant l'article 15. Voir *Bills*, 170.

Loi amendant le—. Voir *Bills*, 175.

CODE DU NOTARIAT :—Bill amendant le,—Voir *Bills*, D.

CODE MUNICIPAL :—Voir *Comités*.

CODE MUNICIPAL :—Amendements :

Loi amendant l'article 716. Voir *Bills*, 166.

Loi amendant les articles 19 et 1718. Voir *Bills*, 163.

Loi amendant l'article 37. Voir *Bills*, 162.

Loi amendant les articles 337, 545, 760. Voir *Bills*, 156.

Loi amendant l'article 176. Voir *Bills*, 150.

Loi amendant l'article 718. Voir *Bills*, 148.

Loi amendant l'article 74. Voir *Bills*, 140.

Loi amendant l'article 582. Voir *Bills*, 139.

Loi amendant le—Voir *Bills*, 120, 118, 14, 10.

Loi amendant l'article 633. Voir *Bills*, 133.

Loi amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893. Voir *Bills*, 137.

Loi amendant l'article 950. Voir *Bills*, 129.

Voir, aussi, *Bills*, 179, 173, 164, 159, 147, 142.

"COLLATERAL LOAN & TRUST CO":—Bill constituant en corporation *The Collateral Loan and Trust Company*". Voir *Bills*, 70.

COLONISATION ET TRAVAUX PUBLICS :—Voir *Documents*, item 23.

COLONS :—Correspondance avec le département des Terres, Mines et Pêcheries en rapport avec du bois coupé par les colons sur des terrains qui ont souffert des feux de forêts en 1903, dans le comté de Terrebonne. Voir *Documents*, item 24.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 24. Rapport, 32. Voir *Agriculture*, *Bills privés*, *Chemins de fer*, *Comptes publics*, *Industries*, *Législation*, *Ordres permanents*, *Privilèges et Elections*, *Bibliothèque et Impressions*.

Comité.—Suite.

2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque, Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Code municipal*.
4. Comités spéciaux nommés. Voir *Code municipal, Terres de la Couronne*.
5. Liste des membres devant composer les divers comités permanents spéciaux. Rapport, 31.
6. Comité spécial nommé pour s'enquérir des accusations portées contre l'honorable S. N. Parent et contre son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, 36. 1er rapport, 40 ; deuxième, 55 ; adopté sur division, 122. Deuxième rapport, amendé, 288.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* : — Premier rapport, 39 ; second, 338 ; députés ajoutés au comité, 148.
2. *Bills privés* : —Premier rapport, 40 ; deuxième, 128 ; troisième, 144 ; quatrième, 152 ; cinquième, 160 ; sixième, 242 ; septième, 249 ; huitième, 254 ; neuvième, 268 ; dixième, 294 ; onzième, 300 ; douzième, 308 ; treizième, 321 ; quatorzième, 334 ; députés ajoutés à ce comité, 40.
3. *Chemins de fer et Canaux* : —Premier rapport, 40 ; autres rapports : 161, 249, 268, 300.
4. *Comptes publics* : —Premier rapport, 39.
5. *Industries* : —Premier rapport, 40.
6. *Législation et lois expirantes* : —Premier rapport, 39 ; autres rapports : 121, 153, 249, 300, 308, 334, 349, 366.
7. *Ordres permanents* : —Premier rapport, 39 ; autres rapports : 39, 47, 115, 120, 128, 144, 160, 243, 255, 267, 295, 321.
8. *Privilèges et élections* : —Premier rapport, 40.

COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* : —Membres nommés par le Conseil, 117 ; par l'Assemblée législative, 53. Premier rapport, 418.
10. *Impressions* : —Membres nommés par le Conseil, 117 ; par l'Assemblée législative, 53. Premier rapport, 418.

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :—Formation, 53. Premier rapport, 153 ; autres rapports : 248, 300, 309, 337, 349.
12. Comité recommande la suspension de la règle 51 en ce qui concerne un bill, 295, 334.
13. Comité décide qu'un certain bill n'exige pas d'avis, 295.
14. Comité rejette un bill, 250, 300.
15. Comité rapporte que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 254, 321.
16. Comité se lève sans faire rapport, 338.
17. Comité recommande le retrait d'un bill, 242.
18. Rapports des officiers en loi sur les bills privés soumis au comité devront être traduits par les traducteurs officiels, 294.
19. Comité recommande que les honoraires payés pour un bill retiré soient remis, 242.
20. Rapport d'un comité spécial, amendé, 288.

COMMISSION D'ECONOMIE INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—
Voir *Documents*, item 25.

COMPAGNIE CANADIENNE D'ASSURANCE :—Bill constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 79.

COMPAGNIES COMMERCIALES :—Bill amendant la loi concernant les licences et les taxes sur les compagnies et les corporations commerciales. Voir *Bills*, 17.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Comités et Documents*, item 26.

CONCILIATION :—Bill amendant la loi concernant la conciliation. Voir *Bills*, 130.

Conseil législatif :

Messages au Conseil :—

1. Nommant les membres de l'Assemblée législative devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque 53 ; des impressions, 53.

Messages du Conseil :—

2. Nommant les membres du Conseil devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 117 ; des impressions, 124.
3. Adoptant des bills de l'Assemblée législative avec ou sans amendement, 260, 264, 290, 307, 322, 350, etc.
4. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée législative, 256, 303, 343, 391.

CONSEILS DE COMTÉ :—Bill amendant le Code municipal relativement aux sessions des conseils de comté. Voir *Bills*, 147.

CONSEILS DE CONCILIATION :—Bill amendant la loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage, pour régler les différends industriels. Voir *Bills*, 123.

CONSEILS LOCAUX :—Bill conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal, en conséquence — Voir *Bills*, 173.

“ CO-OPERATIVE HOME AND TRUST Co ” :—Voir *Bills*, 62.

CORONERS :—Instructions données par le gouvernement aux divers coroners de cette province depuis l'entrée en vigueur de la loi 43-44 Vict., ch. 10, jusqu'à ce jour, sur la manière de remplir les devoirs de leur charge et copie du tarif en vertu duquel sont taxés les comptes des coroners.—Voir *Documents*, item 27.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Bill limitant les pouvoirs des—de s'endetter. Voir *Bills*, 172.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Voir *Documents*, item 28.

CORPORATIONS RELIGIEUSES :—Bill pour venir en aide à certaines corporations religieuses.—Voir *Bills*, 134.

CÔTE-DES-ANGES, CHEMIN DE LA :—Voir *Documents*, item 29.

CÔTÉ, PAUL :—Voir *Documents*, item 30.

“ DAVIES, LIMITED ” :—Bill concernant la compagnie *Davies, Limited*, Voir *Bills*, 103.

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Documents en rapport avec le projet de reprise de la publication des débats de l'Assemblée législative. Voir *Documents*, item 31.

DELISLE, RIVIÈRE :—Voir *Documents*, item 32.

DÉPARTEMENTS, ORGANISATION DES :—Bill amendant la loi concernant l'organisation des départements. Voir *Bills*, 9.

DÉPUTÉS :—

1. Liste des députés élus, 17.
2. Prétent serment et prennent leur siège, 1, 139.
3. Député substitué à un autre comme promoteur d'un bill, 144.
4. Député substitué à un autre pour avis de motion, 142.
5. Député soulève une question de privilège, 11.
6. Nommés membres du Conseil Exécutif, 16.
7. Démissionnent comme membres du Conseil Exécutif, 16.

DETTE CONSOLIDÉE :—Documents en rapport avec la consolidation des emprunts temporaires et le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904. Voir *Documents*, item 33.

DETTE PUBLIQUE :—Voir *Documents*, item 34.

Documents par ordre alphabétique : <i>Marguerite # 31-35</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
REMARQUE :—Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais, est mis comme numéro de référence.		
2. <i>Agents d'assurance</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un des départements et les associations d'agents d'assurances sur l'opportunité de faire une loi concernant les agents d'assurance dans cette province	Ordre 396	
X 3. <i>Agriculture</i> : — Rapport du Ministre de l'—, pour 1904.....(<i>Document No 3</i>).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	11
X 4. <i>Allard, Hon. J.</i> :—Correspondance concernant la démission de l'honorable Louis Sylvestre, comme conseiller législatif de cette province et la nomination, en son remplacement, de M. Jules Allard. (<i>Document No 52</i>).	Ordre 157	233

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
5. <i>Assurance Mutuelle, Compagnies d'—</i> :—Vingt-deuxième rapport de l'inspecteur des—, pour 1904..... (Document No 27).	Par ordre du L.-Gouv.	43
6. <i>Banque de Montréal</i> :—E at détaillé et assermenté de la Banque de Montréal, en vue de la perception des taxes. (Document No 54).	Ordre 157	244
7. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport du bibliothécaire de la Législature pour 1904-5.	111ème règle	9
8. <i>Blainville, Seigneurie de—</i> :— Documents se rapportant à la seigneurie de Blainville et spécialement ceux qui existent entre les années 1681 à 1850, ainsi que les noms des premiers concessionnaires. (Document No 21).	Ordre de la dernière session	25
9. <i>Bois de la Couronne</i> :—Etat démontrant quels sont les porteurs de licences de coupe de bois qui ont payé ce qu'ils doivent à la province, quels sont ceux qui n'ont pas payé, et à quelle somme s'élève respectivement ce que ces derniers n'ont pas payé. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418. (Document No 40).	Ordre de la dernière session	127
10. " <i>Brewery Creek</i> ":—Documents et jugements des cours de justice se rapportant à la propriété, la possession et la vente par le gouvernement du pouvoir d'eau communément appelé " <i>Brewery Creek</i> ", dans le comté d'Ottawa. (Document No 34).	Adresse de la dernière session	52
11. <i>Budgets</i> :— Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1905 et budget des dépenses pour l'année financière 1906. (Document No 1).	Message	141

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
12. <i>Cascapédia</i> :— Documents se rapportant aux droits de pêche sur la rivière Petite-Cascapédia, à la location des trois milles chaque côté de l'embouchure de la dite rivière, et à la correspondance échangée entre les citoyens de Black Capes et le gouvernement.	Ordre 292	
13. <i>Chasse</i> :—Etat détaillé indiquant le nombre de poursuites intentées, le nombre de convictions exécutées et le nombre de jugements suspendus pour infractions aux lois de la chasse, en cette province, depuis le 30 juin 1902, etc. (<i>Document No 18</i>).	Ordre de la dernière session	24
14. <i>Chasse et pêche. Clubs de</i> :—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour la production d'une liste de tous les clubs de chasse et de pêche existant dans la province, indiquant la date de leur organisation, le nom et la situation de chaque club et le nom de tous les membres des dits clubs avec leurs adresses(<i>Document No 41</i>).	Ordre de la dernière session	127
15. <i>Château-Richer</i> :—Etat de toutes sommes payées par le gouvernement, soit au maire de la paroisse du Château-Richer, soit au maire de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, soit à aucune autre personne, en rapport avec la construction d'un chemin macadamisé, dans la paroisse du Château-Richer et dans la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, dans le cours de l'automne dernier. (<i>Document No 53</i>)	Ordre 112	244
16. <i>Chemin Gouin</i> :—Etat donnant le nombre et les noms des colons maintenant résidant le long du chemin Gouin. (<i>Document No 47</i>).	Ordre de la dernière session	151

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p><i>Compagnie des CHEMINS à</i> <i>BARRIÈRE de TERREBONNE #38</i></p>		
17. <i>Chemins à barrières de l'Île Jésus:—Etat des affaires de la Compagnie des—, (Document No 29).</i>	Par acte	42
18. <i>Chemins de colonisation:—Etat complet et détaillé de la distribution des deniers votés pour chemins de colonisation, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1904, en indiquant, comté par comté, le nom du conducteur, le montant de l'octroi, l'objet de l'octroi, le montant réellement dépensé jusqu'à ce jour et la date des instructions. Ordre d'imprimer, 418..... (Document No 42).</i>	Ordre 41	150
19. <i>Chemins de fer, Statistiques:—Rapport et statistiques de certaines compagnies de chemin de fer au 30 juin 1904, conformément à l'article 5176 des S. R. P. Q., et suivants..... (Document No 25).</i>	Statut	36
20. <i>Chemins de fer subventionnés:—Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1902, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2. (Document No 24).</i>	Par ordre du Lieut-Gouv.	36
21. <i>Club Cascapédia:—Correspondance et documents relativement aux difficultés survenues entre les pêcheurs de New-Richmond et le Club Cascapédia. (Document No 14).</i>	Ordre de la dernière session	24
22. <i>Colonisation, Commission de la —:—Etat détaillé de tout ce qu'ont coûté la première et la seconde commission de colonisation, ainsi que les comptes reçus et non encore payés. Ordre d'imprimer, 418. (Document No 48).</i>	Ordre de la dernière session	151

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
23. <i>Colonisation et des travaux publics</i> :—Rapport du Ministre de la—de la province de Québec, pour 1904. (<i>Document No 7</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	11
24. <i>Colons</i> :—Correspondance avec le département des Terres, Mines et Pêcheries en rapport avec du bois coupé par les colons sur des terrains qui ont souffert des feux de forêt en 1903, dans le comté de Terrebonne.	Ordre 355	
25. <i>Commission d'Economie intérieure de l'Assemblée législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission. (<i>Documents Nos 12, 12a</i>). 12	Message	11
26. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1904.....(<i>Document No 2</i>).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	6
27. <i>Coroners</i> :—Instructions données par le gouvernement aux divers coroners de cette province, depuis l'entrée en vigueur de la loi 43-44 Vict, ch. 10, jusqu'à ce jour, sur la manière de remplir les devoirs de leur charge et copie du tarif en vertu duquel sont taxés les comptes des coroners. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418. (<i>Document No 50</i>).	Ordre 147	233
28. <i>Corporations municipales</i> :—Etat tabulaire (art. 4619 S. R.) des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—, au Secrétaire de la Province. (<i>Document No 23</i>)	Statut	30
29. <i>Côte-des-Anges, Chemin de la —</i> :—Correspondance se rapportant à la demande d'aide pour le prolongement du chemin de la Côte-des-Anges jusqu'à la station du chemin de fer du Grand-Tronc, dans le comté de Soulanges. (<i>Document No 37</i> .)	Ordre de la dernière session	124

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
30. <i>Côté, Paul</i> : — Documents et correspondance entre Paul Côté, garde pêche, et le gouvernement au sujet de difficultés avec les pêcheurs du district pour lequel Paul Côté est garde-pêche. (<i>Document No 20.</i>)	Ordre de la dernière session	25
31. <i>Débats de l'Assemblée législative</i> : — Documents en rapport avec le projet de reprise de la publication des débats de l'Assemblée législative.	Ordre 263	
32. <i>Delisle, Rivière</i> : — Documents se rapportant au projet de construction d'un pont sur le haut de la rivière Delisle, dans le comté de Soulanges.	Ordre 371	
33. <i>Dette consolidée</i> : — Documents en rapport avec la consolidation des emprunts temporaires et le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904.....(<i>Document No 60.</i>)	Adresse 148	296
34. <i>Dette publique</i> : — Etat des emprunts temporaires faits et toute correspondance, à propos de la dette flottante, et ordres en conseil et opérations à propos de la conversion de la dette, depuis le 30 juin 1904 jusqu'au 25 avril 1905 inclusivement, avec un état de la dette consolidée au 25 avril 1905, inclusivement. (<i>Documents Nos 56, 56a</i>)	Adresse 141	250, 261
35. <i>Doucet, J. S.</i> : — Correspondance et documents échangés entre le gouvernement et toutes personnes se rapportant à J. S. Doucet, agent des terres pour l'agence d'Arthabaska(<i>Document No 32.</i>)	Adresse de la dernière session	52

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
36. <i>Douze enfants, Pères et mères de—</i> :—Etat indiquant les noms, prénoms et résidences de tous les pères et mères de douze enfants qui ont demandé au gouvernement la prime de \$50 que leur accorde la loi passée à cette fin, à la dernière session de cette Législature, etc., etc.	Ordre 157	
37. <i>Douze enfants, Pères et mères de—</i> :—Instructions par circulaires, lettres, ou autrement, par le département des Terres, Mines et Pêcheries, aux divers agents des terres de la Couronne, relativement au choix de lots parmi les terres publiques pour les pères et mères de douze enfants, depuis le 2 juin 1904 jusqu'à ce jour.	Ordre 41	
38. <i>Ecole industrielle</i> :—Correspondance échangée au sujet de la fondation d'une école industrielle dans l'ancien palais de justice du district de Beauharnois	Ordre 414	
39. <i>Ecole Normale Jacques-Cartier</i> :—Lettre adressée à l'honorable Secrétaire de la province, le 26 avril 1905, par le Principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, à Montréal, en rapport avec le traitement des professeurs de cette école. (Document No 66).	Ordre 314	324
(40. <i>Elections générales de 1904</i> :—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie de la onzième élection générale de la province, 1904. <i>Ordre d'imprimer</i> , 122.		161
41. <i>Exécutif, Pouvoirs de l'—</i> :—Opinion de Sir J.-G. Bourinot sur la délimitation des pouvoirs de l'Exécutif en dehors de l'autorisation de la Législature. (Document No 57)	Ordre 246	250

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
42. <i>Expositions de Boston et de New-York</i> :—Documents en rapport avec les expositions de Boston et de New-York, tenues par le gouvernement de la province de Québec en 1898 et 1899. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418. (<i>Document No 15.</i>)	Ordre de la dernière session	24
43. <i>Fonds des municipalités de la province de Québec</i> :—Etat démontrant quels comtés ont droit à la somme de \$1,200, chacun, à même le fonds municipal du Bas-Canada avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts ont été payés, établissant séparément ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts et ceux qui ne les ont pas reçus et quels comtés ont droit à la somme de \$600, chacun, à même le fonds ci-dessus	Ordre 246	
44. <i>Gaspé</i> :—Rapport de l'exploration faite par Henri O'Sullivan, écr., de la péninsule de Gaspé, depuis Causapscal, sur l'Intercolonial, jusqu'au Bassin de Gaspé, à la demande de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental et copie du rapport de l'exploration ou de la localisation d'un chemin de fer, pour cette partie des comtés de Bonaventure et de Gaspé s'étendant depuis Paspébiac jusqu'au Bassin de Gaspé (<i>Document No 36.</i>)	Ordre de la dernière session	124
45. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution de la..... (<i>Document No 22.</i>)	Message	10
46. <i>Gothenburg</i> : — Correspondance échangée avec le gouvernement au sujet du système Gothenburg pour enrayer les abus alcooliques.	Ordre 371	

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
56.— <i>Intérêt sur avances</i> :—Compte détaillé de la Banque de Montréal, en rapport avec l'item \$24,253 83, à la page 73 des comptes publics de 1904, intitulé : " intérêt sur avances ".	Ordre 263	
57.— <i>Joliette, coroners du district de</i> : — Arrêtés en conseil nommant les divers coroners actuels du district de Joliette, ou révoquant les coroners antérieurs à ceux-ci ; instructions adressées aux différents coroners du district de Joliette, relativement à l'exercice de leurs fonctions (<i>Document No 78</i>)	Adresse 117	437
58. <i>Journal d'Agriculture</i> :—Documents se rapportant à l'impression du " Journal d'Agriculture ", depuis le 1er janvier 1903	Adresse 264	
59. <i>Juges des districts ruraux</i> :—Documents adressés au procureur-général au sujet de la modification à apporter à l'acte de judicature quant à la résidence des juges des districts ruraux. (<i>Document No 79</i>) # 77	Ordre 367	415
<i>Kildare</i> :—Documents se rapportant à la vente, à la révocation, puis à la revente de l'arrière-rue du village de Kildare, dans le comté de Joliette. (<i>Document No 31</i>)	Ordre de la dernière session	46
61. <i>Labelle, Mgr</i> : — Correspondance et requêtes se rapportant à l'érection du monument de feu Mgr Labelle, apôtre de la colonisation dans la province de Québec	Ordre 397	
62. <i>Lac Labelle, Cie de produits chimiques du</i> :—Documents échangés entre le gouvernement et la " Compagnie de produits chimiques du lac Labelle " au sujet de l'établissement d'une fabrique de produits chimiques sur le bord du lac Labelle, dans le comté d'Ottawa. (<i>Document No 33</i>)	Ordre de la dernière session	25

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
47. <i>Guerin, Hon. Dr--</i> :—Documents relatifs à la résignation du Dr Guerin et à la nomination d'un ministre irlandais catholique pour le remplacer dans le cabinet	Ordre 353	
48. <i>Hill, J.-J.</i> :—Correspondance échangée entre M. J.-J. Hill et le gouvernement au sujet des rivières St-Jean et Magpie....	Ordre 303	
49. <i>Hochelaga, comté d'--</i> :—Documents, etc., au sujet de la division du comté d'Hochelaga, pour les fins électorales.....	Ordre 397	
50. <i>Hocquart. Route sur le canton—</i> :—Correspondance demandant l'ouverture d'une route sur les lots Nos 9 des rangs 3 et 4 du canton de Hocquart, etc. (<i>Document No 68</i>).	Ordre 314	345
51. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (<i>Document No 11</i>).	Message	10
52. <i>Institutions littéraires, de bienfaisance, hôpitaux, etc, etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions, etc., mis devant la Chambre.....(<i>Document No 28</i>).	42, 45 47, 120 125	
53. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'—pour l'année 1903-1904. (<i>Document No 8</i>).	Par ordre du Lt-Gouv.	6
54. <i>Instruction publique</i> :—Etat financier du surintendant de l'—, pour 1904. (<i>Document No 9</i>)	Par ordre du Lieut-Gouv.	6
55. <i>Instruction publique</i> :—Résolution adoptée par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique au sujet de l'insuffisance du salaire des inspecteurs et de la fixation d'un salaire minimum. (<i>Document No 76</i>).	Ordre 396	414

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTES.
63. <i>Lacs, Baux des</i> — : — Correspondance et requêtes relativement aux baux des lacs dans les limites du comté de Terrebonne, pour les années 1903-04 et pour l'année courante. (<i>Document No 44</i>)	Ordre 127	151
64. <i>Lac St-François, Iles du</i> — : — Correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et celui de la province de Québec, concernant certaines îles du lac Saint-François.	Ordre 396	
65. <i>Laval, District électoral de</i> — : — Copie des documents ayant servi à la dernière élection d'un député pour le district électoral de Laval..... (<i>Document No 72</i>).	Ordre 326	359
66. <i>Limites à bois</i> : — Etat indiquant l'étendue des terres forestières disponibles, la quantité de bois, la liste des limites à bois sous licence qui ne sont pas exploitées avec le nom des propriétaires, etc. <i>Ordre d'imprimer, 418.</i> (<i>Document No 63</i>)	Ordre de la dernière session	307
67. <i>Limites à bois</i> : — Correspondance au sujet de la mise à l'enchère des limites à bois annoncées en vente dans la <i>Gazette Officielle</i> du 28 mai courant et état indiquant le nombre des limites à bois sous licence et le nombre et la superficie en milles carrés des limites à bois sous licence. et qui ne sont pas exploitées..... (<i>Document No 64</i>).	Ordre de la dernière session	307
68. <i>Mandats spéciaux</i> : — Etats des mandats spéciaux (Art. 785 S. R. Q.) préparés par l'auditeur.	Statut	27
69. <i>Mayrand, L. A.</i> — : — Correspondance se rapportant aux plaintes faites contre L.-A. Mayrand, shérif du district d'Iberville, depuis juillet 1902 jusqu'à cette date. (<i>Document No 69.</i>)	Ordre 313	344

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
70. <i>Montmorency</i> : — Etat de toutes sommes payées à même le fonds de colonisation, promises ou mises à la disposition de qui que ce soit, pour diverses paroisses du comté de Montmorency, avec indication de la date de tels paiements, de telles promesses, ainsi que le nom de la personne à qui le département s'est adressé pour l'envoi ou la dépense des dites sommes et la paroisse à laquelle l'argent était destiné. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418.....(<i>Document No 43.</i>)	Ordre 112	150
71. <i>Montmorency, Comté de</i> : — Documents accordant à quelque personne que ce soit, dans le comté de Montmorency, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1904, des bénéfices ou avantages quelconques en vertu de l'Acte 55-56 Victoria, ch. 19, sect. 2, tel qu'amendé par l'acte 4 Edouard VII, ch. 13.	Adresse 147	
72. <i>Officiers publics</i> : — Etat des cautionnements donnés par les —, depuis le 1er avril 1904 jusqu'au 9 mars 1905, inclusivement. (Art. 633, S. R. Q.).....(<i>Document No 26.</i>)	Statut	43
73. <i>Ouest-Canadien</i> : — Correspondance entre M. l'abbé George Dugas et le gouvernement, en rapport avec ses ouvrages sur l'Ouest Canadien.....(<i>Document No 62.</i>)	Ordre 292	296
74. <i>Pacifique, Cie du chemin de fer Canadien du</i> : — Etat détaillé et assermenté de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, en vue de la perception des taxes.....(<i>Document No 55.</i>)	Ordre 157	245
75. <i>Palais de Justice</i> : — Ordres en conseil en rapport avec le fonds des bâtisses et des jurés, pour les districts de Montréal et Québec, depuis le 30 juin 1888, pour augmenter ou diminuer les charges sur les municipalités, au sujet de la construction des palais de justice de chaque district.	Adresse 247	

DOCUMENTS.— <i>Suite</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
76. <i>Palais de justice de Montréal</i> :—Documents, etc., autorisant le Trésorier à prélever, par l'émission de débentures provinciales, les sommes nécessaires à la restauration ou à l'agrandissement du palais de justice du district de Montréal. (<i>Document No 59.</i>)	Adresse 246	289
77. <i>Palais de justice de Montréal</i> : — Rapport du shérif du district de Montréal sur l'application des sommes provenant du fonds de bâtisses et des jurés, dans le district, lors de la construction ou l'agrandissement du palais de justice actuel.....(<i>Document No 65.</i>)	Ordre 246	324
78. <i>Pêche</i> : — Documents, depuis 1903, échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement du Canada, se rapportant au remboursement des sommes perçues depuis 1867, et provenant des baux et permis de pêche, et à la revendication d'une partie de la somme payée par les Etats-Unis pour l'indemnité dite des pêcheries..... ..(<i>Document No 73.</i>)	Adresse 246	394
79. <i>Permis de chasse</i> : — Liste des personnes qui ont obtenu des permis de prendre et garder vivants des orignaux, caribous et chevreuils, depuis le 1er septembre 1903 au 1er janvier 1905.(<i>Document No 45.</i>)	Ordre 127	151
80. <i>Permis de chasse</i> : — Etat comportant le nombre de permis accordés pour chasser dans le Parc National des Laurentides, le nom et la résidence des personnes à qui ces permis ont été accordés, le montant payé par chacune d'elles et les raisons pour lesquelles chacun de ces permis a été accordé. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418..... ..(<i>Document No 17.</i>)	Ordre de la dernière session	24

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
81. <i>Permis de chasse</i> :—Documents et correspondance en rapport avec tous les permis de chasser, en saison prohibée, dans cette province, depuis le 30 juin 1902, indiquant le nom et la résidence de toutes les personnes ayant obtenu tel permis ; le montant payé par chacune d'elles et les raisons pour lesquelles ces permis ont été accordés <i>Ordre d'imprimer</i> , 418.....(<i>Document No 19</i>).	Ordre de la dernière session	25
82. <i>Permis de chasser</i> :—Documents se rapportant à tous les permis généraux de chasser, en cette province, accordés à des personnes qui n'y avaient pas leur domicile, depuis le 30 juin 1902, indiquant le nom et la résidence de ces personnes et le montant payé par chacune d'elles pour tel permis. (<i>Document No 16</i>).	Ordre de la dernière session	24
83. <i>Police provinciale</i> :—Documents concernant le service fait par la police provinciale sur les quais du gouvernement fédéral en rapport avec les bâtisses des immigrants, à Québec..... (<i>Document No 71</i>).	Ordre 326	359
84. <i>Pont de Québec</i> :—Documents échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet d'aucun octroi pour la construction du pont de Québec, depuis le 30 juin 1904. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418.....(<i>Document No 51</i>).	Adresse 148	233
85. <i>Pont sur la rivière Delisle</i> :—Documents se rapportant au projet de construction d'un pont sur le haut de la rivière Delisle, dans le comté de Soulanges.	Ordre 371	
86. <i>Pont sur la Matapédia</i> :—Documents et correspondance relativement à la construction d'un pont sur la rivière Matapédia (<i>Document No 39</i>)	Ordre de la dernière session	127

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p><i>ROYAL TRUST COMPANY</i> <i>Doc # 30</i></p>		
87. <i>Pont Yule</i> :—Documents échangés entre le gouvernement et les intéressés, en rapport avec la reconstruction du Pont Yule, sur la rivière Richelieu, depuis 1904.	Adresse 397	
88. <i>Préfontaine-Rolland</i> :—Documents concernant la vente du lot formé par le lit de la rivière du Nord, aux rapides de Sanderson, à M. Rolland-Préfontaine. (<i>Document No 61.</i>)	Adresse 289	296
89. <i>Prisons et Asiles</i> :—Trente-deuxième rapport des inspecteurs des—de la province de Québec pour 1903.....(<i>Document No 4.</i>)	Statut	6
90. <i>Produits laitiers et sucre d'érable</i> :—Documents concernant la falsification du sucre d'érable et la classification des produits laitiers.	Ordre 367	
91. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des—de la province, du 1er juillet 1904 au 25 avril 1905 <i>Ordre d'imprimer, 418. (Document No 58.)</i>	Statut	265
92. <i>Rouleau, M.</i> :—Correspondance échangée entre le Procureur-général et le coroner Rouleau, du district d'Arthabaska, concernant la tenue des enquêtes du coroner de ce district, etc., depuis le 1er juillet 1903.....(<i>Document No 74</i>)	Ordre 371	394
93. <i>St-Tite</i> :—Correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des secours à accorder à la paroisse de St-Tite, à la suite des dommages causés par la grêle. (<i>Document No 79</i>) <i># 79</i>	Ordre 303	
94. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du—, pour l'exercice finissant le 30 juin 1904.....(<i>Document No 6.</i>)	Statut	6
95. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le (<i>Document No 13.</i>)	Message	10

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
96. <i>Shoolbred, Seigneurie de</i> : — Correspondance se rapportant à la seigneurie de Shoolbred, échangée, depuis 1889, entre le gouvernement et les héritiers de John Shoolbred; ainsi que copie du contrat de la dite seigneurie enregistré dans le volume A, numéro 1, des archives de la province de Québec... (<i>Document No 70</i>).	Ordre 293	358
97. <i>Statistiques municipales</i> : — Statistiques et rapports municipaux pour 1903. (<i>Document No 10</i>).	Statut	6
98. <i>Stephenson, J. M.</i> : — Correspondance échangée entre le département de l'agriculture et toute personne concernant l'achat d'un cheval appartenant à J. M. Stephenson, pour être livré, à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, et la réclamation du dit Stephenson à ce sujet.	Ordre 371	
99. <i>Subside fédéral</i> : — Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance du Canada, relativement au subside fédéral payable annuellement aux provinces, en particulier à la province de Québec, en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.	Ordre 41	
100. <i>Sylvestre, Hon. Louis</i> : — Documents se rapportant à la démission de l'honorable Louis Sylvestre, comme conseiller législatif de cette province, et à son remplacement par M. Jules Allard, député du comté d'Yamaska..... (<i>Document No 52</i>).	Ordre 157	233
101. <i>Terrebonne</i> : — Requêtes et correspondance en rapport avec la fixation et l'insuffisance des termes de la cour supérieure pour le district de Terrebonne et de la cour de circuit dans et pour le comté de Terrebonne. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418. (<i>Document No 49</i>).	Adresse 126	233

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Ex Position universelles auxquelles le dép. de l'instruction publique a pris part Doc # 75</i>		414
102. <i>Terrebonne</i> : — Correspondance avec le département des Terres, Mines et Pêcheries en rapport avec du bois coupé par les colons sur des terrains qui ont souffert des feux de forêts en 1903, dans le comté de Terrebonne.	Ordre 355	
103. <i>Terres de la Couronne</i> : — Documents se rapportant aux lots de terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres-patentes avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains, et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 20 mai 1897.....(<i>Document No 35</i>).	Ordre de la dernière session	52
104. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> : — Rapport du Ministre des — de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1904.....(<i>Document No 5</i>).	Statut	6
105. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> : — Etat détaillé indiquant la source d'où provient le montant de \$744,322.38 porté à item, "Terres, Mines et Pêcheries", de l'état des recettes et paiements de la province de Québec, du 1er juillet 1904 au 25 avril 1905.....(<i>Document No 67</i>).	Ordre 326	344
106. <i>Travaux publics</i> : — Rapport général du Ministre des — de la province de Québec pour 1904(<i>Document No 7</i>).	Statut	11
107. <i>Wolfe, Canton de</i> : — Documents se rapportant à l'arpentage défectueux des lots du 5ième rang du canton de Wolfe. <i>Ordre d'imprimer</i> , 418. (<i>Document No 46</i>).	Ordre 126	151

DOUCET, J. S.—:—Voir *Documents*, *item* 35.

DOUZE ENFANTS, PÈRES ET MÈRES DE—:—Instructions par circulaires, lettres, ou autrement par le département des Terres, Mines et Pêcheries, aux divers agents des terres de la Couronne, relativement au choix de lots parmi les terres publiques pour les pères et mères de douze enfants, depuis le 2 juin 1904 jusqu'à ce jour. Voir *Documents*, *item* 36.

DOUZE ENFANTS, PÈRES ET MÈRES DE—:—Etat indiquant les noms, prénoms et résidences de tous les pères et mères de douze enfants qui ont demandé au gouvernement la prime de \$50 que leur accorde la loi passée à cette fin, à la dernière session de cette Législature, etc., et les noms, prénoms et résidences des propriétaires de limites à bois qui ont été appelés à fournir le montant de la prime en question avec indication de ceux qui ont payé et de ceux qui n'ont pas payé. Voir *Documents*, *item* 37.

DUBÉ, THÉODORE—:—Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Théodore Dubé à la profession d'avocat, après examen. Voir *Bills*, 34.

DUGAS, RÉVD ABBÉ—:—Voir *Documents*, *item* 73

DUPLESSIS, J. ROBEREAU—:—Bill ratifiant les ventes et adjudications entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau, Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Téléphore Turcot et Louis-Jean-Baptiste Martin, et validant la cession de Téléphore Turcot à Séraphin Turcot, et la vente de Louis-Jean-Baptiste Martin et autres au Crédit Foncier Franco-Canadien. Voir *Bills*, 100.

“EASTERN FIRE INSURANCE CO” :—Bill constituant en corporation la Compagnie *Eastern Fire Insurance Company of Canada*. Voir *Bills*, 77.

ECLAIRAGE DANS LES MUNICIPALITÉS RURALES :—Bill amendant le Code municipal de manière à pourvoir à — Voir *Bills*, 120.

ECLAIRAGE ÉLECTRIQUE, CIE CANADIENNE D'—:—Bill amendant la charte de La Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique et autorisant le rappel de ses obligations de seconde émission. Voir *Bills*, 74.

ECOLE DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE :—Voir *Bills*, 6 et p. 206.

ECOLE INDUSTRIELLE :—Correspondance échangée au sujet de la fondation d'une école industrielle dans l'ancien palais de justice du district de Beauharnois Voir *Documents*, *item* 38.

ECOLE NORMALE JACQUES-CARTIER :— Lettre adressée à l'honorable Secrétaire de la Province le 26 avril 1905, par le Principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, à Montréal, en rapport avec le traitement des professeurs de cette école. Voir *Documents*, item 39.

ECOLES ÉLÉMENTAIRES :—Bill accordant une allocation additionnelle aux écoles élémentaires. Voir *Bills*, 16

ECOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL :—Bill autorisant le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, à émettre de nouvelles obligations. Voir *Bills*, 68.

ECOLES PUBLIQUES DE MONTRÉAL :—Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 125.

ELECTIONS GÉNÉRALES DE 1904 :—Voir *Documents*, item 40.

ENRÉGISTREMENT, BUREAUX D'— :—Voir *Bills*, E.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Bill amendant la loi concernant les établissements industriels. Voir *Bills*, 135.

EXÉCUTIF, POUVOIRS DE L'— :—Opinion de Sir J.-G. Bourinot, sur la délimitation des pouvoirs de l'Exécutif en dehors de l'autorisation de la Législature. Voir *Documents*, item 41.

EXPOSITION DE BOSTON ET NEW-YORK :—Voir *Documents*, item 42.

FIDUCIE :—Bill amendant le Code civil relativement à la fiducie. Voir *Bills*, 165.

FILLES DE JÉSUS :—Bill constituant en corporation la Congrégation des Filles de Jésus. Voir *Bills*, 67.

"FINANCIAL CORPORATION" :—Voir *Bills*, 53.

FONDS DES MUNICIPALITÉS :—Etat démontrant quels comtés ont droit à la somme de \$1,200, chacun, à même le fonds municipal du Bas-Canada (devenu le fonds des municipalités de la province de Québec), avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts, ont été payés et quels comtés ont droit à la somme de \$600 chacun, à même le fonds ci-dessus. Voir *Documents*, item 43.

FRANCISCAINES, PETITES-SŒURS-DE MARIE :—Voir *Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul*, 162.

FRÈRES-DE-LA-CROIX DE JÉSUS :—Bill constituant en corporation Les Frères-de-la-Croix de Jésus. Voir *Bills*, 38.

FRÈRES DE ST-FRANÇOIS RÉGIS :—Bill constituant en corporation Les Frères de St-François Régis. Voir *Bills*, 82.

FROMAGERIES :—Voir *Bills*, 21.

GARANTIE, CIES DE :—Bill pour autoriser les—de se porter caution en justice. Voir *Bills*, 177.

GARNEAU, L'HON. NEMÈSE :—Nommé Ministre de l'Agriculture, 16.

GASPÉ :—Voir *Documents*, item 44.

GAZETTE OFFICIELLE :—Voir *Documents*, item 45.

GOTHENBURG :—Voir *Documents*, item 46.

GOUIN, L'HON. LOMER :—Résignation comme ministre et documents s'y rapportant, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.

—Répudie tout compromis, etc., 37.

—Certificat d'élection, 138.

—Communique à la Chambre permission du Lt.-Gouverneur de choisir nouvel Orateur, 139.

GRAND'MÈRE :—Bill revisant et refondant la charte de la ville de Grand-Mère. Voir *Bills*, 36.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Mandats et rapports d'élections du—, 136. Rapport du— sur les élections générales du 25 novembre 1904. Ordre d'imprimer, 122. Mis devant la Chambre, 161.

GUERIN, HON. DR :—Résignation annoncée, 16 Documents relatifs à la résignation du Dr Guerin et à la nomination d'un ministre irlandais catholique pour le remplacer dans le cabinet. Voir *Documents*, item 47.

GYMNASÉ DE MONTRÉAL :—Bill constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 58.

“HAMPTON COURT CO.” :—Bill constituant en corporation *The Hampton Court Company, Limited*. Voir *Bills*, 104.

“HAVANA TRUST CO.” :—Bill constituant en corporation *The Havana Trust Company*. Voir *Bills*, 107.

HEURES DE TRAVAIL :—Bill concernant les heures de travail. Voir *Bills*, 152.

HEURES DE TRAVAIL :—Opinion de M. L. J. Cannon sur le Bill 152.—334.

HILL, J. J. :—Voir *Documents*, item 48.

HOCHELAGA, COMTÉ D'— :—Documents, etc, au sujet de la division du comté d'Hochelaga, pour les fins électorales. Voir *Documents*, item 49.

HOCQUART, ROUTE SUR LE CANTON — :—Correspondance demandant l'ouverture d'une route sur les lots Nos 9 des rangs 3 et 4 du canton de Hocquart, etc. Voir *Documents*, item 50.

HÔPITAL GUAY :—Bill exemptant une partie des propriétés de l'Hôpital Guay, de Saint-Joseph de Lévis, de toutes taxes et cotisations légales. Voir *Bills*, 39.

HOSPICE STE-ANNE DE LA BAIE ST-PAUL :—Contrat passé entre le gouvernement et l'institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots, dans le comté de Charlevoix, 162.

HOSPICE STE-ANNE DE LA BAIE ST-PAUL :—Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, dans le comté de Charlevoix. Voir *Bills*, 2.

HOSPICE ST-CHARLES DE QUÉBEC :—Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'entretien des enfants envoyées à l'Hospice Saint-Charles, de Québec. Voir *Bills*, 4.

—Contrat passé entre le gouvernement et—, 193.

HOSPICE ST-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE :— Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et l'Hospice St-Joseph de la Délivrance pour l'entretien des enfants envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie. Voir *Bills*, 6.

—Contrat passé entre le gouvernement et—, 206.

IDIOTS :—Voir *Bills*, 2 et p. 162.

"IMPERIAL TRUST CO." :—Bill constituant en corporation *The Imperial Trust Company*. Voir *Bills*, 112.

IMPRESSIONS :—Voir *Comités*.

IMPRIMEUR DU ROI :—Voir *Documents*, item 51.

"INDUSTRIAL LIFE INSURANCE CO." :—Loi constituant en corporation "The—". Voir *Bills*, 65.

INDUSTRIES :—Voir *Comités*.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE BIENFAISANCE, HÔPITAUX, ETC., ETC. :— Voir *Documents*, item 52.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill amendant la loi de l'Instruction publique. Voir *Bills*, 8.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Bill amendant la loi de l'Instruction publique.
Voir *Bills*, 131.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Voir *Documents*, items 53, 54, 55.

INTÉRÊT SUR AVANCES:—Compte détaillé de la Banque de Montréal en rapport avec l'item \$24,253.83, à la page 73 des comptes publics de 1904, intitulé: "intérêt sur avances." Voir *Documents*, item 56.

Interpellations :

Assemblée législative:—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer l'augmentation du nombre des députés ? 238.

Banque de Montréal:—Quel est le montant du capital payé mentionné dans le rapport de cette banque pour l'année 1904 ? 157.

—Quel est le montant de la taxe perçue de la— ? 156.

Banques:—Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil a-t-il fait, modifié ou abrogé aucun règlement en rapport avec la taxe sur les— ? 157.

Bélisle, M.— : —Quels sont les noms, occupations et résidence de— ? 237.

Beurreries et fromageries:—Le gouvernement a-t-il reçu une demande des inspecteurs de—pour augmentation de salaires ? 313.

Bourse, transactions de:— : —Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à exécution certaines parties du programme énoncé par l'honorable Premier Ministre, le 5 avril 1905, concernant les—, etc ? 239.

Bureau central des examinateurs:—Combien a coûté, annuellement, le— depuis 1898, etc. ? 237.

Chemins de fer:—Le gouvernement se propose-t-il d'accorder aucune subvention aux—qui relieront le Grand-Tronc Pacifique avec Montréal et Québec ? 155.

Chemins macadamisés:—Le gouvernement doit-il accorder une subvention spéciale pour— ? 147.

Club Carillon:—Y-a-t-il à Beauceville un club appelé le—, etc. ? 344.

Code municipal:—L'édition du—achetée pour être distribuée aux municipalités est-elle complètement épuisée ? 360.

Colonisation --Quelles sommes ont été payées à même les fonds de--à certaines paroisses du comté de Montmorency en 1904 ? 44.

INTERPELLATIONS. — Sutte

Commissaires d'écoles :—Le gouvernement accorde-t-il un octroi aux—, quel montant ? 366.

Compagnies de chemin de fer :—Le gouvernement a-t-il modifié aucun règlement en rapport avec la taxe sur les— ? 155.

Compton, Ecole d'Agriculture de :—Depuis combien d'années est-elle établie, combien a-t-elle coûté, etc. ? 262.

Coulange, Chemin de :—Quelle somme d'argent a été accordée, en 1901, 1902 et 1903, pour aider à la construction du—, etc. ? 344.

Dette consolidée :—Le gouvernement a-t-il racheté aucune partie de la — ? 155.

Dette publique :—Le gouvernement a-t-il l'intention de rappeler l'Ordre en Conseil concernant un contrat avec la banque de Montréal, au sujet de la— ? 156

Dette publique :—Le gouvernement a-t-il fait quelques opérations pour conversion de la dette ? 292.

—Le gouvernement a-t-il consolidé l'ensemble de la dette principale, les emprunts temporaires, etc. ? 155.

"Dominion Life Insurance Co." :—A-t-elle fait ses rapports régulièrement et payé ses taxes ? 227.

Douze enfants, Loi des :—Le gouvernement doit-il amender la— ? 238;

Ecoles normales :—Quel montant est-il dépensé, annuellement, pour leur maintien ? 236.

Emprunts temporaires :—Le gouvernement a-t-il consolidé aucun— ? 154.

Fabriques, Inspectrice des :—Le gouvernement se propose-t-il de nommer une— ? 367.

Ferme modèle de Compton :—Quelle est la superficie de la—, etc. ? 393.

Garde-Forrestier du comté de Maskinongé :—Est-il à la connaissance du gouvernement que le—réside dans le comté de St-Maurice ? 325.

Geoffrion, Aimé :—Occupe-t-il encore la position d'inspecteur des bureaux d'enregistrement ? 392.

Ile d'Orléans :—Le gouvernement a-t-il promis ou dépensé de l'argent dans aucune paroisse de l'— ? 43.

INTERPELLATIONS.—Suite.

"Indian River Railway Co.":—Où a-t-elle son principal bureau d'affaires, etc. ? 292.

Instituteurs:—Le gouvernement a-t-il reçu la copie d'une résolution du comité catholique de l'Instruction publique demandant qu'un minimum de salaire soit fixé ? 393.

Institutrices:—Combien d'— non diplômées ont enseigné dans les écoles élémentaires catholiques en 1903-4 ? 298.

Institutrices diplômées:— Combien d'— reçoivent un salaire de \$75 ou moins ? 326

Instruction publique:— Quels sont les membres actuels des comités protestant et catholique du Conseil de l'— ? 311.

Instruction publique, Conseil de l'—:— A-t-il proposé au gouvernement des projets de législation ou d'autres demandes de changement en matière d'éducation ? 392.

—Y a-t-il des membres du comité protestant du—qui occupent des positions obtenues sur la recommandation du comité, etc. ? 392.

—Le gouvernement a-t-il reçu du—copie d'une résolution demandant de fixer un salaire minimum pour les instituteurs des écoles élémentaires ? 393.

Judicature, Acte de—:—M. le juge St-Pierre a-t-il demandé des amendements à l'— ? 343.

Labrecque, L. H.:—A quelle date a-t-il été nommé ? 359.

Lac St-François, Iles du—:—Y a-t-il eu quelque correspondance au sujet des— ? 344

Laiterie:—Quel est le montant que le gouvernement a été autorisé à dépenser pour la construction d'une école industrielle de — à St-Hyacinthe ? 263.

Licences:— Quel montant le gouvernement espère-t-il retirer de l'augmentation du prix des— ? 396.

Limites à bois:—Doit-on offrir en vente des — sur les rivières St-Jean et Magpie, à la prochaine vente ? 302.

—Le gouvernement doit-il procéder à la vente des— et doit-il faire des changements dans le mode de ces ventes ? 228.

—Le gouvernement a-t-il vendu des — en 1904 ? 46.

INTERPELLATIONS.—*Suite.*

Mayrand, L. A. :—A-t-on porté des plaintes contre lui ? 146.

Montmorency :—Quelles sommes, a même les fonds de colonisation, le gouvernement a-t-il dépensées ou promises à des personnes de Ste-Brigitte, de l'Ange-Gardien, etc., dans le comté de — ? 43, 54.

Montmorency :—A-t-il été payé certaines sommes d'argent pour un chemin macadamisé dans le comté de — ? 43.

Montréal :—Est-il à la connaissance du gouvernement que le district de — fournit plus que sa part de revenus à la province ? 238.

"Montreal Light, Heat & Power Co" :—Le gouvernement a-t-il institué des procédures contre "The—" pour recouvrer la valeur du pont Yule ? 157.

Ottawa :—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer la division du comté d'— en deux districts électoraux ? 360.

Pacifique Canadien, Chemin de fer du :—Quelle est le montant de la taxe perçue par la compagnie du— ? 156.

—Quel est le montant du capital versé mentionné dans l'état du—, pour 1904 ? 156.

Palais de justice :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter des lois spéciales pour la construction des— ? 238.

Parent, Gouvernement :—Quel changement le gouvernement actuel se propose-t-il de faire dans la politique du— ? 302.

Pont de Québec :—Est-il à la connaissance du gouvernement provincial que le gouvernement du Canada aurait l'intention de s'emparer du— etc. ? 227.

Pont Yule :—Le gouvernement sait-il que des matériaux de grande valeur appartenant au— ont été enlevés par des personnes non autorisées ? 155.

Propriétés du Gouvernement :—A quelle valeur approximative sont estimées les— ? 313.

"Quebec & Lake Huron Railway" :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder une subvention en terres ou en argent au— ? 302.

Revenu :—Le gouvernement a-t-il mis à l'étude les questions soulevées dans les divers débats, à l'effet de réaliser une augmentation du— ? 239.

St-Jean. Election de :—Quelles ont été les dépenses de l'officier-rapporteur de— ? 325.

INTERPELLATIONS.—*Suite.*

—Quel a été le coût de l'installation de la lumière électrique au palais de justice de—? 313.

St-Jean, Ile d'Orléans :—Quelques sommes d'argent ont-elles été payées à certains pères de 12 enfants à—? 146.

St-Pierre, juge :—A-t-il demandé au gouvernement la permission de loger au palais de justice de Valleyfield ? 343.

Shefford :—Le gouvernement s'est-il engagé à dépenser des argents de colonisation qu'il n'a pas encore dépensés dans le comté de—? 228.

—Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la colonisation dans le comté de—? 228.

Sherbrooke. Palais de justice de :—L'édifice est-il terminé et combien a-t-il coûté ? 263.

Surintendant de l'Instruction publique :—Le Secrétaire de la Province sait-il que le— a refusé d'accepter des rapports d'inspecteurs d'écoles ? 367.

Terres :—Le gouvernement se propose-t-il de donner effet à la loi des— passée à la dernière session ? 262.

White, M. W. :—A-t-on fait quelques démarches pour l'induire à faire partie du gouvernement ? 263.

JOLIETTE ET BRANDON, CIE DU CHEMIN DE FER DE — : — Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Joliette et Brandon et pour d'autres objets. Voir *Bills*, 63.

JOLIETTE, CORONERS DU DISTRICT DE — : — Arrêtés en conseil nommant les divers coroners actuels du district de Joliette, ou révoquant les coroners antérieurs à ceux-ci et copie de toutes les instructions adressées aux différents coroners du district de Joliette, relativement à l'exercice de leurs fonctions. Voir *documents*, item 57.

JOURNAL D'AGRICULTURE :—Ordres en conseil et correspondance se rapportant à l'impression du " Journal d'Agriculture " depuis le 1er janvier 1903. Voir *Documents*, item 58

JUGES DE PAIX ET MAGISTRATS DE DISTRICT :—Résolution à l'effet qu'il est opportun pour le gouvernement de présenter, sans délai, une loi permettant à tout juge de paix et magistrat de district, tenant sa juridiction du gouvernement de cette Province de condamner la partie qui succombe à payer les frais de cour, d'assignation et de témoins et, de plus, un honoraire d'avocat à être déterminé par la loi, dans chaque cas où la partie qui réussit aura eu l'assistance d'un procureur. Débat, ajourné, 353.

JUGES DES DISTRICTS RURAUX :—Documents adressés au procureur-général au sujet de la modification à apporter à l'acte de judicature quant à la résidence des juges des districts ruraux. Voir *Documents*, item 59.

KILDARE :—Voir *Documents*, item 60.

KINGSEY FALLS :—Voir *Bills*, 151.

LABELLE, MGR :—Correspondance et requêtes se rapportant à l'érection du monument de feu Mgr Labelle, apôtre de la colonisation, dans la province de Québec. Voir *Documents*, item 61.

LAC ACHIGAN, Cie du Tramway du—:—Bill constituant en corporation la compagnie du tramway électrique du lac Achigan. Voir *Bills*, 55.

LACHINE :—Bill amendant la charte de la ville de Lachine. Voir *Bills*, 57.

LACHINE, STS-ANGES DE—:—Bill annexant pour les fins municipales et scolaires à la paroisse des Saints-Anges de Lachine, une certaine partie du territoire de la municipalité du Boulevard Saint-Paul. Voir *Bills*, 97.

LAC LABELLE, CIE DE PRODUITS CHIMIQUES DU—:—Voir *Documents*, item 62.

LACS, BAUX DES—:—Correspondance et requêtes relativement aux baux des lacs dans les limites du comté de Terrebonne, pour les années 1903-1904 et pour l'année courante.—Voir *Documents*, item 63.

LAC ST-FRANÇOIS, ILES DU—:—Correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et celui de la province de Québec, concernant certaines îles du lac Saint-François.—Voir *Documents*, item 64.

LAPRAIRIE—:—Bill concernant la commune de Laprairie.—Voir *Bills*, 88.

"LAURENTIAN WATER & POWER Co" :—Bill amendant la loi constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*.—Voir *Bills*, 48.

LAVAL, DISTRICT ÉLECTORAL DE—:—Copie des documents ayant servi à la dernière élection d'un député pour le district électoral de.—Voir *Documents*, item 65.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Voir *Comités*.

LICENCES :—Bill amendant la loi des licences de Québec. Voir *Bills*, 12.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4 ; Adresse à Son Honneur en réponse, 15. Voir *Adresse*.
2. Correspondance avec l'hon. M. Parent concernant dissolution des Chambres, 16.
3. Concernant résignation de certains ministres, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.
4. Confirme la nomination d'un nouvel orateur, 140.
5. Son discours à la clôture de la session, 422.

Messages de Son Honneur :

6. Invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 2 ; lors de la nomination de l'Orateur, 3 ; à la nomination d'un nouvel Orateur, 140 ; pour la sanction de certains bills, 309 ; à la clôture de la session, 438.
7. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 117.
8. Transmettant des documents à la Chambre, 10, 11, 141.

LIMITES A BOIS :—Correspondance échangée avec le gouvernement, au sujet d'une vente de limites à bois, par le gouvernement, en juin prochain. Voir *Documents*, item 66.

LIMITES A BOIS :—Correspondance échangée avec le gouvernement, au sujet d'une vente de limites à bois, par le gouvernement, en juin prochain. Voir *Documents*, item 67.

LONGUEUIL, CIE DES TRAMWAYS DE :—Bill constituant en corporation la Compagnie des Tramways de Longueuil.—Voir *Bills*, 43.

MAITRES ET SERVITEURS :—Bill amendant la loi relative aux maitres et serviteurs. Voir *Bills*, 178.

MALBAIE :—Bill augmentant les pouvoirs de la corporation du village de la Malbaie. Voir *Bills*, 95.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, item 68.

MARIEVILLE :—Bill constituant en corporation la ville de Marieville.—Voir *Bills*, 111.

MAYRAND L. A. :—Correspondance se rapportant aux plaintes faites contre L. A. Mayrand, shérif du district d'Iberville, depuis juillet 1902 jusqu'à cette date.—Voir *Documents*, item 69.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens.—Voir *Bills*, 136.

MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE :—Voir *Bills*, 3 et p. 182.

MONET, L'HON. D.—:—Nommé membre du Conseil Exécutif, et ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, sans émoluments, 16.

MONTMORENCY :—Etat de toutes sommes payées à même les fonds de colonisation, promises ou mises à la disposition de qui que ce soit, pour chacune des paroisses suivantes du comté de Montmorency savoir : L'Ange-Gardien, Château-Richer, Sainte-Anne de Beaupré, Saint-Féréol, Sainte-Brigite de Laval, Saint-Tite des Caps, Saint-Joachim, Saint-Pierre (Ile d'Orléans), Saint-Famille (Ile d'Orléans), Saint-Jean (Ile d'Orléans), Saint-Laurent (Ile d'Orléans), Saint-François (Ile d'Orléans), Sainte-Pétronille (Ile d'Orléans), avec indication de la date de tels paiements, de telles promesses ainsi que le nom de la personne à qui le département s'est adressé pour l'envoi ou la dépense des dites sommes et la paroisse à laquelle l'argent était destiné.—Voir *Documents*, item 70.

MONTMORENCY, COMTÉ :—:—Ordre ministériel ou ordres en conseil accordant à quelque personne que ce soit, dans le comté de Montmorency, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1904, des bénéfices ou avantages quelconques en vertu de l'Acte 55-56 Victoria, ch. 19, sect. 2, tel qu'amendé par l'acte 4 Edouard VII, ch 13.—Voir *Documents*, item 71.

MONTREAL :—Bill amendant la Loi des obligations scolaires de la cité de Montréal —Voir *Bills*, 90.

MONTREAL :—Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, amendant la charte de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 71. Voir, aussi, *Bills*, 1-5, 58.

“ MONTREAL, MATERNITÉ ” :—Bill amendant la charte de la *Montreal Maternity*. Voir *Bills*, 37.

MONTREAL-OUEST :—Bill amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest. Voir *Bills*, 42.

MONTFORT, NOTRE-DAME DE :—:—Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil. Voir *Bills*, 3---Contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'entretien des enfants envoyés à leur école d'industrie de Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, 182.

MONUMENT NATIONAL DE MONTREAL :—Bill accordant une subvention au Monument National de Montréal. Voir *Bills*, 23

MUSSEN, ALBERT E. :—:—Bill validant une vente faite par Albert E. Mussen à Henry-S. Mussen et les déchargé et quittance y contenues données par Dame Elizabeth-Georgina Cleghorn. Voir *Bills*, 47.

NICOLET :—Bill détachant du comté de Nicolet certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Monique et les annexant au comté d'Yamaska, pour toutes fins. Voir *Bills*, 143.

NOTRE-DAME DU LAC-ST-JEAN :—Bill concernant la paroisse de Notre-Dame du Lac-Saint-Jean. Voir *Bills*, 31.

OLIVER, A. H :—Bill autorisant l'association dentaire de la province de Québec à admettre Alfred Hunter-Oliver au nombre de ses membres, après examen. Voir *Bills*, 87.

OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, item 72.

ORATEUR :

1. Auguste Tessier, écuyer, choisi comme Orateur, 2. Se rend avec la Chambre auprès du Lieutenant-Gouverneur, 3. Rapporte le discours du Trône, 4. Démissionne comme Orateur, 139.
2. William-Alexander Weir, écuyer, choisi comme Orateur, 139. Se rend auprès de Son Honneur l'administrateur, 140.
3. Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur pour la sanction de certains bills, 309. A la clôture de la session, 438.
4. Informe la Chambre qu'il a reçu avis que des vacances sont survenues dans les comtés du district de Montréal No 2, Bellechasse et Kamouraska, 133. Qu'il a été émis des mandats pour de nouvelles élections, 133.
5. Décide que certaines pétitions ne peuvent être reçues, 254, 267, 330.
6. Présente le bill des subsides, 442.
7. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats d'élections pour les comtés de Montréal No 2, Bellechasse, Kamouraska et Rimouski, 136.

ORDRES DU JOUR :—

1. Ordres rescindés. 112, 340, 370.

ORDRES PERMANENTS :—Voir *Comités*

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Que les ordres du gouvernement aient préséance, 370.
2. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.

OTTAWA :—Voir *Bills*, 161.

OUEST-CANADIEN :—Correspondance entre M. l'abbé Georges Dugas et le gouvernement, en rapport avec ses ouvrages sur l'Ouest-Canadien. Voir *Documents*, item 73.

PACIFIQUE, CIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU :—Etat détaillé et assermenté de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique en vue de la perception des taxes.—Voir *Documents*, item 74.

PALAIS DE JUSTICE :—Ordres en conseil passés en rapport avec le fonds des bâtieses et des jurés, pour les districts de Montréal et Québec, depuis le 30 juin 1884, pour augmenter ou diminuer les charges sur les municipalités au sujet de la construction des palais de justice de chaque district —Voir *Documents*, item 75.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL :—Documents etc., autorisant le Trésorier à prélever, par l'émission de débentures provinciales, les sommes nécessaires à la restauration ou à l'agrandissement du palais de justice du district de Montréal.—Voir *Documents*, item 76.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL :—Rapport du shérif du district de Montréal sur l'application des sommes provenant du fonds de bâtieses et des jurés, dans le district, lors de la construction ou l'agrandissement du palais de justice actuel.—Voir *Documents*, item 77.

PARENT, HON. S. N. :—Fait une déclaration au sujet de la démission de certains membres du Conseil Exécutif, de la nomination d'autres membres et dépose devant la Chambre certaine correspondance s'y rattachant, 16.

—Fait une déclaration au sujet des accusations portées contre lui concernant l'administration du département des Terres de la Couronne et offre un comité d'enquête, 7.

—Comité chargé de s'enquérir des accusations portées par les hon. M.M. Legris et Choquette contre l'hon. S.N. Parent et son administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, nommé, 36. Premier rapport, 40. Deuxième, avec affidavits et appendices, 55. Objection soulevée que ce rapport n'étant rédigé qu'en une seule langue ne peut être présenté maintenant Motion d'urgence proposée Question d'ordre à l'effet que la question d'urgence est mal fondée. M. l'Orateur renvoie la question d'ordre. Autre question d'ordre soulevée, renvoyée, 110 Question d'urgence résolue dans l'affirmative, 111. Rapport adopté, sur division, 122. Deuxième rapport amendé, 288.

—Motion pour ordre de la Chambre permettant la production d'une copie de la déclaration et du plaidoyer dans la cause No 181, C. S. Trois-Rivières, rejetée, 112.

—Motion pour ordre de la Chambre permettant la production d'une copie de la déclaration et du plaidoyer dans la cause No 1988, C. S. Québec, rejetée, 113.

PATON, LAIRD :—Bill concernant la succession de feu Laird Patton. Voir *Bills*, 85.

PÊCHE :—Documents, depuis 1903, échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement du Canada, se rapportant au remboursement des sommes perçues depuis 1867 et provenant des baux et permis de pêche, et à la revendication d'une partie de la somme payée par les Etats-Unis pour l'indemnité dite des pêcheries.—Voir *Documents*, *item* 78.

PERMIS DE CHASSE :—Liste des personnes qui ont obtenu des permis de prendre et garder vivants des orignaux, caribous et chevreuils, depuis le 1er septembre 1903 au 1er janvier 1905. Voir *Documents* *item* 79, et aussi *item* 80, 81, 82.

PERRAULT, ANTONIO :—Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Antonio Perrault au nombre de ses membres, après examen. Voir *Bills*, 99.

PETITE-CÔTE :—Bill refondant et abrogeant la loi érigeant en corporation le village de la Petite-Côte et changeant son nom en celui de village Rosemont. Voir *Bills*, 32.

PETITES-FILLES DE ST-JOSEPH :—Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Filles de Saint-Joseph. Voir *Bills*, 50.

PÉTITIONS :—M. l'Orateur déclare hors d'ordre certaines pétitions qui ne sont pas rédigées conformément aux règles de la Chambre et les renvoient au comité des bills privés, 254.
Que certaines — ne peuvent être reçues, 267, 330.

PÉTITIONS :—De certaines personnes, 132, 248, 254, 267, 321, 330.

POINTE-AU-PIC :—Bill constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic.—Voir *Bills*, 86.

POLICE PROVINCIALE :—Documents concernant le service fait par la police provinciale sur les quais du gouvernement fédéral en rapport avec les bâtisses des immigrants, à Québec.—Voir *Documents*, *item* 83.

POMPIERS DE QUÉBEC :—Bill constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite des pompiers de Québec. — Voir *Bills*, 114.

PONT DE QUÉBEC :—Documents échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet d'aucun octroi pour la construction du pont de Québec, depuis le 30 juin 1904.—Voir *Documents*, item 84.

PONT ST-PIE :—Bill concernant La Compagnie du pont Saint-Pie.—Voir *Bills*, 73.

PONT SUR LA RIVIÈRE DELISLE :—Documents se rapportant au projet de construction d'un pont sur le haut de la rivière Delisle, dans le comté de Soulanges.—Voir *Documents*, item 85.

PONT SUR LA MATAPÉDIA :—Voir *Documents*, item 86.

PONT YULE :—Documents échangés entre le gouvernement et les intéressés, en rapport avec la reconstruction du pont Yule, sur la rivière Richelieu, depuis 1904.—Voir *Documents*, item 87.

PRÉFONTAINE-ROLLAND :—Documents concernant la vente du lot formé par le lit de la rivière du Nord, aux rapides de Sanderson, à M. Préfontaine-Rolland. Voir *Documents*, item 88.

PRÉVOYANCE, LA :—Bill constituant en corporation la Société de Secours Mutuels La Prévoyance. Voir *Bills*, 78.

PRICE :—Voir *Bills*, 56.

PRISONS ET ASILES :—Voir *Documents*, item 89.

PRIVILÈGE :—Question de privilège soulevée par l'hon. député de Laval qui lit une déclaration au sujet de certaines accusations portées contre l'hon. M. S. N. Parent et demande que sa déclaration soit renvoyée à un comité spécial 11; demande la formation du comité spécial. Questions d'ordre, 25. Demande le comité. Déclaration du député d'Argenteuil, 33. Motion, débat ajourné, 34. Reprise du débat, 36. Déclarations des députés de Montréal, No 2 et de Bellechasse. Motion adoptée, 37.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Voir *Comités*.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant la Législature, V à XV.

PRODUITS LAITIERS :—Voir *Documents*, item 90.

QUÉBEC-ORIENTAL :—Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec-Oriental. Voir *Bills*, 45.

"QUEBEC & ST. MAURICE INDUSTRIAL CO." :—Bill constituant en corporation *The Quebec and St. Maurice Industrial Company*. Voir *Bills*, 116.

QUEBEC ET SAGUENAY, CHEMIN DE FER :—Bill constituant en corporation la Compagnie du Chemin de fer Québec & Saguenay. Voir *Bills*, 40.

QUEBEC UNION LIFE INSURANCE CO :—Bill constituant en corporation *The Quebec Union Life Insurance Company*. Voir *Bills*, 65.

QUESTIONS D'ORDRE :—

Question d'ordre à l'effet qu'une motion ayant été remise à M. l'Orateur doit être soumise à la Chambre, M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 25.

Question d'ordre à l'effet qu'une prétendue question de privilège n'en est pas une, réellement. Question maintenue, 25.

Question d'ordre à l'effet que le rapport d'un comité n'étant rédigé qu'en une seule langue, ne peut être présenté. On propose alors une motion d'urgence à laquelle on s'oppose, sous prétexte qu'on n'a pas demandé, en même temps que l'urgence, la suspension de la règle de la Chambre qui exige que ces rapports soient écrits dans les deux langues. M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée, la motion étant expressément faite pour permettre, d'urgence, la présentation du rapport dans une seule langue, 110.

Question d'ordre à l'effet que le rapport d'un comité spécial tend à faire dire à la Chambre qu'elle lui a ordonné de s'enquérir de l'administration d'un département d'une manière générale, tandis que l'ordre de référence veut que l'on s'enquiert seulement de certaines accusations expresses et spécifiques. M. l'Orateur renvoie l'objection parceque la motion devant la Chambre n'a trait qu'à la présentation du rapport, 110.

Des pétitions s'opposant à certains projets de loi étant lues, M. l'Orateur décide que ces pétitions, n'étant pas rédigées dans la forme régulière exigée par les règles de la Chambre, ne peuvent être reçues. Cependant, pour donner aux pétitionnaires l'occasion de présenter leurs objections, il ordonne de transmettre ces pétitions au comité des bills privés où elles pourront être consultées lorsque le comité délibérera sur ces bills, 254.

QUESTIONS D'ORDRE.—*Suite.*

Question d'ordre à l'effet que la copie certifiée d'une convention qu'il s'agit de ratifier par un bill n'a pas été annexée au dit bill, tel qu'exigé par la règle 57, par. 1, et, qu'en conséquence, le bill n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur constate que la copie certifiée de cette convention ne s'applique qu'à une clause du bill, qui pourrait être retranchée en comité général et régulariserait ainsi la procédure et permettrait à la Chambre de continuer à délibérer sur le bill. Il renvoie la question d'ordre, 318.

A la motion proposant que la Chambre se constitue en comité général pour considérer un bill, on objecte que les dispositions des règles 57 et 60 n'ayant pas été suivies, le bill est hors d'ordre. M. l'Orateur décide qu'en ce qui concerne les dispositions de la règle 60, l'objection n'est pas fondée, attendu que les amendements proposés sont du ressort de ce comité. Pour ce qui concerne la règle 57, il appert que la copie certifiée de la convention qu'on désire régulariser, a été déposée avec le bill. Objection renvoyée, 326.

A la motion demandant que la Chambre se constitue en comité général pour la considération d'un bill, on objecte que les promoteurs n'ayant pas pris des mesures pour faire disparaître du bill les clauses qui le rendent contraire aux règles de la Chambre, le bill est hors d'ordre. M. l'Orateur s'en tient à sa décision rendue, précédemment, permettant au comité d'étudier le bill et d'attendre la motion pour troisième lecture pour constater si le bill a été amendé de manière à le rendre conforme aux exigences du règlement, 345.

A la motion demandant la suspension des règles pour un bill privé, on objecte que la présentation de la motion ayant été remise à demain, elle ne peut être proposée maintenant. M. l'Orateur décide que lorsque cette motion a été appelée il n'a pas été décidé de l'ajourner à demain, mais il a été tacitement convenu qu'elle pourrait être faite au cours de la séance, lorsque les ordres du jour pour les bills privés seraient appelés, 345.

A la motion demandant de suspendre les règles de la Chambre pour un bill privé, on objecte que cette motion est hors d'ordre parce qu'elle n'indique pas toutes les règles que l'on veut faire suspendre, les raisons pour lesquelles on veut les suspendre et que cette suspension des règles n'est pas recommandée par le comité des ordres permanents. M. l'Orateur réserve sa décision, 346. M. l'Orateur maintient le point d'ordre, attendu que la motion ne spécifie aucune raison ni aucune nécessité motivant la suspension des règles de la Chambre, 353.

QUESTIONS D'ORDRE — Suite.

A la motion demandant de suspendre les règles de la Chambre pour un bill privé, le promoteur donne certaines raisons à l'appui de sa demande et plaide urgence. On objecte que la demande est irrégulière, qu'elle demande de ratifier par résolution des conventions qui ne peuvent l'être que par un bill et qu'il n'est nullement prouvé qu'il y ait urgence à adopter ce bill. M. l'Orateur décide qu'en ce qui concerne la rédaction de la motion, c'est à la Chambre d'en apprécier les termes et le sens, et c'est aussi à elle de juger la question d'urgence. Sur le second point de l'objection, il ne considère pas qu'il s'agit de ratifier des conventions par une résolution, la motion ne faisant qu'indiquer que, si les règles sont suspendues, les clauses du bill auquel on objecte pourront être considérées par la Chambre. En conséquence, il renvoie l'objection, 362.

A la motion de remettre un bill sur les ordres du jour, on objecte que l'avis n'a pas été donné. M. l'Orateur réserve sa décision, 371. M. l'Orateur décide que, dans ce cas, un avis n'est pas nécessaire, 382.

QUESTION PRÉALABLE :—Motion présentée et retirée, 34.

RAISON SOCIALE :—Bill amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre personne comme raison sociale. Voir *Bills*, 146.

" **REAL ESTATE TITLE GUARANTEE & TRUST CO** " :—Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, en changeant le nom de la *Real Estate Title Guarantee and Trust Company* en celui de *Financial Corporation*. Voir *Bills*, 53.

RECETTES ET PAIEMENTS :—Voir *Documents*, item 91.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règle 51 suspendue, 295.

2. Règle 58, sec. 3, suspendue pour ce qui concerne les dépôts faits, pour bills privés, : 66.

3. Règle 49, suspendue.

RIVIÈRES :—Bill amendant la loi concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau. Voir *Bills*, 132.

" **ROBERT JONES MEMORIAL HOSPITAL** " :—Bill additionnel au Statut de la province de Québec, 57 Victoria, chapitre 89, constituant en corporation la *Robert Jones Memorial Convalescent Hospital*. Voir *Bills*, 49.

ROLLAND, CIE DE PAPIER :—Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de papier Rolland. Voir *Bills*, 108.

ROSEMONT :—Voir *Bills*, 32.

ROULEAU, M. :—Correspondance échangée entre le Procureur-général et le coroner Rouleau, du district d'Arthabaska, concernant la tenue des enquêtes du coroner de ce district, etc., depuis le 1er juillet 1903. Voir *Documents*, item 92.

ST-CÉSAIRE :—Voir *Bills*, 136.

ST-JEAN ET MAGPIE, RIVIÈRES-- :—Bill autorisant Herbert Molesworth-Price à faire des améliorations aux rivières Saint-Jean et Magpie et à exiger des droits de péage de ceux qui en font usage.—Voir *Bills*, 64.

" SAINT-LAWRENCE INVESTMENT SOCIETY " :—Bill augmentant les pouvoirs de la *Saint-Lawrence Investment Society, Limited*, et changeant son nom --Voir *Bills*, 72.

" SAINT-LAWRENCE TRUST AND BUILDING Co. " :—Bill constituant en corporation *The Saint-Lawrence Trust and Building Company* —*Bills*, 62.

SAINT-MAURICE :—Bill amendant l'article 2342 des Statuts refondus relativement à la Cour de circuit dans le comté de Saint-Maurice.—Voir *Bills*, 145.

ST-MICHEL-ARCHANGE DE MONTREAL :—Bill érigeant en municipalité scolaires séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal. Voir *Bills*, 69.

ST-THOMAS :—Bill annexant à la paroisse de Saint-Thomas et au comté de Joliette certains lots des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lanoraie. Voir *Bills*, 26

ST-TITE : Correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des secours à accorder à la paroisse de St-Tite, à la suite des dommages causés par la grêle. Voir *Documents*, item 93.

STE-BRIGITTE : Bill détachant certains lots dans la paroisse de Sainte-Brigitte, dans le comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, pour toutes fins. Voir *Bills*, 141.

STE-CUNEGONDE DE MONTREAL :—Bill amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal. Voir *Bills*, 60.

ST-CUNEGONDE, EGLISE DE--:—Bill amendant la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, concernant le paiement de la construction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal. Voir *Bills*, 102.

SAGUENAY ET BAIE JAMES :—Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.—Voir *Bills*, 75.

“ SALMON RIVER AND NORTHERN RAILWAY CO.” :—Bill constituant en corporation la compagnie *The Salmon River and Northern Railway Company*.—Voir *Bills*, 92.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, item 94.

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, item 95.

SERVITEURS :—Bill amendant la loi relative aux maîtres et serviteurs.—Voir *Bills*, 178.

SESSION :—État des travaux de la session de 1905, 435.

SHERBROOKE ;—Bill autorisant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Sherbrooke à contracter un emprunt au moyen d'une émission d'obligations.—Voir *Bills*, 41.

“ SHIP WORKMEN'S ASSOCIATION OF MONTREAL ” :—Bill constituant en corporation la société *The Ship Workmen's Mutual Benefit Association of the port of Montreal*.—*Bills*, 106.

SHOOLBRED, SEIGNEURIE DE--:—Voir *Documents*, item 96.

SOURDS-MUETS :—Bill concernant l'Institution Catholique des Sourds-Muets pour la Province de Québec ---Voir *Bills*, 54.

STADIUM, LE--:—Bill constituant en corporation Le Stadium.— Voir *Bills*, 61.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—Voir *Documents*, item 97.

STATUTS REFONDUS :--

Bill amendant l'article 3632. Voir *Bills*, F.

Bill amendant les articles 4055 et 4062. Voir *Bills*, 122.

Bill amendant l'article 2342. Voir *Bills*, 141.

Bill amendant l'article 4691. Voir *Bills*, 164.

Bill amendant les articles 3400 et 3408. Voir *Bills*, 145.

Bill amendant l'article 5766. Voir *Bills*, 166.

Bill amendant les-- . Voir *Bills*, 118, 140.

STEVENSON, I. M.:—Correspondance échangée entre le département de l'agriculture et toute personne concernant l'achat d'un cheval appartenant à J. M. Stevenson, pour être livré, à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, et la réclamation du dit Stevenson à ce sujet. Voir *Documents*, item 98.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1905, renvoyés au comité des subsides, 141. (*Document* No 1).
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1906, renvoyés au comité des subsides, 141. (*Document* No 1).
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 23.
4. La Chambre en comité, 142, 271, 398, 423.
5. Résolutions rapportées, 142, 278, 402, 429.
6. Considération de certaines résolutions remises à plus tard, 143.
7. Voies et moyens, 24. La Chambre en comité, 434, résolutions rapportées, 435 ; adoptées, 435.
8. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1905 et le 30 juin 1906 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 5. (5 Ed. VII, ch. 1).

SUBSIDE FÉDÉRAL :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance du Canada relativement au subside fédéral payable annuellement aux provinces, en particulier à la province de Québec, en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.—Voir *Documents*, item 99.

SYLVESTRE HON. LOUIS :—Documents se rapportant à la démission de l'honorable Louis Sylvestre, comme conseiller législatif de cette province et à son remplacement par M. Jules Allard, député du comté d'Yamaska.—Voir *Documents*, item 100.

TAXES MUNICIPALES :—Bill amendant le Code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales. Voir *Bills*, 164.

TÉLÉPHONE DE BELLECHASSE, CIE DU :—Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie de Téléphone de Bellechasse. Voir *Bills*, 56.

TERREBONNE :—Bill relatif aux termes et séances de la Cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa. Voir *Bills*, 161.

TERREBONNE :—Requêtes et correspondance en rapport avec la fixation et l'insuffisance des termes de la cour supérieure pour le district de Terrebonne et de la cour de circuit dans et pour le comté de Terrebonne. Voir *Documents*, item 101 et item 102.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, item 103.

TERRES, MINES ET PÊCHERIES :—Etat détaillé indiquant la source d'où provient le montant de \$744,322.38 porté à l'item, " Terres, Mines et Pêcheries ", de l'état des recettes et paiements de la province de Québec, du 1er juillet 1904 au 25 avril 1905. Voir *Documents*, item 104 et, aussi, item 105.

TERRES PUBLIQUES :—Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts. Voir *Bills*, 25.

TESSIER, L'HON. A.—:—Choisi comme Orateur, 2.—Ministre de l'Agriculture, 139.

THETFORD MINES :—Bill constituant en corporation la ville de Thetford Mines. Voir *Bills*, 33.

TINGWICK :—Bill détachant certains lots du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant, pour toutes fins, au canton de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond. Voir *Bills*, 151.

TRAVAUX PUBLICS :—Voir *Documents*, item 106.

TROIS-RIVIÈRES :—Bill amendant la charte de la cité des Trois-Rivières. Voir *Bills*, 84.

TURGEON, L'HON. A.—:—Démission comme ministre et documents s'y rapportant, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.

—Répudie tout compromis, 37.

—Certificat d'élection, 138.

" U NION LIFE INSURANCE CO " :—Bill constituant en corporation " The Quebec.—Voir *Bills*, 65.

UNIONS OUVRIÈRES :—Bill concernant les unions ouvrières. Voir *Bills*, 171.

V ALLÉE DE ST-FRANÇOIS, CIE DU CHEMIN DE FER DE LA.—:—Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée Saint-François. Voir *Bills*, 46.

VÉTÉRINAIRES :—Bill amendant la loi concernant les médecins vétérinaires. Voir *Bills*, 138.

VILLAGES, ERECTION DES—:—Bill amendant le Code municipal, concernant l'érection des villages. Voir *Bills*, 10.

VILLE, CORPORATIONS DE—:—Bill amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville—Voir *Bills*, 144.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*.

VOITURIERS :—Bill amendant le Code civil relativement aux effets non réclamés entre les mains des voituriers.—Voir *Bills*, 127.

WEIR, L'HON. W. A.—:—Démission comme ministre et documents s'y rapportant, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.

—Répudie tout compromis, 33, 34.

—Choisi comme Orateur, 139.

“WILSON-PATERSON Co.” :—Bill constituant en corporation la compagnie *The Wilson-Paterson Company*. Voir *Bills*, 83.

WOLFE, CANTON DE —:—Documents se rapportant à l'arpentage défectueux des lots du 5ième rang du canton de Wolfe. Voir *Documents*, item 107.

WOLFE, MÉGANTIC ET LOTBINIÈRE, CHEMIN DE FER—:—Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Wolfe, Mégantic & Lotbinière. Voir *Bills*, 66.

“YUKON TRUST AND LOAN CO.” :—Bill constituant en corporation *The Yukon Trust and Loan Company*. Voir *Bills*, 76.